Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16668 – 7,50 F - 1,13 EURO | SAMEDI 29 AOÛT 1998 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



ULF ANDERSEN

L'affaire Lewinsky par Jerome Charyn

LE MONDE publie en exclusivité deux regards américains sur l'affaire Lewinsky. Dans un texte intitulé « Darling Bill », l'écrivain Jerome Charyn s'emporte contre *« les manœuvres politiques surréelles entourant le braquemart d'un président »*. Critique littéraire au *New York Times*, Richard Bernstein analyse cette *« exception américaine »* qui allie puritanisme et esprit procédurier. Enfin, l'universitaire française Frédérick Douzet décrypte l'emballement de la machine médiatique américaine.

Lire pages 14 et 15

Vent de panique sur les Bourses mondiales

● La débâcle financière en Russie provoque un mini-krach sur toutes les places ● Tokyo est à son plus bas niveau depuis douze ans, Wall Street perd 4,2 %, les marchés européens reculent fortement ● A Moscou, M. Eltsine revient au Kremlin et M. Tchernomyrdine négocie avec les communistes

LA DÉROUTE financière russe provoque un véritable mini-krach sur l'ensemble des marchés boursiers. Après un jeudi « noir » où, dans un climat de fortes tensions, les marchés d'actions ont enregistré des chutes spectaculaires (Wall Street a baissé de 4,2 %, Paris de 4,3 %, Francfort de 3,8 %), les places boursières poursuivaient, vendredi 28 août, leur dégringolade. En Asie, la Bourse de Tokyo a encore perdu 3,5 %, tombant à son plus bas niveau depuis douze ans. Le ministre des finances, Kiichi Miyazawa, a appelé le public à *« ne pas céder à la panique »*. A Hongkong, le gouvernement a dû intervenir massivement pour limiter la chute. Vendredi, à l'ouverture, les places de Paris, Francfort, Madrid et Zurich abandonnaient entre 4 % et 7 %.

Alors que la cotation du rouble est toujours suspendue, de nouvelles négociations ont été engagées entre Moscou et le FMI. Boris Eltsine a repris, après six semaines de vacances, ses activités à Moscou. Le Kremlin a démenti l'information de la chaîne américaine CBS selon laquelle le président russe aurait signé une lettre, non datée, de démission. Le général Lebed s'est longuement entretenu, jeudi, avec Viktor Tchernomyrdine, dont la nomination au poste de premier ministre doit être soumise à la Douma, lundi 31 août. Les tractations se poursuivent avec les communistes en vue de l'élaboration du programme d'un gouvernement de coalition.



Après la crise asiatique, l'effondrement financier de la Russie menace désormais la croissance mondiale. La Corée du Sud et la Malaisie ont rejoint les pays en récession. Aux Etats-Unis, la croissance est passée d'un rythme annuel de 5,5 % au premier trimestre à 1,6 % au deuxième. En France, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, s'apprête à réviser à la baisse sa prévision de croissance pour 1999, fixée en avril à 2,8 %.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 16

Crise au FN

■ La rivalité entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret apparaît au grand jour

■ Le président du Front national impose sa loi et dénonce les « trahisons »

■ Une université d'été où les mots « rafles » et « camps de concentration » sont assumés

Lire page 6

■ Chômage en baisse

Les chiffres de juillet, publiés vendredi 28 août, confirment la décrue : – 4,8 % en un an. p. 7

■ Le PS dit non à l'amnistie

Les socialistes qualifient de « simple demande d'amnistie » la proposition de M. Séguin d'élaborer une nouvelle loi sur le financement des partis. p. 26

■ Scènes de lynchage à Kinshasa

Terrible chasse aux rebelles dans la capitale de RDC, menée par les troupes du président Kabila ; le Rwanda accuse ce dernier de « génocide ». p. 5

■ Au pays des Inuits

Cinquième volet du voyage d'Annick Cojean à la rencontre des Esquimaux, ce peuple qui ne veut pas mourir. p. 13
et notre grand jeu-concours p. 26

■ L'école nouvelle

M. Allègre ouvre un nouveau chantier. Première expérimentation dès la rentrée, dans 2 000 écoles primaires. p. 8

■ Guerre des sodas

Pepsi-Cola contre l'offre de rachat d'Orangina lancée par Coca-Cola. Un entretien avec Charles Bouaziz, directeur général de Pepsico France. p. 17

■ Vieux cailloux ou nouvelles voitures ?

Les archéologues voudraient poursuivre leurs fouilles sur le site de la future usine Toyota à Valenciennes. p. 10

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 829 - 7,50 F

Quand la fonction publique recrute à « Questions pour un champion »

POUR COLLER *un timbre, mettre du courrier dans une enveloppe ou taper une lettre, faut-il vraiment savoir quel est le taux de TVA sur les manuels scolaires, où se trouve la terre* Adélie et quel était le nom du ministre de la culture au 1er octobre 1997 ? Manifestement oui, puisque telles sont les questions posées aux employés de bureau contractuels de la fonction publique qui passent des concours pour être titularisés, afin d'obtenir la sécurité de l'emploi. L'Union nationale des syndicats autonomes s'est récemment émue de la difficulté des épreuves destinées à recruter des personnes dépourvues de tout diplôme, pour des travaux payés l'équivalent du SMIC, dans le cadre d'un plan social de « résorption de la précarité » voulu par le Parlement.

L'administration plaide non coupable : quand il n'y a que quelques postes pour des dizaines de milliers de personnes, il faut bien éliminer. *Or, si les questions sont trop simples,* tout le monde sera reçu. Les futurs garçons de bureau de l'éducation nationale doivent donc être capables de donner la durée du mandat d'un député, d'expliquer le mode d'élection d'un sénateur ou de dire si telle région comporte plusieurs académies. Quant à ceux qui veulent encaisser les chèques aux impôts, ils *doivent savoir si l'île de Pâques se trouve sous la* souveraineté de l'Equateur, du Chili, de la Colombie ou de l'Argentine... Certains hauts fonctionnaires admettent que le système comporte des effets pervers car il renforce la surqualification dans la fonction publique : l'éducation nationale a noté qu'en 1995 3 % seulement de non-diplômés avaient été reçus au concours de « commis » (adjoint administatif), tandis que 78 % des reçus avaient le baccalauréat ou plus (DEUG ou licence). La fonction publique perd ainsi sa vocation d'ascenseur social.

Le syndicat Force ouvrière du Trésor a en outre protesté contre l'apparition de questionnaires à choix multiples (QCM), qui se sont depuis répandus dans tous les ministères. Les QCM font plus appel aux connaissances qu'à *l'intelligence, ce qui désarçonne les candidats* : ces derniers peuvent très bien savoir ce que désigne la ligne Maginot, sans être capable de dire si elle doit son nom à *« l'ingénieur qui en a conçu les plans, la ligne de chemin de fer qui relie Paris à Verdun, la ligne de crête qui a défini son implantation, ou un ministre français de la guerre »*. De même, un littéraire qui passe des *concours de niveau licence n'est pas obligé de* savoir combien de barres horizontales comporte le drapeau des Etats-Unis d'Amérique, et si le père de Mme de Staël était Talleyrand, Necker, Lafayette ou Benjamin Constant...

L'administration répond que ce sont des impératifs d'économie budgétaire qui ont imposé les QCM : au lieu d'avoir à payer des centaines de correcteurs qui passeraient des heures à évaluer des dissertations, on demande aux candidats de noircir des cases et on soumet leurs fiches à un lecteur optique qui, en quelques secondes, indique la note obtenue. A la Revue du candidat, école de préparation aux concours, créée par le syndicat FO-Trésor en 1937, les formateurs ont dû s'adapter : ils ne font plus faire *de rédactions à leurs élèves, mais ils leur* conseillent de regarder assidûment l'émission de télévision « Questions pour un champion » !

Rafaële Rivais

Le sol de la Terre, notre patrimoine

LES SPÉCIALISTES des sciences du sol s'inquiètent des atteintes portées à l'« épiderme de la Terre », notamment à l'humus. Intitulé « L'homme et les sols », le congrès mondial qui les a rassemblés à Montpellier, du 20 au 26 août, consacre la montée en puissance de l'environnement dans une discipline longtemps mise au service de la productivité agricole. Les questions liées à la lutte contre la pollution, l'érosion, la désertification et l'effet de serre nourrissent les débats des experts. Les pédologues, qui souhaitent le renfort des sciences sociales, assurent que le sol *doit être considéré comme* un patrimoine précieux et fragile, au même titre que l'air et l'eau.

Lire page 20

A la recherche des modèles perdus

DE TOUT TEMPS, les sociétés humaines se sont cherché des modèles. Dans le passé ou dans le présent. Athènes a inspiré Rome, Rome et Athènes, Byzance. La Russie s'est voulue pendant des siècles la « troisième Rome ». En France, au XVIIIe siècle, les bons esprits ne juraient que par l'Angleterre, et Voltaire par la Chine. Les révolutionnaires américains de 1776 se réclamaient de la démocratie antique, revue et corrigée par la Bible. 1789 leur a largement emprunté la Déclaration des droits. Napoléon était un nouveau César. La Révolution bolchevique de 1917 ne cessait de se référer aux jacobins, les fascistes au concept romain de dictature. On pourrait prolonger l'énumération à l'infini. La guerre froide a simplifié les choses en laissant face à face, l'une et l'autre incarnées dans un empire, deux recettes opposées du bonheur universel.

Mais, comme l'avait noté Tocqueville, deux grands dangers menacent l'existence des religions : les schismes et l'indifférence. Ce n'est pas moins vrai des idéologies. A l'Est, chacun à sa manière, Tito, Mao, Castro, Dubcek, Gorbatchev incarnèrent, durant un temps plus ou moins long, l'espoir d'un communisme rénové, voire à *« visage humain »*. Dans l'autre camp, un certain pluralisme étant de règle, divers modèles se sont vus successivement exaltés. Dès juillet 1945, alors que la guerre contre le Japon n'était pas terminée, les électeurs britanniques installaient à la place de Churchill, avec les travaillistes, les champions d'un Etat-providence, directement venu de Suède, qui allait faire longtemps figure de modèle de référence pour la social-démocratie européenne, avant de connaître de sérieuses difficultés économiques.

Vingt ans plus tard, l'Allemagne et le Japon, réduits en cendres en 1945, s'inscrivaient derrière les Etats-Unis et, à l'époque – du moins le croyait-on – l'URSS, au premier rang des puissances industrielles, devenant même les principaux banquiers d'un Oncle Sam surendetté. Dans les deux cas, on parla de miracle, sans assez mesurer à quel point les situations étaient différentes.

André Fontaine

Lire la suite page 16

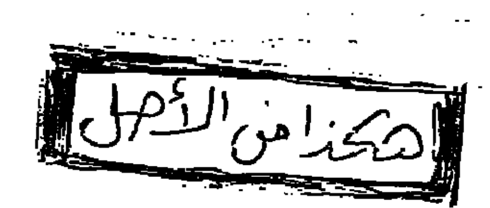
Un designer pour l'industrie



MARC SADLER

L'« INDUSTRIAL DESIGN » a gagné ses lettres de noblesse avec Raymond Loewy, célèbre pour avoir redessiné le paquet de Lucky Strike, mais aussi des voitures ou des locomotives. Notre série sur les « designers dans le siècle » s'achève avec un Français installé à Venise, Marc Sadler, qui dialogue avec l'industrie, des chaussures de sport aux meubles de cuisine.

Lire page 21



ÉCONOMIE L'ensemble des marchés boursiers mondiaux sont entraînés dans une spirale à la baisse par la crise financière et politique en Russie. Vendredi 28 août, l'ensemble des places européennes affichaient des baisses de 3 % à 7 %, après les fortes chutes enregistrées la veille. ● WALL STREET, qui avait résisté jusque-là, a fini par être emportée dans la tourmente russe, l'indice Dow Jones, subissant la troisième plus forte en baisse en points de l'histoire. ● DES PREMIÈRES RÉPERCUSSIONS commencent à être observées sur la croissance. Tandis que les pays d'Asie plongent dans la récession, en France, le ministre des finances admet qu'il révisera légèrement à la baisse les perspectives pour 1999. ● EN RUSSIE, le premier ministre par intérim, Viktor Tchernomyrdine, a engagé des discussions avec les communistes. *(Lire aussi notre éditorial 16.)*

La crise financière jette un doute sur la croissance en Europe

Les marchés boursiers continuaient, vendredi 28 août, d'enregistrer de fortes baisses après les plongeons de la veille. Partie d'Asie, l'onde de choc, gonflée par la débâcle russe, pourrait affecter les économies occidentales

UNE VAGUE de panique s'est abattue sur l'ensemble des marchés boursiers mondiaux jeudi 27 août et se prolongeait vendredi 28 août dans la matinée : les places de Paris, Francfort, Londres, Madrid et Zurich perdaient entre 3 et 7 %. La crise partie d'Asie pour atteindre la Russie provoque une inquiétude généralisée des financiers en empruntant des canaux multiples *(lire ci-dessous).*

● **En Russie.** Le dollar valait 11,50 roubles avant la décision de la Banque centrale russe d'arrêter tous les échanges sur les devises étrangères, et nul ne sait quand ils reprendront. Depuis l'annonce de la dévaluation de la monnaie russe, le rouble aura perdu plus de 60 % de sa valeur. A ce rythme-là, certains experts estiment que le dollar devrait progresser de 300 % à 400 % d'ici un mois. Encore ouverte, la Bourse de Moscou a perdu 17,13 % et a atteint son plus bas historique. Une chute qui devrait elle aussi se poursuivre dans les prochains jours. *« Le marché des actions n'est plus pertinent aujourd'hui pour la plupart des investisseurs. La valeur réelle des entreprises est inférieure aux chiffres affichés sur les tableaux »*, estime un opérateur. Pour beaucoup, la Bourse de Moscou est entrée dans une mort clinique. Déjà, jeudi, les échanges sont restés particulièrement faibles, avec 5,4 millions de dollars de transactions.

● **Les marchés des pays de l'Est.** Ils ont été immédiatement balayés par la tourmente en provenance de Russie. La Bourse de Budapest a terminé sur une baisse de 14,38 %, la deuxième plus importante depuis la renaissance d'un marché financier en Hongrie. A Prague, le recul s'est élevé à 6,83 %. L'indice PX 50 est tombé à son plus bas depuis 1995. Les échanges sur les titres des Caisse d'épargne tchèque CS ont dû être suspendus après une chute de 24,1 %. La Bourse polonaise a perdu plus de 6 %.

● **En Europe de l'Ouest.** C'est à nouveau la Bourse de Madrid qui a enregistré la chute la plus spectaculaire. L'indice Ibex 35 a perdu 5,85 %, son plus fort recul depuis 1991. Les valeurs bancaires et des télécommunications, fortement implantées en Amérique latine, ont été les plus touchées.

Très affectée également, la Bourse suisse a plongé de 5,09 %, entraînée par la chute des valeurs financières. La Bourse de Milan a terminé en recul de 4,54 %. L'action Fiat a figuré parmi les plus fortes baisses. Le constructeur automobile est très présent en Russie et sur le marché sud-américain.

La Bourse de Francfort, déjà en forte baisse depuis plusieurs jours, a plongé de 3,26 %, et l'indice DAX s'est rapproché dangereusement du seuil psychologique des 5 000 points. *« Le passage de l'index sous la barre des 5 000 points avec un niveau plancher autour de 4 990-5 000 points n'est vraiment qu'une question de temps, je suis vraiment inquiet »*, s'est alarmé un courtier. Les actions des banques engagées en Russie ont le plus souffert, celles de la Deutsche Bank en tête.

Enfin, la Bourse de Londres a terminé sur un recul de 3,2 %. Le marché était affecté par la crise en Russie, mais aussi par la situation de l'économie britannique, le patronat ayant diminué de moitié son estimation de croissance pour 1999 à 1,1 %.

● **La Bourse de Paris.** Elle a plongé de 4,28 %, l'indice CAC 40 *terminant* à 3 745,64 points. C'est la plus importante chute de la Bourse de Paris depuis le 5 octobre 1992, où le CAC 40 avait abandonné 4,30 %. Le recul a été d'autant plus spectaculaire qu'il est intervenu dans un marché très animé. Plus de 13 milliards de francs ont été échangés sur le marché à règlement mensuel.

« Jusqu'à ces derniers jours, le marché baissait dans le vide, avec un volume d'échanges restreint. Aujourd'hui, les transactions sont aussi importantes qu'au mois de juin, lorsque tout le monde se précipitait pour profiter de la hausse des marchés. Les gérants n'hésitent plus à vendre sans discernement des paniers entiers d'actions figurant dans le CAC 40 », observe Charles Doll de chez Meeschaert-Rousselle.

> Pour nombre d'opérateurs, la Bourse de Moscou est entrée dans une mort clinique

Les titres les plus vendus ont été ceux des entreprises les plus exposées à la conjoncture internationale. Les sociétés du secteur parapétrolier comme Geophysique, Bouygues Offshore et Isis ont, continué de pâtir de la faiblesse des cours du baril, conséquence de la crise asiatique. Cependant, les poids lourds de la cote ont été également entraînés par la spirale baissière. L'action Alcatel Alsthom a perdu 7,60 %, celle de Renault 7,38 % et le titre Saint-Gobain a cédé 8,52 %. Même l'action France Télécom qui, jusqu'à présent, avait servi de valeur refuge en raison de sa faible exposition à la conjoncture internationale n'a pas échappé à la tourmente. Le titre de l'opérateur de télécoms a chuté de 6,50 %.

● **En Amérique latine.** La Bourse de Sao Paulo a connu un nouveau jeudi noir, clôturant sur une baisse historique de 10 %. Il s'agit de la deuxième plus importante chute de la Bourse brésilienne depuis celle d'octobre 1997, en pleine crise asiatique. Depuis le début du mois d'août, l'indice Bovespa de la Bourse de Sao Paolo a cédé plus de 40 %. Sur les autres places boursières sud-américaines, la chute était tout aussi spectaculaire.

La Bourse de Mexico a terminé sur sa pire baisse depuis le début de l'année en clôturant à – 6,11 %. La Bourse de Buenos Aires connaissait une chute record de 10,63 %. Quant à la Bourse de Santiago du Chili, jugée il y a encore quelque temps comme la plus solide de la région, elle a atteint son niveau le plus faible depuis dix ans en terminant *« seulement »* sur une baisse de 3,70 %. Devant l'ampleur de la crise, le directeur général du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, a convié tous les ministres des finances des pays d'Amérique latine à une réunion qui se tiendra les 3 et 4 septembre à Washington.

● **En Asie.** Les marchés ont été diversement affectés par la crise en Russie. La Bourse de Tokyo a terminé, vendredi 28 août, sur une baisse de 3,46 %. L'indice Nikkei a clôturé en dessous des 14 000 points, un niveau qu'il n'avait pas atteint depuis douze ans ! La Bourse de Manille perdait en cours de séance plus de 5 %, celle de Djakarta plus de 3 %. Seule la place de Hongkong parvenait à s'affranchir du mouvement général observé sur les marchés grâce au soutien massif des autorités de l'ancienne colonnie britannique.

Joël Morio

Les premiers signes d'un ralentissement

MONÉTAIRES et financières à l'origine, les crises asiatique et russe commencent à produire leurs effets sur la croissance dans le monde.

● **En France,** Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, a déclaré, jeudi 27 août à son retour d'une visite de deux jours à Pékin, que *« s'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure »* la situation internationale actuelle *« ne s'est pas arrangée pendant l'été »* et « [que celle-ci] *qui n'est pas bonne ne peut pas être sans conséquence sur la France »*. Elle devrait, selon le ministre, avoir un impact *« réel »*, mais *« limité »* sur la croissance en France. Si, pour Bercy, l'objectif de 3 % en 1998 ne devrait pas être affecté, l'hypothèse, retenue en avril, d'une croissance de 2,8 % en 1999 pourrait être remise en cause. Le ministre doit arrêter l'ensemble de ses hypothèses macro-économiques pour l'an prochain avant la présentation, le 9 septembre en conseil des ministres, du projet de loi de finances. *« Je pense que la fourchette qu'on me fournira sera centrée plus bas »* que 2,8 %, a-t-il indiqué, ajoutant que *« nous choisirons le bas de la fourchette. »*

● **En Asie du Sud-Est.** La dépression s'étend. Après le Japon, Hongkong, l'Indonésie et la Thaïlande, deux nouveaux pays, la Corée du Sud et la Malaisie ont dû reconnaître, jeudi 27 août, qu'ils étaient entrés en récession, c'est-à-dire qu'ils avaient enregistré deux trimestres consécutifs de baisse de leur produit intérieur brut (PIB). En Corée du Sud, la banque centrale a indiqué qu'après avoir baissé de 3,9 % au premier trimestre de 1998, le PIB avait encore chuté de 6,6 % au deuxième trimestre. Cette contraction est la plus forte que le pays ait connue depuis 1980. En Malaisie, après un recul de 2,8 % au premier trimestre, le PIB a baissé de 6,8 % au deuxième trimestre, conduisant la banque centrale à reconnaître que le pays était, pour la première fois depuis treize ans, en récession.

Aux Philippines, le secrétaire à la planification économique a indiqué, vendredi 28 août, que, pour la première fois depuis 1992, le PIB du pays avait baissé : il était, au deuxième trimestre de 1998, en recul de 0,7 % par rapport à 1997. Les économistes prévoient l'entrée en récession de Singapour d'ici à la fin de l'année.

● **Aux États-Unis.** Le département du commerce a confirmé, jeudi 27, le net ralentissement de l'activité outre-Atlantique. Après une progression en rythme annuel de 5,5 % pendant les trois premiers mois de l'année, le PIB américain n'a augmenté que de 1,6 % au deuxième trimestre. – *(AFP.)*

Wall Street accuse le coup et l'indice Dow Jones traduit la correction attendue

APRÈS avoir résisté pendant trois séances, la place financière américaine a brusquement flanché, le jeudi 27 août. L'indice Dow Jones a perdu 4,19 % (à 8 165,99 points) en une seule séance ; la troisième plus importante chute, en points, de son histoire. Les investisseurs se rendent compte que la crise financière dans laquelle les marchés émergents s'enfoncent les uns après les autres aura immanquablement des répercussions sur les profits des entreprises américaines. Surtout que ces dernières ne peuvent plus compter sur une économie locale florissante : la croissance s'est ralentie à 1,6 % en rythme annuel au cours du deuxième trimestre. Tant que la crise se limitait à l'horizon lointain d'Asie ou de Russie, un semblant d'optimisme régnait. Mais cette position est désormais intenable alors que les pays les plus proches – l'Amérique latine et le Canada –, voient leur monnaie attaquées.

On ne peut pas parler d'effet de surprise, mais plutôt de réveil tardif. Déjà, le 4 août 1998, Ralph Acampora, le stratège de Prudential Securities (connu pour avoir prédit un indice Dow Jones à 10 000 points) avait fait sensation en changeant brusquement d'opinion. Il avait anticipé une correction du Dow Jones de 15 % à 20 % par rapport à son sommet atteint le 17 juillet (9 385 points). Jeudi 27 août, à la fin de la séance, le recul du Dow Jones avait atteint 13 %. Désormais la question hante tous les esprits. Ce mouvement reflète-il une simple correction ou le début d'un marché franchement baissier ?

« FUITE VERS LA QUALITÉ »

Pour les analystes graphiques qui fondent leur réflexion sur la seule étude des courbes, la limite entre une correction est un *« bear market »* (marché baissier) se situe approximativement vers une baisse de 15 %. Pour le Dow Jones nous en sommes à 13 %, mais pour l'indice Russell 2000 (indicateur plus large comprenant des titres de sociétés moyennes), le recul atteint déjà 26 % par rapport à son sommet d'avril. En fait, plus de 70 % des valeurs cotées au New York Stock Exchange (NYSE) ont déjà abandonné plus de 20 % par rapport à leurs plus haut niveaux. Le phénomène de correction est donc entamé depuis longtemps. La stabilité des quelques valeurs vedettes de la Bourse américaine avait réussi à masquer l'ampleur du phénomène.

Aux Etats-Unis, le mouvement de *« fuite vers la qualité »* (choix sélectif des placements les plus sûrs) a commencé par un arbitrage des valeurs moyenne en faveur des actions des grandes entreprises multinationales. Du fait de la diversité géographique de leurs débouchés, celles-ci étaient peu ou moins touchées par la crise d'une seule région.

Aujourd'hui, alors que la crise financière gagne l'ensemble des pays émergents, ces grandes multinationales commencent à être pénalisée. Ainsi Coca Cola, le premier producteur mondial de boissons, réalise 75 % de ses bénéfices en dehors des Etats-Unis, dont 50 % dans les pays émergents et au Japon, relève Douglas Lane, analyste chez Merrill Lynch. Lorsque les géants de l'économie américaine sont touchés, la *« fuite vers la qualité »* se transforme en un *« un déplacement des marchés boursiers vers le marché des obligations d'Etat considéré comme un refuge dès qu'il y a une anxiété économique et politique »*, explique Kathleen Stephanson, de Donaldson Lufkin & Jenrette.

Ce mouvement a pour conséquence une forte baisse des taux d'intérêt des bons du Trésor. Celui des titres à 30 ans a atteint 5,34 %, soit un niveau inférieur à celui des taux à court terme, toujours fixés à 5,50 % par la Réserve fédérale.

Enguérand Renault

Les canaux de contagion d'une secousse partie d'Asie et devenue mondiale

ANALYSE

La propagation se fait d'abord à travers la crainte des investisseurs

PARTIE D'ASIE, il y a un peu plus d'un an, la grande vague de défiance des investisseurs face aux pays en développement et son corollaire fuite des capitaux, dévaluations, faillites et récessions se répand comme une traînée de poudre. La première phase de la crise monétaire et financière était régionale, la deuxième est planétaire. La contagion à l'ensemble des pays dits émergents illustre complètement la mondialisation financière née à la fin des années 80.

Les marchés pratiquent l'amalgame. Voila pourquoi des pays aussi différents économiquement et politiquement que la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Russie se sont effondrés et pourquoi le Brésil, le Mexique, le Canada, la Norvège, et la Pologne sont aujourd'hui menacés. Il suffit que les deux cents plus grands investisseurs de la planète, pour la plupart américains ou japonais, gérants de Sicav, d'épargne retraite, d'assurance-vie ou de fonds spéculatifs prennent peur pour que la spirale de la baisse soit enclenchée.

« Le repli des cours des actifs financiers dans un pays émergent [la Thaïlande il y a quatorze mois] *a fait prendre conscience du risque contenu dans les portefeuilles internationaux et amène les gérants à s'intéresser de plus près à la situation des économies dans lesquelles ils ont placé leurs actifs »*, explique le bureau d'analyse Aurel dans son bulletin du 27 août. La mode depuis le début de la décennie des marchés émergents, alimentée par de formidables gains (la Bourse de Moscou avait gagné plus de 80 % en 1996 !), a fait place à un réflexe de fuite. Après l'afflux de centaines de milliards de dollars, l'aversion soudaine de nombreux investisseurs pour le risque a créé une crise de liquidités en Asie, et en crée une nouvelle dans l'est de l'Europe et en Amérique latine.

Les économies les plus fragiles ne peuvent pas résister longtemps à ces gigantesques vagues et ne peuvent se passer longtemps de capitaux étrangers. Selon la banque américaine J. P. Morgan, le déficit moyen de la balance des paiements des pays latino-américains atteint 4,2 % du produit national brut et 2,5 % pour l'est de l'Europe. La dette à l'étranger du Brésil ou de l'Argentine représente au moins trois fois leurs exportations.

Depuis la dévaluation du rouble le 17 août, les marchés cherchent donc à deviner quelle sera la prochaine devise et le prochain pays émergent à décrocher. Suivant le modèle né en Asie il y a douze mois des dévaluations en chaîne qui ont suivi celle du baht thaïlandais en juillet 1997, certains analystes s'attendent à voir d'autres dominos monétaires comme le zloty polonais ou le réal brésilien suivre le rouble. Peu importe l'influence très faible ou nulle exercée directement par l'économie russe sur ses pays, les canaux de transmission de la crise aux pays émergents et développés ne sont pas liés aux échanges économiques, mais d'abord à la crainte des investisseurs.

Voilà pourquoi la contagion de l'Asie vers la Russie puis vers l'Europe de l'Est et l'Amérique latine semble a priori absurde. Dans une région comme l'Asie, la perte de compétitivité commerciale d'un pays qui voit un de ces concurrents directs dévaluer, peut expliquer la dégringolade en chaîne des devises et des marchés, mais les économies de l'est de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Asie ne sont pas concurrentes... sauf sur les marchés des matières premières et de l'énergie qui sont en chute libre. Les cours du pétrole ont baissé d'un tiers en un an.

DÉGRINGOLADE

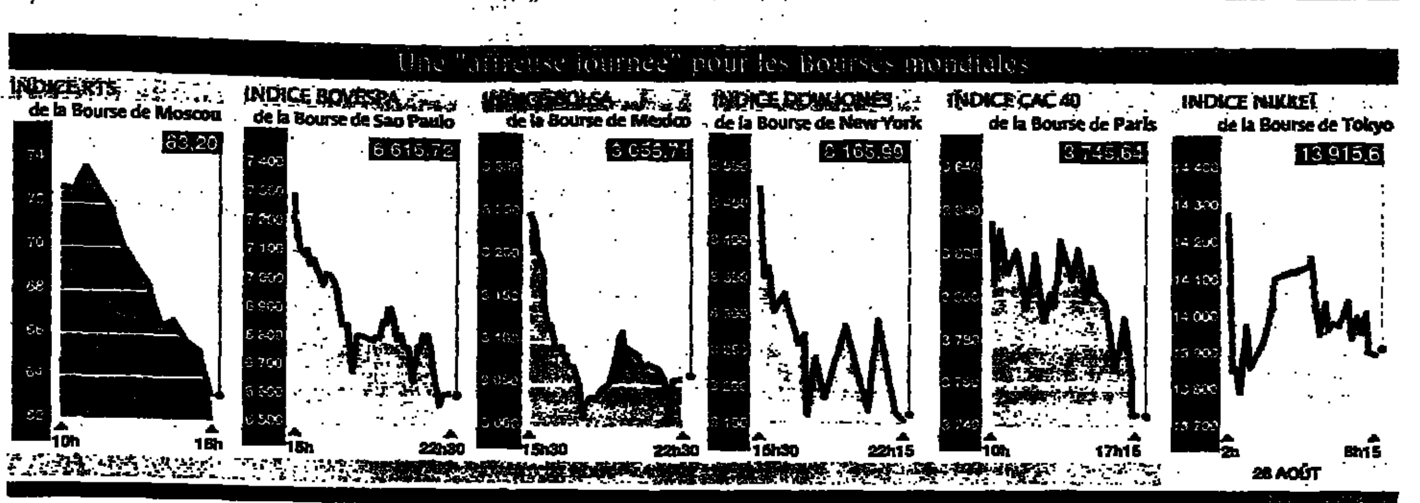
Les tigres et les dragons d'Asie, *la Thaïlande, la Malaisie,* la Corée, l'Indonésie, Taïwan sont de gros importateurs de matières premières et d'énergie ; leur récession a entraîné la baisse des cours. Elle s'est transformée en dégringolade avec la peur de voir la Russie accélérer ses exportations pour tenter de ramasser des devises. Or les ventes d'énergie et de matières premières représentent la moitié des exportations de l'Amérique latine et de pays comme le Canada, l'Indonésie, l'Australie et la Norvège.

La contagion peut-elle maintenant affecter durablement les pays développés et par quels canaux ? Elle s'exerce d'abord *via* la fragilisation de systèmes bancaires plus ou moins exposés selon les pays au risque asiatique et russe. Si les banques françaises, allemandes et américaines sont à même de faire face aux pertes, il en va tout autrement des établissements japonais. Déjà très affaiblies par les conséquences de l'explosion au début de la décennie de la bulle spéculative immobilière et boursière, les banques nipponnes ont été touchées de plein fouet par la crise en Asie. *Le credit crunch* (le manque de crédits bancaires) explique pour une bonne part la faiblesse de l'activité dans ce pays qui est pourtant paradoxalement le premier créancier de la planète.

Les interrogations se multiplient maintenant sur la capacité des Etats-Unis et de l'Europe à conserver une croissance soutenue dans un environnement dégradé. La déflation mondiale pourrait être alimentée par trois voies : celle d'une contraction de l'activité réelle se propageant à toutes les régions par le jeu du commerce mondial, celle de défaillances bancaires en chaîne et pour finir une baisse sensible et prolongée des marchés ponctionnant la richesse et modifiant la psychologie des consommateurs, surtout aux Etats-Unis.

L'influence du commerce mondial sur les Etats-Unis et l'Europe qui réalisent la majeure partie de leurs échanges en interne est relativement limitée. Le risque bancaire semble plutôt maîtrisé par les banques centrales. Le principal danger semble venir des marchés boursiers, en général, et de Wall Street, en particulier, dont l'influence depuis des années sur l'économie américaine est considérable. L'« effet richesse » ressenti par les ménages ayant réalisé des gains en Bourse, qui a alimenté depuis sept ans la formidable croissance des Etats-Unis, pourrait aussi s'exercer en sens inverse.

Eric Leser



M. Tchernomyrdine pourrait sérieusement altérer la politique économique en cours

MOSCOU
correspondance

L'agence de presse Interfax n'a publié, jeudi 27 août, que deux dépêches liées aux activités de Boris Eltsine. Le matin, le président russe avait envoyé un télégramme de félicitations à la directrice de la compagnie Cirque d'Etat pour ses soixante ans et un peu plus tard, il s'était entretenu au téléphone avec Viktor Tchernomyrdine, à propos de la visite éclair de ce dernier en Crimée. Bref, on n'avait pas vu, ni entendu le président depuis plusieurs jours...

Au cours de la journée, son porte-parole, Sergueï Iastrjembski, assailli de coups de fil, fut donc contraint de monter plusieurs fois au créneau. Pour appeler les journalistes russes à se fier à des informations *« vérifiées »*, ensuite pour s'insurger contre les *« inventions »* de la chaîne de télévision américaine CBS, qui avait affirmé que Boris Eltsine avait signé une lettre annonçant sa démission.

ENTRETIEN AVEC M. LEBED

Dans un cri du cœur, M. Iastrjembski a demandé aux médias de ne pas gêner la visite prochaine de Bill Clinton, arrivée à son *« stade ultime de préparation »*. Il a aussi affirmé que, vendredi 28 août, le président serait totalement à pied d'œuvre, avec un emploi du temps *« très chargé »* : rencontre avec son homologue bulgare, Piotr Stoïanov, puis entretiens avec le président du Conseil de fédération, le « speaker » de la Douma et le premier ministre par intérim.

Mais le retour de Boris Eltsine pourra difficilement faire oublier l'inquiétant silence d'un président dont le pays est en pleine débâcle financière. Mutisme qui contraste avec l'activité débordante de Viktor Tchernomyrdine, l'« héritier » désigné, mais qui ne le deviendra de plein droit qu'une fois sa candidature entérinée par la Douma.

M. Tchernomyrdine entame donc sa dernière ligne droite, avant son examen de passage devant les députés, qui devrait avoir lieu lundi. En attendant, le premier ministre par intérim, revenu de son escapade de Crimée – où il a longuement rencontré Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) – a poursuivi ses consultations politiques, préférant mener ce dernier tour de pourparlers à l'abris des oreilles indiscrètes.

Rien ou presque n'a ainsi filtré de son entretien, très attendu, avec Alexandre Lebed, le gouverneur de la région de Krasnoïarsk, les journalistes n'ayant tout simplement pas été admis dans l'enceinte de la Maison blanche (le siège du gouvernement). Des images, sans son, filmées par le service de presse du gouvernement, ont montré pendant 40 secondes les deux « poids lourds » de la politique russe, entourés du directeur du Service fédéral de l'aviation et du vice-ministre des finances, conviés eux-aussi à cet entretien.

Un scénario aujourd'hui largement évoqué. C'est dans une atmosphère tout aussi mystérieuse que, vers 19 heures jeudi soir, Guennadi Ziouganov, le leader de la fraction parlementaire communiste a été reçu dans le bureau de M. Tchernomyrdine. Signe que *« quelque chose »* avait avancé, puisque ces derniers jours le chef des communistes s'en était tenu à une seule et même version : pas de consultations politiques avec M. Tchernomyrdine – tenu pour responsable de la faillite financière – tant que le Parlement n'obtenait pas un droit de contrôle sur le futur gouvernement et qu'un nouveau cours économique, en rupture avec la politique monétariste, n'était défini.

« Le président n'a pas renoncé à sa fonction »

Le réformateur Boris Nemtsov était, il y a quatre jours encore, le numéro deux du gouvernement du libéral Sergueï Kirienko, révoqué dimanche 23 août. Interrogé, jeudi 27 août, par un journaliste de Radio-Svoboda à propos du silence observé par M. Eltsine, il répond : *« Il n'y aura pas de répit à cette crise tant que la Douma* [la Chambre basse du Parlement] *n'aura pas entériné la nomination du nouveau premier ministre. »* Selon lui, Boris Eltsine n'a pas encore *« renoncé à sa fonction »*, mais *« après avoir donné tous pouvoirs à Viktor Tchernomyrdine, le président considère qu'il ne lui est pas indispensable d'intervenir sur des détails »*.

L'ancien gouverneur de Nijni-Novgorod, région phare des réformes, déplore ensuite : *« Nous avions compris depuis quelques mois que les bons du Trésor, la mauvaise collecte des impôts, etc., mettait le pays en péril. Tout ceci n'a profité qu'à un petit nombre (...). Il est juste de nous reprocher d'avoir été un gouvernement de technocrates. Nous n'avons pas été assez préoccupés des conséquences politiques de nos actes. »*

Selon le communiqué officiel, il fût essentiellement question du développement socio-économique de la région de Krasnoïarsk et de ses éternels problèmes de retard dans le versements des salaires... Pourtant à l'issue de l'entretien, l'ex-général faisait état d'une *« unité de vue sur la façon de sortir le pays de la crise »*, alors que quelques heures plus tôt, il avait confié que le pays allait tout droit dans le ravin, mais qu'une démission du président Eltsine était *« impossible »* : *« Tant qu'il est en vie, il s'accrochera de toutes ses forces au pouvoir »*, lançait-il, démentant avoir reçu une offre de Viktor Tchernomyrdine pour former un tandem électoral, en cas de démission anticipée du président.

En ce qui concerne le dernier point, c'est désormais chose faite. La commission tripartite a officiellement accouché jeudi d'un texte de 16 pages. Un document qui devrait faire se dresser les cheveux sur la tête des représentants du FMI, alors que le versement de la seconde tranche du « super-crédit » de 22,6 milliards de dollars, accordé en juillet est attendu.

Dans ce texte, les représentants du gouvernement, du conseil de la fédération et de la Douma, prônent un retour à l'émission monétaire, appelent à des nationalisations dans les secteurs stratégiques de l'économie, demandent un soutien aux producteurs nationaux et une protection des monopoles naturels. Ce qui signifie une réorientation totale de la politique menée jusqu'ici, le conseil de la Douma devant décider, ce vendredi, si le nouveau document doit être soumis aux députés. Il remplacerait alors le plan anticrise élaboré par Sergueï Kirienko.

A en croire les mines réjouies des membres de la commission tripartite – libéraux, centristes ou communiste –, il n'est pas difficile d'imaginer que l'invraisemblable compromis a été obtenu à la seule condition que la candidature de Viktor Tchernomyrdine soit entérinée rapidement par la Douma d'Etat. L'essentiel étant, pour ceux qui ont remis en selle M. Tchernomyrdine, de placer au plus vite l'« héritier » à la tête du gouvernement, alors que Boris Eltsine n'est plus en mesure de tenir les rênes du pouvoir.

PLANCHE A BILLETS

Autant dire qu'au nom d'intérêts hautement politiques et *« claniques »*, ils ont accepté, quitte à s'attirer les foudres des organisations financières internationales, de violer le « tabou » économique des trois dernières années. A savoir la remise en marche la planche à billets. Personne ne se risque aujourd'hui à évoquer le spectre d'une hyperinflation, comme en 1992 et 1993... avec tous les risques d'explosion sociale qu'il comporte.

Mais si les partisans de M. Tchernomyrdine ont, semble-t-il, largement cédé aux communistes sur le terrain économique, la partie n'est nullement gagnée sur le plan politique. Les députés communistes et leurs alliés tentent en effet par tous les moyens d'obtenir, parallèlement à une réduction des pouvoirs présidentiels, un point sur lequel l'ensemble de la classe politique semble s'accorder, un amoindrissement de ceux du futur premier ministre.

Au sein de la commission, Guennadi Ziouganov et ses alliés nationalistes ont proposé d'inclure dans le texte en préparation, des points *« révolutionnaires »*. Comme, par exemple, la nomination, par le président, de huit ministres clés, avec le seul accord de la Douma, ou encore l'impossibilité pour le chef de l'Etat (comme c'est le cas actuellement) de proposer une seconde fois devant la Douma, un candidat premier ministre déjà refusé... Des propositions qui risqueraient de transformer M. Tchernomyrdine en premier ministre décoratif, au service d'un président potiche.

Agathe Duparc

M. Clinton veut intervenir en faveur des réformes

NEW YORK
de notre correspondante

Prise entre le marteau et l'enclume, l'administration Clinton a décidé de maintenir le sommet présidentiel russo-américain prévu pour la semaine prochaine à Moscou, quitte à en revenir les mains vides, afin de tenter une ultime intervention en faveur des réformes et ne pas mettre en péril ce qui reste de stabilité en Russie. Le président Clinton, indiquait-on jeudi 27 août à la Maison Blanche, entend délivrer à Moscou *« un message extrêmement franc »* sur la nécessité de garder le cap sur les réformes, malgré l'effondrement du système financier.

Après avoir si longtemps soutenu Boris Eltsine, les responsables américains ont évité ces derniers jours d'avoir l'air de miser sur lui, prononçant même son nom le moins possible. Mais, alors que la crise russe finissait, jeudi, par secouer Wall Street, où l'indice Dow Jones a perdu 4,2 % de sa valeur, ils ne veulent pas non plus risquer de précipiter un effondrement total en retirant ostensiblement leur soutien au président russe.

En fait, c'est davantage auprès de Viktor Tchernomyrdine et des autres membres de la classe politique qu'il pourra rencontrer que Bill Clinton espère trouver une oreille réceptive à ses avertissements. *« Il est très important que Viktor Tchernomyrdine organise son gouvernement aussi rapidement que possible et prenne les mesures nécessaires à la stabilisation de la situation – les mesures fiscales, les mesures bancaires »*, a déclaré jeudi Sandy Berger, le conseiller de la Maison Blanche à la sécurité nationale, devant la presse. *« Ce n'est que lorsque la Russie aura pris ces mesures et restauré la confiance sur les marchés que la situation se stabilisera et que nous pourrons commencer à voir une amélioration. »* Sous-entendu : il est temps pour l'équipe placée à la tête de la Russie de faire elle-même l'effort du redressement plutôt que d'attendre une nouvelle injection de fonds occidentaux.

« SANS DÉTOUR »

Strobe Talbott, le numéro deux du département d'Etat, se trouve à Moscou pour préparer la visite du président Clinton, qui doit arriver mardi 1er septembre. Mais dès jeudi, interrogé sur la composition du futur gouvernement Tchernomyrdine, Sandy Berger a voulu être clair sur la position de Washington : *« Ce qui nous préoccupe*, a-t-il dit, *c'est la direction politique que prendra ce nouveau gouvernement. S'il change de cap, en matière de réformes économiques ou démocratiques, cela sera pour nous un motif de grave inquiétude. »*

Ce sommet, s'il a lieu, ne sera pas celui dont Bill Clinton et Boris Eltsine rêvaient, un de ces grands sommets où l'on avance sur les dossiers du Kosovo, du terrorisme international et du contrôle des armes nucléaires : c'est dans un pays en plein désastre financier qu'arriveront les dirigeants américains, reçus par un président dont les semaines, voire les jours sont comptés.

Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale du président Carter et grand connaisseur de la Russie, estime même que, dans le contexte actuel, Washington devait annuler le sommet. Pour Anders Aslund en revanche, ancien conseiller économique de M. Eltsine et aujourd'hui chercheur au Carnegie Endowment à Washington, *« il est très utile que l'administration américaine montre que ce qui se passe en Russie est une priorité et qu'elle s'en préoccupe. Il est très important que quelqu'un comme le président Clinton parle sans détour à Tchernomyrdine et lui demande s'il réalise ce qu'il fait, s'il est conscient qu'il mène son pays à la catastrophe (...). Et bien sûr, Clinton ne doit surtout pas lui donner d'argent. »*

EN TERRAIN CONNU

Sans être enthousiasmée par le personnage de Viktor Tchernomyrdine, qui jouit de peu d'estime à Washington, l'administration américaine a au moins le sentiment d'être avec lui en terrain connu, puisque le vice-président Al Gore a établi avec lui une relation régulière lorsqu'il était premier ministre. Quant au point de savoir ce que ferait Bill Clinton si Boris Eltsine n'était plus président la semaine prochaine, M. Berger a été le moins elliptique possible : *« Ce n'est pas nous qui choisissons les présidents de Russie.* a-t-il dit. *En principe, un sommet se passe entre le président des Etats-Unis et un autre président. »*

Du côté républicain, la décision de M. Clinton de maintenir son voyage à Moscou n'a guère suscité de polémique. Le sénateur Richard Lugar, lui aussi un connaisseur de la Russie et actuellement en visite au Kazakhstan, a fait savoir qu'il approuvait la décision de l'administration. Pour Lawrence Eagleburger, l'un des responsables de la diplomatie américaine sous la présidence Bush, *« la seule voie possible à ce stade est de soutenir Eltsine tant qu'il est à la tête de la Russie. En ce moment*, a-t-il déclaré sur la chaîne de télévision CNN, *Eltsine représente la stabilité et il n'en reste pas grand-chose ; la pire chose que nous puissions faire est de montrer que nous n'avons plus aucune confiance en lui »*.

De même, pour Bent Scowcroft, conseiller à la sécurité nationale de George Bush, interrogé sur la même chaîne, *« il est malheureux que ce sommet ait lieu en ce moment, entre deux leaders blessés. Mais l'annuler maintenant serait porter un autre coup à Eltsine et à la stabilité »*.

Sylvie Kauffmann

■ **Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, a défendu, jeudi 27 août, lors de la conférence des ambassadeurs de France à Paris, la politique suivie par les Occidentaux en direction de la Russie : *« Il n'y a, à mon sens, pas de véritable alternative à la poursuite de la politique judicieusement menée par les pays occidentaux depuis une dizaine d'années, en accompagnant Mikhaïl Gorbatchev puis Boris Eltsine. La mutation durera longtemps. Il ne faut pas abandonner cette politique de longue haleine sous le coup de l'émotion. Néanmoins de leur côté, même s'ils le font à leur façon, les Russes ne vont plus pouvoir éluder certaines réformes. »***

« Niet valiouti » : il n'y a plus de devises...

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Sous le hall monumental qui signe l'entrée de la station de métro Bielorousskaïa, le vendeur de disques fait hurler les tubes de Joe Dassin et la musique d'Il était une fois dans l'Ouest. C'est le passage-clé du film, le moment du duel. Ce jeudi matin 27 août, à 8 h 45, c'est western. Dans la ruée qui surgit des escalators, les dizaines de vendeuses de fleurs n'ont guère de succès. Les queues ne se font pas devant leurs magasins qui font le charme de Bielorousskaïa. La valse des étiquettes a déjà commencé dans les trois officines de change qui n'offrent aux passants qu'une lucarne blindée et une voix métallique amplifiée par un micro.

La première agence vient d'afficher un nouveau cours : 9,80 roubles pour celui qui veut vendre un dollar. La veille, dans l'après-midi, elle changeait à 8,60. Une quinzaine de personnes attendent, la plupart voulant acheter des dollars : pour ceux-là, le billet vert est à 12,20 roubles. Une demi-heure auparavant, à la gare de Kiev cette fois, en bordure de l'immense marché qui draine Moscovites et provinciaux, les officines proposaient 9,10 roubles le dollar. Trente minutes et 70 roubles de différence pour celui qui voulait changer 100 dollars. 70 roubles, plus d'une jounée de travail d'un employé.

Moscou se met à faire ses comptes. Si ces derniers jours, l'effondrement du système financier et bancaire semblait ne rencontrer qu'un écho sardonique auprès de la population, chacun mesure désormais l'ampleur de la révolution en cours. *« Niet valiouti »*, affiche soudain l'officine de Bielorousskaïa. *« Il n'y a plus de dollars, et c'est partout pareil ! »*, peste un candidat. Le bureau de change voisin, séparé seulement par un magasin de produits importés, n'a pas plus de devises. Mais il offre un cours supérieur aux détenteurs de dollars : 10,10 roubles le billet vert. A la mi-journée, il sera à 10,50 roubles. Celui de la gare de Kiev à 11,20.

Plus de dollars et, pour certains, plus de roubles également. Des banques ont bloqué les avoirs de leurs clients, pour les réinvestir massivement ces derniers jours dans l'achat de devises afin de se sauver. Tverskaïa, l'immense avenue qui monte des murailles du Kremlin, fait triste mine. Consacrée à la consommation de produits importés, envahie de publicités de grandes marques occidentales – de Danone à McDonald's –, l'avenue montre, ce jeudi, des files de clients devant leur banque. Beaucoup ne veulent pas de devises, mais simplement leur argent en roubles.

ANTICIPER LA FLAMBÉE INFLATIONNISTE

A la hauteur de la place Pouchkine, la SBS-Agro, jusqu'alors l'un des piliers du système bancaire, filtre au compte-gouttes ses clients. Une employée sourit à une cinquantaine de personnes sur le trottoir : *« Je ne sais rien. »* La foule proteste. Elle a déjà appris que la banque n'autorisait que des retraits de 1 000 roubles (environ 500 francs au cours de la rue) par personne. De son côté, la Banque centrale de Russie a fait savoir qu'elle proposait que l'Etat prenne totalement le contrôle de SBS-Agro pour éviter sa mise en faillite.

Banques sous surveillance, devises évanouies, distributeurs de billets souvent « en panne », les habitants de Moscou anticipent surtout la flambée inflationniste qui se prépare. Slevtana, enseignante, rappelle *« les folles années »* 1992-1994, lorsqu'une inflation à trois chiffres *« nous obligeait chaque jour à jongler avec nos porte-monnaies »*.

François Bonnet



Après Jacques Chirac, Hubert Védrine souhaite « relancer » les relations franco-allemandes

M. Jospin souligne sa « grande convergence » de vues avec le président en politique étrangère

Lors de leurs interventions devant la conférence des ambassadeurs de France, MM. Chirac, Jospin et Védrine ont chacun appelé de leurs voeux une relance de la coopération franco-allemande. Jeudi 27 août, le premier ministre a souligné la convergence de vues qui s'est dégagée en politique étrangère avec le président de la République, au cours des quinze premiers mois de son gouvernement.

LE PREMIER MINISTRE Lionel Jospin, a souligné, jeudi 27 août, devant les ambassadeurs de France réunis à Paris pour leur conférence annuelle, la *« grande convergence »* qui règne, en politique étrangère, entre les différentes autorités de l'Etat. *« L'objectif est identique, la défense des intérêts de la France, même si des inspirations peuvent être différentes ; elles ont été intégrées avec l'accord du président de la République »*, a indiqué M. Jospin, selon son entourage.

Les diplomates avaient pu mesurer cette convergence de vues dans la matinée, quand le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avait passé en revue devant eux quelques-uns des principaux dossiers du moment. A propos de l'Allemagne notamment, M. Védrine, comme la veille le président de la République, a souhaité une relance de la coopération : *« Les relations personnelles sont bonnes, mais la situation et donc la relation ne sont plus tout à fait les mêmes qu'auparavant*, a-t-il dit. *Sans que personne l'ait voulu, les intérêts français et allemands ont souvent été différents dans cette période. L'Allemagne réunifiée défend ses positions sans complexe. Je ne dis pas que l'Allemagne soit devenue moins européenne, mais elle l'est comme l'est la France : elle n'en rajoute plus (...). A l'évidence, la relation franco-allemande appelle une relance sur la forme, les méthodes et surtout les objectifs, quelle que soit l'issue des élections. »*

L'un des sujets de divergence avec Bonn a porté ces derniers mois sur la réforme des institutions de l'Union européenne, que la France tient pour un préalable nécessaire à son élargissement à de nouveaux pays. M. Védrine n'a pas caché le rapport de forces actuel parmi les Quinze sur ce sujet : *« Nous ne sommes que trois, avec l'Italie et la Belgique, à faire des réformes institutionnelles un préalable au prochain élargissement. » « Quelle que soit la force de l'impératif démocratique, historique et affectif* [en faveur de l'adhésion de nouveaux pays à l'Union], *il ne faut pas qu'il inhibe toute gestion rationnelle du processus d'élargissement et paralyse toute réflexion sur le fonctionnement ultérieur de l'Union »*, a-t-il ajouté. Il en a profité pour critiquer le fonctionnement actuel de l'Europe : *« L'insuffisance de coordination est de plus en plus frappante. »*

RÉNOVER LA DIPLOMATIE

Pas plus que Jacques Chirac, le ministre n'a renié la politique jusqu'ici suivie par l'ensemble des Occidentaux en direction de la Russie *(lire page 3)*. A propos des relations entre la France et les Etats-Unis, l'analyse est aussi semblable, même si M. Védrine la présente avec moins d'égards et n'hésite pas à parler de « désaccords » : *« Nous sommes amis, alliés, pas alignés. Nous recherchons une relation de partenariat et récusons l'unilatéralisme (...). Les désaccords ont été gérés avec sang-froid et jamais exploités. »*

Dans la première partie de son discours, consacrée à la modernisation en cours de son administration, le ministre avait dressé un tableau sans complaisance de la fonction diplomatique – qui *« s'érode »*, a-t-il dit, devant l'apparition de nouveaux acteurs – et de l'inadaptation de ses méthodes : *« Alors que mondialisation et globalisation exigent plus de mobilité dans nos comportements, davantage d'anticipation et d'adaptabilité de nos moyens et de nos structures, cette administration ne doit pas céder à la tentation de se replier sur elle-même, sur ses corps et ses statuts, sur ses missions régaliennes. »* Sans s'embarrasser lui-même de circonlocutions, il avait notamment réclamé aux ambassadeurs *« un style plus concis, des notes plus courtes, de la sobriété, de la précision »* dans leurs télégrammes.

Claire Tréan

Panama veut devenir le Singapour du continent américain

PANAMA
de notre envoyé spécial

Les cicatrices de la violente intervention militaire des Etats-Unis, en 1989, ont disparu sous les coups des bulldozers qui font de la capitale panaméenne un vaste chantier. Une audacieuse rocade enjambera bientôt la baie de Panama, le centre colonial est en cours de restauration et les autorités ont décidé de promouvoir la création d'une ambitieuse Cité du Savoir, qui se veut le *« point de rencontre des scientifiques et des entrepreneurs innovateurs du monde entier »*. Architectes et promoteurs semblent atteints d'une véritable frénésie, au moment où le Panama se prépare à assumer la responsabilité de la gestion de son canal interocéanique et où les Panaméens doivent voter, dimanche 30 août, sur un réaménagement de leur constitution qui permettrait à leur président de solliciter un troisième mandat.

DERNIERS SOLDATS AMÉRICAINS

Conformément aux traités signés en 1977 par le président américain Jimmy Carter et l'ancien « homme fort » du Panama, le général Omar Torrijos, la passation des pouvoirs aura lieu le 31 décembre 1999 à midi. Ce jour-là, les derniers soldats américains – ils ne sont plus que cinq mille, contre dix mille en 1994 – quitteront ce territoire où ils sont installés depuis le début du siècle.

Les Panaméens, qui continueront d'utiliser le dollar américain, sont bien décidés à tirer profit de la convoitise que suscite la position stratégique de leur canal au moment où les échanges internationaux sont en pleine croissance.

Le Panama, c'est tout à la fois un canal, un centre bancaire international et la deuxième zone franche du monde après Hongkong. *« Nous sommes*, constate l'administrateur du canal, Alberto Aleman, *le seul port au monde qui s'ouvre simultanément sur deux océans, ce qui nous donne la possibilité de nous transformer en un centre de distribution de marchandises pour l'ensemble de l'Amérique latine, à condition de créer les infrastructures portuaires indispensables pour répondre à la demande de transport par conteneurs. »*

Jusqu'à tout récemment, treize mille navires traversaient chaque année les quatre-vingts kilomètres du canal sans toucher terre, sauf si leur destination finale était la zone franche de Colon, sur la façade atlantique du Panama. Les Etats-Unis contrôlaient les ports situés aux deux extrémités du canal, Balboa et Cristobal, et n'avaient pas cru bon de les développer afin de protéger les ports américains de la concurrence. La société américaine Manzanillo International Terminal (MIT) a ouvert, en 1995, le premier port privé du pays. Après un investissement de 210 millions de dollars (plus de 1,2 milliard de francs), ses huit gigantesques grues sont désormais en mesure de décharger huit cent mille conteneurs par an, soit presque autant que le port de Miami, son principal concurrent sur la côte atlantique.

Pour des raisons historiques et géopolitiques, les Etats-Unis restent très présents mais ils ne sont plus les seuls dans la course. Les autres grands utilisateurs du canal participent à tous les appels d'offres lancés par le Panama pour la modernisation de son infrastructure et la privatisation de ses services publics.

Les deux Chine, qui mènent une incessante guerre commerciale et diplomatique en Amérique centrale, ont pris la tête du peloton. La société taïwanaise Evergreen a obtenu la concession d'un des trois ports qui desservent la zone libre de Colon, sur l'Atlantique. Les deux autres ont été attribués à la compagnie américaine Stevedoring Services of America (Manzanillo) et à la Hutchison-Whampoa (Chine) qui a également obtenu le port de Balboa, sur le Pacifique. *« Les Chinois contrôlent désormais les deux entrées du canal »*, constate la responsable du poste commercial de France, Chantal Garnier, qui regrette l'indolence des investisseurs français.

UNE PRÉSENCE FRANÇAISE LIMITÉE

A quelques exceptions près, comme ce jeune entrepreneur originaire du Midi, Philippe Fioré, qui a créé une société de groupage maritime (TGD), la présence française se limite en effet à la distribution vers l'Amérique latine de produits de luxe, des parfums essentiellement, à partir de la zone franche de Colon. En revanche les Mexicains construisent l'autoroute Panama-Colon ainsi que les deux grandes rocades destinées à désengorger la capitale. Un consortium américano-coréen injectera 300 millions de dollars dans un gigantesque complexe commercial et touristique à Amador. Et l'Espagnol Barcelo a relevé le défi de transformer en centre de villégiature l'ancienne Ecole des Amériques, sinistre symbole de la présence des Etats-Unis qui y ont formé la plupart des dictateurs militaires latino-américains.

La concurrence est forte aussi pour les privatisations. Les Britanniques de Cable and Wireless ont racheté 49 % de Intel, l'ancien monopole public du téléphone. Dans le secteur électrique, qui va être découpé en huit entités, les sociétés d'Etat étrangères ne pourront pas participer aux appels d'offres, ce qui exclut l'EDF. *« Nous avons davantage de possibilités dans le domaine de la distribution de l'eau, où la Générale des eaux et Aguas de Barcelona, la filiale espagnole de la Lyonnaise des eaux, sont sur les rangs »*, souligne Chantal Garnier, qui regrette *« la perception négative et injuste que les investisseurs français ont du Panama »*.

Beaucoup en sont restés à l'époque trouble de la dictature du général Noriega et de l'intervention militaire américaine en 1989, alors que le pays vit depuis neuf ans un processus de consolidation démocratique qui rend plus crédible son ambition de devenir le *« Singapour de l'Amérique latine*, pour reprendre l'expression désormais en vogue sur les rives du canal.

Bertrand de la Grange

Un référendum test pour l'Amérique latine

Une intense controverse agite l'Amérique latine depuis que plusieurs présidents – Carlos Menem en Argentine, Fernando Cardoso au Brésil, Leonel Fernandez en République dominicaine, Alberto Fujimori au Pérou et Ernesto Perez Balladares au Panama – ont fait part de leur souhait de supprimer les articles constitutionnels interdisant la réélection du chef de l'Etat dans leurs pays respectifs. Dimanche 30 août, les Panaméens seront les premiers à se prononcer par référendum sur ce sujet.

L'intense campagne menée par les partisans du président, au pouvoir depuis 1994, contraste avec les sondages qui donnent l'avantage au « non ». L'opposition accuse le gouvernement d'avoir négocié en sous-main l'appui de Washington en échange de la création au Panama d'un « Centre multilatéral antidrogues », qui permettrait aux Etats-Unis, après la fermeture de leurs bases à la fin de 1999, de conserver certaines installations stratégiques pour lutter contre le trafic de drogues.

Le Pérou s'enfonce dans sa dictature larvée

LIMA
de notre correspondante

Deux ans de mobilisation pour empêcher que le président Alberto Fujimori puisse se représenter en l'an 2000 ont été frustrés après quinze heures de débat au Congrès péruvien. Par 67 voix contre 45, les députés ont rejeté jeudi 27 août la tenue d'un référendum demandé par l'opposition pour interdire la possibilité d'un troisième mandat présidentiel. La minorité avait pourtant recueilli près d'un million et demi de signatures d'électeurs pour convoquer cette consultation populaire.

Des dizaines d'étudiants avaient veillé toute la nuit devant le Congrès, à la lueur des bougies, pour dénoncer *« le cadavre de la dictature »*. Ils avaient été rejoints au cours de la journée par des milliers de manifestants sur la place Bolivar. Les instituts de sondage soulignent que 73 % de la population réclame ce référendum. Mais le « bulldozer » – la majorité parlementaire du régime Fujimori – a tenu bon. C'est cette même majorité parlementaire qui avait pourtant introduit le recours à la démocratie directe dans la constitution de 1993, faite sur mesures pour que le président Fujimori puisse légitimer le putsch qu'il a mené en quelque sorte contre lui-même le 5 avril 1992, et soit réélu en 1995.

Le pouvoir n'en est pas il est vrai à une violation constitutionnelle près. Le Congrès, le pouvoir judiciaire, le ministère public, le tribunal de garanties constitutionnelles, « le jury national électoral » (sorte de commission de contrôle électoral), le conseil national de la magistrature, ont été peu à peu assujettis. L'opposition, la presse indépendante ont été, et continuent à être, victimes de chantage et de répression.

« OPÉRATION BULLDOZER »

La Constitution de 1993 stipule que le président de la République peut être élu une deuxième fois, et non pas une troisième. Mais M. Fujimori avait obtenu le passage, en août 1996, d'une loi folklorique, intitulée *« interprétation authentique »* de la constitution, pour lui permettre de briguer un troisième mandat. Dans ce contexte, le référendum était le dernier recours légitime pour s'opposer à ses projets. Le Forum démocratique – qui rassemble tout l'éventail politique, depuis les conservateurs *démocrates chrétiens* jusqu'aux maoïstes – a fait campagne pendant deux ans pour réunir les signatures d'électeurs requises, remises le 16 juillet dernier.

Entretemps, cependant, le « jury national électoral » a imposé que le projet de référendum obtienne l'aval d'une majorité du Parlement. Cette décision a été dénoncée en vain par Jorge Santistevan, le Défenseur du peuple – médiateur – comme par l'archevêque de Lima, Mgr Augusto Vargas Alzamorra. *« L'opération Bulldozer a fermé la dernière soupape d'échappement qui permettait à la population de s'exprimer*, a commenté Anel Townsend, parlementaire de l'UPP. *Maintenant, il ne nous reste plus que la protestation dans rue. »*

Nicole Bonnet

هكذا من الأصل

Les rebelles congolais sont pourchassés dans les rues de Kinshasa

Le Rwanda accuse le président Kabila de « génocide » et menace à nouveau d'intervenir

Pour la deuxième journée consécutive, Kinshasa a été le théâtre, jeudi 27 août, de combats entre éléments rebelles hostiles au président Kabila – qui a de nouveau quitté Kinshasa – et les troupes gouvernementales soutenues par l'Angola et le Zimbabwe. Les Kinois ont lynché et brûlé plusieurs insurgés. Le Rwanda, qui soutient la rébellion, a accusé le président Kabila de génocide et menacé d'intervenir ouvertement en RDC.

KINSHASA
de notre envoyé spécial

Il est 16 heures à Kinshasa, ce jeudi *27 août*, et la chasse aux rebelles infiltrés dans la ville bat son plein.

REPORTAGE
La radio encourage la population à participer aux ratissages

Elle a commencé dans la nuit et s'est poursuivie aux premières heures du jour. Après les combats de la veille, des insurgés en fuite ont été pris un peu partout dans la ville, arrêtés, exécutés sur place ou brûlés vifs par la foule.

Sur l'avenue Kasavubu, un corps finit de se consumer au pied d'un poteau électrique, près du jardin zoologique, à côté du centre-ville. De la fumée s'échappe encore du cadavre, saisi par la mort les bras levés. La scène macabre attire à peine l'attention des passants. Certains s'arrêtent autour du corps calciné, les autres se pressent pour rentrer chez eux avant l'entrée en vigueur du couvre-feu, à 18 heures. Un peu plus loin, de l'autre côté du trottoir, une autre dépouille repose sur le sol. C'est celle d'un homme en habit civil qui gît les yeux grands ouverts, le pantalon baissé. Plus haut dans l'avenue, après la voie ferrée, de grandes flammes se dégagent d'un corps surmonté d'un pneu de camion sans doute imbibé d'essence. Le cadavre brûle, *entouré d'une foule* de badauds qui hurlent des insultes. Un passant lui donne des coups de bâton.

En continuant vers l'aéroport, dans le quartier de Limete, une colonne de fumée noire traverse le boulevard Lumumba. Visible à plusieurs centaines de mètres au loin, elle provient d'un terrain vague au bord de la chaussée, tout près des bâtiments de la mairie de quartier et de la police. Là, plusieurs cadavres sont en train de brûler, entassés les uns sur les autres, surmontés de pneus. D'après plusieurs témoins, ce genre de scène a eu lieu dans différents quartiers de Kinshasa. Les habitants de la capitale congolaise ont prêté main-forte aux soldats gouvernementaux dans l'opération de ratissage déclenchée contre les rebelles encore présents dans la ville. Dès mercredi soir, les autorités avaient appelé les Kinois à la vigilance et leur avaient demandé de se constituer en comités d'autodéfense pour *« faire rendre gorge à l'ennemi »*.

POCHES DE RÉSISTANCE

Tôt jeudi matin, la radio avait renouvelé cet appel en évoquant une nouvelle tactique des rebelles « ougando-rwandais ». D'après *La Voix du peuple*, des insurgés en fuite se seraient dissimulés dans la ville en habits civils, portant des sacs remplis d'armes. A la mi-journée, elle encourageait encore la population à participer à l'opération de ratissage en évoquant les rebelles brûlés vifs et les arrestations opérées par les étudiants. Abdulaye Yerodia, le directeur de cabinet de Laurent-Désiré Kabila, affirmait jeudi que les forces gouvernementales avaient fait un millier de prisonniers dans Kinshasa ou ses environs.

Grâce au soutien des troupes zimbabwéennes et angolaises, elles semblaient avoir l'essentiel de la ville sous contrôle. Dans la journée, le quadrillage militaire autour du centre-ville s'était relâché et l'aéroport demeurait entre les *mains des forces de M. Kabila. Les* autorités ont néanmoins reconnu l'existence de poches de résistance et elles continuaient leurs opérations de ratissage dans plusieurs quartiers.

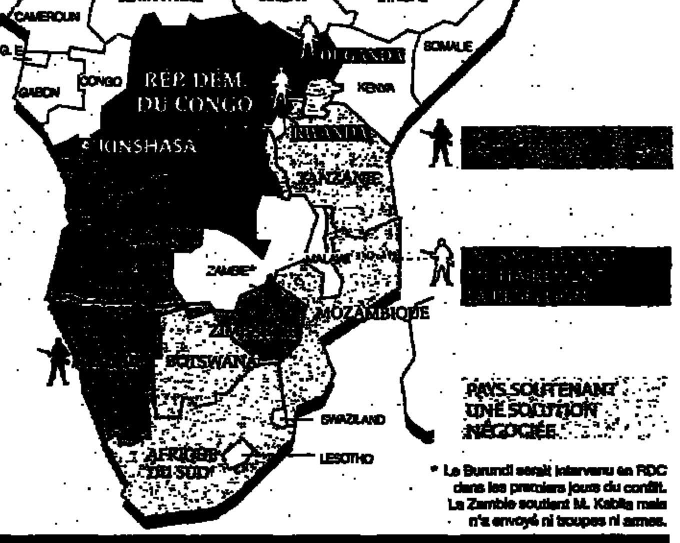
Dans l'après-midi, des tirs et des détonations à l'arme lourde résonnaient encore au loin de manière épisodique. Jeudi soir, Kinshasa demeurait privée d'électricité et soumise au *couvre-feu jusqu'*à nouvel ordre.

Frédéric Chambon

Sept pays ont fait de la République démocratique du Congo le champ clos de leurs rivalités

LA RÉPUBLIQUE démocratique du Congo (RDC) est devenue le théâtre d'opérations privilégié des militaires africains. Rwandais, Burundais, Ougandais, Zimbabwéens, Angolais, Namibiens, pour ne parler que des armées régulières, s'y battent, parfois les uns contre les autres. Cette ruée sur un pays affaibli par trente ans de dictature mobutiste, suivie de quinze mois de dictature « kabiliste », ressemble à *une curée et pourrait* aboutir dans les prochaines semaines à la partition de fait du pays.

ANALYSE
Souci de sécurité et désir de suprématie motivent les voisins de la RDC



* Le Burundi serait intervenu en RDC dans les premiers jours du conflit. La Zambie soutient M. Kabila mais n'a envoyé ni troupes ni armes.

Pourtant, les appétits territoriaux ne sont que l'un des moteurs, et pas le plus puissant, des interventions étrangères en RDC. Si l'on s'intéresse, un à un, aux acteurs régionaux de la crise, on découvre des préoccupations de sé*curité nationale et des ambitions* de suprématie régionale, plus rarement un désir d'expansion géographique.

● **Le Rwanda**, minuscule pays surpeuplé, est à l'origine de la précédente guerre civile congolaise, en 1996-1997, et a puissamment contribué au déclenchement de la rébellion contre Laurent-Désiré Kabila, le 2 août 1998. En 1996, 800 000 réfugiés hutus rwandais vivaient dans l'est de l'actuelle RDC. Ils étaient encadrés par d'anciens soldats et des miliciens interhamwes qui avaient participé au génocide des Tutsis et des Hutus modérés, en avril 1994 au Rwanda.

Au bout de deux ans d'incursions de plus en plus menaçantes, le Front patriotique rwandais (FPR), dominé par les Tutsis, au pouvoir à Kigali depuis la fin du génocide, a incité et aidé les Tutsis congolais et certains opposants au maréchal Mobutu à s'attaquer aux *camps de réfugiés rwandais*.

En 1998, les camps de réfugiés ont disparu – les civils hutus sont rentrés ou ont été massacrés par les troupes rwandaises au cours de la dernière guerre civile – mais les partisans du « Hutu Power » sont toujours présents dans le Kivu, d'où ils lancent de sanglantes opérations à l'intérieur du Rwanda. Au fur et à mesure que les relations *entre Kigali et M. Kabila* se sont dégradées, il semble bien que celui-ci ait laissé de plus en plus de latitude aux anciens fauteurs de génocide, ce qui a fini par convaincre *Kigali* d'appuyer la rébellion.

Le Rwanda a aussi besoin d'espace. Avec 7,5 millions d'habitants pour 26 000 kilomètres carrés, le « Pays des mille collines » est l'un des plus densément peuplés au monde, et le besoin en terres d'une population encore agricole dans son immense majorité est de plus en plus pressant. En 1996, les diri*geants rwandais ont brisé un tabou* en remettant publiquement en cause les frontières héritées de la colonisation. Tout en se défendant de tout projet d'annexion, ils visent le Kivu congolais, dont les terres volcaniques sont encore relativement peu peuplées.

● **Le Burundi**, faux jumeau du Rwanda (il s'agit aussi d'un petit pays surpeuplé où la minorité tutsie règne sur une majorité hutue), a joué un rôle beaucoup moins actif dans les événements de ces dernières années, mais le régime du major Pierre Buyoya doit également faire face à une rébellion armée hutue basée en RDC. Selon ces insurgés, des forces burundaises ont profité du début de la rébellion pour intervenir contre leurs bases en territoire congolais.

● **L'Ouganda** enfin, dernier allié avoué de la rébellion anti-Kabila, a admis, mardi 25 août, avoir envoyé des troupes en RDC afin de dé*fendre le pays contre* les incursions des Forces démocratiques alliées (ADF), un mouvement d'opposition armé au président Yoweri Museveni. *Celui-ci, qui a appuyé la ré*bellion contre Mobutu et qui serait à l'origine du choix de M. Kabila pour la diriger, doit avoir l'impression d'avoir fait la même mauvaise affaire que ses alliés rwandais : non seulement M. Kabila a pris très vite ses distances avec l'Ouganda, mais des éléments congolais, souvent d'anciens soldats de l'armée de Mobutu, auraient rejoint l'ADF, *qui n'a jamais été aussi virulente*.

On prête par ailleurs au président ougandais un dessein impérial, qui ferait de son pays la cheville ouvrière d'un ensemble régional à dominante anglophone et *« hamitique »* – pour reprendre le terme sans grande valeur scientifique qui désigne les communautés pastorales d'Afrique orientale et centrale. Mais, s'il a jamais eu de *consistance, ce projet a été mis* à mal par la rupture entre l'Ethiopie et l'Erythrée et les difficultés croissantes de M. Museveni face aux foyers de rébellion au sud et au nord de l'Ouganda.

● **L'Angola** est, pour M. Kabila, un allié déterminant. L'intervention des blindés et de l'aviation de Luanda a stoppé l'offensive rebelle sur Kinshasa et permis à M. Kabila de regagner, mardi 25 août, la capitale du Congo. Le grand pays lusophone effectue ainsi sa troisième intervention régionale en à peine plus d'un an. *Lors de la guerre ci*vile qui a abouti au renversement du maréchal Mobutu, l'armée angolaise avait fait sauter les derniers verrous qui séparaient encore la rébellion de Kinshasa. Elle est ensuite entrée au Congo-Brazzaville pour contribuer à la victoire, en octobre 1997, des forces de Denis Sassou Nguesso sur celles de son rival Pascal Lissouba. A chaque fois, la motivation première a été la même : lutter contre la rébellion de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) de Jonas Sa*vimbi*.

Vingt-trois ans après l'indépendance, malgré les accords de paix de Lusaka et l'intervention des Nations unies, l'Angola reste toujours divisé entre les régions tenues par le gouvernement du président José Eduardo Dos Santos et son parti, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), et celles qui restent contrôlées par l'Unita.

*Ces derniers mois, la guerre ci*vile menace de reprendre et le président Dos Santos se soucie avant tout de priver l'Unita de ses bases arrière. Il a longtemps hésité à intervenir en faveur de M. Kabila, auquel il reprochait justement quelque complaisance à l'égard de Jonas Savimbi. Le président congolais devra payer le prix politique et financier de cette aide décisive.

● **Le Zimbabwe** est l'acteur le plus surprenant de cette guerre. C'est le seul intervenant à ne pas avoir de frontière commune avec la RDC, dont il est séparé par la *Zambie, il n'a donc pas d'intérêts* directs dans le conflit. Mais les questions de préséance régionale ont certainement influé sur la décision du président Robert Mugabe d'intervenir en RDC. Depuis la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud a pris la place du Zimbabwe en Afrique australe, et le prestige de Nelson Mandela a éclipsé celui de M. Mugabe. L'attitude conciliante du *dirigeant sud-africain* à l'égard de la rébellion a peut-être poussé M. Mugabe à épouser la cause de M. Kabila, tout comme le désir de contrebalancer l'influence ougandaise.

● **La Namibie** a fini par admettre l'envoi de troupes en RDC. Son président, Sam Nujoma est l'allié traditionnel du MPLA angolais et du Zimbabwe, héritage de la lutte de l'Organisation populaire du sud-ouest africain (Swapo) contre le régime de l'apartheid. Ce sont ces liens hérités de la décolonisation et de la guerre froide qui expliquent son intervention.

● **L'Afrique du Sud**, enfin, s'est refusée à intervenir militairement au Congo, et le président Mandela multiplie les efforts pour trouver une issue diplomatique à la crise. Comme tous les dirigeants de la région, il a été déçu par Laurent-Désiré Kabila, qu'il avait soutenu pendant la guerre civile de 1996-1997. *L'incapacité du dirigeant congolais* à stabiliser son pays et à relancer le processus démocratique a toutefois été tempérée, du point de vue sud-africain, par la rentrée de la RDC sur la scène économique régionale.

Les grandes sociétés sud-africaines ont investi avec succès dans les industries minières du Katanga et du Kasaï. Mais l'accroissement des tensions régionales menace cette reprise. L'avance économique de l'Afrique du Sud sur les pays de la région est telle qu'elle a *– contrairement à ceux qui ne sou*haitent pas voir la RDC redevenir une puissance régionale – tout intérêt à garantir la stabilité d'un pays qui est à la fois un réservoir de matières premières et un immense marché potentiel. Pour le président Mandela, la meilleure manière de parvenir à cette stabilité est de reprendre la marche vers les élections et de limiter au maximum les *affrontements militaires* dans la région. Pour l'instant, seuls le Botswana et le Mozambique l'ont soutenu dans cette démarche.

Thomas Sotinel

Le Conseil de sécurité suspend les sanctions contre Tripoli

NEW YORK. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, jeudi 27 août, à l'unanimité, une résolution suspendant – sans donc les lever – les sanctions contre la Libye à condition que les deux Libyens, suspectés d'être les auteurs d'un attentat contre un avion américain, en décembre 1988, au-dessus de Lockerbie en Ecosse (270 morts), comparaissent en justice *aux Pays-Bas. La Libye est soumise depuis 1992* à un *embargo* aérien et sur les armes et à des sanctions diplomatiques et financières pour l'obliger à extrader les deux suspects vers les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne.

Peu auparavant, le colonel Mouammar Kadhafi avait déclaré à CNN que son pays *« ne posait aucune condition »* au procès aux Pays-Bas des suspects libyens, dans la mesure où c'est la Libye qui la première a suggéré une telle solution, mais il a demandé des *« garanties »* qui assureraient le caractère équitable du procès. – *(AFP.)*

Amnistie pour 5 166 prisonniers au Vietnam

HANOÏ. Les autorités de Hanoï ont annoncé, vendredi 28 août, l'amnistie de 5 166 prisonniers à l'occasion de la fête nationale du Vietnam le 2 septembre prochain. Seront amnistiés ceux qui ont purgé au moins un tiers de leur peine ou au moins douze ans pour des prisonniers condamnés à perpétuité, s'ils ne constituent plus une *« menace pour la sécurité nationale et l'ordre social »*, a indiqué Nguyen Canh Dinh, le chef du Bureau présidentiel.

L'amnestie concerne en particulier deux figures emblématiques de la dissidence au Vietnam : Doan Viet Hoat, l'un des cinq journalistes emprisonnés par le régime communiste, et Nguyen Dan Que, qui purge une peine de vingt ans de prison après sa condamnation en 1991 pour *« tentative de renversement du gouvernement »*. Leur libération avait été réclamée par une résolution du Parlement européen sur la question des droits de l'homme. – *(AFP.)*

Feu vert à la construction d'habitations juives dans la partie arabe de Jérusalem

JÉRUSALEM. La municipalité de Jérusalem a annoncé, jeudi 27 août, avoir donné son feu vert à la construction d'un ensemble controversé de 132 habitations, destinées à des Juifs dans le quartier palestinien de Ras el Amoud à Jérusalem-Est.

Le projet, financé par le millionnaire juif américain Irving Moskowitz, et qui revient à créer un ghetto juif au milieu d'un quartier de 11 000 habitants arabes, est considéré par les Palestiniens et les mouvements pacifistes israéliens comme une provocation, au même titre que le projet de Har Homa, une colline de Jérusalem-Est, sur laquelle Israël entend créer un vaste quartier résidentiel. Toutefois, un ultime obstacle doit encore être levé : comme le site contient des tombes, des fouilles archéologiques devront vraisemblablement y être menées avant le début des travaux. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ ***IRLANDE DU NORD : 200 prisonniers paramilitaires nord-irlandais doivent sortir de prison*** d'ici la fin d'octobre, dont dix-sept dès le 7 septembre, en vertu des accords de paix de Stormont, a annoncé jeudi 27 août la commission officielle de révision des peines. Cette décision traduit la détermination de la commission à accélérer le processus d'élargissement anticipé des terroristes *« repentis »* en dépit de la controverse que suscite ce processus. Les protestants unionistes exigent que les extrémistes, à commencer par ceux de l'IRA, commencent au préalable à désarmer. – *(AFP.)*

■ **SLOVAQUIE : la première tranche de la centrale nucléaire de Mo**chovce devait être mise en service vendredi 28 août, en présence du *premier ministre Vladimir Meciar et du ministre russe de l'Energie nu*cléaire, Evgueni Adamov. Les sociétés russes Atomenergoexport et Zaroubejatomenergostroï, ainsi qu'un consortium formé par les spécialistes allemand Siemens et français Framatome, ont participé à la construction de cette première tranche de 440 MGW munie d'un réacteur de conception russe VVER V-213 à eau pressurisée. Les systèmes de sécurité et de contrôle ont été adaptés et livrés par le consortium franco-allemand. Cette centrale a suscité de vives critiques de l'Autriche. – *(AFP.)*

■ **ESPAGNE : la direction de l'organisation séparatiste basque ETA est toujours en France**, a affirmé jeudi 27 août le ministre espagnol de l'intérieur, Mayor Oreja, *s'inscrivant en faux contre une information* publiée par un journal madrilène, selon lequel elle s'était installée en Belgique. L'ETA *« maintient son commandement en France »*, a-t-il assuré lors d'une conférence de presse à Tarazona (Aragon, nord) où il assistait aux fêtes locales. *« Rien n'a changé »* au sein de l'organisation armée, a-t-il ajouté. – *(AFP.)*

■ **ATTENTATS ANTIAMÉRICAINS : deux des auteurs présumés de** l'attentat à la voiture piégée contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi, le Palestinien Mohamad Saddiq Howaida et le Yéménite Mohamad Khaled Salim, ont été remis par le Kenya au FBI et transférés mercredi 26 et jeudi 27 août aux Etats-Unis, a annoncé le procureur général du Kenya Amos Wako. – *(AFP.)*

■ **ANGOLA : le nouveau médiateur des Nations unies** pour l'Angola, le Guinéen Issa Diallo, est arrivé vendredi 28 août à Luanda pour remplacer M. Alioune Blondin Beye, le diplomate malien mort fin juin dans un *accident d'avion. Selon la Mission de l'ONU en Angola (Monua)*, M. Diallo se rend en Angola alors que l'organisation mondiale *« intensifie ses consultations »* auprès du gouvernement et de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola, (Unita, la rébellion de Jonas Savimbi, qui a repris la lutte armée) pour *« réanimer le processus de paix »*, dans l'impasse depuis mars. – *(AFP.)*

■ **NAMIBIE : pour protester contre la candidature du président Sam Nujoma** à un troisième mandat présidentiel, l'ambassadeur namibien au Royaume-Uni a démissionné jeudi 27 août, la veille d'un congrès de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (Swapo, au pouvoir). Ben Ulenga, haut commissaire namibien au Royaume-Uni et ancien vice-ministre du tourisme, est le premier notable de la Swapo à s'opposer ouvertement à M. Nujoma, qui veut briguer un troisième mandat, malgré la limite constitutionnelle de deux mandats de cinq ans. – *(AFP.)*

■ ***ÉTATS-UNIS : Washington va livrer à Taïwan*** *une soixantaine de* missiles air-mer Harpoon et plus de sept cents missiles sol-air Stinger pour 350 millions de dollars (2,1 milliards de francs). A ce contrat, Taipeh veut ajouter quelque cent trente torpilles MK 46 montées sur des hélicoptères pour 69 millions de dollars (420 millions de francs). – *(AFP.)*

■ **ALLEMAGNE : l'avocat américain Edward Fagan** a indiqué qu'une plainte en nom collectif serait déposée lundi 31 août contre 16 compagnies allemandes ayant employé des travailleurs forcés sous le nazisme, ou contre les entreprises qui leur ont succédé, dans une interview rapportée vendredi par le quotidien *Herald Tribune*. La plainte, qui vise notamment Volkswagen, Siemens, Daimler-Benz, BMW et Krupp-Hoesch, doit être déposée à San Francisco et à Los Angeles, a-t-il précisé. Les plaignants, aujourd'hui installés aux Etats-Unis, sont pour la plupart originaires d'Europe de l'Est et ils ont été contraints de travailler dans des usines allemandes pendant la seconde guerre mondiale. – *(AFP.)*

EXTRÊME DROITE L'université d'été du Front national, du lundi 24 au vendredi 28 août à Toulon, a servi de champ clos à la bataille de plus en plus ouverte entre Bruno Mégret et les fidèles de Jean-Marie Le Pen. ● *L'AUTORITÉ du président* du FN ne peut pas être contestée, a-t-il affirmé, après que ses amis eurent vivement critiqué l'intention de M. Mégret de conduire la liste du FN *aux élections européennes* de juin 1999, au cas où M. Le Pen en serait interdit par une décision de justice. ● JEAN-YVES LE GALLOU, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, déclare au *Monde* que le mouvement d'extrême droite est dirigé par deux « *institutions élues* », le président et le bureau politique. Il a « *la conviction* » que M. Le Pen « *sera en mesure d'être candidat* », mais défend la place de « *numéro deux* » du FN de M. Mégret.

La rivalité entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret apparaît au grand jour

Le président du Front national a souligné que, dans son mouvement, c'était lui qui choisissait les candidats aux élections européennes. Il a affirmé qu'il avait toujours vaincu les « trahisons ». Le délégué général a tenté d'apaiser le conflit ouvert par l'annonce de sa candidature

TOULON
de notre envoyée spéciale

Coupes de champagne que l'on fait tinter, sourires devant les appareils photos et les caméras... Il fallait pour Bruno Mégret que cette journée du jeudi 27 août s'achève sur une impression de hache de guerre enterrée. C'est en tout cas ce à quoi le délégué général a paru s'employer tout au long de la journée, malgré le jeu du chat et de la souris joué par Jean-Marie Le Pen.

En fait, dès l'après-midi du lundi 24 août, M. Mégret s'était refusé à toute surenchère. Après avoir lancé une bombe dans *Le Parisien* de ce même jour, il avait décidé de jouer profil bas et d'attendre l'arrivée du chef. « *Je confirme ce que j'ai dit dans l'entretien, mais je n'ai pas l'intention d'aller au-delà*, déclarait-il aux journalistes. *J'ai pu lire "défi", "déclaration de guerre de Bruno Mégret à Jean-Marie Le Pen". Ce n'est rien de tout cela, c'est tout simplement un débat sur la tête de liste aux élections européennes (...). Le moment venu, le FN sera en ordre de bataille, uni et déterminé.* » Il reste que les termes du « débat » qu'il venait de poser ressemblaient fort à un sérieux bras de fer. Non seulement le délégué général conteste publiquement le projet du président du Front national de confier à sa femme la tête de la liste aux élections européennes si la justice confirme les deux ans d'inéligibilité prononcés à son encontre à la suite des incidents de Mantes-la-Jolie, mais encore il revendique la place en tant que « second » du parti. Pire, il menace d'en référer au comité central du parti.

La réplique de M. Le Pen a été proportionnelle à l'outrage ressenti. A peine arrivé, jeudi, sur les lieux de l'université d'été du Front national à Toulon, il lançait à son délégué général, *via* la presse, quelques flèches bien aiguisées. « *Au Front national, c'est le président qui établit la liste aux européennes et qui la conduit en général, il n'y a pas de raison pour que cela change* », a-t-il déclaré avant de répondre, à un journaliste qui lui parlait de « *trahisons* » : « *Je les ai toujours vaincues. Jusqu'à présent... Le Front national a été fondé par Jean-Marie Le Pen, conduit par lui pendant vingt-cinq ans (...). Il n'y a pas de raison pour que cela s'arrête.* » Enfin, il a accusé son second de ne pas l'avoir « *mis au courant* » de ses intentions et notamment de se tourner éventuellement vers le comité central en ajoutant : « *Il fait ses confidences plutôt à la presse qu'au président* (...). *Il devrait pourtant avoir de bonnes raisons de se méfier* » (*Le Monde* du 28 août).

Une remarque qui a fait mouche. Aussitôt, M. Mégret a tenu à souligner que dès qu'il avait connu les projets de M. Le Pen, il avait été le voir pour lui faire part de son objection et poser sa candidature.

A l'arrivée du délégué général, plus tard dans la matinée, a commencé un curieux ballet : M. Mégret cherchait à provoquer une rencontre avec M. Le Pen qui faisait tout pour l'éviter. En début d'après-midi, le contestataire a pu enfin saluer et embrasser Jany Le Pen. A 17 h 10, le président du parti a fini par accepter de lui accorder quinze minutes d'entretien. Mais ce n'est qu'à 18 heures, lors du cocktail offert à la presse, que les deux leaders ont joué le jeu de la réconciliation. « *Pourquoi voulez-vous que nous fassions la paix ? Nous ne sommes pas des belligérants* », a déclaré M. Le Pen en précisant : « *Je ne pense pas que la parole du président soit contestée.* » Et quand le président du FN a répondu à un journaliste qui lui redemandait le nom de la future tête de liste aux européennes – « *Jusqu'ici, c'est Jean-Marie Le Pen* » –, la voix du délégué général s'est élevée pour lancer : « *Et tout le monde est d'accord là dessus.* »

« JURISPRUDENCE VITROLLES »

Mais, si les chefs ont voulu en trinquant ensemble avoir l'air de ranger les couteaux, il n'en est pas de même de leurs troupes, et plus particulièrement des antimégretistes. Profitant de la tribune de l'université d'été, ils se sont succédé pour glisser dans leurs discours de petites phrases assassines. Carl Lang, un des quatre vice-présidents du parti et député européen, a ouvert le ban avec un avertissement sur « *la division qui est la mort* ». Bernard Antony a joué les pompiers incendiaires en faisant acclamer et monter à la tribune Jany Le Pen. Le coup de pied de l'âne a été donné par le député européen Jean-Claude Martinez qui n'a pas caché avoir travaillé pour que l'idée vienne à M. Le Pen de promouvoir sa femme. « *Je suis favorable à Jany, en application de la jurisprudence Vitrolles* », a-t-il ainsi déclaré en faisant référence à l'attitude de M. Mégret qui, inéligible, a fait élire sa femme. « *De même qu'il y a des enfants prématurés, il y a des leaders prématurés* », a-t-il lancé à l'adresse du délégué général.

Certains cadres comme Carl Lang préfèrent éviter « *un duel Jany-Mégret* » et poussent Bruno Gollnisch à se porter candidat. Mais les candidatures, si besoin est, ne devraient pas manquer puisque déjà, Marie-France Stirbois et Jean-Claude Martinez ont fait savoir qu'ils pourraient postuler.

Côté Mégret, des militants ont fait savoir que s'il le fallait, ils iraient jusqu'à signer une pétition en faveur du délégué général. Cendrine Le Chevallier, grande amie de Catherine Mégret, évoque « *le destin d'homme d'Etat de Bruno Mégret* ». Damien Bariller, membre du bureau politique, souligne l'incongruité d'une comparaison entre « *une élection locale et une élection nationale* ». Les mégretistes font aussi les comptes de leurs forces. Ils peuvent compter sur une majorité au comité central. En revanche, le bureau politique, qui compte de nombreux membres nommés par le président du mouvement, leur est moins favorable. Mais ils espèrent que sera écoutée une base qui préférerait souvent que la candidature de Mme Le Pen soit un canular.

Les divergences publiques sont redoutées dans tous les partis. Elles sont particulièrement mal vécues quand elles sont nées d'une décision du président dans un mouvement où le culte du chef est par nature particulièrement développé. Les tentatives de camouflage n'y changeront rien. La fracture, sous-jacente depuis longtemps, est apparue au grand jour. Elle oppose des hommes. Mais aussi des stratégies.

Ch. Ch.

« Je suis un bon petit soldat »

« *J'espère rester dans mon rôle de femme, toute ma vie d'abord et en tout cas jusqu'à l'année prochaine* », **a expliqué aux journalistes qui lui demandaient si elle accepterait de mener la liste FN aux européennes, Jany Le Pen, l'épouse du président du Front national, lors de l'université d'été du parti d'extrême droite, jeudi 27 août.** « *Je suis un bon petit soldat et si vraiment il faut aller au combat, je me mithridatiserai et j'irai* », **a-t-elle ajouté en précisant :** « *Je serai candidate si vraiment il faut l'être mais je le serai en dernier ressort et à mon corps défendant.* »

Le 20 juillet, Mme Le Pen avait semblé tomber des nues en lisant dans ***Le Figaro*** **une interview du président du FN expliquant son intention de lui laisser la tête de liste aux européennes. Interrogée par** ***France-Soir*** **le lendemain, elle avait assuré qu'elle ne** « *souhaitait absolument pas* » **prendre cette responsabilité. Assurant même à propos de son mari :** « *Je peux toujours lui dire non, ce n'est pas un bourreau.* »

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-YVES LE GALLOU

1 Membre du bureau politique du Front national, député au Parlement européen, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, pensez-vous que Jean-Marie Le Pen, comme il le laisse entendre, doit désigner seul le chef de file du FN aux élections européennes ?

La logique de la situation est qu'il soit, comme en 1984, en 1989 et en 1994, la tête de liste aux élections européennes. C'est d'ailleurs *ce qu'il a indiqué, dans la mesure* où il a fait appel du jugement parfaitement partial rendu par Mme Martres, militante du Syndicat de la magistrature. Il y a quand même de bonnes raisons de penser, qu'en droit et en fait, ce jugement doit être révisé et que s'il ne l'est pas en appel, il restera encore, *comme l'a rappelé Georges-*Paul Wagner, l'avocat de Jean-Marie Le Pen, la voie de la cassation. Le problème de la tête de liste est donc une question assez largement virtuelle. Selon toute vraisemblance, le président du Front national sera lui-même candidat.

2 *Mais est-ce à lui de décider le* nom de la tête de liste ?

On a déjà eu des débats qui se sont toujours passés dans le respect de nos institutions élues. La première de nos institutions élues est le président, en l'occurrence Jean-Marie Le Pen. La seconde, c'est le bureau politique. Par le passé, il y a toujours eu, à la fois, des propositions du président et des débats au sein de cette instance. C'est en tout cas de cette façon que cela s'est passé pour les élections de 1989 et de 1994. Il avait consulté les uns et aux autres, ce qui est dans son rôle de chef politique. Les deux principales institutions élues du mouvement ont délibéré des listes européennes.

3 M. Mégret devrait-il maintenir sa candidature, si M. Le Pen maintenait celle de sa *femme* ?

J'ai la conviction que Jean-Marie Le Pen sera en mesure d'être candidat. La justice se déconsidérerait, en confirmant en appel son jugement militant. En toute hypothèse, Jean-Marie Le Pen ne manquerait pas le moyen de la cassation qui est rarement expéditive. *Je répète que le débat est virtuel.* C'est la conclusion de la journée du jeudi 27 août, c'est celle qu'a apportée Jean-Marie Le Pen quand il a dit qu'il était de tradition – ce sera comme cela aussi cette fois-ci – qu'il conduise la liste européenne. C'est une solution qui correspond au souhait de tout *le monde et à la réalité* politique. Pour sa part, Bruno Mégret est ressenti comme numéro deux par beaucoup de responsables et de cadres du mouvement.

Propos recueillis par Christiane Chombeau

Le rapport de force au sein du bureau politique

Ce classement, établi par nos soins, tient compte de la proximité politique affichée jusqu'ici (au travers de votes internes ou de déclarations) à l'égard de Jean-Marie Le Pen ou de Bruno Mégret.

● **Les proches de M. Le Pen.** Bernard Antony, chef de file des catholiques intégristes au sein du FN, fondateur du quotidien *Présent* et président du groupe FN en Midi-Pyrénées. Christian Baeckeroot, ancien député du Nord. Myriam Baeckeroot, conseillère régionale d'Ile-de-France. Michel Bayvet. Martial Bild, secrétaire national à l'information, conseiller régional d'Ile-de-France. Dominique Chaboche, vice-président du FN, conseiller régional de Haute-Normandie. Pierre Descaves, conseiller régional et chef de file du FN en Picardie. Jean-Michel Dubois. Jean-François Galvaire. Bruno Gollnisch, secrétaire général du FN, député européen, président du groupe FN en Rhône-Alpes, conseiller municipal de Lyon. Roger Holeindre, vice-président du FN, président du Cercle national des combattants. Alain Jamet, président du groupe FN en Languedoc-Roussillon. Jacques Lafay. Carl Lang, vice-président du FN, député européen, conseiller régional du Nord - Pas-de-Calais. Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon. Samuel Maréchal, gendre de M. Le Pen et patron du FNJ. Jean-Claude Martinez, député européen, conseiller régional du Languedoc-Roussillon. Serge Martinez, délégué national, conseiller régional du Languedoc-Roussillon. Jean-Pierre Reveau, trésorier du FN, conseiller régional d'Ile-de-France. Michel de Rostolan. Arnaud Soyez. Jean-Claude Varanne. Georges-Paul Wagner.

● **Les amis de M. Mégret.** Jean-Claude Bardet, conseiller régional de Lorraine. Damien Bariller, directeur de cabinet de M. Mégret, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Yvan Blot, fondateur du Club de l'Horloge. Philippe Colombani. Pierre Jaboulet-Vercherre, conseiller régional et chef de file du FN en Bourgogne. Jean-Yves Le Gallou, conseiller régional d'Ile-de-France, secrétaire national du FN aux élus, député européen. Fernand Le Rachinel, député européen et chef de file du FN en Basse-Normandie. Pierre Milloz. Philippe Olivier. Jean-Pierre Schénardi. Daniel Simonpieri, maire de Marignane. Franck Timmermans, secrétaire national aux fédérations. Pierre Vial, conseiller régional de Rhône-Alpes.

● **Les « électrons libres ».** Jacques Bompard, maire d'Orange. Denis de Bouteiller, conseiller régional de Rhône-Alpes. Jean-Marc Brissaud. Jean-François Jalkh. Martine Lehideux, conseillère régionale d'Ile-de-France. Marie-France Stirbois, conseillère municipale de Dreux, députée européenne.

Des stands qui se veulent fréquentables

TOULON
de notre correspondant

Au premier étage du Palais des congrès, quelques stands désertés font étalage de livres, programmes, catalogues, colifichets ou souvenirs. Ici, deux photos se côtoient, celle de Jean-Marie Le Pen et celle de Bruno Mégret. Une dame s'approche, hésite et, comme tant d'autres, elle achète les deux en lançant : « *Je n'ai pas de préférence !* » Un prêtre en soutane montre les livres pieux qu'il vient d'acheter avec le regard apeuré du paroissien surpris en faute. Alexandre Del Valle, auteur d'un livre sur l'islamisme, s'embrouille en voulant justifier sa présence en ces lieux, parle d'un « *militantisme transpolitique... Je vais partout, dans tous les milieux de droite, et ne pas venir ici serait une forme de racisme et d'intolérance* ».

Il faut fouiller au plus profond des bacs et derrière les étals pour retrouver les ouvrages qui, généralement, sont plus en vue lors des rencontres frontistes. On arrive tout de même aux grands classiques de Léon Bloy, René Brasillach, Jacques Bainville ou Charles Maurras. Sur un coin de table, deux ouvrages égarés qu'aucune main ne feuillette, qu'aucun regard n'effleure : l'un est signé Marx et Engels, l'autre Antoine Blondin. « *Vous voyez que nous vendons toutes sortes de livres* », ironise le libraire, qui accueille à sa table le Père Michel de Laparre, ancien curé d'Oran et vieux baroudeur de l'Algérie française qui, « *après avoir travaillé chez les prostituées et les délinquants, rejoint ce jour les pestiférés. Et le fait de voir rejeter le Front national m'attire encore plus vers lui. C'est ma réaction à l'uniformité de pensée à gauche* ».

Quelques élus toulonnais d'extrême droite font bonne figure en ravalant quelques rancœurs préélectorales. Au stand de « Fraternité française », la présidente nationale Mirelle d'Ornano explique que « *toutes les misères sont défendues par notre association, essentiellement caritative* », en tendant un dépliant dans lequel cette structure « *souhaite que le principe de la priorité nationale soit enfin respectée* » et veut « *éviter le piège de l'utopique solidarité nationale* ». Petits mensonges et grandes fables. Chacun semble vouloir y croire. Du moins fait-on semblant pour se rendre fréquentable. D'un stand à l'autre, d'un élu à un militant..., l'heure est à la courtoisie et à l'amnésie.

José Lenzini

« Rafles », « camps de concentration » : des mots qui gênent sans être condamnés

Le président du Front national donne raison à « National Hebdo » pour son « combat sur les termes »

TOULON
de notre envoyée spéciale

Bernard Antony, président de l'Institut d'action culturelle du Front national, responsable de l'université d'été du parti d'extrême droite, avait anticipé sur les questions des journalistes. Une copie de son éditorial à paraître dans le prochain numéro de son mensuel *La Griffe* avait été glissée dans le dossier de presse de cette rencontre toulonnaise. Le thème : l'immigration. S'il s'y livre à une dénonciation des « *immigrationnistes* » qui participent au « *génocide français* » et mènent « *une guerre contre notre civilisation, contre notre peuple de France, contre le christianisme* » il y précise également : « *Non, nous ne voulons pas résoudre l'immense défi de l'immigration par des camps de concentration* ».

Le représentant des catholiques traditionalistes du Front souhaite probablement ainsi faire oublier le déplorable effet produit par les violentes déclarations, ce mois-ci, de Martin Peltier, le directeur de la rédaction de *National Hebdo* – hebdomadaire proche du Front national – sur la nécessité d'organiser des « *rafles* » et de créer des « *camps de concentration* » pour résoudre le problème des sans-papiers.

« *J'ai bien écrit rafles et camps de concentration* », précisait même M. Peltier « *aux journalistes de gauche* », dans une note à son éditorial du numéro daté 6-12 août. Il ajoutait : « *Vous notez l'intention pédagogique : Il s'agit de rappeler que l'exploitation éhontée de la Shoah sert entre autres (d'abord ?) aujourd'hui à rendre impensables certains moyens indispensables d'une juste cause, la lutte contre l'invasion-immigration.* » La semaine suivante, il récidivait en écrivant : « *Notre devoir est de briser l'interdit, de dissiper l'hypnose, de libérer nos compatriotes, pour que de vains fantômes ne les empêchent plus de faire leur devoir de patriote. Cette bataille de mots est déterminante. Nous devons faire admettre aux Français qu'il y a de bonnes rafles.* »

« *Pourquoi apporter de l'eau au moulin de nos ennemis ?* », demande M. Antony dans son texte à *La Griffe*. Pourquoi « *leur permettre de dire : "Voyez, ces gens-là sont bien ce que nous disons, des racistes, des nazis, des sadiques, ils prônent, encore aujourd'hui, des camps de concentration"* » ? Apparemment, M. Antony n'est pas le seul au Front national à penser que, cette fois, Martin Peltier aurait gagné à ne pas dire tout haut ce qu'il pense.

Inutile toutefois d'espérer une condamnation claire. Carl Lang, vice-président du Front et président du groupe FN au conseil régional Nord - Pas-de-Calais, esquive le sujet en répétant que « *cela n'engage que* National Hebdo *et son directeur de la rédaction* ». De même pour Bruno Mégret, qui ajoute que « *le programme du Front national prévoit le retour des clandestins par la pratique au recours administratif. Les droits des personnes seront respectés mais pas le droit à rester en France quand on n'y est pas légalement* ». Jean-Marie le Pen lui n'a pas de fausses pudeurs. « *Je ne sais pas si je dois serrer la main à un paria* », s'est-il exclamé en riant, avant de serrer contre son épaule Martin Peltier qu'il venait de croiser dans les allées de l'université d'été. Plus tard, à un cocktail offert par *National Hebdo*, jeudi 27 août au soir, le président du parti d'extrême droite a regretté que le FN ne parle pas des moyens qu'il souhaite utiliser pour renvoyer les immigrés illégaux et a donné raison à Martin Peltier pour son « *combat sur les termes* ». « *On ne doit pas s'étonner que de temps en temps naisse une polémique* », a-t-il lancé à l'égard des militants inquiets.

Ch. Ch.

هكذا من الأصل

Les Verts français apprennent le pluriel à Daniel Cohn-Bendit

Délicate répartition des places aux européennes

LAMOURA (Jura)
de notre envoyée spéciale

Dans une poche de son jean, il a gardé son badge de l'université d'été des Verts de Sanguinet, il y a deux ans : dessus, sous son nom, Dominique Voynet avait écrit de sa main : *« Candidat des Verts à l'élection européenne de 1999 »*. Dans l'autre, il a rangé le petit mot d'encouragement et de soutien que Marie-Christine Blandin, l'ex-présidente du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, lui a fait passer jeudi 27 août au matin. Après son examen de passage de la veille (*Le Monde* du 28 août), Daniel Cohn-Bendit, ce jeudi, a désormais tous ses certificats en règle. Ne lui manque plus qu'à garder la tête froide. Les Verts français, *en général*, savent vous y contraindre.

Dans un entretien au *Progrès* du jour, Dominique Voynet s'en est chargée elle-même : *« Daniel Cohn-Bendit est profondément européen, extrêmement brillant et il partage la stratégie mise en place par les Verts. Ceci joue en sa faveur*, explique-t-elle. *Mais c'est aussi un électron libre. D'où les doutes qui planent à son égard. Certains se demandent si "Dany" sera suffisamment à l'écoute des volontés du mouvement et capable de les relayer. Ma grande envie est de lui dire : mets-toi aussi au service des Verts et apprends à dire "nous" au lieu de "je". »*

Jeudi, sur la terrasse du Village vacances famille (VVF) de Lamoura (Jura), qui abrite les quelque mille participants à l'université d'été du parti écologiste, Dominique Voynet et Daniel Cohn-Bendit font d'abord, table séparée. *« C'était un conseil chaleureux, amical et désintéressé*, commente la première. *Il a une éloquence que je n'aurai jamais. Cela ne fait pas pour autant de moi une cohn-benditolâtre. Je souhaite que sa propension à provoquer soit dépassée par l'intérêt de tous. »* Sur sa chaise, à quelques mètres, Dany sourit, apaisant : *« A Lamoura, je suis venu me fondre, non pas dans la neige, mais dans le collectif. Je pense qu'il faut que nous apprenions ensemble, collectivement, à dire "nous". »*

Histoire d'écarter toute velléité d'obéir à un intérêt particulier, d'évacuer toute nouvelle tentation d'égotisme, il est prévu un « rafraîchissement » sur la même terrasse à 15 heures. Les flashs crépitent : ni les Verts ni les agences ne disposaient, jusqu'à présent, une photo des deux « je » réunis. Bavardage et banalités : *« Dany, tu pourrais quand même me dire que depuis la dernière fois qu'on s'est vu, j'ai perdu 10 kilos »*, dit la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement en se levant. Aparté sur le ballon rond. Clic : Dominique pose son doigt sur la joue de Dany. Clac : Dany prend la main de Dominique et se lève.

Voilà pour les jeux d'extérieur. Car, dans les ateliers, il y a ceux qui travaillent. Au côté de la ministre écologiste, Jean-Claude Gayssot est venu répondre à une question difficile : comment combiner aménagement du territoire et qualité de l'air ? Pendant deux heures, les deux ministres cultivent le « nous » de solidarité : entre forces plurielles et minoritaires, ils ont longtemps *compris l'intérêt qu'ils ont à se* concerter et à se rencontrer. *« Dans développement durable, il y a deux mots inséparables »*, dit le ministre communiste. *« Il n'y a pas d'un côté Jean-Claude Gayssot qui construit des routes et qui s'occupe des transports et de l'autre la petite Voynet qui règle les problèmes du bruit et de la pollution de l'air »*, renchérit la chef de file des écologistes.

CONNIVENCES SUBTILES

Je, tu, il... Dans les couloirs, de manière plus discrète, des connivences subtiles semblent aussi se nouer. Des exercices de conjugaison beaucoup plus sophistiqués. Maintenant que la candidature de « Dany » est acquise, il reste en effet à répartir les places au collège exécutif – le bureau politique des Verts – qui sera renouvelé en novembre, *lors du congrès et sur* la liste européenne. En principe, on ne sortira pas les couteaux. Les principaux responsables écologistes se sont en effet entendus pour laisser tomber cette vieille règle des Verts qui voulait que les candidats à l'élection soient répartis à la proportionnelle de courants aujourd'hui disparus.

Mais deux nuits jurassiennes n'ont pas été de trop. Vendredi, au petit matin, Mme Voynet a elle-même tranché. Derrière M. Cohn-Bendit et Marie-Anne Isler-Béguin, la troisième place a été attribuée à Alain Lipietz. Tant pis pour Jean-Luc Bennahmias, le secrétaire général du mouvement, qui la guignait aussi. Il faut bien quelqu'un pour garder la maison. « Dany », lui, a passé une nuit sereine. Il sait que, même au pluriel, les premières personnes *peuvent se conjuguer avec majesté.*

Ariane Chemin

Le chômage a baissé de 4,8 % en un an mais le recours au travail précaire se développe

120 000 emplois-jeunes avaient été créés à la fin du mois d'août

Les statistiques du chômage au mois de juillet, publiées vendredi 28 août, confirment sa décrue : – 4,8 % en un an. Ce sont surtout les moins de vingt-cinq ans, grâce notamment aux emplois-jeunes lancés à l'automne 1997, et les vingt-cinq - quarante-neuf ans qui bénéficient de cette amélioration. Mais l'ANPE confirme le recours de plus en plus massif à l'emploi intérimaire, tendance qu'avait déjà relevée l'Unedic : + 38 % en un an.

EN JUIN, un *« incident informatique »*, touchant trois régions de l'est et du nord de la France, a affecté les statistiques du chômage, excluant environ 13 000 demandeurs d'emploi des calculs (*Le Monde* du 1er août). Aussi, les traditionnelles évolutions mensuelles sont-elles caduques. C'est donc sur un an que les chiffres de juillet, publiés vendredi 28 août par le ministère de l'emploi et de la solidarité, peuvent être comparés.

En juillet 1997, les demandeurs d'emploi étaient 3 114 500. Douze mois plus tard, ils sont 2 964 600, soit une baisse de 4,8 %. Ce reflux ne profite pas de la même manière à toutes les catégories : la situation des hommes de plus de cinquante *ans (+ 3,3 %) et des femmes de plus* de cinquante ans (+ 6,3 %) s'aggrave ; la tranche d'âge vingt-cinq à quarante-neuf ans (– 7,3 % pour les hommes, – 3 % pour les femmes) bénéficie de l'amélioration globale du marché de l'emploi. Mais ce sont surtout les moins de vingt-cinq ans (– 11,2 % pour les hommes, – 9,6 % pour les femmes) qui en profitent. Les emplois-jeunes lancés par le gouvernement à l'automne 1997 ne sont pas étrangers à cette évolution.

Amélioration confirmée

DEMANDEURS D'EMPLOI

données CVS en millions

– 4,8 % sur 1 an

2 964 600

3,1 3,0 2,9 2,8 2,7 2,6 2,5

J A S O N D J F M A M J J

1997 1998

Selon un bilan établi fin août par le ministère de l'emploi, quelque 85 000 jeunes ont été effectivement embauchés dans le cadre d'un emploi-jeune et 120 000 emplois ont été créés. La différence entre le nombre d'emplois et celui des embauches s'explique par le délai entre la signature du contrat et l'arrivée du candidat sur son poste de travail. Le ministère affirme que les résultats obtenus montrent le *« succès »* du programme qui devrait connaître un nouvel essor en septembre. Le gouvernement prévoit la création de 150 000 emplois-jeunes d'ici à la fin de l'année et de 350 000 d'ici à 2000.

Sur les 120 000 emplois créés, un peu plus de 50 000 concernent l'éducation nationale et la police. Près des deux tiers (63 %) ont un niveau d'études inférieur ou égal *au bac, 78 % étaient demandeurs* d'emploi et 79 % ont été embauchés en contrat à durée déterminée. En revanche, les embauches dans les associations se font majoritairement sous contrat à durée indéterminée.

Les jeunes sont rémunérés au SMIC pour 41 % d'entre eux ; 82 % ont moins de vingt-cinq ans. Hommes et femmes se partagent à égalité les emplois dans les secteurs « famille, santé et solidarité », et « environnement, tourisme et patrimoine » (14 % chacun), suivis de la culture (10 %), des sports (9 %), de l'éducation et du « logement et cadre de vie » (8 % chacun).

Fin juillet, l'ANPE avait enregistré 339 400 entrées, contre 357 000 en juillet 1997. Si les licenciements pour cause économique ont connu, sur cette période, une baisse conséquente (– 17,2 %), les fins de mission d'intérim ont enregistré une hausse de 19,1 %. L'Unedic a déjà souligné ce recours massif à l'intérim : en un an, constatait, fin juillet, cet organisme, l'emploi intérimaire a progressé de 38 % (*Le Monde* daté *2-3 août). Si ce type d'emploi reste* prépondérant dans l'industrie, il progresse aussi très nettement dans le tertiaire. Les chiffres du ministère font apparaître un incontestable recul du chômage sur un an, mais les statistiques dessinent un marché du travail de plus en plus marqué par la flexibilité.

Bruno Caussé

Le projet de budget 1999 sera proche de la version dévoilée en juillet

LE PROJET de budget pour 1999, qui sera présenté en conseil des ministres le 9 septembre, comportera peu de modification par rapport à la version présentée en juillet (*Le Monde* du 24 juillet), a déclaré, jeudi 27 août, Dominique Strauss-Kahn. Le ministre de l'économie et des finances a par ailleurs indiqué qu'il n'y avait pas de débat sur la diminution des charges sur les bas salaires entre la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, et lui-même : si M. Strauss-Kahn estime qu'il faut effectivement agir sur le coût du travail non qualifié en réformant l'assiette des cotisations patronales, il a déclaré que *« la discussion est loin d'être close »*. Confirmant que la croissance serait un peu moins forte en 1999 qu'en 1998, M. Strauss-Kahn a déclaré que *« l'important, c'est notre capacité d'assurer une croissance française et européenne durable, qui soit entre 2,5 % et 3 % pendant plusieurs années. Une variation d'un-demi point de croissance sur plusieurs années, c'est énorme »*.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE : Jacques Chirac et Lionel Jospin subissent un léger recul de popularité**, respectivement d'un et de deux points, selon le sondage mensuel *Ipsos-Le Point*, à paraître samedi 29 août. Le chef de l'Etat enregistre 67 % de jugements favorables, contre 68 % pour le premier ministre. Le PS reste en tête du palmarès des partis politiques, avec 61 % de bons jugements, le RPR recule de quatre points de 47 à 43 %, l'UDF de sept points de 43 à 36 %, le PC de un point de 34 à 33 %. *Le Front national* gagne deux points de 14 à 16 %. Ce sondage a été réalisé les 21 et 22 août auprès d'un échantillon national représentatif de 957 personnes.

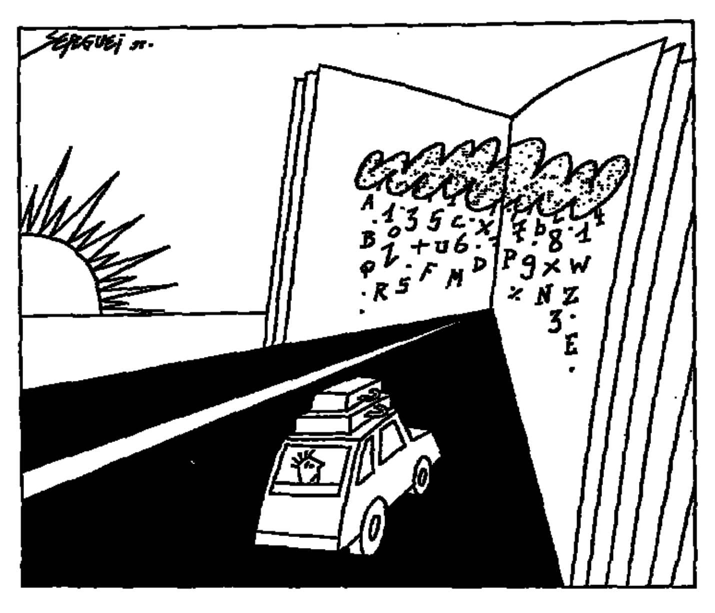
■ **EUROPE : le RPR a salué**, jeudi 27 août, les *« importantes déclarations »* de politique étrangère faites, la veille, par le président de la République devant les ambassadeurs. Le RPR *« se retrouve totalement »* dans la préférence accordée par Jacques Chirac à une *« Europe unie des Etats sur toute solution fédéraliste »* et il *« puisera dans ces analyses la matière à sa propre réflexion »* sur les questions européennes.

■ **Le premier ministre Lionel Jospin effectuera une visite officielle** en Finlande, le jeudi 10 septembre, accompagné par le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici. La Finlande doit prendre la présidence de l'Union européenne au deuxième semestre de 1999.

ÉDUCATION A quatre jours de la traditionnelle conférence de presse de rentrée, Claude Allègre a présenté, *vendredi 28 août, son projet pour* l'école primaire intitulé « Une charte pour bâtir l'école du XXI[e] siècle ». ● *LE MINISTRE* de l'éducation nationale avait convié à cette présentation *les représentants des parents d'élèves* et les syndicats du premier degré. L'accueil en a été plutôt favorable. ● *LE PROJET* décline trois types de changements : concernant les programmes, les rythmes scolaires et le métier d'enseignant. Il doit déboucher sur une expérimentation dans 2 000 écoles, choisies dès septembre, dont la moitié en zone d'éducation prioritaire (ZEP). ● LES RYTHMES SCOLAIRES ont fait l'objet de multiples tentatives de *réforme depuis* la fin des années 80. Entre la semaine de quatre jours et *les journées coupées* en deux, aucune des formules expérimentées *n'est parvenue* à s'imposer.

Claude Allègre recherche le consensus autour de son projet pour l'école primaire

Le ministre de l'éducation nationale a présenté son nouveau chantier avec les syndicats et les parents d'élèves qui en approuvent les principes. La rentrée s'annonce plus délicate dans les collèges et lycées où les états-majors syndicaux appellent au boycottage des heures supplémentaires



CLAUDE ALLÈGRE aime surprendre. A quatre jours de la traditionnelle conférence de presse de rentrée, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a présenté, vendredi 28 août, sa charte programmatique pour l'école primaire, intitulée « Bâtir l'école du XXI[e] siècle » (*Le Monde* du 21 août). Le ministre avait également convié à cette sorte de rentrée anticipée, les syndicats du premier degré et les représentants des parents d'élèves, invités à prendre la parole.

Preuve de bonne volonté de la part d'un ministre souvent accusé de faire peu de cas de la négociation et de la représentation syndicale ? Ou manœuvre de diversion, au moment où la tension monte avec les enseignants des collèges et des lycées *(lire ci-dessous)* ? Quoi qu'il en soit, le débat qui s'annonce sur l'école primaire est d'importance. Il ne s'agit pas *moins que* de redéfinir les missions de l'école.

Avant l'été, M. Allègre a obtenu du gouvernement, à l'arraché, une amélioration sensible de la carrière et de la rémunération des instituteurs, en accélérant leur intégration *dans le corps de professeurs des* écoles. Aujourd'hui, le ministre entend discuter avec les enseignants de la contrepartie de ces avantages matériels, c'est-à-dire la façon d'enseigner. Une vieille histoire. Mais Claude Allègre dispose désormais dans cette croisade d'un atout de taille : l'existence de plusieurs milliers d'emplois-jeunes, ou aides-éducateurs, qui lui permettent d'envisager un bouleversement complet du fonctionnement de l'école.

Le ministre de l'éducation décline ce changement en trois dimensions : les programmes, les rythmes scolaires, le métier d'enseignant. Assez discret sur les programmes, Claude Allègre indique l'esprit dans lequel ils doivent être conçus : une série d'objectifs, plutôt qu'une *« suite d'instructions rigides »*. Recentrés sur des savoirs fondamentaux, ils feront l'objet d'une vaste recherche, aussi bien théorique que pratique, sous la responsabilité de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP). Chaque année, des colloques devraient être organisés localement, sans doute dans les départements. Tous les quatre ans, un colloque national fera le point des expériences et proposera des améliorations.

DESSINER UN « NOUVEAU MÉTIER »

Quant aux propositions concernant les rythmes scolaires, elles ne peuvent être dissociées du *« nouveau métier »* de l'enseignant que dessine M. Allègre. Le ministre sait ce dont il ne veut pas : *« une matinée avec cartable et un après-midi sans cartable »*, soit la formule naguère vantée par Guy Drut, l'ancien ministre de la jeunesse et des sports. *« L'activité de l'après-midi doit être conçue et exécutée sous l'autorité des enseignants de l'école primaire »*, martèle-t-il. Pas question, donc que les activités sportives ou culturelles soient entièrement *déléguées* à des intervenants extérieurs.

L'enseignant n'est plus seulement un pédagogue, mais devient un *« coordonnateur »*. A lui et à ses collègues, en bonne intelligence, d'orchestrer une journée plus équilibrée, dans la continuité pédagogique. Les arts, les sports, les langues ou les nouvelles technologies devront y avoir une meilleure part, en utilisant toutes les compétences disponibles : celles des enseignants eux-mêmes, s'ils ont des aptitudes particulières dans ces domaines, celles aussi des emplois-jeunes ou d'autres professionnels, mais toujours sous le contrôle des enseignants.

Le ministre de l'éducation nationale, sans renier la nécessaire polyvalence des enseignants – qui assurent normalement, en plus du reste, les cours de gymnastique, de dessin et de musique –, ouvre ainsi l'école à d'autres dispensateurs de savoirs, ou de savoir-faire, que les instituteurs. Cette distinction existe déjà dans la capitale, où des *professeurs de la Ville de Paris (PVP)* assurent les cours d'éducation physique, de musique et d'arts plastiques.

LE PRIX DE L'ÉCOLE « IDÉALE »

M. Allègre insiste néanmoins sur les limites des rôles respectifs des maîtres et des aides-éducateurs, à la demande expresse des syndicats d'enseignants : il ne peut y avoir de substitution de l'un à l'autre. Ainsi, si un enseignant est absent, il ne saurait être remplacé par un aide-éducateur. En revanche, ces derniers *« doivent pouvoir être présents dans la classe au moins une partie de la matinée, pour aider l'enseignant et observer le travail et le comportement des élèves »*.

Un point cependant reste obscur dans le projet présenté par le ministre de l'éducation nationale. Selon la nouvelle organisation de la journée *(dont un exemple figure ci-dessous)*, les enseignants doivent *« disposer de temps l'après-midi »* pour se former, mettre au point des dispositifs de soutien ou se concerter. Comment le feraient-ils s'ils ne doivent pas laisser leur classe sous la seule responsabilité d'un intervenant extérieur ou d'un emploi-jeune ? Encore envisageable dans une école comportant de nombreuses classes, où les enseignants peuvent se partager les tâches, cette hypothèse est impossible dans les petites écoles rurales.

De plus, la question du financement de cette école « idéale » n'est guère abordée. Il est douteux que les « contrats éducatifs locaux » puissent tout résoudre. Pour l'essentiel toutefois, les syndicats d'enseignants ont accueilli assez favorablement le projet de M. Allègre.

Le SNU-IPP (FSU, majoritaire dans l'enseignement primaire) se félicite de voir activée la recherche en éducation, qu'il a lui-même abondamment sollicitée. Le SGEN-CFDT estime que la charte prend en compte un certain nombre de situations déjà existantes et approuve les évolutions du texte, introduites depuis deux mois. Ces deux syndicats et le SE-FEN jugent utile, et même nécessaire, la présence accrue d'adultes, aides-éducateurs ou animateurs, auprès des élèves.

Les parents d'élèves se montrent également satisfaits : pour Christian Janet, président de la PEEP (parents d'élèves de l'école publique), *« la redéfinition du métier de l'enseignant est un aspect fondamental qui va permettre d'introduire une série d'enseignements comme les langues vivantes ou l'informatique, devenus indispensables. Quant aux aides-éducateurs, le texte a le mérite de préciser leur place »*. Mais, comme Georges Dupont-Lahitte, président de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves), il estime qu'il ne s'agit que d'un texte de cadrage qui sera *« ce que les enseignants en feront sur le terrain »*.

Claude Allègre, pourtant, veut aller vite. Une expérimentation fondée sur les principes de la charte doit être lancée dans deux mille écoles, choisies dès le mois de septembre, dont la moitié probablement en zones d'éducation prioritaires (ZEP). En octobre, les conseils d'écoles devraient se prononcer sur les projets, tandis que, dès le début 1999, les premières écoles se lanceront dans l'expérimentation. Les autres s'y engageront lors de la prochaine rentrée. *« Mais de quels moyens disposeront-elles ?*, s'interroge Jean-Luc Villeneuve, secrétaire général du SGEN-CFDT. *Et pourquoi n'a-t-on jamais évalué la "nouvelle politique pour l'école" [NPE], de Lionel Jospin, fondée sur les cycles d'enseignement ? »*

Béatrice Gurrey

La mise en place du contrat éducatif local

Une circulaire interministérielle (éducation nationale, jeunesse et sports, culture, ville) relative à *« la mise en place du contrat éducatif local et des rythmes périscolaires »* a été publiée au *Bulletin officiel* du 16 juillet. Ces nouveaux contrats ont un double objectif : assurer *« une cohérence de l'action publique »* et *« contribuer à garantir l'égal accès des enfants et des jeunes aux savoirs, à la culture et au sport »* (*Le Monde* du 28 mai). Placés sous la responsabilité conjointe du préfet et de l'inspecteur d'académie, ils associeront les représentants du ministère, les collectivités territoriales, les associations sportives, culturelles et éducatives, les organismes à vocation sociale et les familles. Ils ont vocation à *« fixer l'organisation des activités périscolaires »* aussi bien avant ou après l'école, que le mercredi, le week-end ou pendant les vacances.

Ces contrats devront être élaborés en priorité dans les zones urbaines sensibles et en milieu rural. Le ministère de l'éducation nationale offrira notamment le concours des aides-éducateurs pour assurer l'encadrement des activités.

Conflit des heures supplémentaires : la rentrée s'annonce agitée dans les établissements du secondaire

*« ÇA COMMENCE très fort... et très tôt ». Livrée d'une voix déjà em*preinte d'agacement et de lassitude, cette réflexion d'un dirigeant syndical enseignant donne le ton de la rentrée pour les professeurs du second degré. Un syndicat de plus, le Snalc (Syndicat national des lycées et collèges, classé à droite), appelait, jeudi 27 août, à la grève, pour le 3 et le 10 septembre, après le SNES (Syndicat national des enseignements du second degré), notamment pour protester contre la baisse du taux de rémunération des heures supplémentaires (*Le Monde* du 21 août).

Vendredi 28 août, la quasi-totalité des organisations du second degré devait appeler ses adhérents à refuser en bloc les heures supplémentaires, dès la rentrée. Si elle était suivie massivement, cette consigne serait de nature à perturber sérieusement le fonctionnement des collèges et des lycées. Réunis en intersyndicale, jeudi 27 août, le SNES, le SGEN-CFDT, le SNEP (éducation physique), la FAEN-SNLC (lycées et collèges, autonome), la FERC-CGT et l'UNSEN-CGT ont défini une plate-forme commune qui devait être publiée dans la journée de vendredi. Elle demande la transformation des heures supplémentaires en emplois d'enseignant, l'abrogation du décret du 7 août abaissant le taux de rémunération des heures supplémentaires, la fin de l'obligation d'en effectuer. Les organisations signataires appellent les enseignants à recenser dès la rentrée le nombre d'heures supplémentaires imposées dans leur établissement et à organiser collectivement le refus de les effectuer.

Contacté par *Le Monde*, le secrétaire général du Snalc, Bernard Kuntz, qui ne fait pas partie du collectif Tous pour l'emploi que constituent les signataires de ce texte, s'associe néanmoins à ces revendications. *« Il est évident que ce refus des heures supplémentaires ne peut avoir un impact que s'il s'agit d'une action collective »*, commente-t-il. Il ajoute à ce grief le refus des enseignants d'effectuer l'an prochain une rentrée anticipée, comme le prévoit le calendrier 1999-2000.

« Diminuer le salaire des uns pour payer les autres au rabais »

Les dirigeants de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui ont réuni leurs instances pendant quelques jours en province, n'ont pu assister à l'intersyndicale de jeudi. Toutefois Hervé Baro, secrétaire général du SE-FEN, approuve les principes évoqués par l'intersyndicale et appelle également au refus collectif des heures supplémentaires.

Le texte de l'intersyndicale devrait aussi dénoncer le *« mauvais coup pour l'emploi »*, que constitue la mesure prise par Claude Allègre au cours de l'été. Cela revient, estime un signataire, à *« diminuer le salaire des uns* [les enseignants] *pour payer les autres au rabais* [les emplois-jeunes] ». Le ministre de l'éducation nationale avait en effet justifié cette mesure financière, qui lui permet d'économiser 700 millions de francs, par la création de plusieurs milliers d'emplois-jeunes.

B. G.

L'interminable feuilleton de la réforme des rythmes scolaires

AH ! LES RYTHMES scolaires ! Parmi les serpents de mer qui abondent dans les débats sur l'éducation nationale, celui-ci est particulièrement coriace. Depuis plus de vingt ans, les rapports et autres recherches dénoncent des journées de *classe trop longues*, des années scolaires trop courtes et l'inadaptation des rythmes français aux besoins physiologiques de l'enfant. En 1989, la loi d'orientation votée à l'initiative de Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, promet d'engager une réforme. *« L'organisation et la gestion du temps scolaire comportent des insuffisances persistantes »* : le tabou est enfin bousculé dans un texte officiel. La loi fixe l'objectif ambitieux de *« mieux organiser les activités scolaires dans la journée, la semaine, l'année »* en proposant d'en finir avec *« les journées de classe trop lourdes, les temps morts trop nombreux et la trop grande rigidité et uniformité dans la gestion pédagogique du temps »*.

Trois ans plus tard, en avril 1991, un décret ministériel sur *« l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et primaires »* offre, pour la première fois, un cadre juridique pour développer, localement, des expériences d'assouplissement de l'emploi du temps. Les inspecteurs d'académie peuvent désormais autoriser des aménagements, à condition que le projet recueille *« l'adhésion d'une large majorité des membres de la communauté éducative »*. Dès la rentrée 1991, le mouvement est lancé dans le département du Rhône, où plus de la moitié des écoles choisissent la semaine de quatre jours. Les cours du samedi sont supprimés et compensés par douze journées supplémentaires d'école prises sur le temps des vacances tout au long de l'année. Quant au mercredi, il peut être utilisé pour développer les activités culturelles sportives si les collectivités locales sont prêtes à en assurer le financement.

En 1992, le mouvement fait tache d'huile : 600 000 écoliers font une rentrée scolaire anticipée. Un an plus tard, 20 % des écoles ont adopté la semaine de quatre jours. Si les parents semblent ravis d'obtenir un vrai week-end, les spécialistes des rythmes d'activité de l'enfant dénoncent rapidement cette *« fausse mesure »* qui ne résoud en rien le problème de la durée de la journée scolaire. Ainsi, si le décret de 1991 a eu le mérite de déclencher un processus, en déconcentrant les décisions, les quelques communes, comme celle de Saint-Fons (Rhône), qui ont osé aller plus loin que la simple suppression des cours le samedi apparaissent toujours comme des exceptions.

QUATRE OU CINQ JOURS

A peine élu président de la République, Jacques Chirac entend placer l'aménagement des rythmes scolaires au rang des réformes prioritaires de l'école. Vantant les mérites de l'expérience menée à Epinal, la ville de Philippe Séguin, M. Chirac souhaite parvenir *« sur la durée d'un septennat »* à instituer *« partout en France un système qui consacre le matin aux disciplines de la connaissance traditionnelle et l'après-midi aux disciplines sportives et aux enseignements artistiques au sens le plus large du terme »*. Le ton est donné. L'intérêt de l'enfant et la notion d'égalité des chances *reviennent au centre du débat*. Mais François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, reste très en retrait sur le sujet. Plutôt partisan de la semaine de quatre jours, il préfère laisser le champ libre aux expérimentations.

C'est donc Guy Drut, ministre de la jeunesse et des sports et fidèle chiraquien, qui prend le dossier en main. En 1996, il annonce plus de sept cents expérimentations de la journée en deux temps : matinée avec cartable et professeurs, et après-midi sans cartable encadré par des intervenants extérieurs. L'emploi du temps est organisé sur cinq jours. L'objectif est de donner plus de place aux activités culturelles et sportives tout en respectant le rythme biologique de l'enfant. A la rentrée 1997, 240 sites pilotes ont choisi la formule Drut, dont le coût moyen par élève et par an est évalué à 2 300 francs, dont un tiers financé par le ministère de la jeunesse et des sports. Selon une première évaluation, cette formule présenterait des effets bénéfiques sur le comportement des enfants sans qu'il soit possible de vérifier une amélioration de leurs résultats scolaires.

Opposé tout autant à la semaine de quatre jours qu'à la formule de Guy Drut, Claude Allègre propose, lui, une troisième voie dans sa *« charte pour bâtir l'école du XXI[e] siècle » (voir ci-dessus)*. Plus pragmatique, Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, n'a pas *« d'a priori sur l'organisation du temps, du moment que le scolaire et le périscolaire sont bien articulés »*, comme elle l'a déclaré, lundi 24 août, lors de son déplacement en Haute-Saône, à l'occasion de la rentrée anticipée. On souligne dans l'entourage de la ministre que *« beaucoup d'expériences sont déjà lancées : il ne faut pas les arrêter mais les contrôler. Dans ce domaine, l'objectif n'est pas d'imposer d'en haut »*.

Sandrine Blanchard

Un exemple de l'organisation d'une journée

La « charte pour bâtir l'école du XXI[e] siècle » comporte, *« à titre d'illustration »*, un exemple de ce que pourrait être la nouvelle organisation de la journée scolaire :

● **8 h 30/10 h** : l'enseignant fait un retour sur l'ensemble des acquisitions de la veille, une présentation des objectifs de la journée. Travail individualisé ou en groupes, dans chaque classe, sur des exercices précis avec l'enseignant et avec le concours de l'aide-éducateur.

● **10 h/10 h 20** : récréation.

● **10 h 20/12 h** : l'enseignant présente une leçon, suivi d'un exercice ; pendant ce temps-là, éventuellement, réunion de coordination des aides-éducateurs.

● **12 h/14 h** : aménagement du temps cantine : traitement individualisé, possibilité de repos, de détente ou d'activités diverses.

● **14 h/15 h 30** : autres activités scolaires : arts, éducation physique, sciences, nouvelles technologies encadrées par les enseignants et les aides-éducateurs et par des intervenants extérieurs qualifiés. Le cadre et la direction de ces activités sont de la responsabilité de l'équipe des enseignants.

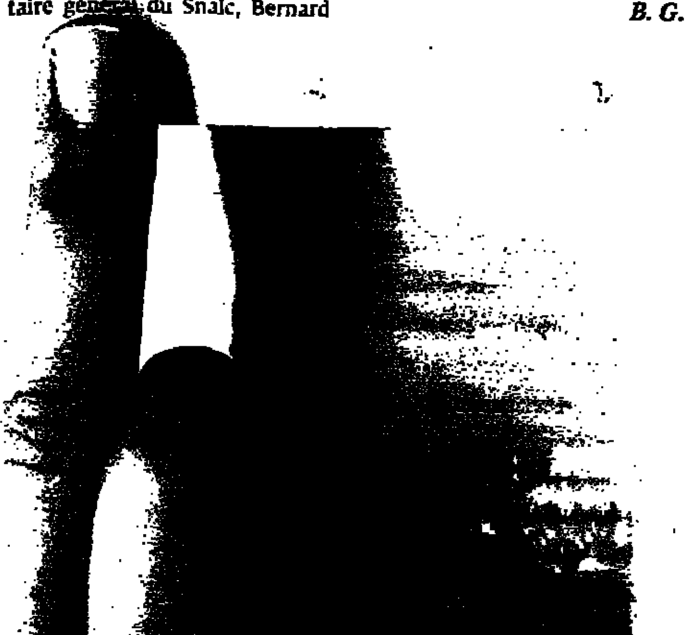
● **15 h 30/15 h 50** : récréation.

● **15 h 50/16 h 45** : groupes de soutien ou « de besoins » où certains élèves sont pris en charge par les enseignants et les aides-éducateurs. Les autres continuent les activités commencées à 14 heures.

● **16 h 45/17 h** : récréation.

● **17 h/18 h 30** : études surveillées destinées aux enfants dont les parents ou les enseignants le souhaitent, encadrées par les enseignants volontaires et les aides-éducateurs. Une partie de l'étude est consacrée aux leçons et aux exercices, une autre à des activités plus ludiques, sportives ou culturelles.

Les élèves qui ne suivent pas l'étude travaillent chez eux. En aucun cas, l'élève ne pourra, un jour donné, *« avoir plus d'un exercice à faire et deux leçons à apprendre »*.



هكذا من الأصل

A Lure, une « ville créée en une nuit » pour le rassemblement de 40 000 Tsiganes

Les pèlerins ont convergé de toute l'Europe pour leur grande fête religieuse

Les cérémonies religieuses du grand rassemblement tsigane de Lure (Haute-Saône) ont lieu du jeudi 27 au dimanche 30 août. 40 000 pèlerins venus de France, mais aussi de Belgique, d'Italie et d'Allemagne, ont répondu à l'appel de l'association évangélique Vie et lumière, rattachée à la Fédération protestante de France. Certains participants avaient fait l'objet de mesures discriminatoires lors de leur voyage vers Lure.

LURE
de notre envoyé spécial

A l'entrée de la ville, une affiche rose de l'association évangélique tsigane Vie et lumière annonce le programme du week-end : « Témoignages de guérison, vie transformée, Dieu est amour, Jésus vous aime ». A quelques kilomètres de Lure (Haute-Saône), les cérémonies religieuses du grand rassemblement annuel des tsiganes viennent de commencer, jeudi 27 août, sur la base aérienne désaffectée de Malbouhans.

REPORTAGE

Soudain, un horizon de caravanes apparaît à travers les sapins

A proximité du camp militaire, les fourgonnettes blanches se multiplient sur les petites routes qui serpentent à travers les champs de maïs : à midi, c'est l'embouteillage. Des panneaux cloués aux arbres balisent le chemin qui s'enfonce dans les bois. En dessous, la même légende : *« Quand vous respectez l'autre, vous respectez Dieu. »*

Soudain, un horizon de caravanes apparaît à travers les sapins. Quarante mille pèlerins venus de toute la France, mais aussi de la Belgique, d'Italie et d'Allemagne, occupent les 220 hectares de la base aérienne : six mille caravanes en tout, dont les auvents sont dépliés de chaque côté de la piste, longue de 2 kilomètres. Au bord de l'artère où circule un ballet incessant de camionnettes, de voitures et de caravanes, quelques poules, deux chèvres et des groupes d'adolescents qui discutent pour passer le temps. *« L'après-midi, on s'ennuie,* lance Tony, dix-sept ans. *On joue au foot, on drague un peu. A minuit, c'est le meilleur moment. Il reste des filles. Les sérieuses, elles ont été se coucher. Les autres, elles sont moins nombreuses. »*

Les offices religieux qui se déroulent toute la journée sous le grand chapiteau de deux mille cinq cents places planté au milieu du camp ne semblent pas les passionner. *« La réunion ? Pas en ce moment. On est en grève. Sinon, on y va pour faire plaisir aux filles. »*

Son portable à la main, le pasteur Joseph Charpentier règle les derniers détails de l'organisation. *« C'est une ville qui s'est créée en une nuit et qui dure huit jours, pour prier, chanter des cantiques et glorifier Dieu,* explique-t-il. *On se raconte les miracles et les conversions, on s'enrichit des expériences vécues pendant l'été. »* Les expulsions, les accrochages avec certains maires, il préfère ne pas y penser : *« Certains élus veulent qu'on s'arrête de voyager, qu'on s'installe, mais surtout pas chez eux. »*

Derrière lui, des haut-parleurs diffusent une chanson mélancolique accompagnée à la guitare. Un pèlerin s'empare alors du micro pour livrer son témoignage : *« Je vais vous dire comment j'ai rencontré le Seigneur,* annonce-t-il. *J'avais tout ce que je voulais. Mais j'étais un bandit et je trompais les gens. Un jour, je me suis retrouvé en prison. J'y ai trouvé le Seigneur. Ça fait dix ans que je lui ai donné mon cœur. » « Que Dieu te bénisse »,* lui répond l'assistance réunie sous le chapiteau.

Quelques jeunes filles se promènent entre les caravanes, en minijupes, de larges semelles compensées aux pieds. Elles se disent des moitiés : *« Ma mère est "gadgé"* [sédentaire], explique Sindy, dix-huit ans. *Maintenant, elle voyage. Moi, je ne me verrais pas rester dans une maison, toute l'année sur place. La caravane, c'est bien, tu vas où tu veux, quand tu veux. »*

GUITARE ET VIOLON

La lumière et la température baissent, la ville s'anime autour du chapiteau où commence la grande réunion au son endiablé de la guitare et du violon. Dehors, quelques pèlerins se pressent encore autour des stands de souvenirs. Un gipsy anglais s'achète un stylo « J'ai le cœur joyeux grâce au Seigneur » pour 25 francs. Une jeune femme repart avec son « pain de vie », une petite boîte remplie de versets bibliques. Les cantiques emplissent déjà la cathédrale de toile. Des portables sonnent, des enfants jouent dans les allées herbeuses, des femmes soupirent « Gloire au Seigneur » en réponse au pasteur.

Une vingtaine d'officiels, assis à gauche des musiciens, reçoivent les remerciements du pasteur. *« Que Dieu bénisse le préfet »,* conclut-il avant de céder la parole au prédicateur Payon. Pendant une demi-heure, celui-ci va improviser un sermont théâtral, ponctué par des citations de de Gaulle, des rappels historiques sur l'itinérance tsigane, des Pensées de Pascal et des exégèses bibliques. *« Nous sommes coupables car l'homme est léger sur la balance divine,* martèle-t-il. *Dieu nous pèse. Le péché est universel. Mais tout à coup, quelqu'un nous apprend, quelqu'un possède le médicament ! » « Dieu »,* répond la salle. *« La vie éternelle, voilà le médicament »,* enchaîne le prédicateur.

La foule se disperse bientôt dans la nuit. Michel Federspiel, le maire divers gauche de Lure, assure avoir aimé le spectacle. *« C'était à la fois complexe et impressionnant. J'ai beaucoup apprécié les musiciens et certaines voix remarquables. »*

Alexandre Garcia

L'association Vie et lumière

L'association Vie et lumière compte 100 000 fidèles en France sur une population évaluée à 250 000 Tsiganes. Elle est reconnue par la fédération protestante et elle est représentée dans trente-six pays. Elle est issue d'un réveil évangélique de la population tsigane dans les années 50 conduit par Clément Le Cossec.

C'est un mouvement évangélique autonome dans sa gestion et dans son culte, lequel se conforme strictement aux écrits bibliques. Le rassemblement est l'événement le plus important aux yeux des membres de l'association. Les évangélistes récemment convertis sont alors baptisés par immersion.

Treize morts en cinq jours dans l'ascension du Mont-Blanc

TREIZE ALPINISTES ont trouvé la mort depuis le dimanche 23 août dans l'ascension du Mont-Blanc (4 807 mètres) du fait de la pluie qui a entraîné la formation de glace vive sur l'arête des Bosses et dans la traversée du Mont-Maudit. Les gendarmes du peloton de haute-montagne de Chamonix ont conseillé, jeudi 27 août, aux alpinistes de renoncer provisoirement à l'ascension. Le même jour, la commission de sécurité de Chamonix et de Saint-Gervais s'était réunie d'urgence et s'était prononcée en faveur d'une campagne d'information de proximité, notamment par voie d'affiches, pour faire connaître la dangerosité du Mont-Blanc.

Elle cherche notamment à mettre en garde les touristes étrangers qui partent sans se renseigner. Sur les treize personnes ayant fait une chute mortelle, neuf étaient d'origine étrangère (Espagnols, Allemands, Hongrois, Italiens et Tchèques).

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE :** un médecin anesthésiste et un infirmier ont été condamnés, jeudi 27 août à Mulhouse (Haut-Rhin), à quinze mois de prison avec sursis à la suite d'un accident d'anesthésie qui avait coûté la vie à un enfant de deux ans en 1996, alors qu'il devait être opéré à l'hôpital Emile-Muller de Mulhouse.

■ **DIANA :** un jardin à la mémoire de Diana, princesse de Galles, sera créé au cœur du Marais, a annoncé jeudi 27 août la Mairie de Paris. Implanté 21, rue des Blancs-Manteaux (IVe arrondissement), ce jardin aura la particularité d'être un centre d'initiation des enfants à la nature.

■ **VOL :** le château de la Varvasse à Chanonat (Puy-de-Dôme), qui appartient à la famille de Valéry Giscard d'Estaing, a été cambriolé dans la nuit du mardi 25 août au mercredi 26. L'ancien président de la République était absent. Les cambrioleurs sont entrés par effraction à l'insu du couple de gardiens domicilié à proximité et ont dérobé des objets de valeur de petite taille facilement transportables, selon la gendarmerie.

■ **DIVERS :** la célèbre boîte de nuit parisienne Le Palace sera remise en vente le 15 septembre aux enchères à Paris. Le Palace avait déjà été mis aux enchères le 23 juin et adjugé pour la somme de 7,5 millions de francs aux frères Pierre et Jacques Blanc, restaurateurs. Mais un surenchérisseur, ayant souhaité garder l'anonymat, avait porté l'offre à 8,25 millions de francs, soit 10 % de mieux.

■ **POLICE :** pour la rentrée scolaire à Paris, la préfecture de police a mis en place un « *dispositif spécial afin d'assurer la sécurité des écoliers, collégiens et lycéens* ». La sécurité des sorties d'écoles est assurée par les policiers chaque jour sur 711 points de la capitale.

Le MRAP dénonce des pratiques discriminatoires dans les transports niçois

LA VILLE de Nice a toujours aimé les familles, les grandes familles. Depuis 1932, *« les familles nombreuses les plus dignes d'intérêt »* sont récompensées. De père en fils, les Médecin, longtemps à la tête de la municipalité, et leur successeur, le RPR et ancien du Front national Jacques Peyrat, ont toujours pris soin d'attribuer à celles-ci des prix. La carte *« famille nombreuse »,* valable sur les transports publics de la ville, n'est qu'une preuve, parmi d'autres, de cet attachement. Nice, comme Paris avec la RATP, et bien d'autres centres urbains, favorise ainsi le déplacement des parents les plus méritants.

A Nice, toutefois, le mérite comporte une condition : la nationalité. Pour les *« prix de la ville de Nice »,* les candidats, âgés de moins de cinquante ans et disposant d'*« au moins trois enfants vivants »,* sont invités à se présenter *« munis d'une fiche d'état civil, de leur carte d'identité ou de leur décret de naturalisation ».* Quant à la carte Nicéa de réduction sur les transports, elle est réservée aux Français et étrangers membres de la CEE.

Discrimination ? A la Semiacs, la société qui dispose de la concession sur la gestion des transports publics, on assure qu'il n'en est rien. Pour preuve, avance-t-on, *« les personnes exclues de l'avantage "famille nombreuse", c'est-à-dire les étrangers hors CEE, peuvent bénéficier de la réduction "Nicéa" s'ils sont salariés d'entreprises installées sur le territoire de Nice. De plus, si leurs enfants sont scolarisés dans la municipalité, ils bénéficieront aussi de réductions. Le nombre de personnes exclues est donc vraiment faible. »*

Encore faut-il que les étrangers en question soient salariés, et que les entreprises se situent à l'intérieur même de la ville (les communes alentours en sont exclues). Par ailleurs, si le salarié peut effectivement bénéficier de cet avantage, tel n'est pas le cas de sa famille. Le nombre de personnes écartées paraît donc plus important que ne le laisse supposer la Semiacs.

LÉGALITÉ INCERTAINE

De plus, la légalité même de cette mesure semble incertaine. Le critère de préférence nationale utilisé pour accorder des primes de naissance aux familles françaises, à Vitrolles, avait été jugé illégal par le tribunal administratif de Marseille. Les magistrats avaient annulé, le 16 avril, la délibération du conseil municipal de Vitrolles instaurant la prime. A Saint-Maur-des-Fossés, le maire UDF, Jean-Louis Beaumont, avait de lui-même mis un terme à l'allocation de naissance accordée aux parents inscrits sur les listes électorales, ce qui interdisait du même coup aux étrangers d'en bénéficier.

Saisi par des Niçois, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a dénoncé *« les pratiques discriminatoires envers des résidents étrangers hors CEE ».* Circonstance aggravante, selon l'association, *« l'aval des organismes publics ne fait pas de doute ».*

François Chaumont

Les pierres du paléolithique ne barreront pas la route à Toyota

Le préfet du Nord a décidé l'arrêt des fouilles sur le site de la future unité du constructeur japonais, qui doit créer 2 000 emplois à Valenciennes. Les archéologues estiment que l'Etat sacrifie des découvertes fondamentales. Mais le rapport d'un expert minimise l'importance du site

LILLE
de notre correspondant régional

Le choix du constructeur japonais Toyota d'implanter à Onnaing, dans la banlieue de Valenciennes, sa deuxième usine automobile européenne constituait une embellie pour un arrondissement où le taux de chômage dépasse encore les 20 %. 2 000 emplois prévus, c'était la meilleure nouvelle depuis des années. D'autant que les 237 hectares préemptés pour Toyota avaient toutes les chances de susciter d'autres implantations. Plusieurs négociations sont actuellement en cours. Au total, la nouvelle zone industrielle doit s'étendre sur 350 hectares.

Personne ne s'attendait à ce que les difficultés surgissent du sous-sol, plus précisément des découvertes archéologiques qu'on y a faites. Des sondages et des fouilles conservatoires, conformément à la loi, ont eu lieu au printemps, commandées et surveillées par le service régional de l'archéologie. La Communauté de communes de la vallée de l'Escaut (CCVE), maître d'ouvrage, en a assumé les trois quarts du coût (12 millions de francs), le dernier quart étant pris en charge par l'Etat.

L'opération d'archéologie préventive a été menée dans les règles, mais avec diligence et des moyens exceptionnels. Les sommes engagées le montrent, mais aussi le nombre des archéologues mobilisés par l'AFAN (Association pour les fouilles archéologiques nationales) : soixante-dix au total, une cinquantaine au plus fort du chantier. En cinq mois, les archéologues, conscients de l'importance géographique du chantier, habitués qu'ils étaient dans cette région à fouiller dans la voie étroite d'une future autoroute ou d'un prochain TGV, ont mis les bouchées doubles. Près de trois mille tranchées ont été creusées, dont trois cent cinquante sondages profonds à la recherche des sites paléolithiques.

Dans les deux cas, les résultats ont passionné les fouilleurs : vingt-deux sites récents, de l'âge du bronze au Moyen Age, ont été découverts en surface : quinze siècles d'occupation en continu. Une vingtaine d'hectares ont été décapés et analysés. Mais deux sites paléolithiques ont été localisés dans les couches profondes. Ils sont essentiels, selon Philippe Mervelet, animateur du collectif des archéologues du site d'Onnaing, dans la mesure où ils touchent des époques, 100 000 et 35 000 ans avant J.-C., que l'on ne peut étudier dans la région que sur deux sites minuscules. A Onnaing, ils s'étendent sur plusieurs hectares. Or, le chantier Toyota devrait détruire 6 hectares de ces deux sites sans que les archéologues aient pu les étudier.

Une première mise en garde avait été émise en mai par la commission interrégionale de la recherche archéologique du Centre-Nord, qui regrettait de *« ne pouvoir examiner cette opération selon les règles habituelles de l'archéologie préventive »*. Mais elle prenait acte du fait que, pour les gisements du paléolithique, *« compte tenu de la profondeur de leur enfouissement, des mesures techniques suffiraient à en assurer la protection. Leur fouille n'est donc pas indispensable à cette condition »*.

Pour les archéologues, Toyota et l'Etat ont « une façon de remettre en cause notre travail qui est insupportable. (...) C'est une affaire de science, pas une affaire de sous »

La polémique est née le 30 juillet lorsque les archéologues ont constaté que le chantier de la future usine automobile détruirait irrémédiablement 6 hectares, qui leur paraissent indispensables d'étudier. Ils l'ont fait savoir dans un communiqué accusateur : *« L'Etat viole sa propre législation (...). Enjeu scientifique considérable, le chantier de Toyota illustre le mépris des pouvoirs publics pour la protection du patrimoine archéologique en France : pressions politiques, financement à la charge exclusive du contribuable, refus d'assumer la communication des découvertes vers le public, inadéquation entre le budget et les besoins réels... et finalement abandon pur et simple du patrimoine. »*

Jusqu'à cette date, l'affaire n'avait pas fait de bruit. L'AFAN, devant ce chantier exceptionnel pour elle, ne serait-ce qu'en heures de travail pour ses adhérents, avait accepté le jeu d'une certaine discrétion vis-à-vis de médias. Ces derniers ne voyaient eux-mêmes pas trop l'intérêt de cailloux enfouis à 8 mètres sous terre, face à l'arrivée des emplois promis par Toyota. D'autant plus qu'un accord était intervenu entre les contestataires et les pouvoirs publics : la désignation d'un expert indépendant. *« Nous avons arrêté toute polémique. Nous attendons une décision prise par des scientifiques et non par des techniciens du BTP »*, déclarait Philippe Mervelet, porte-parole du collectif des archéologues, quelques jours avant l'officialisation, lundi 24 août, du rapport de l'expert désigné, le professeur Jean-Philippe Rigaud, directeur de l'Institut de préhistoire et de géologie du quaternaire.

L'universitaire bordelais note que, lors de sa visite, les sondages profonds étaient tous rebouchés et qu'il n'a donc pas pu examiner les stratigraphies décrites dans le rapport, mais qu'il a pu en examiner le matériel, qui *« correspond à une densité de vestiges normale dans le contexte régional »* : *« Sur la base des données du rapport, de nos observations et compte tenu des informations apportées par l'étude géomorphologique, il apparaît que les industries paléolithiques mises au jour dans les différents sondages effectués sur le site présentent un intérêt certain sur le plan régional. Mais ces indices ne peuvent justifier une fouille exhaustive nécessitant des travaux de terrassement importants. (...) A mon avis, les destructions réelles prévisibles demeurent scientifiquement acceptables. »* Le rapport repousse aussi l'hypothèse d'une surveillance des travaux de terrassement, réclamée par les archéologues : *« Elle ne donnera très probablement que des résultats difficiles à interpréter et à corréler avec ceux qui ont été acquis précédemment. »*

Attendu avec tellement d'espoir, le rapport Rigaud a immédiatement relancé la polémique, même si, pour la préfecture de région, ce travail d'expert clôt le débat. Les fouilles n'ont plus de raison d'être. *« Pour nous, l'affaire ne fait que commencer »*, estime en revanche Philippe Mervelet, qui propose l'intégration de deux équipes de surveillance sur les îlots concernés. *« Sur les autoroutes ou à Marseille, on fait ça toute l'année. Cela ne gêne personne ! On nous a demandé un travail et nous avons trouvé des choses exceptionnelles, sur un sol parfaitement conservé. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas intervenir. On nous fait valoir les 2 000 emplois de Toyota. Mais on oublie qu'il y a 2 000 archéologues en France. Nous nous trouvons devant une logique incohérente. C'est toute la politique de l'archéologie qui est remise en cause parce que nous nous trouvons devant un aménageur privé. Une façon de remettre en cause notre travail qui est insupportable. Nous allons tout faire pour fouiller ce site et mener une étude complète, qui peut apporter un progrès considérable. C'est une affaire de science, pas une affaire de sous. »* Les archéologues veulent en appeler au premier ministre.

Le préfet du Nord - Pas-de-Calais a en tout cas mis son veto à la poursuite des fouilles. Le 1er septembre, Toyota pourra prendre possession de la totalité des 237 hectares.

Pierre Cherruau

Un nouveau barrage en l'an 2000 pour le Lauragais, en Midi-Pyrénées

ALBI
de notre correspondant

Pris dans le réseau conçu par le baron Pierre Paul Riquet au XVIIe siècle, un petit cours d'eau, l'Alzeau, livre depuis trois siècles une partie constante de son flux à *« la rigole »*, autrement dit un petit canal par laquelle *« Riquet s'empare des eaux de la Montagne Noire »*, selon la formule gravée dans le granit, sur les lieux mêmes de la prise de l'Alzeau, dans l'Aude, à 645 mètres d'altitude. Point d'origine du système d'alimentation du canal du Midi, cet ouvrage long de 25 kilomètres a été parachevé par Vauban.

Au changement de millénaire, le vallon originel de l'Alzeau sera en partie noyé, en amont de ce premier captage, pour offrir une retenue de 8 millions de mètres cubes, devenue indispensable non plus au seul canal du Midi, mais à la gestion de l'eau en Lauragais, région naturelle et historique incluse dans Midi-Pyrénées, en lisière sud du Massif Central. Au fil des décennies, le réseau, qui dépend de l'Institution interdépartementale pour l'aménagement hydraulique de la Montagne Noire (IIAHMN) n'a cessé de devenir plus complexe. Aussi, après 300 ans de monopole jaloux, le développement des besoins, liés tant à l'irrigation qu'aux 150 000 abonnés du secteur, a obligé les Voies navigables de France (VNF), autorité de tutelle du canal du Midi, à composer avec les autres *« clients »* de ce château d'eau naturel qu'est la Montagne Noire. Dernier maillon des Cévennes en direction du sud, ce massif granitique profite pleinement de sa position charnière entre domaines méditerranéen et océanique. A 800 mètres d'altitude moyenne, les 1 500 mm de précipitations annuelles alimentent un lacis de ruisseaux qui s'écoulent vers le croissant fertile du Lauragais. Or, cette traditionnelle terre à céréales n'échappe pas à la gourmandise en eau de l'agriculture contemporaine pour favoriser, principalement, la pousse des tournesols.

LE SOR NE SUFFIT PLUS

En vingt ans, les besoins en irrigation ont atteint ici 6 millions de m³, qui sont venus s'ajouter aux 10 millions de m³ d'eau potable. Si l'on ajoute 2 millions au soutien d'étiage et 4 millions de réserve garantis par décret au canal, la retenue tarnaise des Cammazes, créée sur le Sor et gérée par l'IIAHMN, ne suffit plus. Avec sa voûte de 70 m de hauteur, l'ouvrage d'art, érigé au début des années 50, permet de retenir près de 19 millions de m³. Mais la réserve, surabondante à l'origine, s'est avérée trop juste lors des sécheresses répétées de la décennie : le Sor, petit affluent de l'Agout, qui vient grossir le Tarn, est capable de fournir jusqu'à 44 millions de m³ d'eau les grandes années, mais seulement le quart dès que la sécheresse s'installe. Soit, alors, la moitié des 22 millions de m³ nécessaires à la bonne gestion du barrage des Cammazes. D'où le projet de copier Riquet et de se servir de l'Alzeau.

L'idée de cette nouvelle retenue s'est imposée après la sécheresse de 1989-90, et les responsables successifs de l'IIAHMN ont tout fait pour la rendre crédible. Parmi les présidents successifs, le conseiller général de Cintegabelle (Haute-Garonne), Lionel Jospin, ne fut pas le moins intéressé par le projet. Depuis, il a cédé sa place à l'Audois Jacques Cambolives, mais c'est lui qui, en tant que premier ministre, aura fini par donner corps au dossier, en signant le 24 juin le décret d'utilité publique. Non sans l'aval de la ministre de l'environnement et du ministre des transports, cosignataires du décret entérinant une enquête d'utilité publique qui n'a pas suscité de polémiques.

Localement, le site aurait pourtant pu justifier une mobilisation de défenseurs du patrimoine naturel, tant il a du charme. Mais la bataille pour l'eau s'est jouée sans affrontements, les départements intéressés et leurs agriculteurs bénéficiant de ce qu'on peut appeler un bon dossier. Trop juste trois étés sur dix, le « système Sor » a bien besoin de l'Alzeau pour tous ceux qui, en aval, ont soif. D'autant que la retenue permettra d'arroser, côté audois, la *« montagne sèche »*. Et pour garantir au mieux l'esthétique, l'ouvrage sera intégré au vallon naturel et au sous-bois par un traitement paysager de la digue, constituée en enrochements avec masque végétal. D'une longueur de 400 mètres en crête et d'une hauteur de 33 m, le barrage aura une emprise maximale de 68 ha pour les 8 millions de m³ de la retenue, sise sur les communes d'Arfons, dans le Tarn, et de Lacombe, dans l'Aude, jusqu'ici séparées par le lit naturel de l'Alzeau

Les premiers coups de pelle doivent être donnés début septembre, pour une mise en service prévue en l'an 2000. Les besoins seront alors garantis jusqu'en 2015. A condition que l'irrigation reste stable et que l'agglomération toulousaine n'essaime pas trop en Lauragais.

Jean-Pierre Barjou

■ **BOUCHES-DU-RHÔNE : le maire (PS) d'Arles, Paulo Toeschi**, a demandé jeudi 27 août au préfet des Bouches-du-Rhône de nommer un médiateur afin d'éviter la fermeture des Salins du Midi, qui emploient 202 personnes à Salin-de-Giraud. M. Toeschi a présenté cette requête après l'échec d'une table ronde entre les syndicats (CGT, majoritaire, et CGC) et la direction des Salins. Le désaccord porte sur la mise en œuvre d'un plan social présenté pour réduire les coûts de production. Depuis la rupture des négociation à la mi-juin, la direction menace de fermer le site d'ici l'an 2000 (*Le Monde* du 28 août).

L'Etat rassure les élus sur la réforme de la taxe professionnelle

LE GOUVERNEMENT a donné l'assurance aux élus locaux, jeudi 27 août, que leurs finances ne seront pas pénalisées par la réforme de la taxe professionnelle (TP) prévue dans le cadre du projet de budget pour 1999. Longuement reçus par les quatre ministres et secrétaires d'Etat intéressés (*Le Monde* du 28 août), les représentants des associations d'élus ont reçu des garanties détaillées par Jean-Pierre Chevènement. La compensation de la suppression progressive de la part salariale dans l'assiette de la TP sera indexée dès 1999 selon les mêmes modalités que la dotation globale de fonctionnement (DGF), le principal concours de l'Etat aux collectivités locales (indexation sur l'indice des prix hors tabac, plus la moitié du taux de croissance du PIB). Cette compensation sera ensuite intégrée à la DGF, *« donnant ainsi aux élus la certitude d'une quasi-sanctuarisation »*, selon les termes d'un communiqué du ministère de l'intérieur. A compter de la mise en œuvre complète de la réforme en 2004, cette compensation devrait *« atteindre un montant supérieur à 60 milliards de francs »* par an.

Les élus obtiennent donc plutôt satisfaction sur l'aspect strictement financier des choses : *« l'effet de turpitude »* de la réforme, selon une expression utilisée par Michel Delebarre, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), est écarté. En revanche, les élus auraient, dans l'ensemble, estimé que cette réforme était, en fait, le début de la fin pour la TP.

EFFORTS FINANCIERS

Les ministres ont également annoncé ou confirmé aux élus que le gouvernement consentait en leur faveur d'autres efforts financiers : ainsi, afin de tenter d'améliorer l'effort de péréquation entre collectivités, la dotation de solidarité urbaine (DSU) bénéficiera d'un abondement budgétaire supplémentaire de 500 millions, ce qui lui assurera une croissance de 1 milliard. Cette augmentation – qui ne sera donc pas prélevée sur d'autres dotations, comme le craignaient les élus – sera reconduite pour 2000 et 2001. Les communes éligibles à la DSU seront moins soumises à la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (qui, dans le dispositif complexe des finances locales, sert depuis plusieurs années de variable d'ajustement à la baisse). Enfin, le financement de la réforme de l'intercommunalité ne pèsera pas non plus sur les dotations existantes : il sera effectué *« par un abondement budgétaire (...) pendant cinq ans de 500 millions de francs par an »*.

Jean-Louis Andreani

A Belleville, le Berry-Zèbre en bout de course

CELA FAIT quatre longues années déjà que le cinéma Le Berry-Zèbre a fermé ses portes au grand dam des Bellevillois, amateurs de plaisirs simples et conviviaux, qui regrettent qu'un des derniers lieux de mémoire du quartier soit ainsi arbitrairement effacé. Créé au début des années 50 par la société Nox, le cinéma a fait les beaux jours des riverains du boulevard de Belleville et des quartiers adjacents, dans l'Est parisien, drainant le « populo » en famille pour les derniers succès cinématographiques ou le lancement d'artistes de music-hall, dont certains ont taillé, depuis, leur route vers le succès.

« 130 places, pas une de moins, ce n'est guère, se souviennent avec nostalgie les amoureux du Zèbre, *mais c'était très convivial et l'on avait l'impression d'être chez soi. »* En 1987, le propriétaire décide de passer la main. Le bail est dénoncé. Le conflit avec la gérante, Mme Leproux, qui refuse d'abandonner « sa » salle, aboutit après une longue procédure à une ordonnance d'expulsion en 1992. Deux ans passent encore, faits d'escarmouches judiciaires entre les deux parties, jusqu'à ce mois d'avril 1994 où, employant les grands moyens, le maître des lieux fait lacérer l'écran, arracher les fauteuils et murer les issues. La salle est, d'autre part, mise sous scellés. Fin du premier acte.

Début de la résistance du quartier. Création en juin 1994 du collectif « Zèbre de Belleville » par une quinzaine de membres de l'association Théâtre-cinéma Le Berry, dans le but d'alerter les pouvoirs publics et, à l'aide d'une souscription, de réunir la somme nécessaire au rachat du lieu. Mais le propriétaire a placé la barre très haut : plus de 3 millions de francs. L'association demande à la Ville de Paris de préempter. Les édiles parisiens n'ont aucune envie de débourser une somme qui, dans l'éventualité toujours improbable d'un rachat, n'excéderait de toute façon pas 2 millions. En 1998, ils affichent donc clairement leurs intentions : c'est non !

ÉTAT DE DÉLABREMENT AVANCÉ

De multiples actions pour sensibiliser les habitants du quartier sont lancées. Bien qu'un peu lassés par les fins de non-recevoir, les partisans de la réouverture n'entendent pas lâcher prise. *« On nous avance toujours la notion de rentabilité,* souligne Sandrine Riaboff, membre du bureau de l'association, *mais il ne faut pas seulement raisonner en termes de gros sous. En fait, notre combat induit de lui-même cette question : y a-t-il un avenir pour les lieux culturels de proximité ? Pour notre part, nous pensons que oui ! Il faut que le Berry-Zèbre redevienne un lieu pluriculturel mêlant cinéma et théâtre, un lieu de rencontres. »*

Les négociations en cours avec le ministère de la culture, la direction des affaires culturelles de Paris, la ville et la région sont au point mort. Les maires des 11e, 10e, 19e et 20e arrondissements, qui soutenaient l'initiative, semblent n'en plus faire grand cas. Il y a urgence. La salle – avec une acoustique superbe, selon les connaisseurs – est dans un état de délabrement avancé. Sa façade, au fil du temps, ne va bientôt valoir guère mieux. L'association a bien tenté, sans succès, de convaincre les Monuments historiques de la faire inscrire à l'inventaire supplémentaire. Elle a du vague à l'âme mais garde encore quelque espoir, puisqu'un acheteur potentiel s'est fait connaître, il y a peu, avec un projet de cirque aérien. Pourquoi pas ? De toute façon, estime l'association, *« le Berry-Zèbre est plus qu'une salle de cinéma, c'est un état d'esprit »*.

Ali Habib

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

■ *LEWIS POWELL*, ancien juge de la Cour suprême des Etats-Unis, est mort à Richmond (Virginie), mardi 25 août, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Lewis Powell, nommé à la Cour suprême en 1971, sous la présidence de Richard Nixon, avait pris sa retraite en 1987. Il avait joué un rôle important en favorisant notamment l'approbation de la législation donnant droit à l'avortement et des programmes d'aide aux minorités raciales.

■ **BOUBAKAR KEITA**, directeur du journal indépendant malien *La Roue* et doyen de la presse malienne, est mort à Bamako samedi 22 août à l'âge de soixante-douze ans. Ancien correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), Boubakar Keita a ensuite dirigé le bimensuel *La Roue*, journal « *indépendant, intransigeant et démocratique* » à l'image de son directeur, qui en était aussi le seul rédacteur. Pourfendeur de tous les régimes politiques maliens, Boubakar Keita justifiait ainsi le titre de son journal : « *La roue de l'histoire tourne et personne ne peut l'arrêter.* »

NOMINATIONS

ÉPISCOPAT

Mgr Jean Bonfils a été nommé évêque de Nice, *vendredi 28 août*, par le pape Jean Paul II. Il était évêque de Viviers (Ardèche) depuis 1993. A Nice, il succède à Mgr François Saint-Macary, promu en 1997 archevêque coadjuteur de Rennes.

[Né le 15 février 1930 à Montpellier (Hérault), Jean Bonfils a fait ses études au grand séminaire de Montpellier, au séminaire des Missions africaines de Lyon et à Rome. Docteur en théologie, ordonné prêtre en 1954 dans la société des Missions africaines de Lyon, il a enseigné la théologie à l'Institut catholique de Lyon (1958-1962), au grand séminaire de Ouidah au Bénin (1962-1964), au couvent de Chanly, en Belgique (1964-1968). Conseiller provincial, puis *provincial de la société* des Missions africaines (1968-1978), Jean Bonfils a été secrétaire général de la Conférence des supérieurs majeurs de France (1978-1984), puis de l'Union des Conférences européennes des supérieurs majeurs (1981-1984). Avant d'être nommé évêque de Viviers, Mgr Jean Bonfils a de nouveau enseigné au Bénin et collaboré à la congrégation romaine pour les Instituts de vie consacrée. Au sein de la conférence épiscopale, il est président de la commission de la coopération missionnaire.]

DIPLOMATIE

Daniel Bernard a été *nommé* ambassadeur au Royaume-Uni, en remplacement de Jean Guéguinou, devenu ambassadeur auprès du Saint-Siège, par décret publié au *Journal officiel* daté 24-25 août.

[Né le 13 septembre 1941 à Lyon, Daniel Bernard est licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1973-1975). Il a été notamment en poste à Dublin (1967-1971), à Bruxelles auprès des Communautés européennes (1977-1981) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être membre *du cabinet de Claude Cheysson, ministre des* relations extérieures (1981-1984), puis du cabinet de Laurent Fabius, premier ministre (1984-1986). Il est ensuite chef du cabinet de Claude Cheysson, membre de la Commission des Communautés européennes (1987-1988), puis chargé de mission auprès de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale (1988-1990). Devenu porte-parole et directeur de l'information, de la presse et de la communication au Quai d'Orsay (1990-1993), il est parallèlement, de février 1992 à mars 1993, directeur du cabinet de Roland Dumas, ministre *des affaires étrangères. Daniel Bernard a été* ensuite ambassadeur aux Pays-Bas (1993-1995). Depuis septembre 1995, il était ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies à Genève.]

Bernard Poletti a été nommé ambassadeur en Arabie saoudite, en remplacement de Hubert Forquenot de la Fortelle, par décret publié au *Journal officiel* daté 24-25 août.

[Né le 1er mars 1946, Bernard Poletti est licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes. Il a été notamment en poste à Tripoli (1975-1977), à Ryad (1986-1988), à New York auprès des Nations unies (1988-1991) ainsi qu'à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être ambassadeur aux Emirats arabes unis (1991-1994). *Depuis mai 1994, Bernard Poletti était* directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 24-mardi 25 août sont publiés :

● **Justice administrative** : un décret relatif au fonctionnement des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

● **Gendarmerie** : un décret relatif à la *mobilité des officiers* et *sous-officiers* de gendarmerie.

Au *Journal officiel* du jeudi 27 août sont publiés :

● **Cinéma** : un décret relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique.

● **Ecoutes** : un décret modificatif relatif à l'attribution d'une indemnité aux collaborateurs du président de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité ; un arrêté relatif au montant de cette indemnité mensuelle : 35 % du traitement correspondant à l'indice brut 685 (soit 4 900 francs nets).

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord, sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Costa Rica, relatif à la suppression de l'obligation de visa de court séjour, signées à San José de Costa Rica le 16 juin 1998.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– 29 août 1998.

Joyeux anniversaire

Mitsou !

Ton frère et ta sœur qui t'aiment.

Décès

– Anne-Marie Blanchard,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Gérard BLANCHARD,
docteur,
enseignant et chercheur en typographie,
chancelier des Rencontres internationales
de Lure,

le 26 août 1998, dans sa soixante-douzième année.

– Budapest. Versailles.

M. et Mme Alexandre Bonyai,
Magali,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Ilona BONYAI.

– La famille et les amis,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Antoine DECORI,

survenu le 17 août 1998.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Geir Thoren,
75, rue du Javelot,
75013 Paris.

– Mme Luc Durand-Réville,
M. et Mme Pierre Lobry,
M. et Mme Eric Durand-Réville,
M. et Mme Blaise Durand-Réville,
Leurs enfants, petits-enfants et *arrière-petits-enfants,*
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Luc DURAND-RÉVILLE,

survenu à Paris, le 26 août 1998, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Le service religieux aura lieu le lundi 31 août, à 15 heures, au temple de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être faits en souvenir du défunt à la fondation John-Bost, 24130 La Force, CCP 4197 F Bordeaux.

« Dieu est Amour. »
1re Epître de Jean, IV, v. 8.
« Dieu est Esprit. »
Jean, IV, v. 24.
« Seigneur je crois, viens en aide à mon incrédulité. »
Marc, IX, v. 24.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Leconte-de-Lisle,
75016 Paris.
88, rue La Fontaine,
75016 Paris.
8, rue du Pavillon,
92100 Boulogne.
27, boulevard de la République,
92210 Saint-Cloud.

– *Mme* Bruno Fontaine
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Bruno FONTAINE.

La cérémonie religieuse a lieu le 28 août 1998, à 14 heures, en l'église de Vernou-La-Celle-sur-Seine (Seine-et-Marne).

6, rue Bonaparte,
75006 Paris.

– Claude,
son épouse,
Ses enfants,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre HOST,

fondateur des sessions internationales
de musique de Saint-Céré en 1960,
délégué régional de la musique
au ministère de la culture en Aquitaine
et en Nord-Pas-de-Calais de 1972 à 1990,

survenu subitement le 28 août 1998, sur le sable de l'Océan au Cap-Ferret.

17, rue Constance,
75018 Paris.

– Narbonne (Aude). Toulouse (Haute-Garonne). Beaulieu (Ardèche). Lavardac (Lot-et-Garonne).

Marie et Francis Rennes,
ses parents,
Ingrid Darroman,
sa compagne,
Les familles Maurin, Darroman,
Ses nombreux ami(e)s,
pleurent

Julien,

disparu le 23 août 1998.

Il repose en terre d'Aude, au cimetière de Sigean, depuis le 25 août, jour de son vingt-troisième anniversaire.

« L'Eternité, c'est la mer mêlée au soleil. »
(A. Rimbaud.)

– Perpignan. Lyon.

Françoise Martin, née Garrigue,
son épouse,
Sylvie Martin,
Claire Martin,
ses filles,
Jean Garrigue,
son beau-frère,
font part, avec tristesse, du décès du

docteur Henri MARTIN,
ancien assistant des hôpitaux militaires,
ancien chef de service de radiologie
des centres MGEN de Strasbourg
puis de Lyon,

survenu dans sa soixante-douzième année, le 21 août 1998, à Perpignan.

Il repose au cimetière de Léran (Ariège), auprès de sa fille

Lise,

14 mai 1961-5 mai 1974.

20, avenue des Baléares,
66000 Perpignan.
35, rue Jules-Brunard,
69007 Lyon.
39, avenue des Frères-Lumière,
69008 Lyon.

– Diane Mimran, née Dray
David, Sarah et Emmanuelle,
ses enfants,
Les familles Mimran, Dray,
Leurs proches, parents et alliés,
ont la douleur de faire part de la mort tragique de

Benjamin MIMRAN,

survenu le 21 août 1998.

Agnieszka DUDZIK

l'a accompagné dans la mort.

Benjamin avait vingt et un ans, Agnieszka, dix-neuf ans.

Ils seront inhumés ensemble au cimetière du Montparnasse.

Leurs obsèques auront lieu le lundi 31 août, à 10 heures, division 29.

Diane associe à sa douleur le souvenir de

Albert MIMRAN,

son mari et le père de Benjamin, disparu le 20 novembre 1977.

– Mme Marguerite Mimran,
sa grand-mère,
Georges Mimran
et Catherine Chevalier,
Henri Lévy et Eva, née Mimran,
Reine Mimran,
ses oncles et ses tantes,
Michaël et Marilyne Lévy,
Philippe Lévy,
Philippe Chomand et Sophie, née Lévy,
Guillaume Lévy,
ses cousins et ses cousines,
ont l'immense douleur de faire part de la mort accidentelle, le 21 août 1998, à l'âge de vingt et un ans, de

Benjamin MIMRAN.

Ils s'associent à la douleur des parents de

Agnieszka DUDZIK,

disparue avec lui à l'âge de dix-neuf ans.

Ils rappellent le souvenir de

Albert MIMRAN,

père de Benjamin.

– Mme Claude Paulin,
son épouse,
M. et Mme Ghislain Camus,
Tanguy, Mathilde, Robin et Brieuc,
Marina et Clarisse Paulin,
ses enfants et petits-enfants,
En union avec Stéphanie,
Les familles Toussaint, Rebois, Sallard,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 25 août 1998, de

M. Claude PAULIN.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 31 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à la recherche pour le cancer.

Anniversaires de décès

Michèle,
Annick,
Maman,
Papa,
Jean-Philippe,
Nicole.

Vous êtes toujours aussi présents dans nos vies.

– Il y a un an, le 26 août 1997,

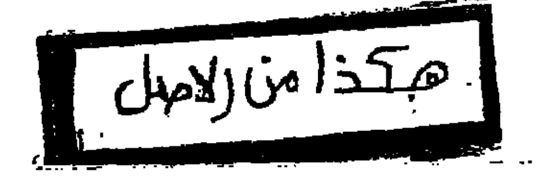
Joël MOULIN

disparaissait.

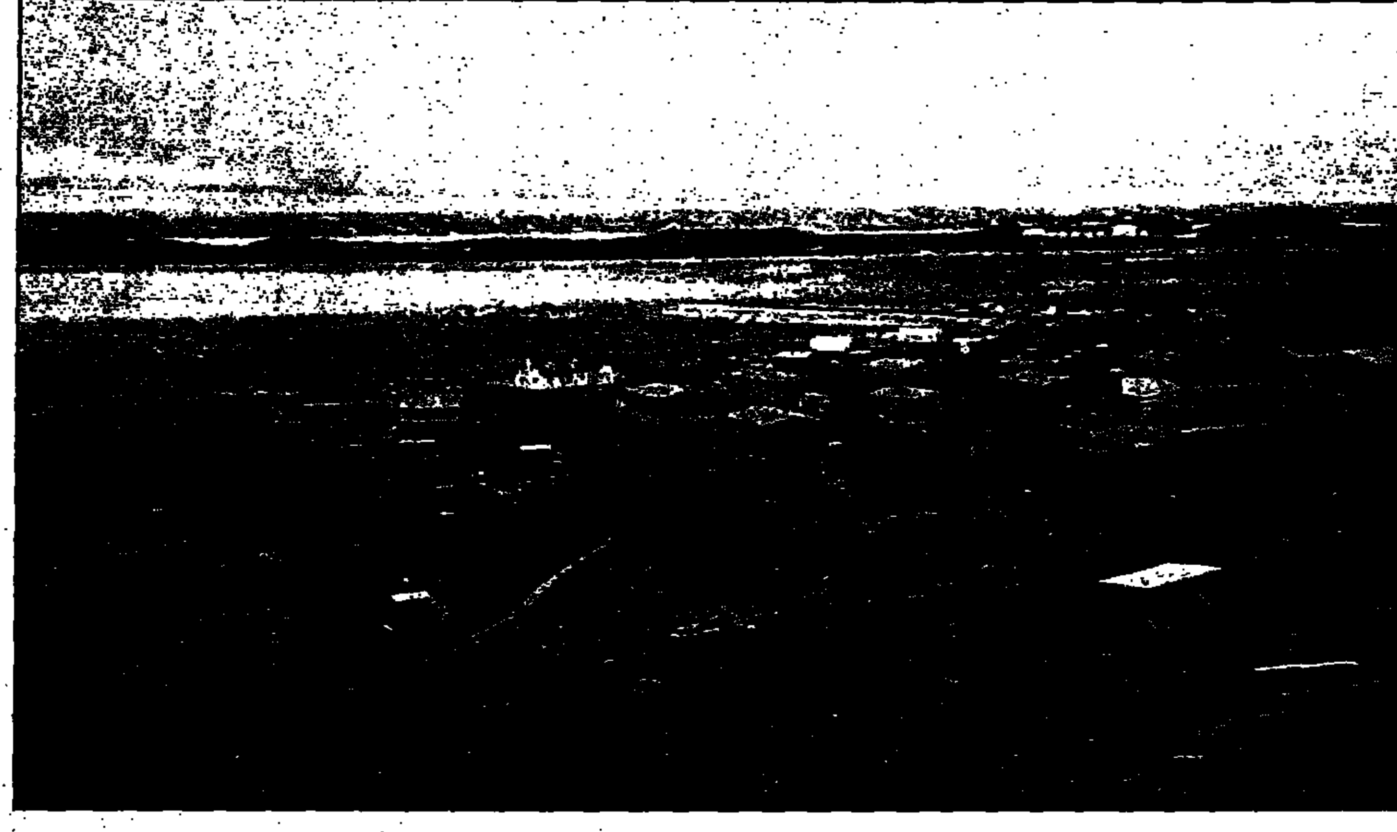
Tous ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96





Vivre et mourir au Nunavut



Les enfants font des enfants, l'alcoolisme et le tabagisme sont alarmants, comme les maladies de l'esprit, l'angoisse et le suicide, qui déciment la jeunesse. La naissance du Nunavut offre l'espoir d'en finir avec le sentiment de vacuité et de gâchis qui obsède plusieurs générations d'Esquimaux

QUEL âge avait la maman ? Seize ans ? Impossible. La petite devait être âgée de quatre ans. Disons vingt ans, alors. Par déduction. Elles n'étaient séparées que par l'étroite allée du petit avion qui nous amenait d'Iqaluit à Cape Dorset, « le village de sculpteurs », situé plus à l'est. Et elles se partageaient un chewing-gum. L'enfant mastiquait en regardant distraitement par le *hublot les blocs de* glace qui flottaient sur la mer libérée, *puis le tendait à sa maman qui* le mâchait à son tour avant de fabriquer une bulle rose qu'elle passait avec précaution à sa fille, à charge pour elle de la gonfler un peu plus et puis de la crever. Alors les deux complices éclataient de rire, se tapaient la main, et reprenaient leur petit jeu en pouffant. Quand l'avion atterrit, la mère colla le chewing-gum sous son siège et prit sa *fille par* la main *pour* descendre la passerelle au pied de laquelle elle sortit une *cigarette*. Elle l'alluma dans le hall, embrassa sa mère venue *les* chercher, aspira quelques bouffées en rejetant sa tête en arrière, puis, cédant rapidement aux supplications de l'enfant, osa la Lucky Strike sur ses lèvres en lui indiquant comment aspirer. L'enfant toussa. Grand-mère et maman s'esclaffèrent. L'enfant en redemanda.

Jeunesse, insouciance, tragédie du Nunavut. Tout est là, dans cette *scène ordinaire captée un matin* froid de juin, dans ce pays entre deux mers, entre cent maux, où les enfants font des enfants et où l'on meurt plus jeune qu'en Mongolie ou qu'au Pakistan. Des chiffres ? Allons-y puisqu'il faudra bien les donner. Le *Globe and Mail*, en un article catastrophiste qui mit le Nunavut en émoi, les publia récemment. Plus de la moitié des Inuit ont moins de vingt ans (27 % dans le reste du Canada), la population (vingt-cinq mille personnes) augmentant presque trois fois plus *vite que la moyenne nationale*. Les foyers comptent en général plus de cinq personnes et *bénéficient* d'un logement de l'Etat, un tiers de la population dépendant entièrement de l'assistance publique. Le taux de naissance chez les parents adolescents est trois fois supérieur à celui du Canada et celui de la mortalité infantile est le double. Plus grave ? *Le* tabagisme, *considéré* comme l'un des plus forts du monde, notamment chez les jeunes ; les taux d'incarcération, d'homicide, d'alcoolisme et *d'usage de drogues* (trois fois la moyenne nationale) ; les taux de crimes violents *et d'agressions* sexuelles (respectivement cinq et sept fois ceux du *Canada*). *Et enfin* le pourcentage de suicides, six fois supérieur à la moyenne du pays.

L'Inuk (singulier d'Inuit), qui tira longtemps sa force d'une culture de survivance, ne sait plus comment vivre. L'Inuk se détruit. L'espérance de vie des hommes est de 57 ans, dix-huit ans de moins que celle des Canadiens. Celle des femmes atteint à peine 69 ans, treize ans de moins que l'ensemble des Canadiennes. Il y a pourtant un hôpital à Iqaluit, des infirmeries dans l'ensemble du pays. Les accouchements ne se font plus à domicile et la plupart des mères acceptent maintenant de prendre l'avion, un mois avant leur accouchement, *pour* bénéficier de la sécurité d'une vraie maternité. Tuberculose, méningite et autres infections apportées par les Blancs au siècle dernier *sont en nette* régression. Mais d'autres maux ont pris le relais, conséquences d'un changement de mode de vie (accidents de motoneige) et de régime alimentaire (cancers, obésités, diabètes, maladies cardio-vasculaires) ; sans parler des maladies de l'esprit, de l'ennui, de l'angoisse. Elles minent la *société*. Elles déciment sa jeunesse.

Pas une semaine sans que *l'on* ait vent d'une tentative de suicide, la *plupart du temps chez* de très jeunes gens. Les professeurs s'efforcent *d'être vigilants mais ne* parviennent guère à empêcher plusieurs élèves de quitter chaque année l'école en ambulance. A Cape Dorset, il y a dix jours, un garçon s'est pendu, à la stupéfaction des copains avec lesquels il traînait toute la journée. Ils ne sont plus que trois de la même bande à errer dans le village, maussades, la casquette de base-ball à l'envers, les mains dans les poches d'un jean un peu trop grand. *« Lequel sera le prochain ? »*, s'interroge une maman.

> « Ce qui nous importe, c'est le retour à l'harmonie du groupe. Cela passe par le dialogue, le conseil, le pardon ; parfois la rééducation au contact avec la nature. En aucun cas la coercition »

Ce dimanche, à Iqaluit, c'est au service de 11 heures à l'église Saint-Jude, la *cathédrale anglicane en* forme d'igloo, que j'entendrai l'annonce d'un *« nouveau suicide »* dans la famille du responsable d'association avec qui j'ai rendez-vous le lendemain. Il y aura un grand silence, certains fermeront les yeux, et puis le révérend embrayera sur l'agenda de la semaine : quatre *baptêmes le soir même*, mercredi un pique-nique communautaire...

« Il faut s'être retrouvé un jour devant la tombe ouverte d'un suicidé pour comprendre le vertige, le désarroi infini de la population, témoigne Michael Mosley, directeur du centre des jeunes délinquants. *Ils sont tous là, serrés les uns contre les autres, complètement perdus, comme s'ils allaient tous dans le trou. Et ils pleurent. On pleure tous. »*

Pourquoi ? Pourquoi ? S'ils savaient ! S'ils pouvaient mettre des mots sur leur perplexité et sur leur confusion ! *« C'est comme une épidémie*, dit la volontaire d'un SOS téléphonique. *Des actes impulsifs, agressifs, punitifs. Comme des coups de sang. Elle m'a quitté ? Elle va voir ce qu'elle va voir ! Mes parents me contrarient ? Demain ils vont regretter ! Je ne m'acquitte pas bien de ce travail ? On va comprendre que je faisais ce que je pouvais !... Ce ne sont pas des actes prémédités. Rarement la conséquence d'une dépression. Cela paraît si stupide. Disproportionné au tracas apparent. »* Tous les adolescents rencontrés au cours de ce voyage avaient déjà perdu un frère, un ami, un parent. Et tous m'ont affirmé avoir, un jour ou l'autre, *« considéré sérieusement la question »*.

LUI, il est âgé de seize ans, les cheveux mi-longs, un pantalon militaire bardé de poches, une veste de trappeur. Il a manqué l'école un peu plus d'un mois car il était à la chasse avec son grand-père et qu'après tout, *« le lycée sera encore là l'année prochaine »*. De toutes façons, dit-il, il a appris bien plus de choses lors de cette chasse qu'il n'en a appris en une année de classe. Et puis elle l'a éloigné de sa mère, *« trop saoûle »* pour penser à lui. *« Les Inuits sont des survivants, pas vrai ? Nos ancêtres ont su s'adapter aux conditions les plus rudes auxquelles des humains aient dû faire face. Dans le monde entier – même en France, hein ! – nous sommes connus pour cette vaillance, ce panache, cette débrouillardise. Eh bien je pense que si on ne sait plus faire face alors que la vie est tellement plus facile, qu'on circule en motoneige et qu'on dort dans des maisons chaudes, c'est simple : mieux vaut disparaître. C'est une question de dignité. Et on ne tache pas la communauté. »*

Du panache, dit-il. Le suicide envisagé non plus comme une lâcheté mais comme une élégance. Une punition que l'on s'inflige pour n'être pas à la hauteur d'un passé valeureux. Un sacrifice en somme. Une tradition ? *« Oh non ! Non ! Rien à voir avec le geste réfléchi des vieillards qui, en période de famine, décidaient de se suicider pour ne plus peser sur le groupe ! »* Quoique...

Le problème, explique, un professeur, c'est que personne ne donne aux enfants le mode d'emploi d'une société dont on a bouleversé le *canevas*. *Quel est désormais* le but du jeu ? Quelles en *sont* les règles ? Quels *sont* les critères de conduite ? Ils ne savent pas. Ils ne font pas la différence entre ce qui est permis et ce qui est tabou. Ce qui est admirable ou ce qui est minable. Ce qui est réaliste et ce qui est illusoire. La télévision les scotche devant l'écran, les distrait et les frustre en leur filant le blues. Ils se cherchent en vain des modèles. Sans doute le respect des grands-parents est-il intact, mais leur monde s'éloigne rapidement.

Quant aux parents, *première* génération à être allée à l'école, parfois, à des milliers de kilomètres de chez eux et subi, dans des pensionnats religieux, outre *« un grand lavage de cerveau pour oublier la culture inuit »*, des abus sexuels d'une ampleur telle que l'Eglise et le gouvernement canadien viennent non seulement de les reconnaître mais de demander pardon, ils flottent souvent entre deux mondes : celui qu'on les a contraints de lâcher brutalement et celui qu'ils n'ont pas réussi à intégrer sans béquilles, telles que l'alcool et la drogue. Certains y dépensent leurs salaires ou pensions – la bouteille de scotch, interdite à la vente, se négocie 200 dollars – contraignant leurs enfants à se procurer de la nourriture chez leurs voisins ou à la table d'un centre de secours populaire, approvisionné en gibier par l'association des chasseurs. A moins qu'ils ne se mettent à voler.

« Les adolescents qui nous sont envoyés par la justice sont d'abord des victimes, affirme Michael Mosley. *Ce qu'ils vivent dans leurs familles est effrayant. Bagarres, incestes. Comment pourraient-ils se concentrer le matin à l'école ? Comment imagineraient-ils que peut s'y jouer leur avenir ? Et d'ailleurs quel avenir ? A quoi bon le diplôme ? Ont-ils déjà vu des ingénieurs, des médecins, des juges inuits ? »*

Non. Et c'est pour tout cela que naît le Nunavut. Parce que le Grand Nord a besoin d'espérance, de confiance, de projets, de fierté, de panache peut-être, puisque nous en parlons. Parce que l'expérience, les valeurs, la méthode inuits doivent être valorisées, *mises enfin à profit et que doit* disparaître cette impression mortifiante *de vacuité et de gâchis qui* obsède au moins deux générations. *Parce que loin d'être un gadget* pour occuper quelques chefs aborigènes ou la coûteuse fuite en avant que redoutent les éditorialistes de Toronto ou d'Ottawa, le Nunavut est une réponse au poison instillé dans une société pacifiste qui s'est longtemps crue seule au monde. Une réponse « à la canadienne », démocratique, un peu aventureuse. Forcément chargée d'une dose de mauvaise conscience sudiste, et alors ? Une réponse qui concerne tout l'Occident. Faut-il sortir la planisphère pour que nous nous rappelions nos propres « Inuits », nos certitudes d'envahisseurs, nos projets de civilisateurs, nos errances de colons ? Oh, il faudrait être *aveugle pour ne pas remarquer* les gros nuages amoncelés au-dessus du Nunavut. *Mais tant d'efforts* pour tenter une réconciliation entre *deux cultures ! Tant de* persévérance pour imaginer une troisième voie !

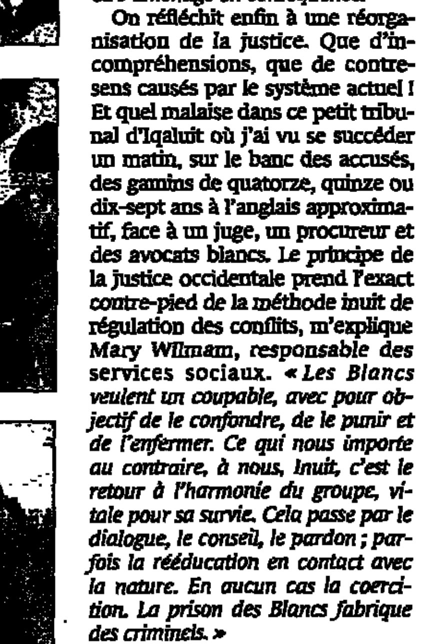
D'ABORD ce gouvernement en préparation qui travaillera en Inuktitut, sur la base du consensus, et que l'on veut le plus proche possible de ses électeurs, l'informatique et Internet permettant l'installation de certains ministères dans des villages (mille habitants !) très éloignés de la capitale. *Ce projet d'école*, aussi, qu'on espère *« moins académique, libérée des œillères du Sud »*, et qui, mettant à contribution les aînés, formera des jeunes gens plus équilibrés, fiers de leur identité, et mieux préparés aux six cents nouveaux emplois que s'apprête à offrir le gouvernement. Et puis toutes ces mesures imaginées pour organiser la société en fonction de la culture et des habitudes inuits : *« Il est important, par exemple, que chacun puisse aller à la chasse, crucial que chaque famille puisse partir camper et profiter de la nature au printemps. Le travail devra donc être aménagé en conséquence. »*

On réfléchit enfin à une réorganisation de la justice. Que d'incompréhensions, que de contresens causés par le système actuel ! Et quel malaise dans ce petit tribunal d'Iqaluit où j'ai vu se succéder un matin, sur le banc des accusés, des gamins de quatorze, quinze ou dix-sept ans à l'anglais approximatif, face à un juge, un procureur et des avocats blancs. Le principe de la justice occidentale prend l'exact contre-pied de la méthode inuit de régulation des conflits, m'explique Mary Wilmam, responsable des services sociaux. *« Les Blancs veulent un coupable, avec pour objectif de le confondre, de le punir et de l'enfermer. Ce qui nous importe au contraire, à nous, Inuit, c'est le retour à l'harmonie du groupe, vitale pour sa survie. Cela passe par le dialogue, le conseil, le pardon ; parfois la rééducation en contact avec la nature. En aucun cas la coercition. La prison des Blancs fabrique des criminels. »*

Le 13 juin, vingt-sept adolescents se voyaient remettre, en une cérémonie fastueuse au lycée d'Iqaluit, leur diplôme de fin d'études secondaires. Parents, grands-parents, smala de frères et sœurs, bébés, *étaient venus parfois de très* loin pour célébrer celui qui serait sans doute *« le premier diplômé de la famille »*. Et les professeurs, soucieux d'inciter les plus jeunes élèves à ne pas abandonner l'école dès la classe de quatrième comme le font la plupart, avaient fait les choses en grand. Une vraie réception de docteurs *honoris causa* ! Sous un déferlement de chœurs célestes, les étudiants revêtus de toges jaunes et de coiffures à pompons se sont donc avancés lentement, et dans l'obscurité, pour allumer leurs bougies à la flamme du *qulliq*, cette lampe traditionnelle qui, brûlant de la graisse de phoque, éclairait l'igloo.

Puis il y eut des discours et des récompenses, un poème, une bénédiction. Une ovation debout. Enfin l'adieu du directeur : *« Vous êtes prêts pour former le Nunavut ! Il aura besoin de vous. Bonne route ! »*

Annick Cojean
Photographies de l'auteur



Iqaluit, la capitale, au sortir de l'hiver. Le 13 juin, vingt-sept adolescents ont reçu leur diplôme de fin d'études secondaires lors d'une cérémonie au lycée d'Iqaluit. Le Grand Nord a besoin d'espérance, de confiance, de projets, de fierté, de panache peut-être.

Demain : La mémoire retrouvée d'Aaju, la femme inuit



L'Amérique, le puritanisme et l'esprit procédurier

par Richard Bernstein

AMÉRICAINS, nous savons aujourd'hui que pour les Français, et pour d'autres qui estiment aussi que la vie sexuelle et privée n'a pas à se soumettre tous les jours au regard scrutateur du public, les dimensions prises par le scandale Clinton donnent l'image d'une nation au bord de la dépression nerveuse. Je vais donc, comme je l'ai fait cet été à New York à l'intention des visiteurs français, tenter de vous expliquer ici l'affaire.

N'oubliez d'abord jamais que les Etats-Unis sont gouvernés par une élite culturelle, dont deux des caractéristiques sont un fond de puritanisme et une foi quasi irraisonnée dans le recours à la loi pour presque tous les cas d'affront personnel. Ces deux ingrédients fondamentaux de la vie américaine – puritanisme et esprit procédurier –, combinez-les à quelques autres, et vous découvrirez que la mystérieuse et préoccupante affaire Clinton-Lewinsky n'a plus rien d'étonnant. Ainsi en vient-on, presque inévitablement, à saisir l'exception américaine.

Au nombre de ces autres traits qui la caractérisent, il y a aussi ce que l'historien Richard Holtstader nomme *« le goût pour la paranoïa de la politique américaine »*, une propension à tout expliquer par la conspiration de forces invisibles et insidieuses. Mais l'élément le plus important de l'affaire Clinton-Lewinsky est peut-être dans ce que recouvre l'expression générale fort vague de *« guerre des cultures »*. Les Etats-Unis sont empêtrés, depuis dix ans, dans le conflit meurtrier des notions culturelles, nombre de communautés – Noirs, hispaniques, handicapés, femmes – luttant contre ce qu'elles considèrent comme la domination de l'homme blanc.

La guerre des cultures a profondément modifié l'attitude à l'égard du sexe et de la séduction, autrefois considérés comme normalement privés, partie prenante de l'expérience humaine. Aujourd'hui, le sexe, en particulier, mais aussi le fait même de séduire sont présentés comme une manifestation de l'ascendant politique de l'homme sur la femme. *« Le privé est politique »*, clament les féministes. Un slogan qui, à l'origine, entendait dénoncer la subordination des femmes à la maison, ce qui se passe dans les foyers devenant affaire publique. L'idée que le sexe relève du pouvoir et se trouve donc soumis au contrôle politique explique que la nation la plus puissante au monde – qui a sûrement beaucoup mieux à faire – s'intéresse tant aux questions de fellation et de taches suspectes sur une robe de cocktail bleue.

Il y a eu, dans cette affaire, un moment intéressant, lorsque voilà quelques mois l'infatigable et toujours fidèle Hillary Rodham Clinton a voulu voir et dénoncer, derrière les problèmes de son mari, une *« vaste conspiration de la droite »*. Mme Clinton n'avait pas tout à fait tort. Car sa déclaration concernait moins l'affaire Lewinsky que celle qui l'a précédée, avec la décision de Paula Jones de réclamer des dommages civils au président pour ce qu'elle prétendait être un acte de harcèlement commis des années plus tôt. Paula Jones a déclaré que Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas, l'avait fait, un jour, venir dans une chambre d'hôtel pour lui demander une fellation. Elle a reconnu qu'il l'avait tranquillement laissée partir, lorsqu'elle avait refusé de se soumettre à son désir. Mais parce que Clinton était alors gouverneur et Jones employée de l'Etat, l'intérêt qu'il lui avait ainsi précisément manifesté relevait bien du harcèlement sexuel, créant pour elle dans le travail ce que la loi qualifie de climat *« d'hostilité et d'intimidation »*.

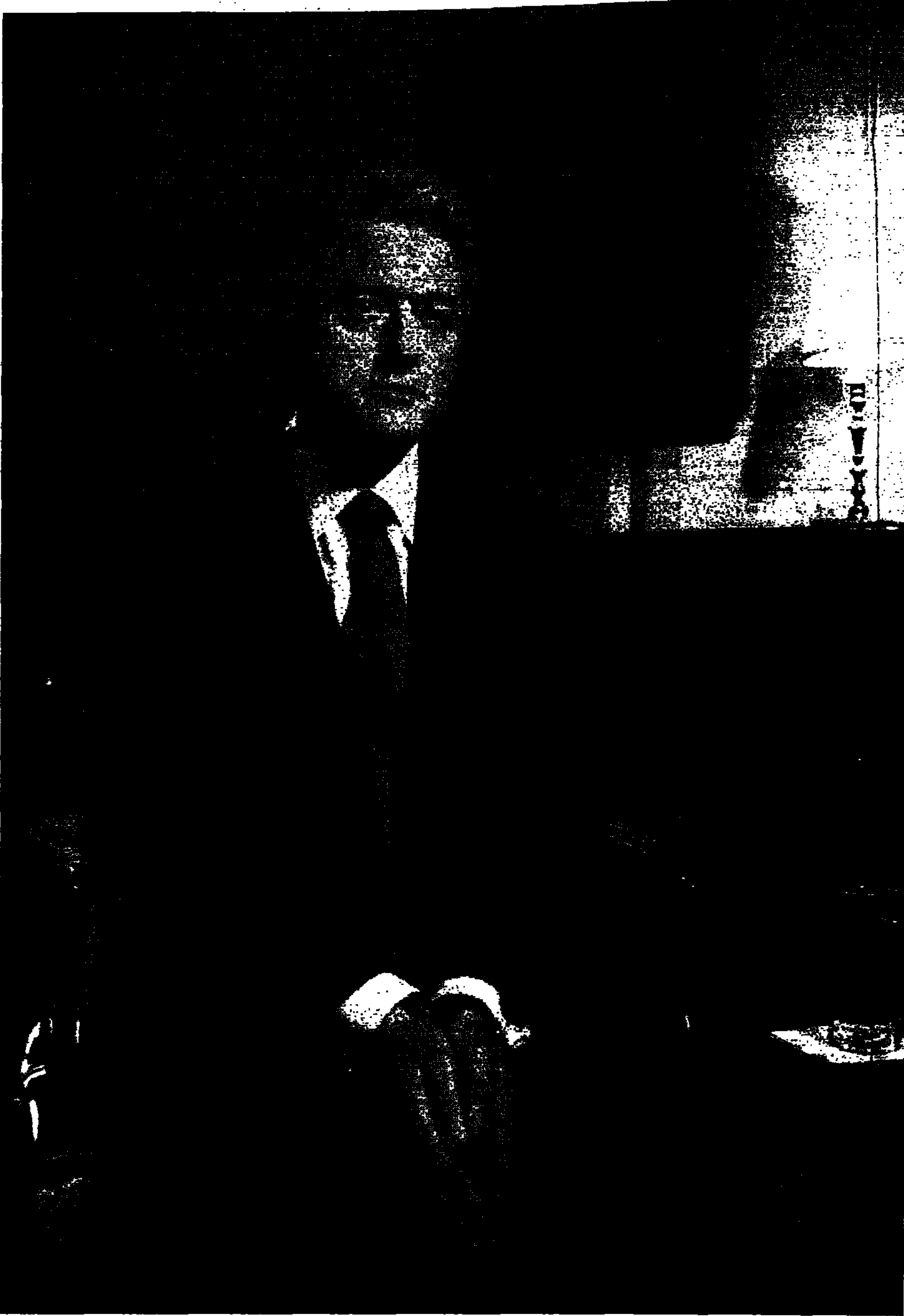
L'affaire Paula Jones s'est soldée, à juste titre, par un non-lieu. Une fondation initiée par la droite n'avait pas, cependant, attendu pour financer les frais de justice de l'intéressée – donnant quelque crédibilité à la déclaration de Mme Clinton. La vérité toute simple est que la droite, qui a soutenu Jones, n'a pas cru un instant qu'elle ait subi un préjudice grave de la part du gouverneur d'alors. Elle s'est cyniquement servie, sans qu'il y ait aucun rapport avec les événements, d'une affaire de harcèlement pour faire avancer ses intérêts politiques, qui étaient de mettre Clinton en difficulté, espérant ainsi le contraindre à démissionner. A cet égard, Mme Clinton avait raison. Une conspiration de droite, se prétendant concernée par les malheurs de Paula Jones, a bien joué un rôle.

L'idée que le sexe relève du pouvoir et se trouve donc soumis au contrôle politique explique que la nation la plus puissante au monde s'intéresse tant aux questions de fellation et de taches suspectes sur une robe de cocktail bleue

Il y a là, pourtant, une ironie qui devrait être douloureuse à l'épouse du président. Car l'affaire Jones-Clinton-Lewinsky n'aurait pu voir le jour sans une tout aussi cynique manipulation politique, par des démocrates du genre de Hillary Rodham Clinton, de l'engouement pour la question du harcèlement sexuel, voilà quelques années en Amérique. C'est avec l'affaire Anita Hill-Clarence Thomas que la meute a été lâchée. Et voilà que les démocrates sont en quelque sorte aujourd'hui mordus par ces chiens enragés.

Thomas était, rappelons-le, un conservateur noir, juge à la Cour suprême. Hill avait, comme juriste, travaillé sous ses ordres à la direction des droits civiques du ministère de l'éducation. Dans ses déclarations – faites au cours d'une envoûtante semaine durant laquelle les audiences au Sénat furent retransmises à tout le pays par la télévision –, la jeune femme l'accusait de harcèlement sexuel pour des faits remontant à dix ans, quand l'un et l'autre se trouvaient au ministère de l'éducation.

L'affaire Thomas-Hill – durant laquelle l'auguste et noble Sénat entendit déposer à propos de poils pubiens sur des boîtes de Coca-Cola, ou de la taille du pénis du juge à la Cour Suprême – est un premier exemple de l'exploitation politique de l'esprit procédurier puritain. Il faut noter ici ce que presque personne à l'époque n'avait remarqué, à savoir que, en supposant même que tout soit vrai dans les déclarations d'Anita Hill sur le comportement de Clarence Thomas, il reste qu'il ne l'a pas harcelée. Si l'on accepte la version donnée par la jeune femme, il apparaît surtout que, célibataire à l'époque, Thomas a sollicité de la charmante diplômée de Yale un rendez-vous. Elle lui plaisait, semble-t-il, et, comme beaucoup d'hommes ainsi troublés, il s'est conduit de façon maladroite, grossière même. Jamais, pourtant, il ne l'a menacée de sanctions lorsqu'elle a décliné ses invitations. Jamais il n'a posé la main sur elle, ni ne lui a demandé un service d'ordre sexuel. Elle était cependant sa subordonnée dans la hiérarchie et, compte tenu des définitions établies dans la guerre des cultures, l'anodine grossièreté contre laquelle Anita Hill a témoigné devant la justice a suffi à rendre son auteur suspect de harcèlement.



GREG GIBSON/AP

Le président Clinton dans la salle des cartes de la Maison Blanche, le 17 août, peu avant de s'adresser au peuple américain dans une allocution télévisée au cours de laquelle il a reconnu avoir eu « une relation qui n'était pas convenable » avec Mlle Lewinsky.

L'affaire Thomas est loin d'avoir été la seule. De semblables soupçons ont été portés ailleurs dans le pays. Un professeur de vingt-six ans à l'université du New Hampshire a ainsi, bien que titulaire, été démis de ses fonctions après qu'un groupe de femmes, encouragées par les féministes du campus, l'eurent accusé de créer un climat *« d'hostilité et d'intimidation »* dans l'une de ses classes. Son crime ? Il avait expliqué le concept de comparaison en ces termes : *« Le ventre d'une danseuse du ventre est comme un bol de gelée qu'anime un vibrateur. »* Pour cela, il a été limogé. Il a dû passer devant le tribunal fédéral pour être réintégré. Comme condition à son retour, il lui fut demandé de se faire suivre par un psychiatre !

Les ressemblances sont frappantes entre l'affaire Thomas-Hill et Clinton-Lewinsky. Dans les deux cas, la situation a été exploitée non pas en raison de la conviction qu'il y a effectivement eu harcèlement sexuel, mais pour l'obtention d'un bénéfice politique. Dans les deux cas, remarquons-le, les jeunes femmes impliquées étaient réticentes à aller de l'avant. Approchée par des conseillers démocrates au Sénat qui avaient entendu parler de son cas, Hill a d'abord voulu témoigner dans l'anonymat. Ce n'est qu'une fois l'affaire révélée à la presse – vraisemblablement par un des opposants à Thomas – qu'elle a accepté de témoigner publiquement. Paula Jones était, pour sa part, décidée à poursuivre Clinton ; elle n'a pas eu besoin d'y être encouragée. Mais Monica Lewinsky voulait manifestement que son affaire reste secrète. Le problème, dans son cas et dans celui du président, est qu'elle en a parlé à des amies, et qu'une de ces « amies », Linda Tripp, une républicaine violemment hostile à Clinton, a enregistré au magnétophone, à l'insu de la jeune femme, ses récits de sexe dans le bureau ovale, et a remis les bandes au procureur spécial.

Nous sommes en permanence impliqués dans des querelles judiciaires démesurées qui durent des années et coûtent des millions de dollars

L'élément essentiel, ici, n'est cependant pas Lewinsky, mais bien Jones, et l'image saisissante qu'elle incarne d'une Amérique chicaneuse. Ce que ses étudiantes réservaient au professeur du New Hampshire, Jones l'a destiné à Clinton, en portant l'affaire devant les tribunaux. Or, une fois les faits – aussi ridicules fussent-ils – aux mains des juges, alors la question du parjure, de la subornation de témoin et de l'entrave à la justice a sa place. En cherchant à confondre Clinton, les avocats de Paula Jones ont voulu démontrer que son attitude envers leur cliente entrait dans un schéma de comportement général propre au président. C'est alors que, apprenant ses rapports avec Lewinsky, ils ont fait en sorte que l'un et l'autre soient assignés à comparaître. Dans leur témoignage sous serment, Clinton et Lewinsky ont nié avoir eu des relations sexuelles, et, comme la preuve existait qu'ils mentaient, l'affaire est devenue de la compétence du procureur spécial... au détriment de la vie publique américaine.

C'est là que les avocats ont joué leur rôle particulier. On a fait grand cas des 40 millions de dollars dépensés par le procureur Kenneth Starr, qui a passé quatre ans à enquêter sur les actions répréhensibles du président. Mais, encore une fois, il n'y a rien là d'étonnant dans la vie américaine. Nous sommes en permanence impliqués dans des querelles judiciaires démesurées qui durent des années et coûtent des millions de dollars. Récemment, la Dow Corning Company a dû réserver milliards de dollars au règlement à l'amiable d'une affaire dans laquelle cette firme est accusée d'avoir fabriqué des implants mammaires en silicone qui provoquent chez les femmes des effets indésirables. Or aucune preuve scientifique n'est venue étayer cette accusation. Un tiers de la somme est destiné aux honoraires des avocats des plaignantes. La perte de tout bon sens est devenue un phénomène courant. Le malheureux Bill Clinton a été emporté dans le tourbillon national.

L'affaire Clarence Thomas-Anita Hill a donc légitimé l'exploitation d'accusations douteuses de harcèlement sexuel dans la vie politique américaine. Encouragée par cet exemple, Paula Jones a poursuivi sur ce terrain le président Clinton, qui a eu la très fâcheuse idée de nouer une intrigue avec Monica Lewinsky ; il avait pourtant son litige avec Paula Jones en cours de jugement. Lewinsky et Clinton ont été amenés à témoigner dans cette affaire. Alors, le procureur spécial s'est servi de la loi contre le président. C'est là un enchaînement pervers d'événements, et une merveilleuse démonstration du jeu des conséquences non préméditées. Mais, dans les circonstances actuelles, c'est aussi une merveilleuse démonstration de la nature particulière de la vie américaine.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize

هكذا من الأصل

JEROME CHARYN enseigne la théorie du cinéma et l'esthétique du *roman policier* à l'Université américaine de Paris. Son dernier roman, « Mort d'un roi du tango », dans lequel un seigneur de la drogue de Medellin devient ministre de l'environnement de la Colombie, paraîtra au Mercure de France en 1999.

RICHARD BERNSTEIN est critique littéraire au « New York Times ». Il fut le correspondant de ce quotidien à Paris de 1984 à 1987. Il est l'auteur notamment de « Fragilité de la France » (François Bourin, 1991), « Dictatorship of Virtue » (Knopf, 1994) et « *Chine - Etats-Unis :* danger » (Bleu de Chine, 1998).

FRÉDÉRICK DOUZET enseigne à *l'université Paris-VIII. Diplômée de* l'école supérieure de journalisme de l'université de Californie à Berkeley, elle est actuellement en thèse dans la formation doctorale de géopolitique fondée par Yves Lacoste et siège au comité des rédactions de la revue « Hérodote ».


ULF ANDERSEN

Du Watergate au Monicagate

par Frédérick Douzet

L'AFFAIRE Lewinsky est perçue en France comme une vaste pantalonnade juridico-politico-médiatique. La crise fait le bonheur des humoristes, volontiers enclins à se gausser des moeurs puritaines américaines, et il est de bon ton de considérer qu'ici ce genre de crise ne pourrait pas exister puisqu'il est plutôt valorisant, pour un homme public, d'entretenir des relations extra-conjugales. L'affaire Lewinsky est pourtant bien plus compliquée qu'une simple histoire d'adultère qui choquerait les Américains, puisque la très grande majorité d'entre eux conservent leur confiance au président en dépit de ses déboires sexuels.

Cette affaire, complexe, où se croisent des acteurs aux intentions et aux intérêts divergents, est avant tout un grand feuilleton médiatique qui bat des records d'audience aux Etats-Unis. Ni le pape à Cuba ni *l'éventuelle guerre contre l'Irak* n'ont réussi à détourner l'attention *des reporters de l'affaire. Tout juste* les massacres de Nairobi et de Dar *es-Salaam ont-il récolté un peu* d'intérêt. On s'interroge alors sur les dérives d'un journalisme pourtant réputé de haute qualité et volontiers *donneur* de leçons, qui se laisse aller à recycler des informations non vérifiées venues de sources non identifiées.

Comment la machine médiatique américaine a-t-elle pu s'emballer à ce point ? L'affaire aurait pu rester secrète : les Américains, d'après les sondages, semblent penser que finalement tout cela ne les regarde pas. Mais ce n'est pas le sentiment des journalistes, qui, surtout depuis le Watergate, pratiquent facilement l'excès de zèle démocratique. Le journalisme américain ne se contente pas seulement d'informer, il considère qu'il a un rôle à jouer dans la société. C'est le quatrième pouvoir. C'est le gardien du premier amendement de la Constitution, de la liberté d'expression. C'est aussi et surtout l'avocat de la transparence, le défenseur du droit de savoir du citoyen. Son travail est de faire la lumière, de servir la vérité pour ceux qui n'y ont pas accès. Il est un pilier de la démocratie et prend son rôle très au sérieux.

Dans le cas Lewinsky, la presse va même plus loin. Elle impose sa représentation de l'Amérique puritaniste, sa morale. *Les journalistes* se sont indignés du *« mensonge »* présidentiel : ils se *sont finalement* trouvés plus que déconcertés par *les résultats des sondages.* Non seulement l'opinion n'était pas indignée, mais la cote de popularité de M. Clinton montait, l'adultère n'était pas condamné, le fait de mentir pour protéger sa vie privée non plus. Les médias se sont cependant vite ressaisis, attrapant au vol la perche lancée par Clinton du complot de Starr à son encontre.

Dans la culture journalistique américaine, la recherche de la meilleure version possible de la vérité s'accompagne de quelques grandes règles. La chasse au scoop en est une. Etre un bon journaliste signifie donner une bonne information dans un bon délai. Etre un très bon journaliste signifie être le premier à la donner. Un autre grand principe est celui de l'authentification de l'information. La source non identifiée est censée être la bête noire du journalisme et chaque reportage doit agrémenter ses citations non seulement du nom, du prénom, mais aussi de l'âge et du lieu de résidence de la personne qui s'exprime. Les sources anonymes sont toujours suspectes, car elles entament la crédibilité de l'information. Et il faut toujours vérifier ses informations, si possible en obtenant une seconde source fiable.

Dans cette affaire, les journalistes se sont d'emblée proclamés chevaliers de la vérité, au nom de l'opinion qu'ils pensent (visiblement à tort) représenter, en oubliant d'appliquer à eux-mêmes les exigences morales qu'ils prétendent défendre. Des informations parfois complètement fausses, provenant de sources non fiables, voire non identifiées, se sont promenées de média en média avant d'être, dans le meilleur des cas, honteusement démenties. L'accélération de la circulation de l'information a provoqué un court-circuit journalistique. Comme l'a résumé un journaliste : *« Avant, on avait un cycle d'information. Maintenant, on a un cercle d'information. »*

On évolue d'un vrai journalisme à une espèce de culture débilitante « info-musante »

L'évolution du cycle de l'information tient à deux phénomènes : d'une part, l'accélération de la diffusion, qui se rapproche du temps réel pour la plupart des médias, et, d'autre part, la multiplication des espaces d'expression. Moins de temps pour réfléchir et vérifier l'information, mais plus de temps ou de pages à remplir. La solution adoptée est l'étirement de l'information jusqu'à déformation, et le recyclage. Et ce n'est pas seulement la faute d'Internet.

Internet raccourcit évidemment le cycle de l'information, dans la mesure où même la presse écrite se sent obligée de communiquer en temps réel. Mais cela ne veut pas dire que Matt Drudge soit responsable de tout. Celui-ci avait fait part dans le *Drudge Report,* sorte de *journal à ragots diffusé sur Internet,* de l'intention de *Newsweek d'autocensurer son article sur l'affaire* Lewinsky. En d'autres temps, l'information sur l'article non publié de *Newsweek* aurait sans doute filtré auprès d'un tabloïd, créant ainsi un précédent de publication. A partir du moment où il y a publication, que ce soit vrai ou pas, cela devient une information. Or le *Drudge Report* est à Internet ce que les tabloïds sont à la presse écrite. Car on trouve de tout sur Internet, des ragots et des publications sérieuses, parmi lesquelles certaines possèdent avant tout une version papier. C'est le cas de *Newsweek,* qui a rapidement oeuvré pour s'attribuer la paternité du scoop, même s'il n'était toujours pas vérifié. En l'espace de quatorze heures, ce qui ne lui laissait guère le loisir de vérifier ses dires, Michael Isikoff, auteur de l'article censuré, est passé dans pas moins de quatre émissions télévisées. Le drame pour la presse américaine est que la limite entre le journalisme sérieux et la presse tabloïd est de plus en plus floue.

Cette évolution du cycle de l'information contribue à abandonner les journalistes aux mains de manipulateurs qui servent avant tout leurs propres intérêts, et ils sont nombreux dans cette histoire. L'indépendance du journaliste est devenue otage des fuites que les uns et les autres organisent avec le risque qu'un petit malin se glisse au milieu pour faire passer une information erronée. Le libre-arbitre d'un rédacteur en chef face à une fuite est devenu extrêmement restreint. Soit il publie l'information et devient le bras armé de son informateur tout en sortant un scoop, soit il ne la publie pas et prend le risque de se faire doubler par un autre média. Or se faire doubler, c'est aussi perdre de l'argent.

Si le journalisme sérieux glisse ainsi vers le journalisme tabloïd, *c'est surtout pour une histoire de* gros sous. L'industrie du tabloïd est *florissante, on essaie donc d'en appliquer* les recettes. Comme le *regrettait déjà Carl Bernstein en 1992,* depuis le Watergate, on évolue d'un vrai journalisme à une espèce de culture débilitante info-musante (« info-tainment »). Il suffit de constater les proportions prises par le procès d'O. J. Simpson ou par la mort de Diana pour s'en convaincre.

Pour « l'info-tainment », la vérité est secondaire. Les JO d'Atlanta, en 1996, en ont donné une illustration. Richard Jewell, soupçonné de l'attentat par le FBI, s'est retrouvé diabolisé, violé dans son intimité, psychanalysé à l'envi dans les médias. Mais le FBI n'a rien trouvé. Il n'était pas coupable. Les médias ont marmonné de vagues excuses, puis se sont allongés financièrement pour éviter les procès.

Bill Clinton, en revanche, ne présente pas de menace juridique, ce qui explique que les médias aient les mains libres pour raconter à peu près tout et n'importe quoi. Si l'information sur la vie privée d'une personne possède un intérêt journalistique, le *« droit à être laissé tranquille »* qui protège les citoyens américains est surpassé par le droit de savoir du public. La presse a par ailleurs droit à *« un poumon de liberté » qui lui laisse le droit à l'erreur.* Pour qu'il y ait diffamation, il *faut prouver deux choses : tout* d'abord, que le journaliste a *délibérément ignoré la vérité* ; or, on ne sait rien. Qu'il y avait, ensuite, une réelle intention de nuire, ce qui va de pair avec un réel préjudice subi.

La presse, face à un élu, dispose de l'arme puissante qu'est le premier amendement de la Constitution. Et on imagine mal un président prendre le risque d'attaquer la presse et d'apparaître comme un censeur d'opinion. Faut-il alors célébrer la liberté de l'information ou s'affliger de cet accès de disgrâce ? Certains journalistes commencent à se demander si tout cela ne va pas se retourner contre eux. Le journaliste à l'origine de toutes ces affaires a même présenté ses excuses officielles à Clinton, qui les a acceptées. *La communauté des journalistes dits sérieux craint désormais* que la profession ne soit encore un peu plus discréditée aux yeux du public, sachant que le journalisme est déjà l'une des professions les plus détestées aux Etats-Unis.

Darling Bill

par Jerome Charyn

« JE suis folie de fureur folle », remarque le capitaine Achab dans *Moby Dick* pour désigner son entreprise visant à détruire l'essence du mal, un cachalot albinos d'une aveuglante blancheur. Le procureur indépendant pour l'affaire Whitewater, Kenneth Starr, a été comparé à Achab par de nombreux commentateurs et critiques parce qu'il tentait d'abattre *« la baleine blanche »* de *la présidence. Mais c'est là un scénario qui ne doit rien à Herman Melville et où n'évolue qu'une* bien pauvre baleine. Pourtant, Melville, mystique du XIX[e] siècle qui avait compris les travers de la démocratie américaine et prévu un si grand nombre des ambiguïtés de notre temps – l'abîme effrayant qui sépare l'Amérique blanche de l'Amérique noire, le désir-rêve du capitalisme de créer à n'importe quel prix une culture de l'argent –, aurait sans doute apprécié les manoeuvres politiques surréelles entourant aujourd'hui le braquemart d'un président.

J'ai dans l'idée que Melville se serait régalé de Clinton, *« grand escroc »* plein de compassion que ses faiblesses mènent aux orées mêmes de la fiction. Un tabloïd londonien, *The Sun,* vient de passer à la trappe ce *« séducteur en série »* alors que le *New York Times* en parle déjà au passé comme d'une espèce de mort-vivant et voit en lui *« un dirigeant que personne ne regrettera une fois qu'il aura quitté Washington ».* Mais Darling Bill n'est pas le seul tombeur de ce Landerneau. Et JFK, alors ? *Lui* qui demandait aux hommes de sa sécurité rapprochée *de lui* amener discrètement des greluches à la Maison *Blanche, qui faisait l'amour à Ma*rilyn Monroe et la prêtait à son frère *Bob* ?

Ce dont je me souviens le mieux de la *« Camelot »* de John Fitzgerald Kennedy, ce n'est pas Kennedy *lui-même, mais une Marilyn* fragile et presque schizoïde, à Madison Square Garden, peu de temps avant sa mort étrange, en train de chanter *« Joyeux anniversaire, monsieur le Président »,* en envoyant des baisers à Jack. Ce qui ne nous empêche pas de vouer un véritable culte à Kennedy alors que nous semblons disposés à vilipender Bill Clinton, premier président post-moderne des Etats-Unis, lauréat de la Fondation Rhodes qui milita contre la guerre du Vietnam et fut contraint de reconnaître qu'il avait fumé un pétard ou deux (mais sans avaler la fumée). Le véritable « péché » de Clinton, en tant que président, c'est qu'il a été contraint de dissimuler sa puissante intelligence afin de se faire élire.

Il est trahi par les failles de sa nature et les délires malsains d'un rêve américain qui exige que le roi-président du pays vive dans une vaste demeure blanche et asexuée, s'y sacrifie pour le peuple

Ce mensonge, depuis, hante *beaucoup plus sa présidence que* n'importe laquelle de ses fre*daines, passées ou présentes.* Un cul-terreux de l'Arkansas qui lit aussi des livres : tel est le rôle qu'il a été obligé d'adopter. La présidence de Clinton n'a été qu'une série de masques, et sa véritable personnalité a été très difficile à mettre au jour. Beaucoup plus libéral que le pays lui-même, il lui a fallu chausser les escarpins du danseur, faire son numéro devant l'Amérique moyenne et coopter la clientèle du Parti républicain. Mais à quel prix ?

C'est bien avant que ne paraisse Monica Lewinsky qu'il a commencé de s'effilocher. Clinton ne disposait pas d'un clan pour le soutenir, comme les Kennedy. C'est un enfant posthume, né trois mois après la mort de son père. Son *beau-père était* un *alcoolique qui* battait sa mère, Virginia Kelley, une *femme qui partageait avec* Clinton une capacité farouche à nier le monde qui l'entourait. *« Quand il se passe des choses désagréables,* écrit-elle dans l'autobiographie publiée après sa disparition, *je me fais un lavage de cerveau pour les chasser de mon esprit. Dans ma tête, je me construis une boîte étanche. J'y conserve ce à quoi j'ai envie de penser, et tout le reste demeure en dehors des murs. »*

Clinton lui-même a trop longtemps vécu dans cette boîte hermétique, en solitaire qui, toute sa vie, et de toutes ses forces, a désiré compagnie et amour, s'est confectionné des personnalités différentes, s'est caché sous les regards de tous. *« Comment quelqu'un aux dons si... divers,* s'interroge Todd S. Purdum, du *New York Times, a-t-il bien pu batifoler dans le bureau ovale avec une stagiaire de la Maison Blanche alors qu'il était déjà l'objet des investigations de Kenneth Starr ? »* Telle *« demeure la question la plus énigmatique que l'on peut se poser sur William Jefferson Clinton ».* L'énigme ne me paraît pas si extraordinaire. On peut naturellement dire de Monica que c'est un *« jouet-en-stage »,* qu'elle s'est faufilée, frétillante, dans la vie de Clinton et l'a aidé à souiller le bureau ovale. Mais dans quel autre endroit vouliez-vous qu'il puisse avoir des rapports oraux avec Monica ? Le bureau ovale est le seul endroit de la planète où un président puisse fermer sa porte. Et puis ne formaient-ils pas à eux deux le couple parfait de handicapés ? Le tombeur et la petite dragueuse dont la vie regorgeait de fantasmes sexuels *avant* sa rencontre avec Darling Bill. Il lui fit des cadeaux ; elle lui offrit une cravate voyante pour son cinquantième anniversaire. *« Quand je te verrai avec cette cravate, je saurai que je suis près de ton cœur »,* aurait-elle dit à Bill, selon l'une de ses confidentes. *Risquait-il ainsi son avenir* politique ? Il faut bien dire qu'il a toujours *été du genre téméraire.* Sans doute ces risques étaient-ils précisément, aux yeux de *Darling* Bill, ce qui possédait la plus forte *réalité. En outre, son problème* est aussi celui de la Maison Blanche *en tant que telle. Les pré*sidents sont comme des rois non couronnés : ils doivent se comporter en vertueux fantômes, flanqués d'une seule et unique Première Dame. Le Congrès et les médias, qui ont contribué à la création de cette aura en toc, sont beaucoup plus hypocrites que Clinton lui-même ; ils ont falsifié la présidence, ils l'ont emprisonnée. Ils se déclarent outrés que Clinton n'ait pas versé des larmes pendant son petit discours au peuple américain après son témoignage devant le « grand jury » du capitaine Achab.

Le Congrès exigeait des excuses complètes. Clinton a lancé sa contre-offensive. Il a exprimé le *déplaisir profond que lui inspirait* un procureur indépendant qui *fouillait dans son linge sale* à la Maison Blanche. *« Même les présidents, a-t-il dit, ont une vie privée. »* C'est aussi mon avis. Et c'est celui de la nation, apparemment beaucoup moins hypocrite que le Congrès et la presse, qui aimerait voir Clinton dépasser l'affaire Monica pour revenir aux affaires de l'Etat. Mais la fonction présidentielle elle-même est devenue une sorte de réalité virtuelle dans laquelle un président ne peut plus ni vivre ni respirer. Il ne peut plus qu'errer dans la Maison Blanche comme un matou coupé, comme un époux dévoué, soit parfaitement asexué, soit disposé à baiser une image virtuelle de sa Première Dame.

Souvenons-nous de la manière dont la presse a traité M[me] Clinton lorsque Darling Bill a fait son entrée à la Maison Blanche. *On la* considérait alors comme un dragon, une virago, *elle était le cerveau* et les couilles de la présidence *Clinton. La moitié du pays* semblait la détester. Elle était beaucoup trop astucieuse, beaucoup trop engagée pour faire une Première Dame aimante. Et puis, en janvier, la tempête Monica s'est déchaînée. Et voilà qu'elle s'est tout à coup changée en sainte femme qui soutient son Homme et ferraille contre ses ennemis. Dieu nous pardonne l'invention de la Première Famille. Il s'agit d'un cauchemar spécifiquement américain, aussi dénué de substance que de sang.

Car, à sa manière, Clinton se bat *depuis longtemps* pour *gagner* en substance. Voilà des mois, il préparait une *demande* de pardon à tous les Noirs pour le mépris, la *douleur et les cicatrices* que l'esclavage a laissés dans l'âme des Américains. Mais ses gourous médiatiques persuadèrent Darling Bill qu'un tel discours équivaudrait à un suicide politique, que l'Amérique blanche ne le tolérerait pas. Et pourtant, comme l'a fait remarquer Gore Vidal dans le *Los Angeles Times,* où il défendait Clinton contre Kenneth Starr et ses soutiens d'extrême droite, *« l'émotion la plus puissante qui gouverne la vie des Américains est l'inextinguible haine qu'éprouvent certains Blancs envers tous les Noirs ».* Clinton désirait guérir cette blessure, mais il n'a pu le faire.

La presse a déjà fait une croix sur ce président compromis à l'extrême qui parviendra peut-être à atteindre cahin-caha la fin de son second mandat, dans le rôle de bouffon du Congrès. Mais la presse se trompe. Elle a mal interprété Clinton et la place particulière qu'il occupe dans l'histoire. Darling Bill a plongé dans les ténèbres et contraint la présidence à lutter contre les clichés permanents qu'elle génère. Ces dernières semaines ont transformé la capitale du pays en feuilleton surréaliste. Starr accorde l'immunité à Monica et elle lui livre une robe bleue tachée de sperme invisible, sans doute celui de Bill. Elle témoigne, devient *« reine d'un jour »* dans le conte de fées vénéneux de Kenneth Starr ; mais toutes les immunités du monde ne peuvent éviter une crise constitutionnelle. Une fois que la Cour suprême eut arrêté que les services de sécurité rapprochée du président devaient cafter sur lui et dire ce qu'ils savaient sur Monica, l'agence qui protège le président est devenue un jouet dérisoire. Pourquoi Darling Bill s'entourerait-il *d'un tas de cafteurs pareils ?* Starr a meurtri la fonction présidentielle, y a laissé des bleus, a mis en lumière ses contradic*tions : l'homme le plus puissant* du monde est également le plus faible. Clinton peut envoyer 80 missiles Tomahawk sur l'Afghanistan et le Soudan pour attaquer les terroristes, mais il ne peut même pas parler de Monica à ses propres amis, qui pourraient alors être traînés devant le « grand jury » de Starr.

Le véritable péché de Clinton, en tant que président, c'est qu'il a été contraint de dissimuler sa puissante intelligence afin de se faire élire

A la différence de la plupart des autres présidents, Clinton est un homme qui s'est inventé lui-même, un enfant martyrisé dont l'histoire est pleine de trous noirs qu'il n'a jamais vraiment réussi à combler. Il s'est frayé un chemin vers la Maison Blanche à force de séduction, grâce à son charme considérable. Et ce n'est pas le charme qui lui fait à présent défaut ; il est trahi par les failles de sa nature et les délires malsains *d'un rêve américain qui exige que* le roi-président du pays vive dans une vaste demeure blanche et asexuée, s'y sacrifie pour le *peuple. Clinton n'a jamais été* un tel homme et ne le sera jamais.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marc Chénetier



Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Notre erreur russe

ON entend déjà la question : mais à quoi ont donc bien pu servir les dizaines de milliards de dollars prêtés par le Fonds monétaire international à la Russie ? La Russie, bénéficiaire depuis bientôt six ans d'une succession d'aides d'urgence du FMI, plus généreuses les unes que les autres, connaît aujourd'hui une débâcle économico-financière sans précédent. C'est un pays en quasi cessation de paiement avec une monnaie qui s'effondre et dont la production intérieure brute a diminué de 45 % depuis 1991. C'est un pays dont la transition vers l'économie de marché est en passe de se solder par un monumental ratage.

Alors, immanquablement, en écho et en réponse à la question posée sur les dollars du FMI, vient la critique : le Fonds a dilapidé en pure perte des sommes énormes, qui eussent été mieux utilisées ailleurs. Et, dans la ligne de mire de cette critique, il y a le directeur général du FMI, le Français Michel Camdessus, et son équipe rapprochée de hauts fonctionnaires internationaux. La cible n'est pas la bonne. Toutes les décisions prises par M. Camdessus ont eu, au préalable, l'aval en bonne et due forme du conseil d'administration du FMI et, notamment, de ses principaux bailleurs, les Etats-Unis, les Européens et les Japonais. L'aide à la Russie telle qu'elle a été aussi libéralement dispensée, ce sont les dirigeants américains, allemands, britanniques et français qui l'ont conçue et décidée.

De plus, cette aide a été délivrée de manière quasi inconditionnelle. Là est sans doute l'erreur majeure commise par les Occidentaux. A chaque fois, on assurait que d'impératifs objectifs de réforme – notamment fiscale – étaient attachés à la nouvelle enveloppe du FMI. Les Russes n'avaient qu'à obéir, sinon on leur couperait les fonds. Et, à chaque fois, Boris Eltsine n'en faisait qu'à sa tête, repoussant sur tel ou tel premier ministre ou ministre, désigné comme fusible, la responsabilité de l'absence de réforme.

Pour justifier l'inconditionnalité de l'assistance toujours renouvelée à Moscou, les dirigeants occidentaux avançaient le même argument : l'aide était pour Boris Eltsine, parce que la Russie sans Eltsine, disait-on, c'était assurément le chaos. Et, pour des raisons stratégiques, on ne pouvait se permettre le chaos dans un pays qui est la deuxième puissance nucléaire de la planète. *In fine*, nous avons toujours M. Eltsine (sans doute plus pour très longtemps) et le chaos – au moins économique et social, peut-être bientôt politique.

Les raisons en sont multiples et complexes. Elles tiennent au regard porté sur un pays qui fait toujours peur et a donc toujours la faculté d'exercer une manière de chantage à l'adresse des Occidentaux. Lesquels ont toujours fermé les yeux devant la réalité : les « amis » de M. Eltsine, ces barons voleurs russes, n'ont cessé de placer en Suisse ou dans d'autres paradis fiscaux les dizaines de milliards de dollars qui font aujourd'hui défaut à Moscou pour rembourser sa dette. Ce n'est pas le FMI qu'il faut incriminer aujourd'hui, c'est notre manière de voir la Russie.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

La chute du cabinet André Marie

LE MINISTÈRE André Marie-Paul Reynaud, avions-nous dit avant son investiture le 24 juillet, est l'une des dernières chances du régime. *« Il n'y a pas de dernière carte »*, écrit *L'Aube*. C'est vrai. Dans les salles de jeux, les croupiers distribuent toujours des cartes nouvelles jusqu'à ce que la banque saute. Il y a les régimes moribonds qui se traînent et même, selon le mot terrible de Barrès, *« les cadavres qui bafouillent »*.

Le gouvernement, tout le monde l'avait compris, était touché dangereusement dès hier matin. Dans l'arène politique, ce n'est pas toujours un brillant matador qui donne le coup d'épée. M. André Marie et M. Paul Reynaud ne sont pas tombés dans un large et grand débat public à la tribune, sur une question claire comme celle des pouvoirs plus étendus. Ces pouvoirs, ils les ont obtenus avec des majorités substantielles. Mais, brusquement, le Parti socialiste s'est repris, et a repris sa parole.

C'est M. Pierre Commin, son secrétaire général ajdoint, qui l'a annoncé dans un article du *Populaire* à allure de manifeste. Il ne restait plus aux ministres SFIO qu'à en tirer les conséquences. Il a fallu un conseil des ministres d'une journée et d'une nuit pour y arriver. On aurait pu aller plus vite en besogne.

L'Humanité n'a pas absolument tort quand elle assure que le gouvernement a été abattu par les communistes. C'est en effet la peur de la propagande communiste qui a poussé les SFIO à déchirer le contrat des pouvoirs réglementaires, à le traiter en « chiffon de papier ».

Rémy Roure
(29-30 août 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

« Assez habile », la nouvelle stratégie américaine face à l'Irak

DANS UNE LETTRE adressée au président Clinton, le sénateur John McCain a clairement posé la question : l'administration américaine aurait-elle abandonné la politique de désarmement de l'Irak ? Officiellement écartés par la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, les soupçons du sénateur McCain sont en revanche confirmés en privé par des responsables américains à Washington.

« Il est vrai que nous sommes désormais moins intéressés par le désarmement que par le réarmement de l'Irak », admet un responsable du département d'Etat. *« Pour cela il suffit d'éviter que les sanctions économiques soient levées »*, déclare-t-il au *Monde* en ajoutant : *« En cela, je dois dire que l'Irak nous rend la tâche infiniment plus facile. »* Interrogé sur l'absence inhabituelle de réaction agressive face à la dernière provocation de Bagdad – qui refuse, depuis le 3 août, de coopérer avec la Commission spéciale de l'ONU chargée de le désarmer (Unscom) –, ce responsable, qui requiert l'anonymat, explique que le soutien politique nécessaire pour *« une ligne dure »* contre l'Irak n'existe pas. Selon lui, bien que de nombreux pays, *« arabes et autres »*, soient *« de fait »* en faveur de la politique américaine en Irak, les Etats-Unis *« se trouveraient complètement isolés s'ils avaient recours, en ce moment, à une action militaire »*.

A l'en croire, la priorité pour Washington est de *« s'assurer »* que l'Irak ne soit *« plus jamais en position de menacer ses voisins »*, c'est-à-dire que Bagdad ne se dote pas de *« nouveaux armements »*. *« Si c'était le cas*, remarque-t-il, *Washington disposerait du cadre à la fois juridique et politique pour avoir recours à l'action militaire »*. De nombreuses conversations avec des diplomates américains et européens à Washington, il ressort en effet que le contrôle *« à long terme »* des revenus pétroliers irakiens est *« prioritaire »* pour Washington et ils y réussiront s'ils maintiennent, *« coûte que coûte »*, l'embargo pétrolier imposé à l'Irak depuis son invasion du Koweït.

Sévèrement critiquée par le Congrès et la presse américaine, cette *« évolution »* de la position des Etats-Unis envers l'Irak est cependant jugée *« assez habile »* par des observateurs. *« La réaction américaine à cette dernière crise est très astucieuse »*, estime un ambassadeur européen à Washington. *« Plus les Américains obligent l'Irak à coopérer avec l'Unscom, plus ils seront eux-mêmes sous pression pour lever les sanctions »*, ajoute-t-il. *« Autant laisser Bagdad s'enfoncer tout seul »*, ce qui éloigne le moment de la levée des sanctions. Le déclin apparent de l'intérêt américain pour le désarmement de l'Irak découle aussi du fait que l'Irak est, *« en réalité »*, déjà désarmé et cet état de fait est de plus en plus admis au sein même de l'Unscom.

PLUS UNE MENACE

« Dans son état actuel, Bagdad n'est une menace pour personne. Il faut simplement veiller à ce qu'il ne se réarme pas », assure une source proche de l'Unscom. Selon certains experts à New York, depuis plusieurs mois déjà, l'Unscom *« ne trouve plus rien en Irak »* et c'est sur *« des missiles déjà détruits »* que des traces de VX ont été découvertes au printemps. Cela ne veut pas dire que l'Irak est complètement désarmé, *« mais ce qui reste est négligeable. Disons que l'Irak a probablement moins d'armes que les talibans en Afghanistan »*, dit un expert.

Le dossier qui préoccupe toujours l'Unscom et tous les membres du Conseil de sécurité est celui des armes biologiques. *« On imagine mal Bagdad attaquer ses voisins à l'arme biologique*, explique-t-on à New York, *mais des lacunes importantes dans ce dossier fournissent un argument plausible à Washington pour maintenir les sanctions. »* Si le président Saddam Hussein veut *« à tout prix »* conserver ses armes biologiques, commente un ambassadeur à Washington, c'est parce qu'il lui est *« insupportable »* d'être *« déclaré officiellement désarmé, vis-à-vis de l'Iran qui reste son grand ennemi »*.

La nouvelle stratégie américaine a surpris l'Irak, qui espérait qu'une nouvelle crise avec l'Unscom entraînerait un examen politique de son dossier. Elle a désorienté le Conseil de sécurité, qui est à court d'idées. Elle a aussi marginalisé le président de l'Unscom, l'Australien Richard Butler, à qui le Conseil demande de renouer le dialogue avec Bagdad, sans lui en donner les moyens. M. Butler est aussi politiquement marginalisé, car l'interlocuteur de l'Irak est désormais *de facto* Prakash Shah, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Mais c'est surtout M. Annan qui est dans l'embarras, Washington rejetant sur lui toute la responsabilité de la crise actuelle. Les Américains ne s'en cachent pas. *« Nous estimons que Bagdad a violé le protocole d'accord signé en février avec M. Annan »*, explique un diplomate américain à Washington. *« Il appartient au secrétaire général de persuader l'Irak de coopérer avec l'Unscom. »* Cette *« exigence »* américaine, estime-t-on dans l'entourage de M. Annan, *« est un piège »*. *« La seule manière de ramener l'Irak à la raison*, explique un des conseillers du secrétaire général de l'ONU, *est de lui montrer la lumière au bout du tunnel, c'est-à-dire la perspective de la levée des sanctions. »* Or, dit-il, *« maintenant qu'il est évident que le maintien des sanctions est devenu plus important que le désarmement, Kofi Annan n'a rien à offrir aux Irakiens en échange de leur coopération. D'autant que cette fois-ci*, ajoute-t-il, *la diplomatie n'est pas appuyée par la force »*.

CONFUSION ET MANQUE D'IDÉES

Le Conseil de sécurité se distingue pour sa part par une absence totale d'esprit d'initiative. Les pays membres attendent, eux aussi, des idées de M. Annan. Le Conseil devrait entendre dans les jours qui viennent M. Shah, qui vient d'avoir plusieurs jours de négociations avec les Irakiens. Si Washington maintient sa nouvelle position, des ballons d'essai lancés par certains pays, y compris la France, sont voués à l'échec. Estimant que la crise actuelle est le résultat *« direct »* du refus de Londres et de Washington de fermer le dossier nucléaire, ces pays songeaient à un réexamen de ce dossier. Avec *« un peu de coopération de la part de Bagdad »*, les dossiers chimique et balistique auraient suivi, l'objectif à long terme étant la *« suspension »* de l'embargo pétrolier, *« avec l'option de le réimposer automatiquement »* si l'Irak empêche le contrôle à long terme de son désarmement, ou s'il menace ses voisins.

Cette stratégie, estiment certains ambassadeurs, aiderait l'Irak à sortir de son isolement *« et en conséquence, permettrait de mieux contrôler Saddam Hussein »*. Anticipant une telle éventualité *« lointaine, car l'Irak n'est pas assez habile pour savoir ce qui est dans son intérêt »*, Washington prévoit d'ores et déjà *« l'antidote »*. A Washington, on entend dire que *« même après la levée de l'embargo »*, les revenus pétroliers de l'Irak devraient rester *« sous contrôle international »*, pour que les Kurdes, le fonds de compensation de la guerre du Golfe et l'Unscom continuent à être financés.

Toutefois, bien que la *« tactique »* américaine ait servi à semer la confusion, personne ne doute que les Américains ont d'ores et déjà arrêté leur attitude, qu'ils *« pourront à tout moment changer »* en fonction de paramètres de politique intérieure ou de leur stratégie régionale, estime un diplomate. Pour l'instant, le dossier irakien *« ne provoque que des bâillements, c'est du déjà-vu »*, constate ce diplomate qui déplore que, depuis la guerre du Golfe, le dossier irakien n'ait *« jamais »* fait l'objet d'un débat politique de haut niveau.

« Aux Etats-Unis, mais aussi en France et en Russie, dit-il, *on a, depuis huit ans, géré des crises les unes après les autres, sans jamais prendre le temps de réfléchir à une vraie politique à long terme. »* C'est un *« désastre »* pour les futures générations d'Irakiens qui, *« n'ayant connu que la guerre, les sanctions et l'isolement politique seront encore plus dures à la négociation que le leadership actuel »*.

Afsané Bassir Pour

Les modèles perdus

Suite de la première page

L'Allemagne comme le Japon ont certes largement bénéficié au départ de l'aide américaine. Mais le parallèle s'arrête là.

Amputée, coupée en deux, truffée d'armes nucléaires détenues par d'autres, l'Allemagne a été l'épicentre de la guerre froide. Préservant son unité et dénucléarisé, le Japon l'a vécue à la périphérie, tout en profitant largement de sa position de base arrière des guerres de Corée et d'Indochine. La République fédérale est devenue l'un des piliers essentiels de l'Union européenne, et elle a sacrifié le deutschemark sur l'autel de la réunification. Le Japon reste tout seul, sous la protection militaire de l'Amérique, et son dynamisme économique n'a jamais débouché sur une ambition politique. Entré depuis près d'un lustre dans l'ère du désenchantement, il n'a toujours pas trouvé le moyen d'en sortir. Qui parle encore d'aller copier ce modèle-là ?

La leçon est d'autant plus rude que la prospérité nippone avait fait tache d'huile, contribuant à l'émergence, dans son voisinage, d'impressionnants « dragons ». D'abord la Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taïwan, puis, depuis quelques années, la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, pour ne pas parler de la Chine, qui, en étendant sans cesse, dans la ligne de Deng Xiaoping, la sphère du capitalisme privé, éclipsait tous les autres, jusqu'à accéder, selon les calculs de certains experts, au rang de troisième puissance économique mondiale.

C'était assez pour que beaucoup se convainquent, dans nos vieux pays, que la vieille Europe avait fait son temps et que le XXIe siècle serait celui de l'Asie. Ce que l'on se demande aujourd'hui, à mesurer l'ampleur du désastre subi par nombre des nations qu'on vient de citer – à quoi viennent maintenant s'ajouter les crues du Yang-tseu –, c'est plutôt comment empêcher la débâcle asiatique de dégénérer en crise mondiale.

L'Allemagne est, elle aussi, entrée dans l'ère du désenchantement, au point de paraître fortement tentée de renvoyer chez lui, à l'occasion des élections du 27 septembre, l'homme à qui elle doit d'avoir réalisé sans coup férir une réunification longtemps jugée impensable. Les sociaux-démocrates ne parlent pourtant pas d'appliquer, si le pouvoir leur revient, quelque recette ayant réussi à l'étranger. Le mot d'ordre est au pragmatisme. Au fur et à mesure que, comme en France, la reprise économique se confirme, la tendance à une nouvelle « grande coalition » avec les chrétiens-démocrates gagne d'ailleurs du terrain.

Personne ne songe certes, chez nous, à distribuer quelques portefeuilles à une droite en pleine déliquescence, mais il est tout de même significatif de l'état de l'opinion que tous les sondages plébiscitent la cohabitation et ses deux principaux acteurs. Ici aussi, on se garde bien de se référer à quelque modèle que ce soit, et Lionel Jospin fait avaler à ses partenaires de la gauche plurielle non seulement le traité européen d'Amsterdam, mais un volume de privatisations qui aurait laissé pantois, il y a dix ans, les électeurs de gauche. Lui que certains tenaient, il n'y a pas si longtemps, pour un doctrinaire se révèle – comme le possible successeur d'Helmut Kohl ou comme Tony Blair – un adepte du pragmatisme. La différence, c'est qu'avec la victoire des Bleus Lionel Jospin a eu, en quelque sorte – en plus pacifique –, sa guerre des Malouines, et que les Français paraissent sortis pour le moment du défaitisme qui les a longtemps rongés.

RETOUR DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Reste un pays, les Etats-Unis, dont les dirigeants comme, dans son immense majorité, la population demeurent convaincus qu'il est, à tous égards, non pas un modèle, mais *le* modèle dont tous devraient s'inspirer. Ce qui suppose, pour commencer, qu'ils passent par pertes et profits le cas de la Russie, laquelle, à peine libérée du communisme, s'est empressée de démarquer, avec les conseils d'économistes américains, les recettes d'outre-Atlantique : elle est aujourd'hui, malgré d'innombrables transfusions du FMI, en pleine banqueroute. Ce qui suppose, aussi, qu'ils ignorent la formidable perte d'autorité de la fonction présidentielle, sans laquelle une affaire Lewinski, enfant de la haine politique et de la frénésie médiatique, serait tout simplement impensable. Il faudra bien qu'un jour les Américains s'interrogent sur la validité d'un système politique qui les amène à chaque instant aux urnes. Qu'ils n'attendent pas en tout cas, pour le moment, de leurs amis de par le monde, sur quelque terrain que ce soit, un excessif suivisme !

Les Nations unies n'ont pas moins de 185 membres. Est-il concevable qu'on ne puisse en citer un seul en exemple, sauf à se faire accuser de chauvinisme en disant qu'en France, après tout, les choses ne vont pas si mal ? Au moins peut-on noter que la social-démocratie, revue et corrigée, a tout de même opéré un formidable retour en force au sein de l'Union européenne, retour qui a de sérieuses chances d'être confirmé par les élections allemandes du 27 septembre, et espérer qu'entre des dirigeants aux tempéraments et aux idées en fin de compte très proches il sera possible de s'entendre sur la nécessité et sur les moyens d'aller, dans nombre de domaines, comme le prévoit d'ailleurs le traité de Maastricht, au-delà de l'euro. Quel meilleur moyen pour l'Europe et ceux qui la composent, non seulement d'être pris au sérieux, mais de fournir un modèle neuf à ceux qui désespèrent d'en trouver un ?

André Fontaine

AU COURRIER DU « MONDE »

CONTRE L'ACHARNEMENT

L'« affaire » [d'euthanasie, NDLR] de Mantes-la-Jolie est révélatrice des contresens et des absurdités dans lesquels notre société patauge. Il serait donc, selon certains, scandaleux d'avoir compris que la vie avait une fin, que quand le corps est à bout de fatigues ou de souffrances, il faut le laisser sereinement lâcher prise. Le scandale, à mon sens, réside surtout dans la prétention à vouloir prolonger coûte que coûte une vie qui n'en veut plus. L'acharnement thérapeutique, parce qu'il nie les souffrances du mourant et de son entourage, est un acte odieux, et pour tout dire inhumain (...) La mort est effectivement inacceptable quand elle est le fruit de la violence, du fanatisme ou de la connerie humaine sous quelque forme que ce soit. Elle est, en venant à son heure, un événement normal de la vie. Sans la mort, la vie n'a pas de sens : elle n'existerait pas. Refuser la mort, c'est refuser la vie avec ses risques, ses souffrances, mais aussi avec ses joies, ses plaisirs, ses espoirs, ses richesses. Malheureusement, dans notre monde hyper-matérialiste, où tout est désacralisé, la mort apparaît comme une incongruité, une injure inacceptable à notre science toute puissante, à nos technologies de pointe infaillibles. Alors, singeant les dieux, les Diafoirus de tout poil, sous la pression de tous ceux qui ne veulent pas entendre que « les cimetières sont pleins de gens irremplaçables », jouent à ressuciter sinon les morts, du moins les moribonds. Et malheur à ceux par qui le scandale arrive, à ceux qui auront l'outrecuidance de se mettre en travers de leur chemin glorieux, la justice veille.

Vincent Larsonneau
Villemur-sur-Tarn
(Haute-Garonne)

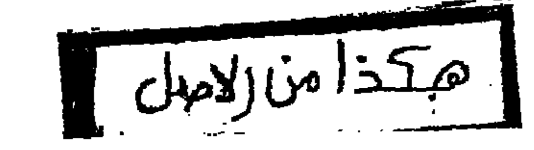
RECTIFICATIFS

JOHNNY HALLYDAY

Les concerts de Johnny Hallyday, au Stade de France doivent avoir lieu les 4, 5 et 6 septembre, et non octobre, contrairement à ce que nous avons indiqué (*Le Monde* du 26 août).

THÉÂTRE PALESTINIEN

Dans l'article consacré à la situation du théâtre palestinien (*Le Monde* du 28 août), une erreur nous a fait confondre le Théâtre national palestinien, dont le bâtiment *« abrite plus de chats sauvages que de spectacles »*, et le Théâtre Al-Kassaba, dirigé par George Ibrahim, qui est un pôle de la vie théâtrale palestinienne à Jérusalem. C'est là que l'ancien assistant d'Armand Gatti, le metteur en scène Najib Ghallale, répète son spectacle *Veto ou Sacco-Vanzetti*, qui sera créé en octobre au Théâtre des Malassis de Bagnolet.



CONCURRENCE Directeur général de Pepsico France, Charles Bouaziz redoute le rachat prévu d'Orangina, auquel sa société est liée, par son grand rival Coca-Cola. ● LA CESSION de la marque française par son actuel propriétaire, Pernod Ricard, doit encore obtenir l'approbation des pouvoirs publics dans les tout prochains jours. ● CE RAPPROCHEMENT, estime M. Bouaziz, aboutirait à supprimer la concurrence dans l'Hexagone : privé de ses accords avec Orangina, Pepsico serait tôt ou tard évincé de ce marché. ● LE PRIX offert par Coca-Cola pour racheter la firme française est deux fois supérieur à celui du marché, estime le directeur de Pepsico France, pour qui cela ne peut s'expliquer que par une *« rente de monopole »*. ● POUR PRÉSERVER l'existence d'un pôle concurrent face à *Coca-Cola*, Pepsico est prêt à confier à *Orangina* l'embouteillage et la distribution de ses boissons, en exclusivité et pour dix ans.

Pepsi-Cola propose à Orangina une alternative à son rachat par Coca-Cola

Dans un entretien au« Monde », Charles Bouaziz, directeur général de Pepsico France, déclare que le rapprochement envisagé menacerait gravement la concurrence dans les soft drinks en France. Le rival de Coca-Cola est prêt à confier à Orangina la commercialisation et la production de ses boissons

CHARLES BOUAZIZ, trente-six ans, diplômé de l'Essec, est directeur général de Pepsico France depuis mars 1996. Cette société a réalisé 1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1997, *dont 650 millions* dans les boissons.

« Le gouvernement doit dire prochainement s'il autorise la cession d'Orangina à Coca-Cola. En quoi cette opérationpourrait-elle aboutir à évincer Pepsi-Cola du marché français, comme vous l'affirmez ?

– Nous demandons l'interdiction de cette transaction, car nous estimons qu'une concentration de cette ampleur constituerait une atteinte majeure aux règles de la concurrence sur le marché français. Elle aurait pour effet *immédiat* l'éviction de Pepsi-Cola du marché de la consommation hors domicile (cafés, restaurants, hôtels, collectivités...), où nous sommes actuellement alliés, par un accord de distribution *exclusive*, avec Orangina. Mais le débat dépasse celui de la « guerre des colas ». C'est un débat de fond sur la liberté concurrentielle. Nous ne sommes pas seuls à dénoncer le danger : la grande distribution ne souhaite pas se *retrouver face au seul groupe* Coca-Cola, les grossistes qui approvisionnent le marché « hors domicile » craignent de voir supprimé leur rôle d'intermédiaire, ainsi que les opérateurs de la distribution automatique.



CHARLES BOUAZIZ

– Mais le marché hors domicile ne représente qu'une petite minorité des ventes totales de boissons sans alcools.

– Ce n'est pas négligeable. Le hors *domicile, c'est 20 à 25 % des* volumes, mais c'est surtout 50 % des profits et 90 % des points de contact avec la clientèle, qui assurent la visibilité, donc la notoriété, des marques. Le circuit du hors domicile est en réalité indissociable du réseau de la distribution alimentaire. Les deux activités ont beaucoup d'opérateurs communs, par exemple les cafétérias Casino ou l'activité de *cash and carry* de Promodès en direction des restaurateurs. Déjà, des distributeurs, après l'annonce du projet de rapprochement Coca-Orangina, ont déréférencé les produits Pepsi, ou menacé de le faire. Ils craignent que, si nous ne sommes plus « visibles » dans les cafés et les restaurants, la demande de nos produits s'effondre dans leurs linéaires. Orangina a bâti sa force en France en devenant d'abord une marque incontournable en « hors domicile ». D'ailleurs, Coca-Cola, malgré sa puissance, n'a jamais réussi à imposer en France son *soft drink* à l'orange, Fanta.

– Avec ou sans Orangina, Coca-Cola apparaît déjà comme hégémonique dans les soft drinks. Pepsi ne peut-il vraiment pas exister en France en-dehors de ses accords avec Orangina ?

– Avec l'alliance actuelle Pepsi-Orangina dans le hors domicile, et celle, plus vaste, que nous étions sur *le point de conclure pour approvisionner* l'ensemble du réseau alimentaire, nous allions constituer un ensemble alternatif puissant face à Coca-Cola. Ce pôle aurait eu les faveurs des distributeurs, qui veulent garder un pouvoir de négociation. C'est aussi cela que notre *concurrent* a voulu casser en rachetant *Orangina*. Sur la base de vingt fois les bénéfices, cette marque vaut environ 2,5 milliards de francs. Coca-Cola propose le double ! Il faut se demander pourquoi notre concurrent est prêt à payer si cher. Le *potentiel* international d'Orangina ? *Il reste complètement à développer*, et cela va coûter encore plus cher à Coca-Cola. Non, la véritable survaleur d'Orangina est directement liée au fait que la transaction va permettre à l'acquéreur de nous éliminer *du marché*. C'est une véritable « rente de monopole ». Sans parler des éventuels effets d'économies de taxes liées au site de production défiscalisé que possède Orangina dans la zone industrielle de Signes, *dans le Var... Cette stratégie* d'éviction, de la part de Coca-Cola, n'est pas spécifiquement française : nous l'avons fait condamner au Venezuela, et des procès sont en cours en Inde, aux Etats-Unis et en Italie.

– Votre récente acquisition de Tropicana n'est-elle pas de nature à compenser la perte d'Orangina ?

– Non. Pour exister sur le marché des soft drinks, il faut avoir une *gamme minimale comprenant* un cola, une boisson gazeuse à l'orange, et une boisson rafraîchissante au "lime" (citron vert), qui est chez nous SevenUp. L'équilibre concurrentiel était jusqu'ici respecté, puisqu'en face de Pepsi-Orangina-SevenUp, il y a un ensemble Coca-Cola-Fanta-Sprite. Tropicana est une marque de jus de fruits frais ou réfrigérés, non gazeux. C'est un marché totalement différent de celui des *soft drinks et quasi-inexistant en* hors domicile. *Du reste*, cette marque est très puissante aux Etats-Unis, mais beaucoup moins en France, où elle représente 80 millions de litres sur un marché d'un milliard de litres de jus de fruits.

– Vous êtes partenaire d'Orangina *depuis sept ans*, pourquoi ne pas avoir proposé de racheter la marque à son propriétaire Pernod-Ricard ?

– Pour faire une offre, encore eût-il fallu que nous sachions qu'Orangina *était* à vendre ! Inutile de vous dire que, depuis que nous travaillons ensemble, nous avons demandé à plusieurs reprises à Pernod Ricard s'il était vendeur. La réponse a toujours été négative. Au contraire, on nous a *toujours expliqué que* l'activité soft drinks restait stratégique pour ce groupe. Lorsque nous avons appris la transaction avec Coca-Cola, nous étions en phase finale de négociations d'un contrat exclusif de fabrication et de distribution avec Orangina, étendu à l'ensemble du marché français. Un premier rendez-vous avait même été fixé, en novembre, puis reporté, entre Thierry Jacquillat, directeur général de Pernod Ricard, et le président de Pepsi-Cola *Company*, Craig Weatherup. *Mis devant le fait accompli de* la vente à Coca-Cola, en décembre, Michel Fontanes, le président d'Orangina, a quitté l'entreprise.

– Coca-Cola a pour lui d'être un investisseur de longue date en France, ce qui n'est pas le cas de Pepsi-Cola.

– En 1991, Pepsico France réalisait 150 millions de francs de chiffre d'affaires et employait en direct huit personnes. En 1997, grâce en partie à nos accords avec Orangina, nous avons réalisé 1 milliard de francs, auxquels il faut désormais ajouter les 900 millions de Tropicana, et nous employons plus de 400 personnes. La France est un marché à fort potentiel, *sur lequel* Pepsico pense réaliser d'ici à l'an 2000 un chiffre d'affaires compris entre 2 et 3 milliards de francs. Nous explorons des opportunités de croissance qui impliqueront des investissements *substantiels* et une forte augmentation de nos *effectifs*.

– Si le gouvernement oppose son veto à l'opération, quelle alternative proposez-vous à Pernod-Ricard ? Etes-vous prêt à racheter Orangina ?

– Il existe plusieurs alternatives *qui laissent le libre-champ* à une *concurrence saine*. Nous sommes prêts à signer un accord de dix ans renouvelable avec Orangina, qui lui donne en exclusivité la production et la commercialisation de toutes nos marques de boissons en France, hors Tropicana. Cela augmenterait la valeur de la société Orangina, qui récupèrerait d'un *coup 650 millions* de francs de chiffre d'affaires. Pernod Ricard pourrait alors envisager sa mise en bourse ou sa cession à des partenaires qui respecteraient la concurrence et que son statut d'em*bouteilleur-distributeur* de Pepsi-Cola intéresserait. *Il est peu probable* que le vendeur retrouve les 5 milliards de francs proposés par Coca-Cola. Mais ça, c'est le problème patrimonial de Pernod Ricard. Le problème du gouvernement, c'est celui *du maintien*, oui ou non, d'une concurrence loyale en France. Sa réponse sera décortiquée par les investisseurs internationaux. S'il *autorise* cette transaction, quel type *de concentration* pourra-t-il bloquer à l'avenir ? Je pose la question.

– Si le gouvernement donne son feu vert, attaquerez-vous Coca-Cola en justice ?

– Notre problème, *ce n'est pas de* gagner un procès *a posteriori*, comme au Venezuela, c'est de démontrer, avant que l'irrémédiable ne soit commis, qu'il existe pour les *équipes d'Orangina, qui restent très* motivées, un autre avenir que « Coca-Cola ou le chaos ».

Propos recueillis par Pascal Galinier

Huit mois de lobbying

C'est le 22 décembre 1997 que Pernod Ricard et Coca-Cola ont annoncé avoir signé un protocole d'accord pour le rachat par le groupe américain de la société Orangina. *Coca-Cola justifie le prix annoncé*, près de 5 milliards de francs, par *« l'important potentiel de croissance »* de la marque, dont Douglas Ivester, le PDG du groupe d'Atlanta, confirmera dans un entretien au *Monde*, le 16 juin 1998, qu'il veut en faire *« une marque mondiale »*. Devant la mobilisation des syndicats – qui ne parviennent pas à obtenir de Coca-Cola de garanties sur le maintien de l'emploi – et des opposants à cet accord, au premier rang desquels Pepsico, Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie et des finances, a saisi en avril le Conseil de la concurrence pour lui demander un avis, que le gouvernement n'est cependant pas tenu de suivre. Le Conseil a rendu son rapport le 3 août. Le ministère a en principe jusqu'au 18 septembre pour se prononcer sur le projet d'acquisition.

DÉPÊCHES

■ **EUROPAVIE : Dominique Strauss-Kahn,** ministre de l'économie et des finances, a annoncé *jeudi 27 août*, que des mesures spécifiques concernant les assurés de cette société en liquidation seront inscrites dans le projet de loi sur la sécurité de l'épargne, et ce *« bien qu'il n'y ait pas de système de garantie »* en matière d'assurance vie, a-t-il souligné.

■ ***TAITTINGER*** **: le financier américain Guy Wyser Pratte** a consenti au financier Asher Edelman une option de rachat, sous trente jours, de sa participation de plus de 10 % dans le groupe Taittinger.

■ ***WEST LB : la première banque*** **publique allemande** a annoncé qu'elle avait provisionné dans ses comptes 1,4 milliard de francs pour couvrir les risques liés à la situation en Russie et en Asie.

■ ***3M : le groupe américain****, fabricant* notamment du ruban adhésif Scotch, a annoncé jeudi 27 août qu'il allait supprimer 4 500 emplois et passer dans ses comptes une charge exceptionnelle de restructuration de 500 *millions* de dollars.

■ ***PRATT ET WHITNEY*** **: le constructeur canadien de moteurs d'avions** a annoncé, jeudi 27 août, une forte réduction de ses activités de recherche et de développement, qui entraînera la suppression de 900 emplois d'ici 1999.

■ **OLD RIVER : la chaîne française de magasins de vêtements masculins** a été revendue, dans le courant de l'été, par le groupe espagnol Cortefiel à deux investisseurs belges, Didier Thiry et Serge Litvine, pour 10 millions de francs.

■ **HERVÉ LÉGER : le groupe canadien Seagram,** en plein recentrage sur les alcools et le *divertissement*, a cédé *la* petite maison de couture qu'il détenait via la maison de champagne Mumm, à la société de prêt-à-porter américaine BCBG, créée par le français Max Azria.

■ **MICHELIN : le fabricant français de *pneumatiques*** va investir 1,2 milliard de francs au Brésil, dans une usine de pneus pour voitures utilisant sa nouvelle technologie de production automatisée C3M.

■ **OLIVETTI** *:* **le conglomérat allemand Mannesmann** va augmenter en deux temps sa participation dans *OliMan*, société commune possédée avec le groupe italien de télécommunications Olivetti, pour la porter à 49,9 % d'ici à fin février 1999.

La polémique monte sur les fonds propres des Caisses d'épargne

LE PROJET DE LOI qui doit doter les Caisses d'épargne du statut de coopérative est en cours d'examen au Conseil d'Etat, en vue d'être présenté au conseil des ministres en octobre et débattu par le Parlement en janvier. Le délégué général de l'Association française des banques, Patrice Cahart, a donc *décidé de relancer tout de suite le débat sur les conditions de la réforme* de l'Ecureuil. *« Notre crainte est que l'on manque l'occasion en se contentant d'une demi-réforme »*, a-t-il déclaré dans un entretien accordé aux *Echos* du 27 août.

Les banques commerciales *dénoncent depuis longtemps ce* qu'elles estiment être un avantage indu des Caisses d'épargne : le niveau élevé de leurs fonds propres. Ceux-ci sont de 66 milliards de francs. *« Selon nos calculs*, explique M. Cahart, *les Caisses d'épargne pourraient bien vivre et même se développer avec la moitié de ces fonds. La raison de leur richesse est que la gestion du Livret A, avec une marge de 1,2 %, a été surrémunérée et continue de l'être. »* Il préconise donc que l'Etat prélève une partie de ces *fonds propres, qui sont selon lui « un boulet »* pour l'Ecureuil, qui ne peut *les* rentabiliser.

UNE MISE AU POINT ACERBE

Il n'en fallait pas davantage pour déclencher la colère des Caisses d'épargne, *qui ont fait une mise au* point acerbe. *« Le chiffre de 66 milliards de francs ne tient pas compte du problème de la Caisse générale de retraite des Caisses d'épargne qui devra être réglé et qui coûtera au groupe une somme proche de 15 milliards de francs »*, indique un communiqué du groupe, qui précise que ramenés à une cinquantaine de milliards de francs, ses fonds propres ne seraient pas ex*ceptionnels par rapport à ceux du* Crédit agricole (131 milliards de francs), du Crédit mutuel (45 milliards) ou de la BNP (65 milliards). Loin d'être un boulet, *ces capitaux sont censés être une garantie pour* les épargnants.

L'AFB estime également que les Caisses d'épargne pourraient placer dans le public 23 milliards de francs de parts sociales coopératives *en trois ou quatre ans*, alors *que le député* Raymond Doyère (PS, Sarthe) préconise dans son rapport sur le sujet qu'elles vendent 15 milliards de francs, un montant déjà très élevé. Les Caisses d'épargne avouent, elles, que *« les sondages effectués tout récemment auprès de la clientèle par un organisme spécialisé, Téléperformance, montrent que la vente de parts pour 12,5 milliards de francs constitue déjà un objectif difficile à atteindre »*. Dans les autres réseaux coopératifs ou mutualistes, les *parts cédées aux sociétaires sont de* l'ordre du quart des fonds propres. Sur le plan financier et patrimonial, ce type de placement est loin d'être le plus intéressant et le plus rémunérateur.

Sur le fond, l'Ecureuil avance un autre argument pour *défendre* ses réserves financières : *« La France a besoin de réseaux domestiques forts pour faire face à la concurrence des banques étrangères. C'est la conviction du groupe, qui a la faiblesse de penser que cet objectif est conforme à l'intérêt national ! »*

Alors que Bercy est tenté d'aller dans le sens de l'AFB et de doper les recettes budgétaires en prélevant plus de 20 milliards sur les fonds propres des Caisses d'épargne, celles-ci ont trouvé des alliés inattendus : la Commission bancaire, organe de contrôle des banques, et la Banque de France, prêteur en dernier ressort en cas de crise du secteur financier. Ces deux institutions plaident pour que les institutions soient très solides. Or les Caisses d'épargne *ont* un problème de *rentabilité*, et avec un ratio de solvabilité proche de la moyenne du secteur, elles risqueraient de paraître fragilisées.

Sophie Fay

La privatisation du Crédit lyonnais se précise

Le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué jeudi 27 août *que le gouvernement ferait* connaître le schéma de privatisation du Crédit lyonnais *« au plus tard dans le courant du mois d'octobre »*. Le ministre a indiqué que les questions de neutralisation du prêt octroyé par le Crédit lyonnais à l'établissement public EPFR et de remboursement de la clause de retour à meilleure fortune dont bénéficie actuellement l'Etat – *« ces deux élastiques qui retiennent l'évolution du Crédit lyonnais »* – seront réglées à l'automne. Le Crédit lyonnais indemnisera l'Etat en lui cédant des titres à l'occasion d'une augmentation de capital. *La* banque pourra être mise sur le marché en octobre 1999, conformément à l'accord conclu fin mai entre le gouvernement français et les autorités de Bruxelles.

Framatome devient numéro deux mondial de la connectique

LE MOUVEMENT de restructuration dans le secteur de la connectique (fabrication de pièces de raccordement pour les circuits électroniques et électriques) se poursuit. FCI (Framatome connectors international), la filiale de *connectique du premier* constructeur mondial de centrales nucléaires, a signé jeudi 27 août un accord pour acquérir la société américaine Berg Electronics. Le groupe français lancera une OPA amicale au prix de 35 dollars l'action, ce qui valorise la société à environ 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs). A cela s'ajoute une reprise de dette de près de 400 millions de dollars (2,4 milliards de francs).

« Cette acquisition permettra à FCI de quasiment doubler sa taille et de devenir ainsi le deuxième fabricant mondial de connecteurs », indique un communiqué de Framatome. En rachetant le quatrième mondial, FCI, jusqu'à présent troisième mondial et numéro un sur le continent européen, *deviendra* le deuxième mondial, avec près de 12 milliards de francs de chiffre d'affaires. Tout en restant loin derrière le numéro un mondial, l'américain AMP. Le conseil de Berg a approuvé l'offre à l'unanimité, conseillant à ses actionnaires d'apporter leurs titres.

L'intégration des activités de Berg au sein de FCI *« permettra de tirer parti de l'excellente complémentarité entre leurs produits et leurs clients, tout en renforçant la présence de FCI sur les continents américain et asiatique »*, ajoute le communiqué du groupe français. Berg Electronics, basée à Saint-Louis (Missouri), a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs pour 7 800 salariés. Elle *intervient* principalement sur les marchés de télécommunications et de l'informatique, secteurs en fort développement. Et compte parmi ses clients Compaq, Ericsson, Hewlett-Packard, IBM, Motorola, NEC, Siemens... FCI, *qui emploie* 8 500 personnes, a affiché de son côté un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs en 1997. Ses métiers, selon Dominique Vignon, président de Framatome, sont complémentaires de ceux de Berg. FCI occupe une bonne place dans la connectique électrique, l'aéronautique, l'automobile et la microélectronique.

Pour financer l'opération, Framatome aura recours à sa *trésorerie* à *hauteur de 500 millions* de dollars, soit un tiers de la trésorerie totale du groupe et va lancer un emprunt bancaire complémentaire. Le premier constructeur mondial de centrales nucléaires marque là sa volonté de poursuivre son développement dans la *connectique, qui a démarré avec la création* de FCI en 1989. Dominée par les américains, cette activité représente depuis l'an dernier près de la moitié des commandes totales du groupe. Framatome souhaitait trouver une autre source de revenus pouvant compenser la réduction d'activité liée au parc nucléaire français et les moindres commandes de centrales nucléaires. Le marché de la connectique pèse 30 milliards de dollars, avec une croissance *de quelque 10 %* par an.

Reste à savoir s'il y aura surenchère. Ce secteur est en tout cas considéré comme attractif. L'équipementier américain AlliedSignal a lancé début août une offre sur AMP pour 9,8 milliards de dollars. Allied-Signal a *décliné l'offre*. En tout cas, cette annonce pourrait relancer la question de l'actionnariat de Framatome, dont l'Etat veut garder le contrôle.

P. Sa

L'arrivée de L'Equipe TV accentue la rivalité entre TPS et CanalSatellite

Lundi 31 août, la chaîne sportive d'information en continu du groupe Amaury doit être diffusée sur le câble et CanalSatellite. Cette nouvelle venue va concurrencer Infosport, qui existe déjà sur TPS

LES AMÉRICAINS ont à leur disposition deux chaînes d'information sportive en continu, diffusées sur le câble et par voie hertzienne : CNN-SI, fruit d'un accord entre la chaîne d'Atlanta et le journal *Sport Illustrated*, et ESPN. Une offre équivalente sera proposée aux téléspectateurs français abonnés à un bouquet satellitaire français, Télévision par satellite (TPS) ou CanalSatellite, ou à certains réseaux câblés : après Infosport lancée au début de l'été sur TPS, L'Equipe TV doit faire ses premiers pas lundi 31 août, à 18 heures.

En plus des retransmissions des grandes chaînes, dont l'exclusivité donne lieu à des compétitions féroces et coûteuses, l'offre du sport à la télévision s'enrichit. Après les chaînes thématiques, comme Eurosport et AB Sports, les télévisions d'information en continu entrent dans la danse. Le projet de L'Equipe TV est né il y a un an et demi au sein du groupe Amaury, éditeur du quotidien *L'Equipe* et organisateur de grands événements sportifs comme le Tour de France *via* sa filiale Amaury Sport Organisation (ASO). Une création inscrite dans sa logique de développement. Déjà présent dans la presse et le sport, le groupe a aussi un pied dans la production télévisée. avec sa filiale Sierra Production, et dans la vente de droits, avec TV-ASO. L'idée consiste à imprimer sa « marque » dans un nouveau média, la télévision.

La chaîne a bénéficié d'un investissement de départ de l'ordre de 30 millions de francs (promotion et habillage d'antenne inclus). Mais en année pleine, son budget devrait avoisiner 100 millions. Les premières annonces publicitaires dans la presse parlaient d'une ouverture d'antenne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ambition révisée à la baisse puisque L'Equipe TV diffusera dix-neuf heures quotidiennes en boucle, entre 6 heures et 1 heure du matin.

C'est finalement le bouquet CanalSatellite qui diffusera la nouvelle chaîne, après que les négociations avec TPS ont été rompues. *« Nous étions prêts à accepter une diffusion de la chaîne sportive sur les deux bouquets mais Canal Plus a souhaité l'exclusivité »*, explique le directeur des sports de TPS, Nicolas Rotkoff. Cela n'empêchera pas L'Equipe TV de s'approvisionner à la fois dans les agences d'images et de signer des accords avec des chaînes généralistes, comme France Télévision ou M 6, actionnaires de TPS.

Des journaux toutes les heures, des bulletins chaque demi-heure et quart d'heure, réalisés par une trentaine de *« jeunes journalistes multisports »* formeront l'ossature de la grille, enrichie par des débats, des portraits, des reportages et des entretiens en tête à tête avec une personnalité sportive liée à l'actualité.

AUTONOMIE REVENDIQUÉE

La rupture du cordon ombilical avec *L'Equipe* et l'autonomie sont revendiquées de part et d'autre. Dans les rédactions, on indique qu'*« il n'y a aucune jalousie et pas d'embrouilles »* et *« qu'il peut y avoir des divergences de traitement entre le journal et la télévision »*. Mais le nom de Jérôme Bureau, directeur de la rédaction de *L'Equipe* et qui est à l'origine du concept de départ de la chaîne – *« une LCI du sport »* –, n'apparaît pas. Pour autant, en tant que représentant de l'un des deux actionnaires de la chaîne – ASO et la SNC L'Equipe, qui édite *L'Equipe* –, il est régulièrement présent à L'Equipe TV.

Dirigée par Jean Homain, ancien de l'équipe de France de volley et ex-directeur de TV-ASO et Sierra Production, L'Equipe TV traitera tous les *« sports de haut niveau »* du football au golf, mais pas les sports de loisirs ni de santé, ni les divisions régionales ou d'honneur.

La télévision du groupe Amaury ne veut pas faire de l'ombre à ses aînées. *« Nous sommes une chaîne de complément. Les gens passeront le temps qu'ils veulent sur les autres chaînes, et viendront picorer sur la nôtre, d'où le rythme de l'information en boucle »*, indique Jean Hornain.

Avec un portefeuille garni de 1,3 million d'abonnés – ceux de CanalSatellite, et des réseaux Numéricable, Est Video Communication et RCF, en attendant le résultat des négociations menées avec La Lyonnaise, pour les abonnés parisiens au câble –, la chaîne a déjà séduit plusieurs annonceurs importants. Renault, Fiat, Volkswagen, Adidas, Elf –, sorte de partenaires-fondateurs, ont souscrit un contrat à l'année de 1,5 million de francs chacun pour la diffusion de leurs spots.

Les abonnés de CanalSatellite pourront découvrir leur nouvelle chaîne de sport dans le bouquet de base le 31 août – sans augmentation de prix –, ceux du bouquet concurrent TPS reçoivent Infosport depuis le 10 juillet, sans payer d'option supplémentaire. A la différence de L'Equipe TV, Infosport, filiale à 100 % de TPS, se présente comme *« une chaîne d'information sportive »* (quatre-vingt-quatre journaux quotidiens). Elle exclut débats et magazines et ne compte pas envoyer de journalistes sur le terrain. « *Je ne suis pas pour une chaîne d'opinion*, explique l'un des responsables d'Infosport. *On a vu ce que les débats donnaient : des commentaires pour dire si un sélectionneur est bon ou pas, que tel joueur est nul ou que tel président est bon. Ce n'est pas notre but ni, selon moi, le rôle d'une chaîne d'information.* »

Fonctionnant avec une quinzaine de journalistes – vingt-quatre ans de moyenne d'âge – provenant pour un tiers de la télévision, un autre de la radio et un troisième de la presse écrite, Infosport est la première chaîne en France à utiliser uniquement l'outil informatique pour mettre tous ses sujets à l'antenne. Un investissement de 30 millions de francs a été nécessaire.

Florence Amalou et Yves-Marie Labé

Les exclusivités de Canal Plus annoncées avant l'heure

CANAL PLUS a annoncé, mercredi 26 août, sa victoire dans l'appel d'offres qui l'opposait au consortium France Télévision-TPS, pour la diffusion du Championnat de France de Rugby lors des cinq prochaines années. Le lendemain, l'entourage de Patrick Chêne, directeur des sports de France Télévision, et de Patrick Le Lay, président de TF 1 et de TPS, fait état de *« crispations »* liées à l'organisation de l'appel d'offres : un document diffusé par Canal Plus auprès de ses abonnés annonçait, en plein appel d'offres, la diffusion prochaine des matches du Championnat de rugby.

La brochure publicitaire incriminée, distribuée par des revendeurs de la chaîne à péage et intitulée *« Les rendez-vous exclusifs de Canal Plus »*, annonce depuis une à deux semaines, selon certains, la diffusion des *« championnats de France de football et de rugby en exclusivité »* en septembre et octobre sur Canal Plus. Or l'attribution des droits télévisés à la chaîne cryptée n'a été décidée par la Ligue nationale de rugby (LNR) – au même titre que les droits marketing attribués, eux, à Jean-Claude Darmon – qu'à l'issue d'un vote effectué par les sept membres du comité directeur, réunis sous la présidence de Serge Blanco, mercredi 26 août en fin de journée (*Le Monde* du 28 août).

La mise en concurrence a été organisée de façon *« extrêmement rapide dans une période pas évidente pour tout le monde »*, reconnaît le directeur d'une agence, dans la course pour les droits marketing de la Ligue. L'appel s'effectuait deux semaines avant le début du Championnat, le 22 août. Le cahier des charges a été envoyé par les instances de l'ovalie, le 7 août, à TF 1, France Télévision, Canal Plus, Arte et M 6, en fixant le 14 août comme date-butoir pour la remise des offres écrites. Seuls Canal Plus et France Télévision-TPS ont répondu. A la suite d'une audition le 18 août, *« il a été démontré qu'il fallait un délai supplémentaire, car les offres, notamment marketing, étaient trop imprécises »*, explique-t-on à la Ligue.

« La première audition a compté "pour du beurre". Patrick le Lay ayant parlé d'un vice de forme en évoquant un amalgame entre ceux qui veulent acheter les droits télévisés et les droits marketing », commente Michel Denisot, directeur des sports de Canal Plus. De son côté, le président de TPS se serait étonné dans un courrier adressé au président de la Ligue en début de semaine, de voir figurer sur une brochure de Canal Plus la mention *« en exclusivité »* pendant l'appel d'offres. Une photocopie du document incriminé était joint.

Serge Blanco, qui a été consultant sur Canal Plus de 1995 à 1997, reconnaît que la démarche de la chaîne cryptée est *« perturbante »*. Il affirme toutefois que *« cette affaire ne concerne en rien la Ligue »* puisque la brochure publicitaire aurait été mise à la disposition des revendeurs *« dès le 1er août »*, soit sept jours avant que ne soit lancé l'appel d'offres. La Ligue a fait part, par écrit, de ce constat aux plaignants après avoir pris conseil auprès de son avocat. Contactés par *Le Monde* mercredi 27 août, les responsables de France Télévision-TPS comme ceux de Canal Plus se sont refusé à tout commentaire.

Des négociations encore en cours pour l'attribution des droits de retransmission des matches à la demande *(pay-per-view)* pourraient expliquer l'ambiance attentiste.

F. A.

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Croissance américaine revenue à 1,6 % au deuxième trimestre

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT des Etats-Unis a progressé de 1,6 % en rythme annuel au second trimestre 1998, selon une estimation révisée du département du commerce, publiée jeudi 27 août. Ce chiffre marque un net ralentissement par rapport à la croissance enregistrée au premier trimestre : + 5,5 %.

■ **Les demandes hebdomadaires d'allocations chômage ont baissé de 6 000, à 297 000**, a indiqué le département du travail américain, jeudi 27 août. Les analystes s'attendaient plutôt à une hausse des demandes d'allocations.

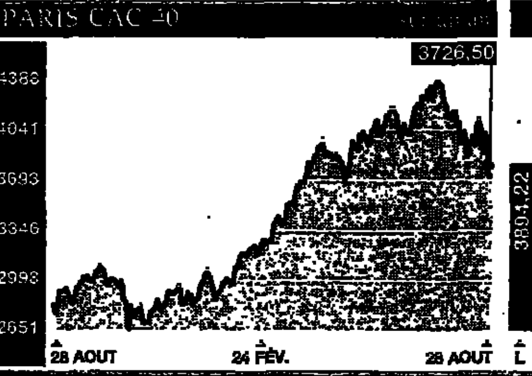
■ **CANADA : la Banque du Canada a annoncé une hausse de 1 % de son taux d'escompte passant à 6 %** pour tenter de freiner la chute du dollar canadien, tombé à son plus bas niveau historique face au dollar (1,58 dollar canadien pour un billet vert).

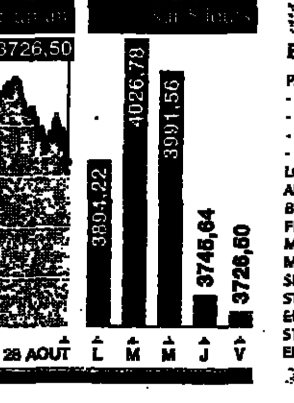
■ **CORÉE DU SUD : le pays est officiellement entré en récession** avec une contraction de son économie de 6,6 % au second trimestre. Toutefois, il a enregistré, en juillet, un excédent commercial de 3,67 milliards de dollars, a indiqué la Banque de Corée. Sur les sept premiers mois de l'année, l'excédent commercial totalise 25,47 milliards de dollars, contre un déficit de 11,12 milliards de dollars l'année précédente.

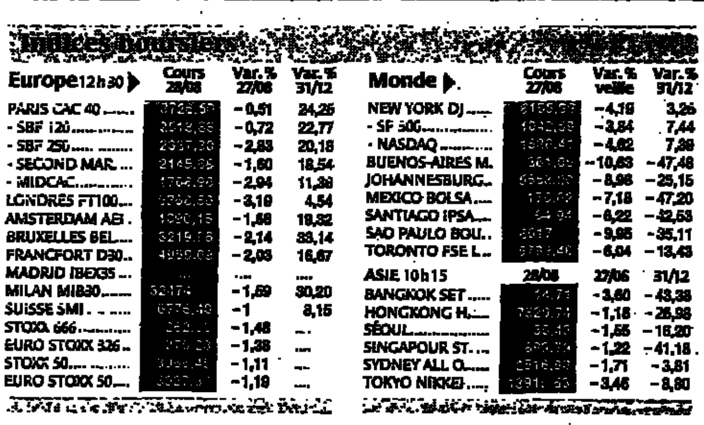
■ **FRANCE : le gouvernement a révisé en baisse son estimation de la croissance économique en 1999, à 2,7 % ou 2,8 %.**

■ **Le chômage est resté stable**, en juillet, avec 2,94 millions de demandeurs d'emploi, soit 11,8 % de la population active.

■ **La production manufacturière** a baissé de 0,4 % en juin après une hausse de 1,2 % en mai. Toutefois, sur un an, elle a progressé de 6,1 %.



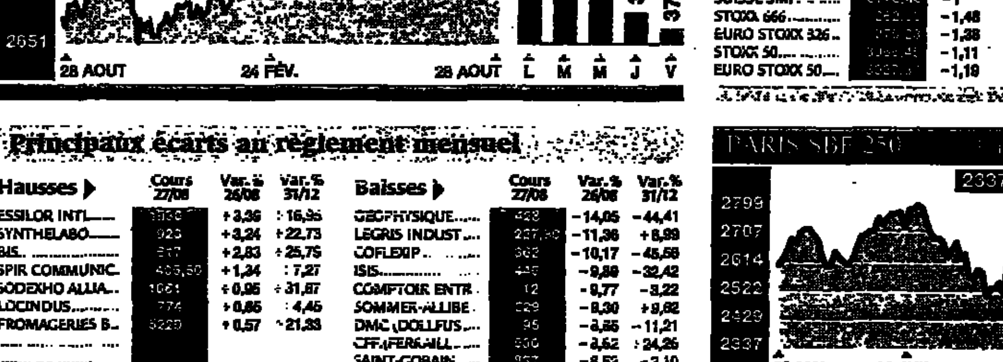




Indices boursiers

Europe 12h30	Cours 28/08	Var. % 27/08	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	3726,50	−0,51	24,25
- SBF 120	[illegible]	−0,72	22,77
- SBF 250	2337,30	−2,83	20,18
- SECOND MAR.	2145,25	−1,60	18,54
- MIDCAC	[illegible]	−2,94	11,38
LONDRES FT100	[illegible]	−3,19	4,54
AMSTERDAM AEX	1090,15	−1,68	19,32
BRUXELLES BEL	3219,16	−2,14	33,14
FRANCFORT D30	[illegible]	−2,03	16,67
MADRID IBEX35	....	....	....
MILAN MIB30	32476	−1,59	30,20
SUISSE SMI	[illegible]	−1	8,15
STOXX 666	[illegible]	−1,48	...
EURO STOXX 326	[illegible]	−1,38	...
STOXX 50	[illegible]	−1,11	...
EURO STOXX 50	[illegible]	−1,19	...

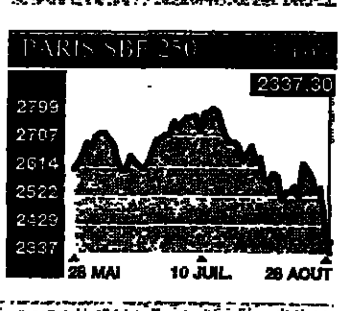
Monde	Cours 27/08	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	8165,99	−4,19	3,26
- SP 500	[illegible]	−3,84	7,44
- NASDAQ	[illegible]	−4,62	7,38
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	−10,63	−47,48
JOHANNESBURG	[illegible]	−8,98	−25,15
MEXICO BOLSA	[illegible]	−7,18	−47,20
SANTIAGO IPSA	[illegible]	−6,22	−42,53
SAO PAULO BOU.	[illegible]	−9,95	−35,11
TORONTO FSE L.	[illegible]	−6,04	−13,43
ASIE 10h15	28/08	27/08	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	−3,60	−43,38
HONGKONG H.	[illegible]	−1,18	−26,98
SÉOUL	[illegible]	−1,55	−16,20
SINGAPOUR ST.	[illegible]	−1,22	−41,18
SYDNEY ALL O.	[illegible]	−1,71	−3,81
TOKYO NIKKEI	[illegible]	−3,46	−8,80

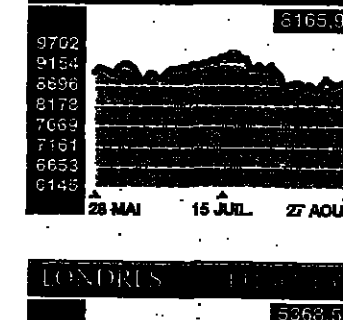


Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours 27/08	Var. % 26/08	Var. % 31/12
ESSILOR INTL	[illegible]	+3,36	+16,95
SYNTHELABO	926	+3,24	+22,73
BIS	[illegible]	+2,83	+25,75
SPIR COMMUNIC.	465,50	+1,34	+7,27
SODEXHO ALLIA.	1061	+0,95	+31,67
LOCINDUS	774	+0,85	+4,45
FROMAGERIES B.	[illegible]	+0,57	+21,33

Baisses	Cours 27/08	Var. % 26/08	Var. % 31/12
GEOPHYSIQUE	[illegible]	−14,05	−44,41
LEGRIS INDUST.	[illegible]	−11,36	+8,99
COFLEXIP	362	−10,17	−45,58
ISIS	[illegible]	−9,89	−32,42
COMPTOIR ENTR.	12	−9,77	−3,22
SOMMER-ALLIBE	[illegible]	−9,30	+9,62
DMC (DOLLFUS)	95	−8,85	−11,21
CFF (FERRAILL.)	[illegible]	−8,62	+24,26
SAINT-GOBAIN	957	−8,52	−2,10





Cours de change

28/08 12h30	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,06	[illegible]	[illegible]	4,05	2,97	4,26	0,34	3,35	..
DM	1,79	1,96	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	...	0,30
LIRE (100)	1767,63	[illegible]	[illegible]	[illegible]	875,83	[illegible]	....	987,32	294,66
YEN (100)	143,25	[illegible]	236,36	97,06	70,96	..	8,10	80,64	23,88
FLORIN	2,02	2,23	3,34	1,37	....	1,41	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,48	1,63	2,44	----	0,73	1,03	0,08	0,82	0,26
LIVRE	0,60	0,67		[illegible]	0,36	0,42	0,03	0,34	0,10
ECU	0,91	...	1,50	0,61	0,45	0,63	0,61	0,51	0,15
DOLLAR	....	1,10	1,66	0,68	0,50	0,70	0,06	0,56	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 27/08	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,37	3,41	[illegible]	5,05
ALLEMAGNE	3,40	3,45	4,25	5
GDE-BRETAG.	7,05	7,45	5,36	5,02
ITALIE	[illegible]	4,87	4,86	3,37
JAPON	0,45	0,38	1,36	---
ÉTATS-UNIS	5,50	4,97	5,07	[illegible]
SUISSE	1,50	1,56	2,79	3,96
PAYS-BAS	[illegible]	3,34	4,33	5,03

Matif

Cours 12h30	Volume 28/08	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Marché des changes

Devises 17h35	Cours BDF 27/08	Achat 27/08	Vente 27/08
ALLEMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,25	15,65	16,78
CANADA	[illegible]	3,55	4,15
DANEMARK (100)	[illegible]	83	93
ESPAGNE (100)	3,94	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	[illegible]	3,74	[illegible]
FINLANDE (100)	110,12	105	116
GDE-BRETAGNE	10	[illegible]	[illegible]
GRÈCE (100)	1,93	1,78	2,28
IRLANDE	8,42	8,01	8,85
ITALIE (1000)	[illegible]	3,15	3,65
JAPON (100)	4,25	4,04	4,39
NORVÈGE (100)	72,61	65,50	77,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	---	..
PORTUGAL (100)	3,27	2,96	3,66
SUÈDE (100)	72,65	67,36	77,36
SUISSE (100)	[illegible]	383	413

Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde » : www.lemonde.fr

Matières premières

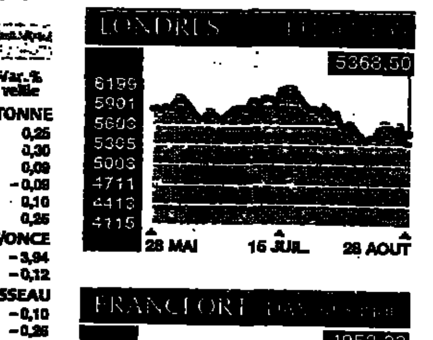
En dollars	Cours 27/08	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	[illegible]
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	[illegible]
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	[illegible]
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	[illegible]
ZINC 3 MOIS	[illegible]	[illegible]
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	[illegible]
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	[illegible]
PLATINE A TERME	[illegible]	[illegible]
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[illegible]	[illegible]
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	[illegible]
SOJA GRAINE (CHG.)	[illegible]	[illegible]
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	[illegible]
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	[illegible]
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	[illegible]
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	[illegible]

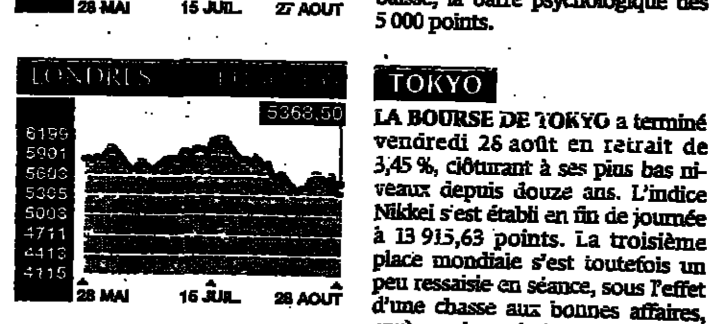
Pétrole

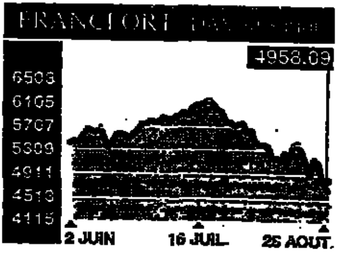
En dollars	Cours 27/08	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	−1,76
WTI (NEW YORK)	[illegible]	[illegible]
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	−1,18

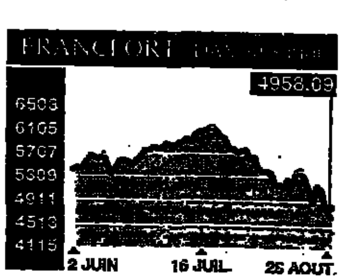
Or

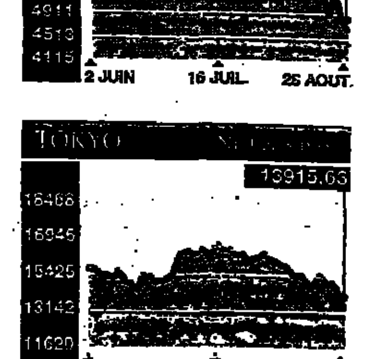
En francs	Cours 27/08	Var. % 26/08
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]

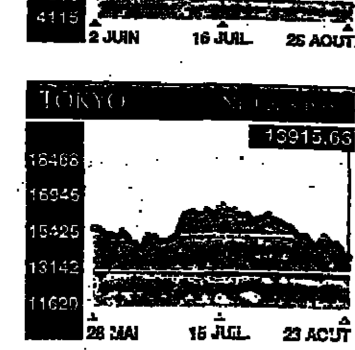












MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

VENDREDI 28 AOÛT, la Bourse de Paris réduisait ses pertes à la mi-séance. Après avoir chuté de plus de 4,3 % dans la matinée, à l'instar des Bourses européennes, l'indice CAC 40 cédait 1,70 % à 3 681,98 points vers 12 heures. Les actions de Carrefour et des Comptoirs modernes étaient suspendues avant la tenue d'une conférence de presse commune aux deux sociétés. Plus forte baisse, l'action Zannier reculait de 9,2 %.

FRANCFORT

A L'OUVERTURE de la séance vendredi 28 août, l'indice DAX était en fort recul après la chute enregistrée jeudi. Il affichait une baisse de 2,39 %. L'indice DAX s'affichait à 4 940,02 points, franchissant, en baisse, la barre psychologique des 5 000 points.

TOKYO

LA BOURSE DE TOKYO a terminé vendredi 28 août en retrait de 3,45 %, clôturant à ses plus bas niveaux depuis douze ans. L'indice Nikkei s'est établi en fin de journée à 13 915,63 points. La troisième place mondiale s'est toutefois un peu ressaisie en séance, sous l'effet d'une chasse aux bonnes affaires, après avoir perdu jusqu'à 4,3 %.

NEW YORK

LES MARCHÉS FINANCIERS américains ont été emportés jeudi 27 août par la tourmente russe, le Dow Jones, principal indice de la bourse de New York, perdant 4,2 % à 8 165,99 points. Il s'agit de la troisième plus forte baisse en points de l'histoire du Dow Jones, et du septième plus fort recul exprimé en pourcentage depuis 1987.

CHANGES

Le dollar a bondi vendredi 28 août sur le marché des changes de Tokyo, où il se négociait à 143,35 yens contre 140,67 yens à New York jeudi. En Europe, le billet vert était en baisse par rapport aux principales devises européennes. Il cotait 1,7947 mark et [illegible] francs

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 28 AOUT

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS −1,10 %
CAC 40 : 3704,26

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	1006	1005	- 0,09	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	975	955	- 2,05	1000
Renault (T.P.)	2855	2810	- 1,57	1000
Saint Gobain(T.P.)	1270	1255	- 1,18	1000
Thomson S.A (T.P)	961	991	+ 3,12	1000
Accor	1383	1365	- 1,30	100
AGF	337	326,70	- 3,05	30
Air Liquide	815	818	+ 0,36	70
Alcatel Alsthom	1010	993	- 1,68	40
Alstom	143	142,50	- 0,34	40
Altran Techno. #	1228	1179	- 3,99	10
Atos CA	1380	1338	- 3,04	10
Axa	733	709	- 3,27	60
Bail Investis	815	801	- 1,71	100
Bazar Hot. Ville	666	670	+ 0,60	50
Bertrand Faure	386	370	- 4,14	5
BIC	340	333,60	- 1,88	25
BIS	617	591	- 4,21	20
B.N.P.	404	397,50	- 1,60	25
Bollore Techno.	1055	1030	- 2,36	50
Bongrain	3100	3005	- 3,06	50
Bouygues	1130	1090	- 3,53	50
Bouygues Offs.	180,90	185	+ 2,26	10
Bull#	66	63,90	- 3,18	10
Canal +	1201	1192	- 0,74	20
Cap Gemini	940	958	+ 1,91	40
Carbone Lorraine	343,70	336	- 2,24	10
Carrefour	3199	—	—	100
Casino Guichard	526	525	- 0,19	10
Casino Guich.ADP	364	360	- 1,09	10
Castorama Dub.(Li)	980	955	- 2,55	25
C.C.F.	452	433	- 4,20	25
Cegid (Ly)	1038	992	- 4,43	25
Cerus Europ.Reun	39,50	38,40	- 2,78	40
CFF.(Ferrailles)	530	500	- 5,66	100
CGIP	2924	2825	- 3,38	100
Chargeurs	380	367,50	- 3,26	100
Christian Dalloz	660	650	- 1,51	10
Christian Dior	590	583	- 1,18	52
CIC - ACTIONS "A"	570	569	- 0,17	100
Ciments Francais	298,50	294	- 1,50	25
Clarins	518	496	- 4,24	50
Club Mediterranee	466	459,50	- 1,39	25
Coflexip	362	396,90	+ 9,64	10
Colas	1204	1132	- 5,98	40
Comptoir Entrep.	12	11,60	- 3,33	10
Comptoirs Mod.	3285	—	—	100
CPR	427	430	+ 0,70	50
Cred.Fon.France	87	87	—	100
Credit Lyonnais CI	556	523	- 5,93	100
CS Signaux(CSEE)	542	519	- 4,24	100
Damart	4400	4280	- 2,72	50
Danone	1594	1571	- 1,44	10
Dassault-Aviation	1755	1635	- 6,83	50
Dassault Systemes	305	303	- 0,65	5
De Dietrich	322	315,90	- 1,89	25
Deveaux(Ly)#	940	927	- 1,38	20
Dev.R.N-P.Cal Li #	62,20	60,10	- 3,37	100
Dexia France	806	779	- 3,34	100
DMC (Dollfus Mi)	95	90	- 5,26	75
Dynaction	197,90	194,40	- 1,76	25
Ecia	1231	1210	- 1,70	25
Eiffage	459,70	430,90	- 6,26	50
Elf Aquitaine	605	597	- 1,32	50
Eramet	183	171	- 6,55	20
Eridania Beghin	1075	1072	- 0,27	65
Essilor Intl	2315	2240	- 3,23	20
Essilor Intl.ADP	1980	1917	- 3,18	20
Esso	480	467	- 2,70	50
Eurafrance	3400	3348	- 1,52	200
Euro Disney	9,10	8,80	- 3,29	5
Europe 1	1300	1184	- 8,92	100
Eurotunnel	5,70	5,60	- 1,75	—
Fimalac SA	629	610	- 3,02	140
Finextel	116,50	116,50	—	100
Fives-Lille	435	425	- 2,29	50
France Telecom	446	443	- 0,67	25
Fromageries Bel	5220	5190	- 0,57	50
Galeries Lafayette	5400	5400	—	100
Gascogne	520	520	—	80
Gaumont #	416	397	- 4,56	50
Gaz et Eaux	309	295	- 4,53	5
Geophysique	428	424	- 0,93	10
G.F.C.	609	598	- 1,80	100
GrandVision	162	160	- 1,23	10
Groupe Andre S.A.	620	619	- 0,16	50
Groupe GTM	514	490,80	- 4,51	50
Gr.Zannier (Ly) #	130	124,50	- 4,23	10
Guilbert	861	831	- 3,48	10
Guyenne Gascogne	2285	2201	- 3,67	100
Hachette Fil.Med.	1277	1277	—	20
Havas Advertising	1112	1089	- 2,06	50
Imetal	690	669	- 3,04	50
Immeubl.France	435	415	- 4,59	50
Infogrames Enter.	310	305	- 1,61	20
Ingenico	165	156	- 5,45	10
Interbail	149	146,50	- 1,67	100
Intertechnique	1997	1947	- 2,50	100
ISIS	446	445	- 0,22	50
Jean Lefebvre	470	450	- 4,25	50
Klepierre	1020	997	- 2,25	100
Labinal	1808	1799	- 0,49	100
Lafarge	510	491	- 3,72	25
Lagardere	223	217,50	- 2,46	40
Lapeyre	400	395	- 1,25	10
Lebon (Cie)	242,30	237	- 2,18	50
Legrand	1329	1328	- 0,07	10
Legrand ADP	864	865	+ 0,11	10
Legris indust.	227,80	236	+ 3,59	20
Locindus	774	773	- 0,12	150
L'Oreal	3325	3276	- 1,47	10
LVMH Moet Hen.	982	979	- 0,30	10
Marine Wendel	986	988	+ 0,20	100
Metaleurop	35,45	36	+ 1,55	25
Metrologie Inter.	20	20	—	10
Michelin	265,40	266,50	+ 0,41	12
Montupet SA	267	252	- 5,61	10
Moulinex	111,50	114	+ 2,24	10
Natexis	340	331,90	- 2,38	100
Norbert Dentres.#	230	228,80	- 0,52	10
Nord-Est	117	115	- 1,70	50
Nordon (Ny)	450	444	- 1,33	20
NRJ #	1100	1060	- 3,63	10
Olipar	58	56	- 3,44	60
Paribas	529	510	- 3,59	100
Pathe	1165	1140	- 2,14	100
Pechiney Act Ord A	189,90	186	- 2,05	100
Pernod-Ricard	387	404	+ 4,39	20
Peugeot	1012	1014	+ 0,19	35
Pinault-Print.Red	945	945	—	20
Plastic Omn.(Ly)	720	690	- 4,16	20
Primagaz	466	446,50	- 4,18	10
Promodes	3870	3738	- 3,41	20
Publicis #	910	890	- 2,19	25
Remy Cointreau	99	93	- 6,06	10
Renault	268,40	274,20	+ 2,16	25
Rexel	498	486	- 2,40	5
Rhodia	121	119,80	- 0,99	100
Rhone Poulenc A	290	297,50	+ 2,58	25
Rochefortaise Com.	633	620	- 2,05	10
Rochette (La)	23	22,20	- 3,47	10
Royal Canin	289	271	- 6,22	20
Rue Imperiale(Ly)	8650	8650	—	200
Sade (Ny)	231	231	—	100
Sagem SA	4339	4290	- 1,12	50
Saint-Gobain	837	861	+ 2,86	100
Salvepar (Ny)	500	485	- 3	50
Sanofi	660	659	- 0,15	25
Saupiquet (Ns)	517	503	- 2,70	50
Schneider SA	337,30	338,20	+ 0,26	50
SCOR	370	371	+ 0,27	25
S.E.B.	638	644	+ 0,94	20
Sefimeg CA	402	392	- 2,48	100
SEITA	254	250	- 1,57	50
Selectibanque	73,60	72,10	- 2,03	100
SFIM	682	679	- 0,43	100
SGE	227,50	220	- 3,29	35
Sidel	426	406	- 4,69	15
Silic CA	1074	1073	- 0,09	100
Simco	447	443	- 0,89	100
S.I.T.A	1355	1345	- 0,73	50
Skis Rossignol	96	95	- 1,04	25
Soc.Fonc.Lyon.#	855	855	—	50
Societe Generale	1108	1072	- 3,24	30
Sodexho Alliance	1061	1035	- 2,45	100
Sogeparc (Fin)	408	403	- 1,22	50
Sommer-Allibert	229	236,30	+ 3,18	5
Sophia	246	[illegible]	- 1,82	[illegible]
Spir Communic. #	405,50	[illegible]	- 3,37	[illegible]
Strafor Facom	477	[illegible]	- 5,03	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	960	[illegible]	+ 1,04	[illegible]
Synthelabo	923	[illegible]	- 0,43	[illegible]
Technip	545	[illegible]	- 1,10	[illegible]
Thomson-CSF	198	[illegible]	- 3,03	[illegible]
Total	590	[illegible]	- 2,20	[illegible]
UIF	436	[illegible]	- 0,22	[illegible]
Unibail	705	[illegible]	+ 0,14	[illegible]
Union Assur.Fdal	800	[illegible]	- 5	[illegible]
Usinor	64	[illegible]	- 2,81	[illegible]
Valeo	458	[illegible]	+ 1,33	[illegible]
Vallourec	280	[illegible]	- 1,07	[illegible]
Via Banque	158,40	[illegible]	- 2,14	[illegible]
Vivendi (ex CGE)	1197	[illegible]	- 0,33	[illegible]
Worms (ex.Someal)	97,20	[illegible]	- 0,20	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1280	[illegible]	+ 1,01	[illegible]
Elf Gabon	825	[illegible]	- 0,72	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	134	[illegible]	- 0,82	[illegible]
Adecco S.A.	2680	[illegible]	+ 2,61	[illegible]
Adidas-Salomon AG#	700	[illegible]	+ 1,42	[illegible]
ALLIANZ AG	1875	[illegible]	- 3,41	[illegible]
American Express	561	[illegible]	- 5,34	[illegible]
Anglo American #	146	[illegible]	- 2,80	[illegible]
Anglogold Ltd #	208,90	[illegible]	- 4,21	[illegible]
Amgold #	191,20	[illegible]	- 1,67	[illegible]
Arjo Wiggins App.	14,35	[illegible]	- 4,18	[illegible]
A.T.T. #	339	[illegible]	- 2,12	[illegible]
Banco Santander #	114,40	[illegible]	- 1,92	[illegible]
Barrick Gold #	89,80	[illegible]	- 4,28	[illegible]
B.A.S.F. #	231,10	[illegible]	+ 3,85	[illegible]
Bayer #	222,50	[illegible]	+ 3,37	[illegible]
Crown Cork ord.#	220	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork PF CV#	195	177,20	- 9,12	[illegible]
Daimler Benz #	552	[illegible]	+ 3,07	[illegible]
De Beers #	71	69,60	- 1,97	[illegible]
Deutsche Bank #	380,10	384	+ 1,02	[illegible]
Diageo PLC reg.#	61,60	59,10	- 4,05	[illegible]
Dresdner Bank	279,20	277,90	- 0,46	[illegible]
Driefontein #	22,40	21,50	- 4,01	[illegible]
Du Pont Nemours #	359	340	- 5,29	[illegible]
Eastman Kodak #	530	496,20	- 6,37	[illegible]
East Rand #	1,09	1,04	- 4,58	[illegible]
Echo Bay Mines #	9,90	9,30	- 6,06	[illegible]
Electrolux #	95	91	- 4,21	[illegible]
Equant N.V.	257,50	249	- 3,30	[illegible]
Ericsson #	136	131,10	- 3,60	[illegible]
Ford Motor #	283,20	275	- 2,89	[illegible]
Gencor act.regr.	9	8,50	- 5,55	[illegible]
General Elect. #	536	[illegible]	[illegible]	[illegible]
General Motors #	379	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cie Belgique #	659	650	[illegible]	[illegible]
Harmony Gold #	19,10	18	[illegible]	[illegible]
Hitachi #	30	28,80	[illegible]	[illegible]
Hoechst #	250	243,10	[illegible]	[illegible]
I.B.M #	766	742	[illegible]	[illegible]
I.C.I #	69,90	69,50	- 0,57	[illegible]
Ito Yokado #	256	255	- 0,39	[illegible]
Kingfisher plc #	49,95	48,10	- 3,70	[illegible]
Matsushita #	82	81	- 1,21	[illegible]
Mc Donald's #	380,10	362,20	- 4,70	[illegible]
Merck and Co #	801	760	- 5,11	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	32,50	28,95	- 10,92	[illegible]
Mobil Corporat.#	419,60	395,50	- 5,74	[illegible]
Morgan J.P. #	687	620	- 9,75	[illegible]
Nestle SA Nom. #	10920	11170	+ 2,28	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	65,90	—	—	[illegible]
Nokia A	442	421	- 4,75	[illegible]
Norsk Hydro #	219,90	220	+ 0,04	20
Petrofina #	2187	2061	- 5,76	—
Philip Morris #	266	250,10	- 5,97	—
Philips N.V #	397	[illegible]	- 0,75	10
Placer Dome Inc #	57	[illegible]	- 2,98	—
Procter Gamble	488	[illegible]	- 1,22	—
Quilvest	330	[illegible]	- 0,60	—
Randfontein #	9,10	[illegible]	- 1,09	—
Rio Tinto PLC #	38,30	[illegible]	- 0,68	—
Royal Dutch #	262,20	[illegible]	- 0,83	1
Sega Enterprises	93,10	[illegible]	- 1,18	50
Schlumberger #	300	[illegible]	- 3,73	[illegible]
Shell Transport #	33,50	[illegible]	- 5,97	[illegible]
Siemens #	408	[illegible]	- 2,94	[illegible]
Sony Corp. #	455,50	[illegible]	- 5,13	[illegible]
STmicroelectronics	352,10	[illegible]	- 3,97	[illegible]
Sumitomo Bank #	46,50	[illegible]	- 6,88	[illegible]
T.D.K #	405,10	[illegible]	- 5,10	[illegible]
Telefonica #	239	[illegible]	- 0,41	[illegible]
Toshiba #	21,10	[illegible]	- 4,26	[illegible]
Unilever #	406,10	[illegible]	- 0,51	[illegible]
United Technol. #	490	[illegible]	- 9,75	[illegible]
Volkswagen A.G #	441	[illegible]	- 0,24	[illegible]
Yamanouchi #	122,50	[illegible]	- 3,34	[illegible]
Zambia Copper	10	[illegible]	+ 2	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 28 AOUT

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	117,20	7,447
CEPME 9% 89-99 CA#	104,95	0,345 ↓
CEPME 9% 92-06 TSR	127	1,751
CFD 9,7% 90-03 CB	123,05	5,554
CFD 8,6% 92-05 CB	123,15	4,807
CFF 10% 88-98 CA#	100,71	8,630
CFF 10,25%90-01CB#	114,40	4,802 d
CLF 8,9% 88-00 CA#	107,85	2,365 ↓
CNA 9% 4/92-07	129	2,984
CRH 8,6% 92/94-03	118,45	1,532 d
CRH 8,5% 10/87-88#	102,31	4,215 ↓
EDF 8,6% 88-89 CA#	—	4,689
EDF 8,6% 92-04 #	121	3,440
Finansder 9%91-06#	131,05	6,904
Finansd.8,6%92-02#	114,25	5,136 ↑
Floral9,75% 90-99#	105,10	1,068
OAT 9/85-98 TRA	—	4,273 o
OAT TMB 87/99 CA#	100,01	2,118
OAT 8,125% 89-99 #	103,06	2,226 ↑
OAT 8,50%90/00 CA#	107,07	3,679
OAT 55/00 TRA CA#	101,70	5,361
OAT 10%5/85-00 CA#	110,40	2,685 ↓
OAT 89-01 TME CA#	100,10	2,534
OAT 10% 90-01 ecu	—	5,151
OAT 7,5%7/86-01CA#	—	0,601
OAT 8,5% 91-02 ecu	114,69	3,982 d
OAT 8,5% 87-02 CA#	118,12	6,544
OAT 8,50% 89-19 #	147,87	7,266 ↑
OAT.8,50%92-23 CA#	150,95	3,827
SNCF 8,8% 87-94CA	104,30	5,111
Suez Lyon.Eaux 90	1042	—

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	◆	20	20
Baccarat (Ny)		875	870
Bains C.Monaco		804	801
Bque Transatlantl.		240	229
Bidermann Intl	◆	110	110
Champex (Ny)	◆	17,80	17,80
C.I.T.R.A.M. (B)	◆	2940	2940
Continental Ass.Ly		728	728
Darblay	◆	520	520
Didot Bottin		846	730
Eaux Bassin Vichy	◆	2697	2697
Electr.Madagascar		185	178
Elect.Strasbourg		760	745
Ent.Mag. Paris	◆	1610	1610
Fichet Bauche		52,60	52,60
Fidei		60	58,80
Finalens		253	251
F.I.P.P.	◆	251	251
Fonciere (Cie)	◆	802	802
Foncina #	◆	596	596
Francarep		295	289
From. Paul-Renard	◆	1051	1051
Generali Fce Assur		1800	1750
Gevelot		1000	1050
Grd Bazar Lyon(Ly)	◆	210	210
G.T.I (Transport)	◆	410	410
Immobail		221	216
Immobanque		650	648
Lucia		78	75
Monoprix		472	489
MLPC International		510	580
Metal Deploye	◆	380	380
Mors		6,60	6,38
M.R.M. (Ly)		412	405,10
Navigation (Nle)	◆	128	128
ONA 100 DH	◆	680	680
Optorg	◆	459,90	459,90
Exa.Clairefont(Ny)	◆	940	940
Paris Orleans		335	335
Promodes (CI)		2490	2480
PSB Industries Ly		669	669
Raynal Roq.ex.SAP	◆	410	410
Rougier #		319,50	309
Saga		265	260
S.I.P.H.	◆	220	220
Sofragi	◆	5000	5000
Taittinger		4740	4600
Tour Eiffel	◆	545	545
Vermandoise Sucr.	◆	6380	6380
Vicat		550	550
Caves Roquefort	◆	2001	2001
Elyo	◆	375	375
Finaxa		604	596
Gaillard (M)	◆	1700	1700
Gd Moul.Strasbourg		2076	2075
Hotel Lutetia		610	610
Hotels Deauville	◆	988	988
L.Bouillet (Ly)		375	375
Lloyd Continental	◆	11500	11500
Matussiere Forest		64	64
Moncey Financiere		3300	3300
Part-Dieu(Fin)(Ly)		120,10	120,10
Poliet		528	[illegible]
Sabeton (Ly)		662	[illegible]
Samse (Ly)		1340	[illegible]
Sechilienne (Ly)		1410	[illegible]
Sucr.Pithiviers		3282	[illegible]
Tanneries Fce (Ny)	◆	260	260
Teleflex L.Dupont#		110	110
Union Gle Nord(Li)	◆	270,50	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	540	540
Fiat Ord.	20,55	20
Gold Fields South	68	68
Kubota Corp.	15,30	15,30
Montedison act.ep.	9,45	9,45
Olympus Optical	60	60
Robeco	648	[illegible]
Rodamco N.V.	145	[illegible]
Rolinco	550	[illegible]
Sema Group Plc #	61,50	[illegible]
Solvay SA	420,10	420,10

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 28 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		50,05	49
AFE #		915	915
Aigle #		519	501
Albert S.A (Ns)	◆	234	234
Arkopharma #		437	430
Assystem #		213	220
Bque Picardie (Li)		1000	985
Bque Tarneaud(B)#		400	395
Bque Vernes	◆	150	150
Beneteau CB#		716	706
B I M P		133	139,10
Boiron (Ly)#		409,60	400
Boisset (Ly) #		742	735
But S.A.		317	303,50
C.E.E #		176	178
Change Bourse (M)		197	195
CNIM CA#		250	237,90
Codetour		342,10	342
Comp.Euro.Tele-CET	◆	441	441
Conflandey #		302,90	289,90
C.A. Hte Normandie		325	325
C.A. Paris IDF		903	882
C.A.Ille & Vilaine		304	304
C.A.Loire Atl.# Ns		309	309
C.A.Pas de Calais		573	573
C.A.du Nord#(Li)		468	468
C.A. Oise CCI		351	351,20
C.A. Somme CCI		324,50	325
C.A.Toulouse (B)		440	435
Groupe J.C.Darmon		635	605
Devernois (Ly)		480	477,10
Ducros Serv.Rapide		36	35
Emin-Leydier (Ly)#		337	340
Europ.Extinc.(Ly)		380	372,80
Expand s.a	◆	245,60	245,60
Factorem		807	805
Faiveley #		182	180,80
Finacor		28	27
Fininfo		1050	1030
Assur.Bq.Populaire		610	610
Gautier France		342	340
Gel 2000		37	37
GEODIS #		380	361,10
GFI Industries #		280	280
Girodet (Ly) #	◆	22,10	22,10
GLM S.A.		201	198,20
Gpe Guillin # Ly		249,60	237,20
Kindy #		125,20	126,80
Guerbet S.A.		174	171
Hermes intl		360	362
Hurel Dubois		830	822
ICBT Groupe #		176,90	168,10
I.C.C.#		178,30	178,30
ICOM Informatique	◆	589	589
Idianova	◆	95	95
Int. Computer #	◆	63,55	63,55
IPBM		52	51,35
M6-Metropole TV		965	931
Manitou #		995	948
Manutan		495	500
Marie Brizard #		580	564
Maxi-Livres/Profr		45,10	43
Mecelec (Ly)		95,30	91,90
MGI Coutier #		310	295
Monneret Jouets Ly#		154	154
Naf-Naf #		81,90	80,10
NSC Groupe (Ny)	◆	864	864
Onet #		830	828
Paul Predault		174	173
P.C.W.	19	—	[illegible]
Petit Boy #		108	106,30
Phyto-Lierac #		228	221
Pochet		661	661
Poujoulat Ets (Ns)	◆	208,80	208,80
Radiall #		580	560
Robertet #		1114	1110
Rouleau-Guichard		252	[illegible]
Securidev #		88,95	89
Smoby (Ly) #		546	545
Sofco (Ly)		12	[illegible]
Sofibus	◆	355	355
Sopra #		2030	1996
Steph.Kelian #	◆	92,90	92,90
Sylea		455	448
Teisseire-France		177	177
TF1		925	890
Thermador Gpe. #		326	326
Transiciel #		583	[illegible]
Trouvay Cauvin #	◆	135	135
Unilog		2230	2148
Union Fin.France		621	595
Viel et Cie #		136	132,10
Vilmorin et Cie #		620	[illegible]
Virbac		395	375,80

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 28 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligène Oncor	◆	28	28
Belvédère		900	[illegible]
BVRP		348	338
Cheminex	◆	12	12
Duran Duboi		361	370
Eurofins scientific		548	517
FDM Pharma n.		43	42,30
Genset		455	440
Guyanor action B		6,50	[illegible]
Infonie		178	178
Joliez-Regol		90,50	85
La Cie Group		140	113,40
Olitec		860	775
Omnicom		761	750
Picogiga		190	170
R2I Santé		437	420
Serp Recyclage		750	730

MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 28 AOUT

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Euraltech	◆	102	[illegible]
Europe Finance Ind.	◆	750	[illegible]
Cibox-LCI	◆	267	[illegible]
CTT-SCETA	◆	450	[illegible]
Sté lecteurs du Monde	◆	144	[illegible]
Troc de l'Ile	◆	159,90	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

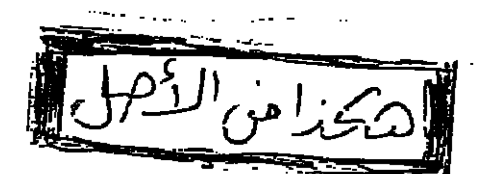
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 27 août

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		164,14	156,32
Agipi Actions (Axa)		151,52	144,30
BNP — 3615 BNP			
Antigone Trésorie		916037	916037
Natio Court Terme		14694	14694
Natio Court Terme 2		399066	399066
Natio Epargne		2243,62	2221,41
Natio Ep. Croissance		3834,42	3759,24
Natio Ep. Patrimoine		162,68	159,49
Natio Epargne Retraite		192,27	188,50
Natio Epargne Trésor		11857,47	11833,80
Natio Euro Valeurs		1312,73	1286,99
Natio Euro Oblig.		1107,29	1096,33
Natio Euro Opport.		1372,29	1345,38
Natio Euro Perspect.		2106,68	2067,33
Natio Immobilier		1682,56	1649,57
Natio Inter		1168,55	1145,64
Natio Monétaire C		5616,35	5616,35
Natio Monétaire D		5276,47	5276,47
Natio Oblig. LT		237,96	233,29
Natio Oblig. MT C		921,03	911,91
Natio Oblig. MT D		890,19	881,38
Natio Opportunités		254,24	249,25
Natio Placement C		81243,39	81243,39
Natio Placement D		76537,76	76537,76
Natio Revenus		1134,09	1122,86
Natio Sécurité		11511,57	11511,57
Natio Valeurs		1714,54	1680,73
BRED BANQUE POPULAIRE			
Moneden		95759,68	95759,68
Oblig. ttes caté.		298,45	294,04
CDC Asset Management			
Livret Bourse Inv. D PEA		1071,77	1040,55
Nord Sud Develop. C		2662,49	2657,18
Nord Sud Develop. D		2384,64	2379,88
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
Patrimoine Retraite C		327,88	321,45
Patrimoine Retraite D		310,42	304,33
CDC TRESOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)			
Fonsicav C		20367,49	20367,49
Mutual. dépôts Sicav C		20133,70	20113,59
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
Écur. Act. Futur D PEA	◆	381,74	374,25
Écur. Capitalisation C		272,57	272,57
Écur. Expansion C		86247,28	86247,28
Écur. Géovaleurs C		4361,09	4275,58
Écur. Investis. D PEA	◆	302,61	296,67
Écur. Monétaire C		13411,13	13411,13
Écur. Monétaire D		12430,69	12430,69
Écur. Trésorerie C		329	329
Écur. Trésorerie D		308,48	308,48
Écur. Trimestriel D		2085,48	2085,46
Eparcourt-Sicav D		195,57	195,57
Géoptim C		14066,92	13859,03
Géoptim D		12593,39	12407,26
Horizon C	◆	2857,60	2801,57
Prévoyance Écur. D		106,25	106,25
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM			
Amplia	◇	123701,99	123701,99
Atout Amérique		213,27	208,07
Atout Asie		72,12	70,36
Atout France Europe		1110,65	1083,56
Atout France Monde		272,37	265,73
Atout Futur C		1074,90	1048,65
Atout Futur D		1001,29	976,87
Coexis		2090,56	2055,91
Dièze		2739,76	2693,96
Elicash	◇	983953,56	983953,86
Eurodyn		3389,19	3306,53
Indicia	◆	2328,17	2276,69
Indocam Convert. C		16030,35	15563,45
Indocam Convert. D		14674,26	14246,85
Indocam Europe Nouv.		10550,88	10243,57
Indocam Hor. Eur. C		1256,73	1220,13
Indocam Hor. Eur. D		1185,97	1151,43
Indocam Multi Oblig.		1013,39	983,87
Indocam Orient C	◆	149,26	142,49
Indocam Orient D	◆	134,09	128,01
Indocam UniJapon		811,39	774,60
Indocam Str. 5-7 C		2076,67	2041,96
Indocam Str. 5-7 D		1485,63	1460,80
Moné.J C	◇	12301,10	12301,10
Moné.J D	◇	11653,11	11653,11
Oblifutur C		603,69	593,60
Oblifutur D		556,40	547,10
Oraction		1166,22	1137,78
Revenu-Vert		1207,50	1187,32
Sévea	◆	125,02	121,97
Synthésis		20767,30	20400,10
Univers Actions		292,09	284,97
Uni Associations	◇	121,36	121,36
Uni-Foncier		1831,56	1786,89
Uni-Régions		2150,87	2098,41
Univar C	◇	318,78	318,78
Univar D	◇	298,88	298,88
Univers-Obligations		264,39	259,97
Fonds communs de placements			
Indocam Dollar 3 m.	◆	16528,26	16204,18
Indocam Val. Restr.	◆	18316,63	17783,14
Optalis Dynamiq. C	◆	118,47	116,15
Optalis Dynamiq. D	◆	117,29	114,99
Optalis Equilib. C	◆	115,93	113,66
Optalis Equilib. D	◆	112,98	110,76
Optalis Expansion C	◆	106,93	104,83
Optalis Expansion D	◆	106,93	104,83
Optalis Serinité C	◆	109,96	107,80
Optalis Sérinité D	◆	105,04	102,98
Pacte Sol. Logem.	◆	525,47	520,27
Pacte Vert T. Monde	◆	553,97	543,01
CIC BANQUES			
Francic		194,03	188,58
Francic Pierre		179,41	174,18
Europe Régions		294,72	286,14
CIC PARIS			
Associc		1126,80	1126,80
Cicamonde		1814,97	1762,11
Converticic		493,45	486,16
Ecocic		1938,37	1881,91
Mensuelcic		10111,80	10011,66
Oblicic Mondial		4231,51	4168,98
Oblicic Régions		1227,91	1209,76
Rentacic		167,34	164,87
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
Eurco Solidarité		1461,84	1447,37
Lion 20000 C		17649,32	17649,32
Lion 20000 D		16512,49	16512,49
Lion-Associations C		11571,98	11571,98
Lion-Associations D		10966,77	10966,77
Lion Court Terme C		27333,39	27333,39
Lion Court Terme D		24081	24081
LionPlus C		1730,24	1696,31
LionPlus D		1584,93	1553,85
Lion Trésor		2593,06	2567,39
Oblilion		2406,10	2382,28
Sicav 5000		936,15	917,79
Slivafrance		1600,19	1568,81
Slivam		659,90	646,96
Slivarente		265,73	260,52
Slivinter		919,83	901,79
Trilion		5230,97	5163,84
Crédit Mutuel			
Avenir Alizes		2816,44	2761,23
CM Option Dynamique		174,59	169,92
CM Option Equilibre		316,10	309,14
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	◆	195,38	190,15
Créd.Mut.Ep.Cour.T.		968,56	968,56
Créd.Mut.Ep.Ind.C		195,40	190,17
Créd.Mut.Ep.J		23644,89	23644,89
Créd.Mut.Ep.Monde		1959,69	1907,24
Créd.Mut.Ep.Oblig.		2023,67	1983,99
Créd.Mut.Ep.Quatre		1118,83	1096,89
Fonds communs de placements			
CM Option Modération		114,80	112,55
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		320,88	307,06
Saint-Honoré Capital		22116,48	21472,31
St-Honoré March. Emer.		434,64	415,92
St-Honoré Pacifique		563,69	539,42
St-Honoré Vie Santé		2128,09	2036,45
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux		1882,97	1882,97
Stratégie Ind.Europe		1150,61	1106,36
Stratégie Rendement		2200,95	2137,67
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
Amplitude Amérique C		130,98	127,79
Amplitude Amérique D		130,61	127,42
Amplitude Europe C		209,53	204,42
Amplitude Europe D		205,46	200,45
Amplitude Monde C		1170,39	1142,84
Amplitude Monde D		1094,42	1067,73
Amplitude Pacifique C		71,27	69,53
Amplitude Pacifique D		70,69	68,97
Elanciel France D PEA		252,63	246,47
Élanciel Euro D PEA		615,67	600,65
Émergence Euro Poste		184,36	179,86
Géobilys C		722,03	711,36
Géobilys D		675,70	665,71
Intensys C		123,11	122,93
Intensys D		113,26	113,09
Kaleis Dynamisme C		1301,42	1275,90
Kaleis Equilibre C		1196,50	1173,04
Kaleis Sérénité C		1127,57	1116,41
Latitude C		153,03	153,03
Latitude D		135,88	135,88
Oblitys D		674,82	664,85
Plénitude D PEA		261,51	255,13
Poste Gestion C		15385,69	15385,69
Poste Gestion D		14800,94	14800,94
Poste Première		41938,31	41938,31
Poste Premiere 2-3		53171,68	53065,55
Revenus Trimestr. D		5311,96	5259,37
Thésora C		1081,87	1071,16
Thésora D		946,54	937,17
Trésorys		276925,89	276925,89
Solstice D		2398,56	2392,58
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Actimonétaire C		39195,99	39195,99
Actimonétaire D		31053,45	31053,45
Cadence 1 D		1082,10	1071,39
Cadence 2 D		1069,82	[illegible]
Cadence 3 D		1071,84	1061,23
Capimonétaire C		422,09	421,67
Capimonétaire D		371,63	371,26
Sogeoblig C/D		10034,68	9935,33
Interoblig C		325,33	322,12
Intersélection France D		450,66	441,82
Select Défensif C		1167,88	1147,79
Sélect Dynamique C		1396,93	1368,28
Sélect Équilibre 2		1004,10	986,83
Sélect PEA 3		980,69	963,82
Sogé PEA Europe		1399,97	1372,52
S.G. France opport. C		2683,90	2631,27
S.G. France opport. D		2540,61	2490,79
Sogenfrance C		2689,15	2636,42
Sogenfrance D		2441,42	2393,55
Sogépargne D		315,54	312,42
Soginter C		331,98	325,47

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



SCIENCES Le 16e congrès mondial de science du sol, réuni du 20 au 26 août à Montpellier, a donné l'occasion à 3 000 pédologues de faire le point sur l'avancement de leur discipline. ● FILLE de la chimie et de l'agronomie, celle-ci s'oriente vers la biologie, et s'ouvre de plus en plus aux thèmes liés à l'environnement. ● LA PÉDOSPHÈRE, cette fine pellicule minérale et organique sur laquelle la vie terrestre prospère, apparaît en effet comme une ressource naturelle fragile, très lentement renouvelable. ● L'IMPACT des polluants organiques et la présence de métaux lourds, qui remontent ensuite la chaîne alimentaire via l'eau et les plantes, préoccupe les chercheurs. ● LA FAÇON dont les sols, cultivés ou non, contribuent à la production et à la fixation des gaz à effet de serre est aussi l'un de leurs nouveaux champs d'investigation.

« L'épiderme de la Terre » est menacé, préviennent les scientifiques

Un congrès mondial vient de réunir à Montpellier les spécialistes en science du sol. Inquiets, ils souhaitent que l'on protège cette ressource, support de vie lentement renouvelable, fragilisée par une exploitation désordonnée et de multiples pollutions

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

« *Le sol ? C'est un matériau semi-vivant* », résume Georges Pédro, responsable du comité scientifique du 16e Congrès mondial de la science du sol. Cette manifestation, qui a réuni quelque 3 000 spécialistes, avait pour thème « L'homme et le sol ». Une manière d'entériner l'évolution d'une discipline longtemps guidée par un souci d'exploitation agricole maximale. Chacun en est désormais persuadé : le sol est une ressource fragile, au même titre que l'air et l'eau. Au point que l'idée d'une convention internationale sur les sols – inspirées de celles adoptées par les Nations unies sur la biodiversité et la désertification – fait son chemin.

Car il y a urgence : le sol, c'est « *l'épiderme de la Terre* ». Issu de la transformation des roches sous l'action du climat et des êtres vivants, il recouvre 64 % des terres émergées (le reste étant du sable ou des roches affleurantes). Un dixième de cette surface est exploité, autant pourrait l'être, le reste étant impropre à la culture. Epaisse de quelques centimètres à quelques dizaines de mètres, cette « pédosphère », qui paraît au premier regard inerte, grouille de vie. On y dénombre jusqu'à 500 000 petits insectes et un millier de vers de terre par mètre carré. Bactéries, algues et champignons y prospèrent au point de représenter plusieurs kilos par mètre cube.

Cette manne, exploitée depuis des millénaires, est aujourd'hui menacée par les pollutions, l'érosion, la désertification. En France, la préoccupation principale concerne les polluants, notamment d'origine agricole. Pesticides, engrais et déjections animales contiennent des composés organiques et minéraux néfastes. Les nitrates et les métaux lourds contenus dans les phosphates s'accumulent au fil des saisons. Les oligoéléments (cuivre et zinc) – incorporés aux aliments des animaux mais faiblement assimilés – se retrouvent eux aussi dans la nature. En Bretagne, 400 tonnes de cuivre et 700 tonnes de zinc sont ainsi répandues chaque année. « *C'est un problème de pollution diffuse*, explique Fabienne Trolard, du laboratoire sol et agronomie de l'INRA à Rennes. *Elle nous contraindra à des compromis. Par exemple, si l'on diminue les antibiotiques, on risque de devoir augmenter les oligoéléments qui ont un rôle antifongique...* »

« RETOUR À L'ENVOYEUR »

Pour les métaux lourds, les normes présentent l'inconvénient de définir des teneurs totales admissibles dans le sol, sans tenir compte du fait que leur mobilité – et la probabilité qu'ils se retrouvent finalement dans notre assiette – dépend avant tout des conditions du milieu. Ces phénomènes de capture et de relargage sont encore, de l'aveu des chercheurs, bien mal compris. « *Les produits recyclés (boues des stations d'épuration, compost urbain et vert), ont été étudiés surtout par les pays pauvres*, indique Michel Cherroux, de la Chambre syndicale des fabricants d'amendements. *Mais les études portent plus sur l'efficacité que l'innocuité.* » Quel sera le devenir des boues urbaines ? Pointés du doigt, les agriculteurs risquent à l'avenir de refuser de les épandre, indique Yves Amiet, pédologue à la chambre d'agriculture du Cher, qui prédit un épineux « *retour à l'envoyeur* ». Un rapport de l'Académie des sciences, rendu public, lors du congrès montre bien l'étendue des recherches à mener pour tenter de comprendre et de gérer les risques liés à ces contaminants.

La lutte contre l'érosion et la désertification fait également partie des préoccupations des pédologues. « *La désertification se fait par taches. Il est illusoire de croire qu'on a affaire à un front* », assure Roger Pontanier, de l'Orstom (Institut français de recherche pour le développement en coopération) à Dakar. Le phénomène est le plus souvent lié à une modification des comportements humains, surpâturage, pression démographique, défaut d'engrais ou épuisement des nappes par irrigation. « *Au sud du Sahara, on a les recettes techniques*, assure le chercheur. *Mais cela capote par méconnaissance économique et sociale des systèmes agraires. Il faudrait plus de juristes spécialistes du foncier* », de préférence africains. Il est techniquement possible de réhabiliter des sols épuisés. Jean-Pierre Rossignol, de l'Institut national d'horticulture d'Angers, cite des expérimentations au Mexique et en Equateur. Reconstitués au bulldozer, dénués de matière organique, mais amendés et repeuplés par des plantes « colonisatrices », les sols érodés ont pu être rendus à la culture du maïs. Mais à un coût bien trop élevé pour les paysans locaux (1 500 dollars l'hectare).

Formidable réservoir de carbone longtemps négligé, les sols font, enfin, une entrée fracassante dans le débat scientifique le plus chaud de cette fin de siècle, celui du changement climatique. La matière organique (humus et biomasse) qu'ils renferment contient trois fois plus de carbone que toute la végétation terrestre, rappelle Garrison Sposito, de l'université de Berkeley (Californie). « *Chaque année, la respiration des sols rejette de 4 % à 5 % de ce carbone sous forme de CO_2. Soit dix fois le volume produit par l'utilisation des énergies fossiles.* » Il en va de même pour l'azote. Ces gaz sont naturellement recaptés sous forme de biomasse. Sauf quand l'homme s'en mêle. Le drainage des tourbières, les défrichements de zones tropicales humides ou les rizières contribuent au relargage de gaz à effets de serre – CO_2, oxyde d'azote (N_2O) et méthane (CH_4) dans des proportions non négligeables. Les chercheurs espèrent découvrir le moyen de refaire du sol un « puits » à gaz à effet de serre.

Certains suggèrent de réévaluer le rôle de l'agriculture intensive dans les pays développés. Ils affirment que la culture du blé et du maïs pratiquée aux Etats-Unis a réduit de 32 millions de tonnes les pertes de carbone dans l'atmosphère depuis les années 50. Préliminaires et controversés, ces travaux réconforteront les agriculteurs, souvent accusés de tous les outrages causés aux sols.

H. M.

L'érosion, un phénomène saisonnier

LES RISQUES D'ÉROSION PAR PETITES RÉGIONS AGRICOLES EN AUTOMNE

RISQUE :
TRÈS FAIBLE
FAIBLE
MOYEN
FORT
TRÈS FORT

ZONES :
URBANISÉES
DE HAUTE MONTAGNE
HUMIDES

PAS D'INFORMATION

Cette carte décrit la probabilité pour que des phénomènes d'érosion surviennent au sein de régions agricoles. Cet aléa, lié principalement à la pluviométrie, varie selon les saisons. Plus sensible en été (orages) en zone méditerranéenne, il affecte le nord de la France en hiver. On limite le phénomène en évitant de laisser les sols nus en hiver, en labourant perpendiculairement à la pente, ou en faisant obstacle au ruissellement (herbes, talus, haies bocagères).

TROIS QUESTIONS À...

ALAIN RUELLAN

1 Le Congrès mondial de la science du sol, que vous venez de présider, a décidé de lancer un groupe de travail consacré aux changements globaux. Pourquoi cette nouvelle orientation ?

On a, jusqu'ici, accordé un rôle prépondérant à l'industrie, aux combustibles fossiles dans l'apparition du réchauffement climatique. Or on s'aperçoit que toutes les activités humaines y contribuent. L'un des problèmes majeurs consiste à étudier le rôle des différentes agricultures dans la production des gaz à effet de serre. On ne peut empêcher la riziculture asiatique de nourrir les populations, mais il faut faire des recherches pour limiter son apport de méthane à l'atmosphère.

Par ailleurs, il convient d'anticiper les effets du réchauffement sur les sols. On n'y voit pas encore très clair, mais cela risque de se traduire par une aridification des zones proches du Sahara. A l'inverse, le phénomène sera beaucoup plus positif dans les zones périarctiques, où les sols vont dégeler et devenir productifs.

2 Vous plaidez pour que l'on considère le sol comme un patrimoine, au même titre que l'air et l'eau. Ce patrimoine est-il menacé ?

Ce qui nous inquiète, c'est que la dégradation des terres est actuellement plus rapide que leur mise en valeur. Or, le sol est une ressource de formation lente. Il est clair que l'activité humaine accélère l'érosion, mais nous ne savons pas si elle contribue, par ailleurs, à la reformation du sol. On peut renouveler un sol à l'échelle humaine, mais il faut prendre conscience que l'agriculture peut être destructrice, tout comme l'urbanisation, l'industrie ou les épandages d'effluents. Les spécialistes du sol ont, à ce sujet, une responsabilité scientifique, un devoir d'interpellation.

3 Il y a quelques décennies, on annonçait que la planète ne pourrait nourrir l'humanité. Ces prédictions ne se sont pas réalisées. La science des sols offre-t-elle une meilleure visibilité sur ces enjeux ?

Le potentiel de la planète est loin de l'épuisement. On considère que nous n'utilisons que la moitié des ressources cultivables. Mais ce n'est pas parce qu'il y a des sols disponibles qu'il est facile de les utiliser. Par exemple, une partie du Brésil n'est pas bien exploitée parce que de larges surfaces restent entre les mains de grands propriétaires. Dans des régions prédésertiques comme le Sahel, c'est l'eau qui manque. D'une manière générale, les facteurs limitants sont l'eau et le partage foncier.

Propos recueillis par Hervé Morin

L'affaire du tchernoziom ou la naissance d'une discipline

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Le Russe Vassili Dokoutchaev (1846-1903) est considéré comme le père de la pédologie. Scientifique à l'âme de détective, il s'était lancé sur la piste du tchernoziom. Ce sol noir, datant du permien, considéré comme extrêmement fertile, faisait l'objet d'intenses spéculations à la fin du siècle dernier. Aussi Dokoutchaev décida-t-il d'aller l'étudier en place, fondant par là même une nouvelle discipline. « *Qu'est-ce qu'un bon tchernoziom ? La pédologie est née de cette question, d'une entreprise de moralisation contre des escroqueries* », assure Jean Boulaine. Pour cette figure de la pédologie française, qui a retracé l'histoire de l'agriculture et de l'agronomie, l'évolution des sociétés humaines et celle des sols n'ont cessé de se façonner mutuellement.

« *Au milieu du XIXe siècle*, rappelle-t-il, *la France a épuisé le phosphore contenu dans la terre arable.* » Les rendements stagnent, alors que la population n'a cessé de s'accroître au fil des siècles. C'est l'Allemand Justus Liebig qui, le premier, en 1840, établit les bases d'une relation entre la chime et l'agriculture, en montrant que ce n'est pas l'humus, mais le phosphore, le potassium et l'azote qui sont les éléments essentiels au bon développement des végétaux.

Mais, contrairement aux pays nordiques, la France ne se range pas immédiatement à ces conceptions. La proposition faite en 1855 à la société d'agriculture d'utiliser les terres de cimetière comme fumure (le phosphore a été séquestré dans les squelettes au fil des générations) fera scandale. Finalement, après la découverte de gisements de phosphates en Afrique du Nord, « *c'est l'acide sulfurique, utilisé pour les solubiliser, qui sauvera la France* », estime le pédologue. L'ère des engrais est ouverte, qui permettront de multiplier par six ou sept les rendements des années 30. Les Etats-Unis s'y mettront tardivement eux aussi : « *Les colons américains croyaient avoir trouvé la Terre promise... Ils ont mis un demi-siècle à comprendre qu'il fallait fertiliser.* »

Marquée par cette empreinte productiviste, la science des sols fera longtemps, dans l'Hexagone, la part belle à la physicochimie. « *Aujourd'hui, la discipline qui monte, c'est la biologie : fonction des vers de terre et des racines, aération, bilan hydrique*, détaille Jean Boulaine. *Les recherches en environnement, sur la pollution, l'érosion notamment, sont encore marginales.* » Selon lui, le débat avec les écologistes commence à peine, non dénué de malentendus. « *Nos engrais sont trop naturels*, lance-t-il, provocateur. *Il faudrait les rendre plus chimiques qu'ils ne le sont pour en faire des engrais plus purs, dénués de métaux lourds. Expliquer cela à des écologistes, c'est difficile.* »

H. M.

Les pôles terrestres, modèle pour l'étude de la vie... sur Mars

L'ARCTIQUE et l'Antarctique deviennent le lieu d'expérimentation favori des chercheurs qui préparent l'exploration intensive de Mars, prévue jusqu'en 2005. Les conditions météorologiques qui règnent dans ces zones glaciales et désolées rappellent, par certains aspects, celles qu'a peut-être connues la Planète rouge au cours de son histoire.

Une équipe de vingt scientifiques de la NASA et de plusieurs organismes de recherche américains vient d'effectuer, du 22 juin au 26 juillet, une mission sur l'île Devon, dans l'Arctique canadien, pour y étudier le cratère Haughton, formé il y a vingt-trois millions d'années par la chute d'une météorite. Les chercheurs considèrent en effet ce site comme « *un analogue potentiel de Mars* », dans la mesure où « *plusieurs de ses caractéristiques géologiques, tels les terrains riches en glace du cratère, les anciens sédiments du lac, et le réseau constitué par les petites vallées voisines, ont des traits communs avec certains aspects de la surface de la Planète rouge* ».

De nombreux caractères du sol martien sont attribués à des processus périglaciaires dus à la neige, à la glace et au permafrost. Mais, pour l'instant, l'origine et l'évolution des nombreux réseaux de vallées martiennes demeurent inconnues, bien que plusieurs méthodes de formation aient été proposées. L'expédition, qui dispose d'un budget de 80 000 dollars (480 000 francs), va donc étudier attentivement la région du cratère, son sous-sol, les éclats de roches produits par l'impact de la météorite, ainsi que l'importance et la durée du flux de chaleur au moment du choc. Cela afin d'établir dans quelle mesure un tel événement, en créant un lac d'eau chaude, peut fournir des conditions favorables à une chimie prébiotique, et donc à la vie.

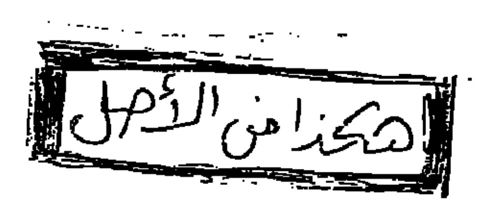
Indice supplémentaire : une forme de vie a été découverte par une équipe de scientifiques américains aux antipodes, en Antarctique, dans les inclusions d'eau existant dans la glace épaisse de 3 à 6 mètres, qui recouvre en permanence les lacs des vallées McMurdo. Ces inclusions se créent en été, sous l'action de la chaleur, à proximité des sédiments et de la matière organique piégés dans la glace. Après avoir prélevé des carottes de glace sur six lacs de la région, ces chercheurs ont montré qu'elles contiennent « *un consortium microbien complexe capable d'effectuer la photosynthèse, de fixer l'azote et de se décomposer* » (*Science*, 26 juin).

Une étude plus affinée du lac Bonney leur a permis de découvrir dans la glace, à deux mètres de profondeur, une importante population de bactéries et de cyanobactéries (bactéries qui pratiquent la photosynthèse) attachée aux sédiments. « *Ces cyanobactéries sont vivantes, autosuffisantes, et en cours de croissance. Elles se sont adaptées aux variations de températures, très froides en hiver, et voisines en été de la température de congélation de l'eau* », précise Stephen Giovannoni, professeur de microbiologie à l'université d'Etat de l'Orégon, l'un des coauteurs de cette étude.

Les travaux américains complètent des recherches effectuées précédemment dans les lacs des vallées MacMurdo. On sait, « *depuis au moins une vingtaine d'années, que les endroits situés sous la glace sont pleins de vie* », explique Jean-Robert Petit, directeur de recherche au laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement (LGGE), à Grenoble. « *La carapace de glace qui recouvre les lacs provoque un effet de serre. La température de l'eau, en dessous, peut atteindre 20 °C*, précise le chercheur français. *On a découvert il y a quelques années que le fond de ces lacs était recouvert d'un véritable tapis microbien.* » En octobre 1991, un rapport de la National Science Foundation (NSF) américaine faisait le point des recherches sur les vallées McMurdo et leur écosystème et spécifiait que ces tapis microbiens sont « *composés pour l'essentiel de cyanobactéries et d'algues unicellulaires microscopiques, les diatomées* ».

A l'époque, les scientifiques pensaient que l'étude de la microfaune de ces vallées de l'Antarctique pouvait les éclairer sur l'origine de la vie sur la Terre. Aujourd'hui, ils estiment qu'elle pourrait également servir de modèle à la recherche d'éventuelles formes de vie sur Mars ou sur Europe, un satellite de Jupiter recouvert d'une banquise.

Christiane Galus





A Venise, en juillet, Marc Sadler dans son agence.

GÉRARD RONDEAU

DESIGNERS DANS LE SIÈCLE

Marc Sadler, anatomie de la ligne pure

Comment un expert en matériaux nouveaux dialogue avec l'industrie

Après « Charlotte Perriand, une femme dans le fauteuil des hommes » (Le Monde *du 1er août*), « Pierre Paulin, les années de la remise en formes » (Le Monde *du 8 août*). « Richard Sapper, ces objets qui nous veulent du bien » (Le Monde *du 15 août*) et « Philippe Starck, le populaire est élégant, le rare est vulgaire » (Le Monde *du 22 août*), nous avons rencontré Marc Sadler.

SI LES COLLECTIONNEURS amateurs des sources de la créativité de cette seconde moitié du siècle recherchent les attelles, découpées dans du contreplaqué moulé à chaud, que Charles Eames conçut pour l'armée américaine en 1942, ce n'est pas par excessive manie mais parce que ce sont les premières applications d'une technique qui allait ensuite se déployer dans le civil, avec la chaise.

C'est un raccourci d'une définition générale du design tel qu'on le pratique aujourd'hui, qui serait d'adapter aux corps et aux gestes humains un environnement de plus en plus technique. D'assouplir, d'arrondir les angles. Et d'intercéder entre l'homme et les machines de plus en plus complexes qu'il ne cesse d'inventer. Même en temps de paix.

Désormais, le design est dans tout. Equipe intégrée ou spécialiste invité, les servants de la discipline dans le monde industriel interviennent partout pour donner une forme au progrès et faire savoir au consommateur, par le dessin et l'allure, la somme de recherches technologiques dont il est censé bénéficier. Economiser de la matière, simplifier la production et exprimer un message d'efficacité et, si possible, d'harmonie. *« Mettre plus d'intelligence dans le produit »*, dit Marc Sadler, un de ces hommes de l'ombre auxquels les grandes sociétés font appel. Un de ceux qui n'hésitent pas à prendre l'initiative, à présenter des maquettes et à déposer des brevets, avant même de trouver un entrepreneur. Et dont les inventions ont fini par former autour de l'idée de vitesse, de mouvement, qui est la marque de l'époque, une barrière souple de sécurité, de confort et de protection performantes.

Comme si, sans qu'il le formule de cette façon, mais son travail le suggère, il avait le souci permanent de préserver l'unique – une seule vie, un seul corps – et de rappeler que la plus belle des machines, c'est l'être humain.

Fragments de maquettes, écorchés de sièges prototypes, planches d'anatomie. Quand on entre dans l'agence-loft de Marc Sadler à Venise, vaste rez-de-chaussée carrelé éclairé par le toit, à l'arrière d'un palais du quartier de Canareggio, on hésite entre l'atelier d'un ébéniste futuriste qui équiperait des navettes spatiales et l'amphithéâtre d'un cours de chirurgie osseuse. Des maquettes en polystyrène de chaussures de sport de géant et des combinaisons de cuir pour motard complètent le décor impromptu, tandis qu'une jeune dentellière de l'informatique fignole à l'écran la structure d'une poignée de porte encore jamais vue. Ou le dessin final d'un lit d'hôpital hospitalier.

Base de travail, en connexion invisible avec d'autres collaborateurs spécialistes et pointus, qui exercent à des horaires de leur choix à vingt ou trente kilomètres de là, en relation aussi avec des clients-fabricants installés en Vénétie ou à Milan, à Paris ou à Portland, Oregon, sur la côte ouest des Etats-Unis : le studio virtuel est né. Un téléphone dans une voiture, un carnet de croquis qui ne sera jamais loin pour préciser une idée (maîtres en *timing*, les designers semblent économes de leur temps comme ils veulent l'être de la matière), et n'importe quel avion, n'importe quelle table de café devient bureau.

« Hollandais volant » du design comme beaucoup de ses confrères, Marc Sadler a rarement les deux pieds dans la même ville, dans le même pays. Avec plus de détermination que d'autres peut-être, il a été l'artisan de son parcours international. Français né à Innsbruck (Autriche) en 1946 pour cause de parents militaires (sa mère travaillait dans le contre-espionnage), il étudie après une adolescence parisienne à l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, dont il est diplômé. Elève de Roger Tallon, « le » designer industriel à la française de ces années-là, celui de Téléavia et du TGV notamment, il se déclare fidèle à cette démarche d'esthétique industrielle. Pas si loin de la pensée en vigueur chez Braun, ou encore proche de Raymond Loewy, le Franco-Américain qui dessina des locomotives, une Studebaker et refaçonna le paquet de Lucky Strike. Tous à la recherche, comme Marc Sadler l'admet pour lui-même, de la « ligne pure ».

Coque de protection articulée pour la moto de course (marque Dainese). D.R.

« C'est mon travail, la gestion de la forme. Antenne du goût, de la sensibilité, je transforme une chose en objet moderne qui devra être encore bien dans cinq ans. Je veux faire un produit de consommation qui va faire plaisir aux Français, aux Allemands, aux Italiens. C'est ça l'industrial design… Pas la chaise avec des ailes. »

Première pratique professionnelle en Italie du Nord. Dix ans d'Amérique (dont sept à la tête d'une agence à son nom, Marc Sadler Design, à New-York) lui ont donné l'occasion de participer à l'explosion commerciale et inventive des équipements sportifs, qui fut d'abord une manière pour les jeunes Noirs de s'affirmer, de s'identifier à des héros. *« J'ai eu cette chance de faire des produits en millions d'exemplaires que tout le monde porte, et on ne sait pas de qui c'est »*, dit Marc Sadler.

Innovations techniques destinées à la pratique de la course ou du tennis, détournées en gimmicks pour la frime. Design sophistiqué de la structure, alors que l'aspect extérieur jouait la surenchère des motifs. Travail avec Puma, Adidas, naissance et développement de Reebok, suprématie de Nike. *« J'ai pu créer jusqu'à 350 modèles par an, que l'on faisait fabriquer en Chine, à Taïwan. Pas de plans, on modifiait les projets en volume, sur maquette et sur prototype. C'est aujourd'hui un marché qui doit se renouveler. La demande a complètement chuté, on croit qu'elles sont toutes pareilles. Les gens demandent autre chose. »*

Et quand il s'est agi récemment de dessiner une sandale pour Nike, il mettra en jeu sa connaissance des matériaux, allant chercher dans d'autres industries le granulé d'éthyl-vinyle-acétate injecté puis expansé (utilisé pour des roues de poussette) afin de mettre au point un article original, fabriqué en Europe, qui ne puisse être immédiatement copié en Asie. Une simple sandale mais avec une technicité qui justifie le logo symbole du pied léger.

Le designer est un *« chef d'orchestre »*, en dialogue avec les ingénieurs et les commerciaux. *« Nous sommes au service de l'industrie, l'industrie est au service du marché »* : on ne peut prendre plus sérieusement un rôle au sérieux… Habile à croiser les techniques, à déplacer d'une branche à l'autre les matériaux rencontrés, Marc Sadler adopte, à chaque intervention, des diagonales de recherche.

Pour un fabricant de bureaux italien, il a conçu un lit d'hôpital dont la structure est rendue à la fois plus rigide et moins lourde (à déplacer) par l'injection de gaz fréon. Pour le constructeur de cuisines Boffi, il signe une série de meubles en aluminium et en plastique ; et si les services commerciaux lui demandent d'étudier cinq coloris pour les portes des placards, ce sera l'incolore translucide (celui qu'il aurait choisi pour lui) qui emportera l'adhésion de la clientèle.

« On ne fait pas de la sculpture », répète le designer « industriel ». Quand il met au point une applique lumineuse dans une matière plastique souple et reçoit au Salon de Milan la distinction du Compasso d'Oro, cela ne lui suffit pas, car il regrette que le fabricant – Flos – la considère seulement comme un objet décoratif et renonce aux autres applications (garage, salle de bains, etc.) prévues dans le projet initial.

Plutôt ingénieur, pas du tout « décorateur ». Pour faire pivoter son fauteuil en cuir (pour Cassina), il lui donne une roue comme un train d'atterrissage, très techno. Et quand il commence à réfléchir avec Salviati, le verrier de Murano, à la manière d'associer la lumière électrique aux productions de la *furnace*, ce n'est pas pour faire des luminaires mais pour *« faire vibrer la matière »*, rendre *« moins lointain et froid »* l'objet en verre. Et marier la tradition vénitienne avec les technologies d'aujourd'hui.

Sandale Nike fabriquée en Italie (1996). D.R.

Si Marc Sadler est devenu cet alchimiste des matières plastiques et si vingt-cinq ans d'activité pour l'industrie en Italie, aux Etats-Unis ou en Chine ont fait de lui un spécialiste des articles proches du corps humain, ce n'est pas par hasard, mais par accident. Une mauvaise chute aux sports d'hiver, en 1967, une cheville fracturée, mal soignée, puis opérée deux fois en Amérique lui laissent le temps d'imaginer la révolution dans la chaussure de ski : les fabricants français ne seront pas les premiers à l'admettre. Ce sera déjà l'Italie, des entreprises petites et moyennes en Vénétie, Caber (qui vendra un million et demi de paires du modèle Pioneer), puis les autres suivront, Nordica, etc. Chaussures moulées en plastique injecté, chaussons intérieurs gonflables, couleurs vives, la technique évolue au rythme soutenu de l'engouement pour les sports de glisse.

Venise est une adresse inattendue pour installer un bureau de design travaillant avec le monde entier, même si on peut penser que la cité lagunaire, savante et ouverte sur l'extérieur, appartenait de droit à la nouvelle irréalité interstellaire. Sur la terre ferme, la Vénétie ne cache pas son allant et ne ménage pas son énergie. Cette région encore rurale autour de Vicenza est une ruche où, au détour d'un village ou d'une cité médiévale appuyée sur des collines, des usines propres font tourner les machines, l'emploi, les idées et l'exportation.

Parmi les arbres fruitiers, l'usine Dainese, à Molvena, a des airs de laboratoire : numéro un de l'équipement du motard averti, ses combinaisons en cuir, avec aigle stylisé sur le dos, sont aussi des prodiges de technicité. Complice actif du développement de l'entreprise depuis vingt ans, Marc Sadler est de ceux qui lui ont permis de s'imposer, notamment en dotant les coureurs de cette « savonnette » qui améliore la performance quand ils plient genou au sol dans les virages décisifs.

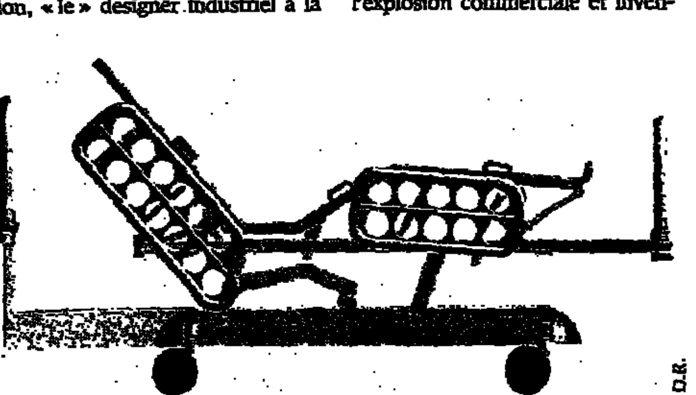
Le matériau utilisé est le teflon – adhésion minimale –, mais, dans le musée évolutif de l'habit de ces modernes champions, on peut retrouver les versions précédentes de cet accessoire, étudier les griffures et les blessures du cuir et faire progresser la découpe, les coudières et genouillères d'un vêtement de travail d'un genre un peu particulier.

« Je veux faire un bon fer à repasser, pas seulement un fer qui finisse au Moma »

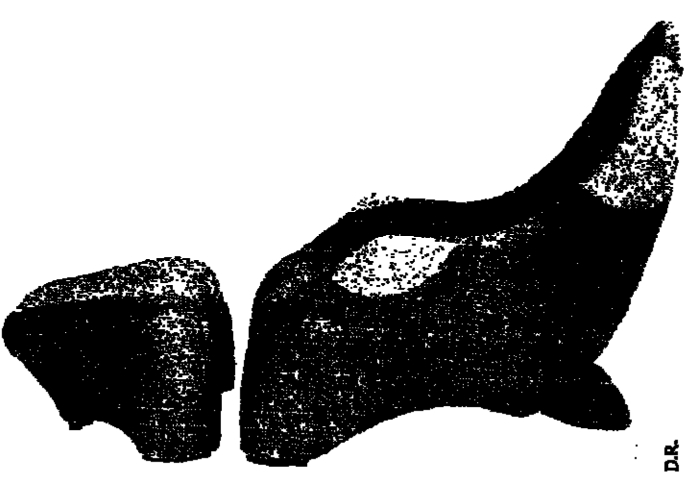
Moins spectaculaires et plus vitales, les carapaces articulées que Marc Sadler et les équipes de Dainese ont imaginées pour protéger le dos en cas de chute sans entraver les efforts musculaires ressemblent à des armures d'insectes, tandis que d'autres vêtements, blousons en fine résille légère et noire avec coudes et épaules renforcés, suspendus parmi les lourdes tenues en cuir, évoquent des toreros de la route, combattant un ennemi invisible et implacable, le risque mal calculé. Il ne s'agit pas ici de faire joli, mais de penser sécurité et survie.

C'est aussi l'idée de ce casque de motard gonflable qui, tel un airbag, se déploierait seulement en cas de chute. Encore à l'étude. Mais toujours avec ce même sérieux dont Marc Sadler semble ne jamais se départir quand, à propos de la collaboration qu'il vient de commencer en France avec Moulinex, il déclare : *« Je veux faire un bon fer à repasser, pas seulement un fer qui finisse au Moma. »* Marc Sadler a bien dit : *« pas seulement »*.

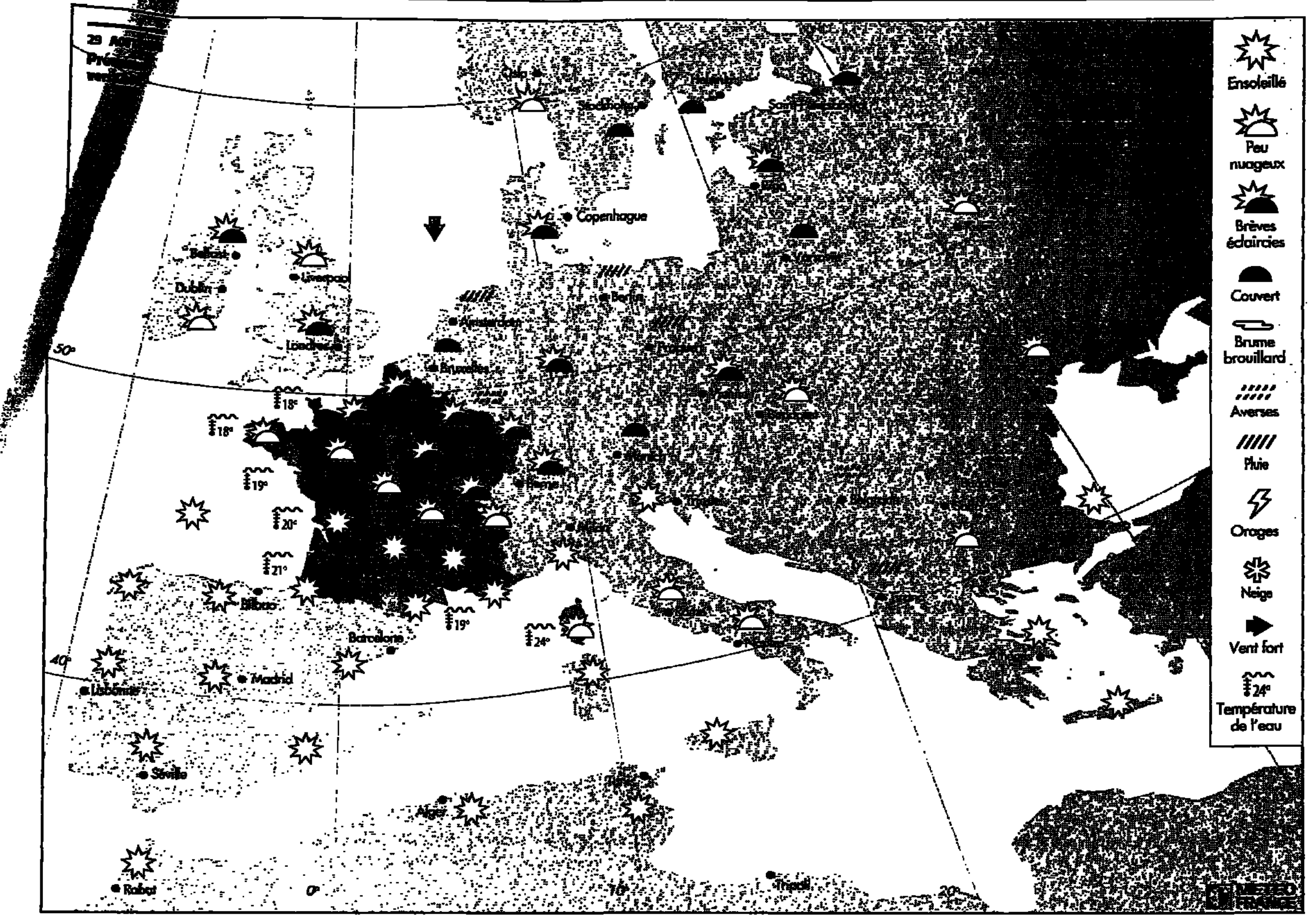
Michèle Champenois



Lit d'hôpital Airstream pour le constructeur Faram (1998). D.R.



Fauteuil en cuir sur roulettes pour Cassina (1998). D.R.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** Familier des expéditions destinées aux jeunes sur le continent nord-américain, Council Travel commercialise les circuits d'American Adventures : minibus et camping aux étapes. Exemple, le « California dreaming », trois semaines au départ de Los Angeles pour découvrir la côte pacifique, de San Diego à San Francisco, et les parcs nationaux (Yosemite, vallée de la Mort, Grand Canyon, etc.). Âge minimum 18 ans, moyenne d'âge 18-38 ans. Douze passagers par minibus, de toutes nationalités. Itinéraire modifiable selon la météo, un événement sportif, une fête : à partir de 6 185 F en septembre (en sus : l'avion Paris-Los Angeles, autour de 3 400 F, taxes incluses). Vente par téléphone : 01-44-41-89-80, avec carte bancaire par fax.

■ **BELGIQUE.** Vélos gratuits dans la capitale belge pendant six semaines à partir de neuf stations de métro. Cette opération baptisée « Pédalez à l'œil » est destinée à sensibiliser la population de Bruxelles aux solutions alternatives à l'automobile. Le prêt de la bicyclette court sur 24 heures maximum (48 heures le week-end) avec présentation de papiers d'identité permettant l'établissement d'une carte magnétique. Une franchise de 2 500 FB (environ 400 F) est demandée en cas de vol.

■ **FRANCE.** Le *Guide des séjours amoureux Provence-Côte d'Azur*, de Simone Verdière et Jean-Paul Griffoulière, qui vient de paraître aux éditions Impla (186 p., 129 F), sélectionne hôtels de charme et bonnes tables. Une photo en couleurs illustre chaque établissement.

Fraîcheur

SAMEDI, même si le champ de pression est élevé sur la France, l'anticyclone centré sur l'Angleterre dirige un flux de nord assez frais sur le pays. Dans ce flux, des nuages descendant de la mer du Nord affectent les régions au nord de la Seine. L'ouest et le sud du pays peuvent s'enorgueillir d'un soleil plus conquérant.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le soleil qui devra composer avec des passages nuageux en Basse-Normandie se montrera de plus en plus en allant vers la frange atlantique. Il fera de 18 à 21 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le ciel fera grise mine des côtes de la Manche à la Picardie et à la frontière belge. Les éclaircies timides en Ile-de-France deviendront plus larges en allant vers le Berry. Il fera de 18 à 22 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages resteront prédominants et il faudra prendre la route de la Bourgogne ou de la Franche-Comté pour se faire une petite place au soleil. De belles éclaircies reviendront l'après-midi près de la frontière allemande. Il fera de 16 à 20 degrés du nord au sud.

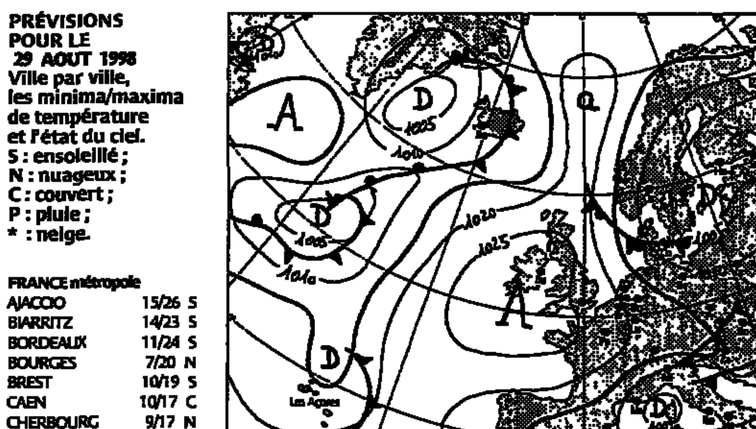
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – La journée se présentera sous les meilleurs auspices avec un soleil bien généreux en général. Seul le Poitou pourra voir défiler quelques nuages. Les températures de saison seront comprises entre 22 et 26 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Malgré un soleil souvent présent, le mercure sera paresseux et aura du mal à dépasser 19 à 23 degrés du nord au sud. Un petit vent de nord persistera en vallée du Rhône. Quelques nuages sans conséquence circuleront du Bourbonnais au Chablais.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Malgré quelques cumulus du côté alpin, c'est le soleil qui restera en haut de l'affiche. Quant au vent, il faiblira mais pourra encore atteindre 50 km/h dans les Bouches-du-Rhône. Il fera de 24 à 28 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 29 AOUT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

Ville	Min/max	Ciel
FRANCE métropole		
AJACCIO	15/26	S
BIARRITZ	14/23	S
BORDEAUX	11/24	S
BOURGES	7/20	N
BREST	10/19	S
CAEN	10/17	C
CHERBOURG	9/17	N
CLERMONT-F.	7/21	S
DIJON	7/19	N
GRENOBLE	8/23	S
LILLE	10/18	C
LIMOGES	9/22	S
LYON	9/21	N
MARSEILLE	13/25	S
NANCY	7/17	C
NANTES	9/21	S
NICE	16/26	S
PARIS	9/19	N
PAU	10/24	S
PERPIGNAN	14/27	S
RENNES	9/20	S
ST-ETIENNE	7/21	S
STRASBOURG	7/17	C
TOULOUSE	10/25	S
TOURS	8/20	N
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	23/31	P
FORT-DE-FR.	26/32	S
NOUMEA	20/25	C
PAPEETE	23/29	S
POINTE-A-PIT.	26/32	N
ST-DENIS-RÉ.	20/25	C
EUROPE		
AMSTERDAM	10/15	P
ATHENES	23/29	S
BARCELONE	19/25	S
BELFAST	13/18	N
BELGRADE	9/17	P
BERLIN	11/15	P
BERNE	6/18	S
BRUXELLES	9/16	C
BUCAREST	11/18	P
BUDAPEST	10/20	N
COPENHAGUE	10/17	N
DUBLIN	11/18	N
FRANCFORT	8/17	N
GENEVE	9/21	S
HELSINKI	10/15	C
ISTANBUL	22/31	S
KIEV	11/17	N
LISBONNE	17/22	S
LIVERPOOL	13/18	S
LONDRES	13/20	N
LUXEMBOURG	7/16	N
MADRID	18/31	S
MILAN	15/26	S
MOSCOU	10/13	P
MUNICH	8/16	C
NAPLES	20/25	N
OSLO	8/17	S
PALMA DE M.	17/28	S
PRAGUE	8/14	P
ROME	14/24	N
SEVILLE	17/31	S
SOFIA	10/20	N
ST-PETERSB.	11/15	C
STOCKHOLM	10/15	C
TENERIFE	18/25	S
VARSOVIE	10/15	C
VENISE	14/23	S
VIENNE	12/18	N
AMÉRIQUES		
BRASILIA	19/32	S
BUENOS AIR.	5/15	S
CARACAS	26/33	C
CHICAGO	18/28	N
LIMA	14/19	N
LOS ANGELES	20/29	S
MEXICO	14/22	C
MONTREAL	20/25	P
NEW YORK	24/30	C
SAN FRANCIS.	14/21	N
SANTIAGO/CHI	3/19	S
TORONTO	20/26	N
WASHINGTON	23/33	S
AFRIQUE		
ALGER	17/29	S
DAKAR	27/30	C
KINSHASA	20/32	S
LE CAIRE	24/35	S
MARRAKECH	18/34	S
NAIROBI	14/22	N
PRETORIA	10/23	S
RABAT	17/23	S
TUNIS	21/30	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	25/30	P
BOMBAY	26/29	P
DJAKARTA	27/31	C
DUBAI	31/40	S
HANOI	29/32	P
HONGKONG	27/30	C
JERUSALEM	25/34	S
NEW DEHLI	26/33	N
PEKIN	20/25	N
SEOUL	20/26	N
SINGAPOUR	26/29	P
SYDNEY	12/18	S
TOKYO	26/29	P



Situation le 28 AOUT - 0 heure TU

Prévisions pour le 30 AOUT - 0 heure TU

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 98206

• *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II					■							
III			■				■					
IV										■		
V				■					■			
VI			■				■			■		
VII			■								■	
VIII								■				
IX		■				■				■		
X												

HORIZONTALEMENT

I. Moyen de transport non polluant. – II. Travailla sur l'œil. Fonctionne plutôt mal. – III. Aide à faire le tour. Ailes anglaises. Royale pour des larves. – IV. Poussions à bout. Dans la débâcle. – V. Rejeté. Surface agraire ancienne. Parti depuis peu de temps. – VI. En visite. Pour les intimes de Mme Perón. Sur les plaques bataves. Fait la liaison. – VII. Personnel retourné. Se servir à coups de bec. – VIII. Font baisser les prix. Un droit pour tout bloquer. – IX. Mie en miettes. Eut chaud. Respecte l'anonymat. – X. Mettent à l'écart de manières délibérées.

VERTICALEMENT

1. Préparent les jeunes plants et les jeunes talents. – 2. Délire aigu. – 3. Bas de gamme. Suit la précédente. Ailes russes. – 4. Drapé indien. Croître en plein champ. – 5. Retour du passé. – 6. Produit l'effet que l'on espérait. – 7. Coule en Italie. Noir dans le désert. Montagne de Thessalie. – 8. Passent à l'huile. La moitié de tout. – 9. Ils ont brouté dans nos prairies. Fis sortir le gibier. – 10. Un grain suffit pour la ramener. Ile. – 11. Préparée comme une peau. Baissé pour faire des confidences. – 12. Leur qualité dépend bien souvent du chef.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98205

HORIZONTALEMENT

I. Convalescent. – II. Epouvante. Or. – III. Seule. Tarama. – IV. Arec. Cérès. – V. Retable. Ment. – VI. It. Niu (uni). Polir. – VII. Etai. Branlée. – VIII. Neuss. Aniers. – IX. Déversa. As. – X. Eté. Poe. Lèse.

VERTICALEMENT

1. Césarienne. – 2. Opérette. – 3. Nouet. Aude. – 4. Vulcanisé. – 5. Ave. Bi. SVP. – 6. La. Club. EO. – 7. Entée. Rare. – 8. Star. Pans. – 9. Cérémonial. – 10. Aselle. – 11. Nom. Nieras. – 12. Traîtresse.

PHILATÉLIE

La Cité interdite et le palais du Louvre

LA CHINE ET LA FRANCE procéderont, lundi 14 septembre, à l'émission conjointe de deux timbres aux mêmes motifs. Dessinés et mis en page par l'artiste français Claude Andréotto, ils se distinguent, bien évidemment, par leurs valeurs faciales – 3 F et 4,90 F pour la France – et par leurs inscriptions légales différentes.

Le premier représente le palais de l'Harmonie suprême, situé au sein de la Cité interdite, à Beijing, édifié de 1406 à 1420. Ce bâtiment est supporté par vingt-quatre colonnes de bois de camphrier massif de 28 mètres de haut et accueillait les cérémonies officielles. Le second est consacré au palais du Louvre et rappelle le timbre à 4,40 F sur le Grand Louvre émis en 1993.

Ces timbres, au format horizontal 36 × 26 mm, sont imprimés en héliogravure en feuilles de quarante exemplaires.

P. J.

★ **Vente anticipée à Paris par les deux pays émetteurs, avec possibilité d'oblitération commune, les samedi 12 et dimanche 13 septembre, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'hôtel Matignon, 57, rue de Varenne (7e arrondissement).**





EN FILIGRANE

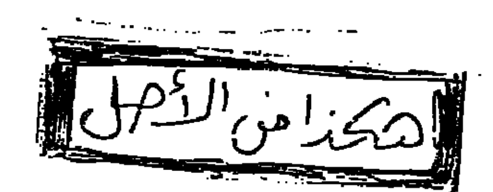
■ **Autour de 1848.** Le docteur Jean-François Gibot vient de publier *Autour de 1848*, une brochure de quarante pages qui traite de la période de la révolution de 1848 à travers les correspondances de l'époque. L'auteur articule son étude autour de deux séries d'archives : la première d'Henri Saint-Romme, de Roybon (Isère), qui fut procureur général, élu à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée législative ; la seconde, familiale, qui couvre la partie répressive des journées de juin 1848, puisqu'il s'agit de la correspondance d'un « transporté » (60 F, auprès de l'Union marcophile, 19, avenue du Châtelet, 77150 Lésigny).

■ **Marcophilie américaine.** Paul Brenner, un philatéliste américain, a ouvert un site Internet sur lequel on retrouve les illustrations des oblitérations commémoratives mises en service aux Etats-Unis : cinquantième anniversaire de la brigade des pompiers de Farmington, Festival du melon à Birch Run, le 1er août, etc.

http : //home.earthlink. net/~postmark1

■ **Vente.** Au catalogue de la vente à prix nets Rivoli-Philatélie (146, rue de Rivoli, 75001 Paris), on notera en vedette le *Peynet* qui fut accidentellement, en 1985, émis sans valeur faciale ; la cote de cette rareté atteint 79 000 F. Le 5 F + 5 F de la première série *Orphelins* est proposé à 13 000 F.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

SALON La deuxième édition du Midem Latin America and Caribbean s'est tenue à Miami Beach (Floride) du 25 au 28 août. Ce salon professionnel, où 3 000 participants venus de 64 pays ont été comptabilisés, a confirmé son implantation sur un marché transnational émergent dont les règles ne sont pas encore clairement définies. ● Part importante de ce salon, la musique cubaine a souffert des tracas administratifs qu'a fait subir la ville de Miami aux artistes venus de l'île de Fidel Castro. Le comté de Miami est en effet peu enclin à ouvrir une quelconque brèche dans la loi sur l'embargo dans le commerce avec Cuba, décrétée par les Etats-Unis. ● La position des partisans de l'embargo va pourtant à l'encontre de la réalité artistique et commerciale : les artistes cubains sont de plus en plus présents sur le marché et la scène américaine.

Musique, politique et commerce à Miami

Les musiciens cubains, invités du Midem latino de Miami Beach, ont souffert de l'intransigeance des partisans de l'embargo commercial avec Cuba. Pourtant, leur présence sur la scène et le marché américain est de plus en plus forte

MIAMI
de notre envoyée spéciale

« Je salue l'émigration cubaine à Miami, j'admire sa culture, mais je ne comprends pas la discrimination. Je suis Cubain, et tous les hommes ont le droit d'être là où ils veulent. Je peux chanter partout, et pourquoi pas ici ? » Complet blanc, panama sur la tête, Compay Segundo, cubain de Cuba, nouvelle star mondiale de la musique de l'île, 90 ans bien tassés, était officiellement invité à chanter à Miami pour la première fois, le 25 août. A peine arrivé de Madrid, où il venait de se produire, ce défenseur de la joie, moyen idéal de se garder frais, était confronté à l'hostilité de l'« *exilio cubano* », la communauté cubaine réfugiée à Miami, dont la Fundacion Nacional Cubano Americana est l'incarnation la plus radicale. Chucho Valdes et Irakere, compagnons de concert pressentis, attendaient encore à La Havane un visa d'entrée sur le territoire américain que l'immigration américaine leur délivra une heure avant le début du concert.

Massés devant le Convention Center of Miami, où se déroulait la deuxième édition du Midem Latin America and Caribbean, quatre cents manifestants, en majorité âgés, regroupés à l'appel d'organisations anti-castristes, s'en prenaient à *« l'assassin Castro et aux criminels qui le soutiennent »*. Ils rappelaient l'Amérique à ce qui doit être à leurs yeux son devoir et sa croisade : le blocus commercial de Cuba. *« Stop using uncle Sam's dinero to promote your cuban hell »* (« cessez d'utiliser l'argent d'Oncle Sam pour promouvoir votre enfer cubain »), affichait une pancarte bilingue, tandis qu'étaient accrochées sur les barrières de sécurité des peintures naïves du *« massacre de Barlovento du 15 février 1962 »*, du *« massacre de Canimar du 6 juillet 1980 »*.

En septembre 1997, Gloria Estefan avait volé à la défense d'une fonctionnaire contrainte à la démission, après avoir pris position en faveur de la présence cubaine au Midem

Malgré des accords passés avec la ville de Miami Beach, le Midem latino, d'où la musique cubaine ne saurait être absente, a failli subir la même offense à la démocratie commerciale et artistique qu'en 1997 : pas de Cubains de Cuba à Miami. Pressions, annulations, retards. La fragile tolérance affichée envers les artistes n'a pas assoupli le sort réservé aux professionnels du disque de l'île. Le stand que devaient occuper six producteurs dans l'enceinte du marché international est resté vide. Comme pour sa première édition latino-américaine en 1997, le Midem a été confronté à l'intransigeance du comté de Miami, peu enclin à ouvrir une quelconque brèche dans la loi sur l'embargo sur le commerce avec Cuba décrétée par les Etats-Unis. En 1988, l'amendement Berman avait pourtant permis la vente de disques cubains sur le territoire américain et la venue d'artistes de l'île, pourtant considérés comme des fonctionnaires du régime castriste, dans le cadre d'échanges culturels. Mais Miami n'avait pas cédé.

Contraint d'annuler en août 1997 toute participation cubaine, musiciens compris, le Midem, qui, selon le quotidien *The Miami Herald*, génère un apport de 20 millions de dollars à la ville, avait menacé de quitter Miami Beach. Cette ligne dure a provoqué un débat inédit dans les médias locaux. En septembre 1997, Gloria Estefan, la diva de la pop latino-américaine, idole des Cubains de Miami, avait volé à la défense d'une fonctionnaire du département culturel du Miami Dade County, Peggy McKinley, contrainte à la démission, après avoir pris position en faveur de la présence cubaine au Midem. Gloria Estefan, notoirement anti-castriste, fille d'un agent de sécurité de Fulgencio Batista arrivé à Miami en 1959, avait dénoncé dans une lettre adressée au *Miami Herald* l'atteinte à la liberté d'expression que constituait l'éviction de Peggy McKinley. Quelques jours plus tard, l'héroïne de « l'exil cubain », se rendant dans son restaurant habituel de la Calle Ocho, rue principale de Little Havana, le quartier latino de Miami, y fut accueillie dans une atmosphère glaciale. On menaça de brûler ses disques en public. Elle dut calmer le jeu en réaffirmant devant les caméras de CBS Telenoticias ses positions anti-communistes au côté de son mari, le producteur Emilio Estefan Jr.

En prenant une position tranchée en faveur de la libre circulation des musiciens, Gloria Estefan savait que la deuxième génération d'américanos-cubains profondément enracinés aux Etats-Unis, mais désireux de retrouver leur identité à travers la musique étaient avec elle, tels les musiciens du Café Nostalgia, un club de la Calle Ocho, lieu du nouveau son latino de Miami. Depuis quelques mois, les signes d'une ouverture inéluctable se sont d'ailleurs multipliés : au début 98, le chanteur pop Carlos Varela, vedette du monde hispanique vivant à La Havane, s'est produit à Miami à l'occasion d'une convention des auteurs de Warner Chappell. En avril, rappelle l'hebdomadaire musical américain *Billboard*, le salsero Isaac Delgado avait fait une apparition surprise dans un night-club de Miami Beach. Enfin, en juin, le groupe Vocal Sampling, qui tourne partout dans le monde, avait donné le premier concert autorisé par le Département d'Etat américain depuis trente ans, au Lincoln Theater de Miami Beach.

La position des partisans de l'embargo sans concession va à l'encontre de la réalité artistique internationale et locale. Compay Segundo, artiste en contrat chez Warner Bros, a enregistré à Cuba avec le guitariste américain Ry Cooder, donné son premier concert américain à Washington en 1988. Il fut l'un des vainqueurs des Grammy Awards en 1997, pour l'album collectif *Buena Vista Social Club*.

A Miami, sur Lincoln Road, la rue piétonnière sillonnée par les adeptes du *body building* ou du *be yourself*, les linéaires « latin » des disquaires affichent sans discrimination les artistes cubains. La plupart des labels de world musique et des multinationales commercent avec Egrem, la compagnie d'Etat qui possède également des studios fort prisés internationalement.

Miami, port, porte, est une ville symbole. Ex-candidat à la présidence de la République de son pays et défenseur d'une gauche populaire, le salsero panaméen Ruben Blades était interdit de Miami jusqu'alors pour avoir chanté à Cuba et soutenu Fidel. *« Panama n'est pas que le canal, ce n'est pas que Noriega »*, disait-il sur la scène du Cameo Theater. Cuba, semblent scander en chœur les musiciens qui entretiennent la vitalité d'un des plus grands creusets de la musique populaire mondiale, n'est pas que Fidel. De penser l'île ainsi est même *« une insulte »*, répétait à la sortie du concert de Compay Segundo un jeune américain-cubain qui n'y est jamais allé.

Véronique Mortaigne

Imbroglio pour les visas

Les concerts présentés par le Midem sont majoritairement gratuits, et n'entraînent pas pour les artistes l'obligation de posséder un permis de travail aux Etats-Unis. Ce qui fut vrai pour 125 artistes venus de 26 pays du monde ne le fut pas pour Chucho Valdes et son groupe Irakere, retenus à La Havane. Le cas fut réglé in extremis, le concert reporté à grands frais d'une journée. Autres victimes de l'administration américaine : deux membres du groupe français Gnawa Diffusion, de nationalité algérienne, n'ont pu obtenir de visa d'entrée. Le chanteur brésilien Gilberto Gil, en tournée, n'a pu paraître à la conférence qu'il devait animer aux côtés d'Andre Midani, président de Warner Music Latin America, car, a expliqué ce dernier, *« Gil a eu par le passé maille à partir avec la justice brésilienne »* (c'était pour consommation de marijuana).

Une rencontre professionnelle à entrées multiples

MIAMI
de notre envoyée spéciale

Avec environ trois mille participants venus de soixante-quatre pays, dont un gros contingent nord-américain (45 %), la deuxième édition du Midem Latin America and Caribbean s'est tenue à Miami Beach (Floride) du 25 au 28 août. Ce salon professionnel confirme sa jeune implantation sur un marché transnational émergeant, dont les règles ne sont pas encore clairement définies. Que vient-on faire au Midem ? Ici, comme à Cannes, maisons de disques, éditeurs ou distributeurs échangent (vendent et achètent) des droits, des licences, cherchent idées et partenaires. Le Midem de Miami concerne, au premier chef, les compagnies indépendantes. Dans les allées du Palais des congrès de Cannes ou dans celles, moins denses, du Center of Convention de Miami, on cherchera vainement les enseignes des multinationales. Sont-elles absentes pour autant ?

« Les majors, souligne Xavier Roy, président de Reed Midem Organisation, *dominent sans difficultés les marchés locaux par le biais de leurs filiales. »* Occupant le créneau des musiques de variétés ou du classique, elles ont longtemps laissé le marché de la world musique et des musiques traditionnelles à quelques indépendants américains, anglais, français ou allemands. Idem pour la dance, traitée au Midem de Miami dans une case légèrement à part, le Miami Dance Event, un délice pour qui voudrait s'attaquer aux différentes définitions du genre – de la musique à danser pour night-clubber basique aux musiques électroniques expérimentales (la techno, pour les Français). La forte participation des Européens (26 % contre 25 % pour les Latinos-Américains) s'expliquent par l'intérêt historique porté à ces genres dans un vieux continent qui tient par ailleurs à défendre bec et ongles les principes du droit d'auteur – en témoigne la forte présence de la SGAE, la société d'auteurs espagnole.

Si elles ne tiennent pas stand dans ce qui serait pour le disque l'équivalent du Salon du prêt-à-porter, les majors surveillent toute cette activité de près – parfois depuis des hôtels voisins. *« Il y a, d'une part, une présence non visible des multinationales,* explique Xavier Roy, *très actives au sein d'organisations telles que le RIAA* [Recording Industry Association of America, très mobilisée contre la piraterie], *l'IFPI* [International Federation of Phonographic Industry, basée à Londres) *ou la FLAPF* [son équivalent latino-américain]. *Mais elles profitent également de l'occasion pour médiatiser leurs artistes. »* A titre d'exemple, on peut citer BMG Brésil amenant au Jackie Gleason Theater, un lieu plutôt guindé, le dernier phénomène populaire brésilien en date, SPC (So pra contrariar), jeune groupe de samba-pop ayant vendu chez lui trois millions d'exemplaires de son premier album, et visant le marché hispano-américain, en particulier mexicain. Ou encore Warner International, lançant le nouvel album de variétés (des boléros) du ténor Placido Domingo, venu tenir conférence de presse et cocktail privé au China Grill, un restaurant à la mode.

DU REGGAE AU FLAMENCO

La programmation des concerts du Midem de Miami est éclectique, puisque, respectueuse de la zone géographique couverte, elle associe le reggae (y compris celui du Sud-Africain Lucky Dube), la musique de la Nouvelle-Orléans, le rock mexicain, le flamenco et le jazz latin (Enrique Morente, avec Paquito D'Rivera), la dance latino, avec un détour par la chanson portugaise (Vitorino). Cent vingt-cinq artistes venus de vingt-six pays invités par le directeur artistique, Bernard Batzen, parfois par des maisons de disques (Warner, Caïman Records), ont ainsi occupé les théâtres, clubs et salles de concerts de Miami Beach pendant trois jours. Le salsero panaméen Ruben Blades a offert un tremplin aux artistes de Kiwi Records, son label, grâce à trois heures de concert commun, et torride, le 25 août, au Cameo Theater, sa première apparition publique à Miami.

V. Mo.

LA PHOTOGRAPHIE DE STANLEY GREENE

VISA POUR L'IMAGE, PERPIGNAN



STANLEY GREENE
Né à New York en 1949, il découvre la photographie lors de sa rencontre avec Eugene Smith en 1970. Il couvre pour Newsweek *la campagne présidentielle de 1984 et travaille pour* Rolling Stone *ou* Newsday. *Il s'installe à Paris en 1986, entre à l'agence VU en 1991 et commence à couvrir les conflits internationaux. Collaborateur de* Libération, New York Times Magazine, Stern, *il réalise des reportages sur l'effondrement du mur de Berlin, la fin du communisme en Russie, la famine au Soudan, le Rwanda, le Zaïre, la Bosnie, la Tchétchénie. Il obtient un World Press en 1993 pour son reportage sur le putsch de Moscou.*

« Six ou sept usines chimiques ont tourné sept jours sur sept à Dzerzhinsk, pendant cinquante ans (...) Aujourd'hui, tout est toxique : l'air, l'eau, le sol. D'après les scientifiques qui ont visité la zone depuis l'éclatement de l'Union soviétique, Dzerzhinsk est la ville la plus polluée de la planète.

» Comme beaucoup de chômeurs de Dzerzhinsk, Svetlana prospecte dans les décharges de la ville, à la recherche de restes de cuivre, de plomb et d'aluminium. *"Cet endroit, c'est un cauchemar, on ne devrait même pas respirer"*, dit-elle. »

« Svetlana et son fils », Exposition : « Dzerzhinsk, la ville la plus polluée du monde ». Couvent Sainte-Claire, rue du général Derroja. Du 29 août au 13 septembre, de 10 heures à 20 heures, entrée gratuite.

هكذا من الاهل

Koffi Olomidé, un crooner africain à l'Olympia

Rumba cajoleuse et soukouss énergique avec l'une des stars de la musique congolaise

Koffi Olomidé est le premier artiste congolais à se produire à l'Olympia depuis Rochereau, en 1970. De minuit jusqu'à l'aube, il a chanté l'amour à un public très féminin. Né à Kisangani en 1956, il a enregistré ses premiers disques de rumba congo-zaïroise en 1977, après avoir écrit de nombreuses chansons pour d'autres. Personnage public controversé dans son pays, il récuse toute accointance avec Mobutu et sa famille.

UN ARTISTE CONGOLAIS (ex-zaïrois) à l'Olympia, c'est déjà en soi un événement. On n'a pas vu ça depuis 1970. Rochereau, grande figure de la rumba congo-zaïroise, était alors le premier artiste africain à s'y produire. Un concert commençant à minuit et ne devant prendre fin qu'à l'aube, c'est tout aussi exceptionnel... dans une salle habituée à des horaires plus sages.

Pour Koffi Olomidé, roi de la rumba et du soukouss, son dérivé énergique, l'Olympia s'est adapté aux usages en vigueur dans la communauté congolaise : la musique s'y consomme seulement à une heure avancée de la nuit, comme au pays. Ainsi vont les « *koffiphiles et les koffiettes* », raconte Koffi Olomidé, parlant de ses fans (anonymes ou célèbres, tel que Passi, figure de la scène rap française, qui a samplé un de ses titres et le rejoindra pour une visite amicale sur scène) : « *Quand je donne des concerts, une bonne partie du public n'arrive que vers deux heures du matin.* » Des sapeurs et des dames élégantes. Beaucoup de dames élégantes. Le crooner stylé revendique l'amour comme principale source d'inspiration. Résultat : il est le chouchou de toutes les Africaines. « *Elles se ruent sur ses disques* », confirme un responsable du rayon Musiques du monde d'un grand magasin de disques parisien, où le chanteur de charme congolais « *talonne les plus grands de l'ensemble du magasin* », chaque fois qu'il sort un nouveau disque.

Depuis 1983, date de son premier enregistrement, Koffi Olomidé a mis quatorze albums sur le marché. Le dernier, *Loi* (Sonodisc/Musisoft), sorti en décembre 1997, s'est écoulé à 25 000 exemplaires en France et 105 000 dans le reste du monde. Des chiffres qui ne tiennent bien sûr pas compte des quantités colossales de copies pirates vendues. Dans toute l'Afrique sub-saharienne et au sein de la diaspora africaine, Koffi Olomidé est une star. Il parle parfois de lui à la troisième personne, a plusieurs maisons, des enfants (« *au moins quatre* », dit-il) et des surnoms. On l'appelle le « Rambo du Zaïre », parce qu'il a terrassé tous ses concurrents sur le terrain de la musique congo-zaïroise, ou encore le « Julio Iglesias de la chanson africaine ».

« *L'amour, toujours l'amour* », susurrent les choristes dans « Itinéraire », l'un des titres de *Loi*. C'est son leitmotiv, mieux, sa recette pour une vie meilleure. Une alternative aux accrocs et aux grimaces du quotidien. Et peut-être l'assurance d'accéder à la postérité : « *J'observe que les chanteurs restant dans la mémoire des gens sont ceux qui chantent le mieux l'amour : Brel, Julio Iglesias, Sinatra, Sardou... et j'en oublie. Aznavour, c'est une espèce de papa pour moi, il fait partie des gens que j'aimerais rencontrer au moins une fois dans ma vie.* »

NÉ SOUS UN MAUVAIS PRÉSAGE

Sa vie, Koffi Olomidé l'a commencée sous un mauvais présage. Le 13 août 1956, à Kisangani, il « *est né une main appuyée contre la joue, comme quelqu'un de triste* ». Au Zaïre, c'est signe de malheur. « *J'étais très mal en point ; je ne devais pas survivre.* » Il grandit néanmoins plutôt bien, commence à écrire des chansons d'amour pour des chanteurs du pays qui laissent croire qu'ils en sont les auteurs. Son père, expert-comptable, l'envoie faire ses études à Bordeaux. Chaque été, Koffi Olomidé rentre à Kinshasa, et dès 1977, enregistre des 45 tours de rumba congo-zaïroise – un style né de la rencontre de la musique cubaine et de rythmes locaux, qui, grâce à Franco et Rochereau, contamina l'Afrique entière à partir des années 60. Koffi Olomidé se distingue par sa voix peu ordinaire, capable de sauter des graves les plus profonds à de surprenants aigus, par le cachet original de ses compositions, alternant moments cajoleurs et plages sautillantes. Il s'entoure d'un groupe efficace, Quartier latin, et s'invente une griffe, le « *tcha-tcho* » (« *Tout ce qui est rythme, positif, différent. C'est la démarche artistique de Koffi* »).

Personnage public parfois controversé pour ses fréquentations, Koffi Olomidé réfute toute accusation d'accointance avec Mobutu : « *Je ne l'ai jamais rencontré et je n'ai jamais chanté pour lui. J'avais des relations "correctes" avec son fils, mais on ne peut pas dire que j'étais un ami de la famille.* » Lorsque la rébellion éclate le 2 août en République démocratique du Congo, Koffi Olomidé se trouve au Kenya avec son groupe. Avant de rejoindre Paris, il doit retourner à Kinshasa, au quartier 5/5 où se trouvent le siège de son orchestre, et le restaurant de Mama Amy, qui sait si bien préparer le *pondu*, un plat à base de feuilles de manioc. Les événements modifient ses plans. Il faudra attendre « *que ces affaires se calment* ». Tout ce qu'il souhaite pour son pays aujourd'hui, c'est voir les gens manger à leur faim, pouvoir se soigner, qu'il y ait davantage d'écoles, des transports qui fonctionnent, et « *qu'il n'y ait plus de balles, qu'on puisse dormir en paix, sans le bruit des bottes dehors* ».

Patrick Labesse

★ **Olympia, boulevard des Capucines, Paris, le 29 août, à minuit. 200 F.**

Marie Vassilieff, artiste des avant-gardes et « cantinière des montparnos »

MARIE VASSILIEFF DANS SES MURS. Musée du Montparnasse, 21, avenue du Maine, Paris-15e. Mo Falguière ou Montparnasse. Jusqu'au 15 octobre. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 12 heures à 19 heures. Tél. : 01-42-22-91-96

Dans la légende de Montparnasse et l'histoire des artistes russes de Paris, Marie Vassilieff (Smolensk 1884-Nogent 1957) est un personnage célèbre. On pense tout de suite à l'Académie de peinture qu'elle avait créée et, surtout, à l'image, réductrice, de la cantine ouverte pendant la guerre de 1914-18 pour aider les artistes étrangers qui ne recevaient plus de pension de leur pays d'origine. Mais la « cantinière des Montparnos » était, avant tout, une artiste. Le nouveau Musée du Montparnasse, ouvert dans la dernière cité d'artistes de l'avenue du Maine sauvée de la démolition, nous donne l'occasion de la découvrir, avec un ensemble d'œuvres de 1910 à 1955 appartenant à la famille et au collectionneur Claude Bernès, exposés dans l'atelier même où elle vécut entre 1912 et 1924. Dans cette « Académie Vassilieff », on travaille sans hiérarchie. Parfois, elle invite des artistes ou des personnalités à venir faire des conférences sur l'art : Fernand Léger, alors très pauvre et peu connu, Lounatcharsky, futur ministre de la culture de l'URSS, Max Jacob (« *Les manèges déménagent/ de l'avenue du Maine./ Ah! vers quels mirages ?/ Dites pour quels voyages/ Les manèges déménagent.* »). Elle y donne des fêtes où l'on se déguise, où l'on danse, où l'on chante jusqu'au matin.

L'ICÔNE ET LE LOUBOK

Arrivée de Russie en 1907, elle suit les cours de Matisse, puis participe à toutes les expériences de l'avant-garde, expose régulièrement à partir de 1910 au Salon des indépendants et au Salon d'automne. Elle retournera une fois seulement en Russie en décembre 1915, invitée à la fameuse exposition « *0.10* », la « *dernière exposition futuriste* » où Malevitch expose le *Carré noir*. Profondément imprégnée de culture russe, elle mêle dans sa peinture l'icône et le loubok, Matisse et l'art africain, puis le cubisme. D'où une multiplicité de facettes.

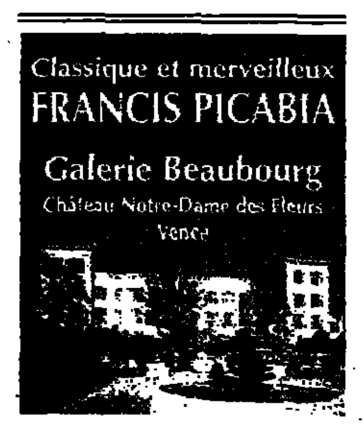
Pendant la guerre, dans sa cantine très bon marché, on voit au mur des peintures de Chagall et de Modigliani, des dessins de Picasso et de Léger et, dans un coin, une sculpture sur bois de Zadkine qu'elle finit par vendre. C'est là aussi qu'elle organise, avec Max Jacob, le 14 janvier 1917, un banquet en l'honneur de Georges Braque, blessé au front, qui vient d'être démobilisé. Une gouache montre Marie le couteau au poing face à Matisse qui lui présente la dinde à découper. Autour de la longue table, Max Jacob, Picasso, Cendrars, Léger ; et Modigliani qui surgit sans avoir été invité.

La révolution russe vaudra à Marie Vassilieff d'être internée comme espionne pendant dix-huit mois, au moment du traité de Brest-Litovsk. En dessins, elle a raconté son arrestation, son passage en conseil de guerre. Après la guerre, Montparnasse a changé. Sa peinture aussi, plus souple, plus sensuelle. Restant fidèle à l'avant-garde, elle collabore aux Ballets suédois de Rolf de Maré, invente des marionnettes à têtes lumineuses pour le théâtre du Hongrois Geza Blattner, des costumes en Rhodoïd aux couleurs des *Voyelles* de Rimbaud, confectionne des meubles, peint les deux piliers du fond du Café de la Coupole, dessine un flacon pour le parfum *Arlequinade*, du couturier Paul Poiret, qui l'aidera à obtenir des commandes pour ses poupées-portraits vedettes de l'époque arts déco. C'est avec les mêmes matériaux de récupération hétéroclites, cuir, boutons, noix de coco, papiers froissés, qu'elle confectionne ses icônes et qu'elle crée, en 1927, la « Misère noire » et la « Pauvreté claire », personnages d'un « guignol chrétien » du compositeur de musique sacrée Claude Dubosq pour *Le Bal de la misère noire*. *L'Humanité* dénonça « *le troupeau moribond des Russes émigrés, cette pègre de luxe que la révolution priva de ses privilèges et qui insulte maintenant au malheur des ouvriers français* », et le bal scandaleux fut interdit.

MÈRE COURAGE

« Mère Courage » de la bohème, celle qui savait que l'artiste vit aussi de pain et d'une aspiration mystique, celle qu'on voit faisant la fête dans les bals costumés des sociétés d'aide aux artistes et à la terrasse de la Rotonde aura défendu son indépendance, se battant, seule, pour vivre de son travail et élever son fils. On la reconnaît dans trois autoportraits de factures tout à fait différentes – datés de 1915, de 1930 et de 1955 –, aux trois âges de la vie, telle qu'elle a voulu qu'on se souvienne d'elle : blondeur, menton carré, regard très bleu que les lunettes rondes ne peuvent voiler même dans la vieillesse, mains immenses au premier plan comme si elles étaient son arme et son outil, présentant devant elle son double, son effigie, teint sombre et cheveu noir, qui est comme le revers de sa personne. « *Oh que c'est beau mourir et devenir poupée en cire* », écrira-t-elle dans une dernière prière.

Nicole Zand



NOUVEAU FILM

CHARITÉ BIZ'NESS

■ Ni Smaïn ni Elie Semoun ne se sont particulièrement illustrés jusqu'à présent en tant qu'acteurs de cinéma. Ils n'avaient pas tort. L'apparition sur grand écran de ce duo qui aurait gagné à rester inconnu des salles obscures dépasse toutes les bornes identifiées de l'insignifiance et de la bêtise. L'histoire du film – deux petits escrocs débiles, Samir et Maurice, montent une action humanitaire en faveur d'une peuplade indienne de leur invention – devient celle du chien qui se mord la queue. Car un film qui cumule un tel mépris des règles élémentaires du cinéma, de son récit, de ses personnages et partant du public, ne saurait être comparé qu'à une sorte d'escroquerie. *Jacques Mandelbaum*

Film français de Thierry Barthes et Pierre Jamin. Avec Smaïn, Elie Semoun, Marina Tome. (1 h 25.)

SORTIR

PARIS

Howard Johnson & Gravity
Howard Johnson remplace le percussionniste brésilien Nana Vasconcelos Duo, initialement prévu ce dernier samedi d'août au programme de Paris Jazz Festival. Sous le chapiteau de ce qui est devenu l'une des manifestations estivales les plus prisées du public parisien, le tubiste sera accompagné de son groupe Gravity, imposant regroupement de solistes parmi les plus habiles à donner à cet instrument, souvent raillé, sa dose de swing et de funk. Leur jazz qui sait se faire spectaculaire a le goût de la danse, de l'humour et des libertés de l'improvisation.
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, 12e. Mo Château-de-Vincennes. Le 29, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95. 10 F.

BLAYE (Gironde)

Chantiers de Blaye
Festival de théâtre placé sous les signes de l'échange et de la rencontre, les Chantiers de Blaye présentent leur neuvième édition. Philippe Adrien met en scène les comédiens du Jeune Théâtre national dans *Victor, ou les enfants au pouvoir*, de Vitrac. Le Théâtre Mandéka du Mali joue *Antigone*, de Sophocle, et le Théâtre à Spirale, dans son intégralité *Le Decameron*, de Boccace, mis en scène de Jean Boillot. Dominique Unternehr monte un rêve d'adolescent écrit par Garcia Lorca, *Lorsque cinq ans seront passés*. Philippe Avron présentera son dernier one man show, *Je suis un saumon*, et Mas Soegeng, un Javanais vivant en France depuis vingt-deux ans, son spectacle *Voyage au pays du masque*, avec la compagnie Raga de Bali, mise en scène d'Erhard Stiefel. A l'affiche aussi : *A moi la peur*, de Sergio Guagliardi, *Le Conte de Pygmalion*, de Marya Anéva, ainsi que des lectures de pièces et des rencontres quotidiennes avec les acteurs et metteurs en scène de ces Chantiers 1998.
Chantiers de Blaye, Citadelle Vauban, 33390 Blaye. Du 29 août au 5 septembre. Tél. : 05-57-42-93-39.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A Vendre (*)
de Laetitia Masson (France, 1 h 57).
Charité Biz'ness
de Thierry Barthes et Pierre Jamin (France, 1 h 25).
Henry Fool
de Hal Hartley (Etats-Unis, 2 h 17).
Metroland
de Philip Saville (France-Grande-Bretagne, 1 h 36).
La Mutante 2 (*)
de Peter Medak (Etats-Unis, 1 h 33).
6 Jours, 7 nuits
d'Ivan Reitman (Etats-Unis, 1 h 35).
La Voix solitaire de l'homme
d'Alexandre Sokurov (Russie, 1 h 30).
Zonzon
de Laurent Bouhnik (France, 1 h 42).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

Les Contes de la lune vague après la pluie
de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Le Départ
de Jerzy Skolimowski. Belge, 1967, noir et blanc (1 h 30).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
La Fille de Ryan
de David Lean. Britannique, 1970 (3 h 15).
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Madame Bovary
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

FESTIVALS

Au fil de l'eau
Céline et Julie vont en bateau de Jacques Rivette : le 28, à 22 h.
Parc de La Villette. Prairie du triangle, 19e (01-40-03-76-92).
John Cassavetes
Minnie and Moskowitz : le 28, à 19 h, 21 h 30.
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Cinéma d'Egypte d'hier et d'aujourd'hui
Une nuit chaude de Atef al-Tayeb : le 28, à 18 h 25. *Gare centrale* de Youssef Chahine : le 28, à 20 h ; *L'Epouse d'un homme important* de Mohamed Khan : le 28, à 22 h 20.
Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).
Clint Eastwood
Impitoyable : le 28, à 21 h 30.
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Sergueï M. Eisenstein
Le Cuirassé Potemkine : le 29, à 12 h.
Denfert, 14e (01-43-21-41-01).
Jean-Luc Godard
Le Mépris : le 29, à 12 h 05.
Reflet Médicis III, 5e (01-43-54-42-34).
Alfred Hitchcock
Les Trente-Neuf Marches : le 28, à 18 h, 19 h 50.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Kenzi Mizoguchi
Le Héros sacrilège : le 29, à 11 h 45.
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Satyajit Ray
Le Dieu éléphant : le 28, à 18 h 45, 21 h 15.
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Orson Welles
Citizen Kane : le 28, à 17 h 40.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
L'Amante anglaise
de Marguerite Duras, mise en scène de Pierre Tabard.
Studio des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 28, à 20 h 45. Tél. : 01-53-23-99-19. 60 F et 150 F.
Avant la retraite
de Thomas Bernhard, mise en scène d'Armand Delcampe.
Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Dullin, Paris 18e. Mo Abbesses. Le 28, à 21 heures. Tél. : 01-46-06-49-24. De 50 F à 250 F.
La Dernière Bande
de Samuel Beckett, avec Etienne Bierry.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Le 28, à 21 heures. Tél. : 01-45-48-92-97. 100 F et 130 F.
Les Mains sales
de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Jean-Pierre Dravel.
Théâtre Antoine, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10e. Mo Strasbourg-Saint-Denis. Le 28, à 20 h 45. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F.
Pâte feuilletée
d'Alain Stern, mise en scène de Didier Long.
Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9e. Mo Trinité. Le 28, à 20 h 45. Tél. : 01-42-80-01-81. 180 F et 230 F.
Road
de Jim Cartwright, mise en scène d'Olivier Forgues.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. Mo Place-de-Clichy. Le 28, à à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F et 90 F.
Valse no 6
de Nelson Rodrigues, mise en scène d'Henri Ronse.
Espace Kiron, 10, rue La Vacquerie, Paris 11e. Mo Voltaire. Le 28, à 20 h 30. Tél. : 01-44-64-11-50. 60 F et 100 F.
Chœur de chambre Accentus
Œuvres de Debussy, Poulenc, Martin, Schumann, Schoenberg et Rautavaara. Laurence Equilbey (direction).
Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Le 28, à 19 h 30. Tél. : 01-42-16-48-38. 120 F.
The Black Jack Quartet
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. Le 28, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 150 F.
Rachid Taha
Le Plan, rue Rory-Gallagher, 91 Ris-Orangis. Le 28, à 20 h 30. Tél. : 01-69-43-03-03. De 80 F à 110 F.
Babacar el Guarijo, Roberto Iglesias
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Le 28, à 21 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F.

ANNULATION

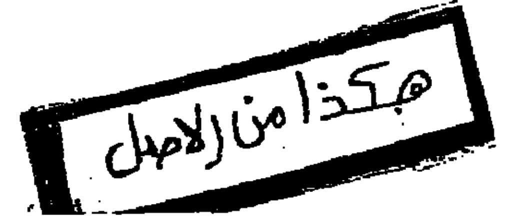
Global techno
Le cycle « Global techno 4.0 » (exposition, concerts et forums autour de la « *culture* » techno), qui devait se tenir du 10 au 20 septembre à la Grande Halle de La Villette à Paris, est annulé, annonce la direction de l'établissement public.

RÉSERVATIONS

Quartett
de Heiner Müller, mise en scène de Jean-Renaud Leloup et Fabrice Lods, d'après *Les Liaisons dangereuses* de Choderlos de Laclos, avec Léa Vallier et Jean-Renaud Leloup.
Théâtre du Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14e. Du 1er septembre au 30 octobre. Tél. : 01-43-27-88-61.
Les Femmes savantes
de Molière, mise en scène de Simon Eine, avec Yves Gasc, Catherine Samié, Alain Pralon...
Comédie-Française, rue Richelieu, Paris 1er. A partir du 7 septembre. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F.

DERNIERS JOURS

30 août :
Les Années supports/surfaces
Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8e. De 12 heures à 19 heures. Tél. : 01-47-03-12-50. 28 F et 38 F.
Photographies d'Egypte
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. De 10 heures à 18 heures. Tél. : 01-40-49-48-14. 30 F et 40 F.
Gloria Friedmann
Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris 7e. Tél. : 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Entrée libre.
31 août :
Sculptures de Jacques Lipchitz
Jardins du Palais Royal, rue de Valois, Paris 1er. De 7 heures à 23 heures. Entrée libre.



VENDREDI 28 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

21.10 La Cité des femmes ■ ■ ■ Federico Fellini (Italie, 1979, v.o., 140 min). Cinétoile
23.30 King Kong ■ ■ ■ E. B. Schoedsack et M. Cooper (EU, 1933, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
23.30 Cet obscur objet du désir ■ ■ Luis Bunuel (France, 1977, 100 min). Cinétoile
23.40 L'Esclave de l'amour ■ ■ Nikita Mikhalkov (Urss, 1976, v.o., 90 min). Arte
0.25 Enemy (version longue) ■ ■ Wolfgang Petersen (Etats-Unis, 1985, 105 min). Ciné Cinémas
2.55 Parade ■ ■ Jacques Tati (France - Suède, 1974, 85 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Joan Crawford. Gregory Peck. Paris Première
19.00 Best of Nulle Part Ailleurs. Canal +
19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Marthe Richard et la tolérance. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première
20.00 20h Paris Première. Best of. Avec Charles Berling. Paris Première
20.05 Dossiers justice. L'affaire Cassotta, un flic aux assises. TSR
20.50 Thalassa. Un été à la mer : Thalassa jette l'ancre à Etretat, sur la Côte d'Albâtre. France 3
21.00 De l'actualité à l'Histoire. Que retiendrons-nous des six premiers mois de l'année 1998 ? Invités : Jean-Noël Jeanneney ; René Rémond ; Patrick Boyer ; Jean-Marc Sylvestre. Histoire
22.00 Faut pas rêver. France 3
23.10 Les Dossiers de l'Histoire. Kamikaze, les comètes de la mort. France 3

DOCUMENTAIRES

18.30 Le Monde des animaux. Les Lièvres. La Cinquième
18.30 Virtuoses : Deux enfants terribles. Yuri Bashmet. Ivo Pogorelich. Mezzo
18.35 ▶ A l'auto-école. [5/5]. Maureen vaincra-t-elle ? Canal +
19.00 Requins et barracudas. Odyssée
19.15 Orques en liberté. Planète
19.30 Afrique du Sud. Le dernier grand treck. Arte
19.45 Henri Vernes. Un aventurier de l'imaginaire. Planète
19.55 Terrorisme. [4/4]. IRA, la toile d'araignée. Odyssée
20.00 Les Grands Explorateurs. [10/10]. Christophe Colomb. Histoire
20.30 Danse : Martha Graham. Le corps révélé. Mezzo
20.35 Le Retour de Zog. Planète
20.45 Civilisations englouties. [1/3]. Les eaux de feu. Odyssée
21.15 Le Sixième Soleil. Rébellion des Mayas au Chiapas. Odyssée
21.25 Celibidache. [2/2]. Planète
22.10 Grand format. Le Dernier Guerrier. Arte
22.15 Suède : La Forêt des ours. Odyssée
22.20 Le Maître de chorale. Planète
22.30 Virtuoses : Sergiu Celibidache. Portrait d'un chef d'orchestre. Mezzo
23.00 Leclerc le libérateur. Histoire
23.00 Les Cités prestigieuses d'Italie. [9/12]. Palerme. Odyssée
23.10 Méditerranée, rive sud. [4/13]. Tunisie, villes et villages. Planète
23.25 La Route de la soie. Odyssée
23.35 L'Oasis dans les glaces. Planète
23.40 Portrait de musicien. Marcel Azzola. TV 5
0.00 Chroniques de France. Le Quercy [2/2] : sous le ciel. France 3
0.10 Que la reine sauve la BBC. Odyssée
0.30 La baleine qui chante. TMC

SPORTS EN DIRECT

20.05 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. France 3
20.40 Football. Super coupe : Chelsea - Real Madrid. A Monaco. RTBF 1 - France 2

MUSIQUE

18.00 et 22.10 Ladies of Jazz. Festival de jazz de Montreux 1994. Avec : Shirley Horn Trio ; Gabrielle Goodman ; Natalie Cole ; Helen Merrill Trio ; Betty Carter Trio. Muzzik
19.00 et 23.25 Snader Telescriptions : the Vocalists. Avec Peggy Lee ; Sarah Vaughan ; June Christy ; Mel Thorne. Muzzik
20.05 et 0.15 Snader Telescriptions : Nat King Cole. Muzzik
21.00 Snader Telescriptions : The Big Bands, vol. 1. Duke Ellington et son orchestre (1952). Lionel Hampton et son orchestre (1950-1951) ; etc. Muzzik
22.50 José Carreras. Enregistré le 16 septembre 1988 à l'Opéra de Vienne. Paris Première

TÉLÉFILMS

18.55 La Chevauchée punitive. Mark Tinker. Ciné Cinémas
20.30 Le Poteau d'Aldo. Didier Grousset. Festival
20.35 Croire à en mourir. Stephen Gyllenhaal. TMC
20.40 Qui a peur du grand méchant loup ? Gilbert Cate. RTL 9
20.45 Cauchemar d'un été. Matti Geschonnek. Arte
20.50 La Peur en mémoire. Arthur Allan Seidelman. M 6
20.50 Diana, princesse du peuple. Gabrielle Beaumont. TSR
22.10 Le Don. David Delrieux. Festival

SÉRIES

19.05 Melrose Place. Camouflage. TF 1
19.20 Deux flics à Miami. Un sale métier. 13ème Rue
21.00 Des agents très spéciaux. Le défaut de la cuirasse. Canal Jimmy
21.55 La Fin du marquisat d'Aurel. [4/4]. Histoire
22.30 Dream On. Le choix de l'abonné n° 5 (v.o.). Canal Jimmy
22.30 La Loi de Los Angeles. Céréales, grossesse et vidéo. Téva
22.50 La Pieuvre. Enquête sur la mort du commissaire Cattani [5/6]. France 2
23.00 Seinfeld. La centième (v.o.). Canal Jimmy
23.05 Une famille formidable. Joël Santoni [9/9]. TF 1
0.35 Friends. Celui qui était le pire témoin du monde (v.o.). Canal Jimmy
1.00 Star Trek, la nouvelle génération. Causes et effets (v.o.). Canal Jimmy
1.45 Profit. Sykes (v.o.). Canal Jimmy
2.30 Spin City. Olé ! Olé ! (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 20.35 Planète
Le Retour de Zog

Albanie, 1928. Ahmed Zogou s'empare du pouvoir et devient roi sous le nom de Zog Ier. 1939, son règne est interrompu par l'invasion italienne. 1997, le petit Etat balkanique est au bord de l'anarchie et les Albanais sont appelés à décider par référendum du possible rétablissement de la monarchie. Leka Zog, fils de feu Zog Ier, revient au pays pour faire valoir ses « droits ». Peter Dale a suivi sa « campagne ». Son film, un peu décousu, hésite entre un bilan de l'Albanie en 1997 et le portrait d'un curieux personnage déterminé à prendre le pouvoir. – *J.-J. Ba.*

● 1.20 Arte
Music Planet

Aujourd'hui, un peu partout dans le monde, Dee Dee Bridgewater est la chanteuse de jazz de référence. Le portrait que lui consacre la « Jazz Collection » déçoit un peu sur la forme, ce qui est rare dans cette série. Surtout, les séquences d'entretiens (Dee Dee se maquillant *dans sa loge ou posant avec un* boa autour du cou) paraissent artificielles, comme si le statut de « diva du jazz » nécessitait une mise en scène. Sur le fond, en revanche, il y a des moments passionnants et émouvants. Ainsi lorsque cette native de Memphis (Tennessee) parle du racisme au quotidien, de la conscience de sa peau noire, lorsqu'elle évoque ce que Nancy Wilson, Betty Carter, Ella Fitzgerald ou Nina Simone ont pu lui apporter comme artistes et femmes, ou enfin quand elle explique sa manière de concevoir le chant et le scat et le nécessaire dialogue avec les musiciens. Elle est alors toute simplicité et toute majesté. L'une des grandes dames du jazz. – *S. Si.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.05 Contre vents et marées.
19.05 Melrose Place.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.55 Intervilles 1998. La finale : Mont de Marsan rencontre Dax.
23.05 Une famille formidable. [9/9].
0.50 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.45 Cyclisme.
19.50 Au nom du sport.
19.55 Météo.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.40 Football. Super Coupe : Chelsea - Real Madrid.
22.50 La Pieuvre. Enquête sur la mort du commissaire Cattani [5/6].
0.25 Journal, Météo.
0.40 Le Juge de la nuit. ○.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.05 Cyclisme.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.
20.50 Thalassa. Un été à la mer : Thalassa jette l'ancre à Etretat, sur la Côte d'Albâtre.
22.00 Faut pas rêver.
22.50 Météo, Soir 3.
23.10 Les Dossiers de l'Histoire. Kamikaze.
0.00 Chroniques de France. [2/2].

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 ▶ A l'auto-école. [5/5].
19.00 Best of Nulle Part Ailleurs.
20.05 Zapping.
20.10 Les Simpson.
20.35 South Park.
21.00 Fantômes contre fantômes ■ Film. Peter Jackson.
22.50 Athlétisme.
0.20 Le Testament d'Orphée ■ Film. Jean Cocteau.
1.40 Surviving Picasso. Film. James Ivory (v.o.).
3.55 Les Mille Merveilles de l'univers ■ Film. Jean-Michel Roux.

ARTE

19.00 Tracks.
19.30 Afrique du Sud. Le dernier grand treck.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Cauchemar d'un été. Téléfilm. Matti Geschonnek.
22.10 Grand format. Le Dernier Guerrier.
23.40 L'Esclave de l'amour ■ ■ Film. Nikita Mikhalkov (v.o.).
1.10 Le Dessous des cartes. L'Iran moderne [2/3].
1.20 Music Planet. Dee Dee Bridgewater.

M 6

18.00 Highlander.
19.00 Sliders, les mondes parallèles.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Fan de.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Les Voyages d'Olivia.
20.50 La Peur en mémoire. Téléfilm. Arthur Allan Seidelman.
22.40 Au-delà du réel, l'aventure continue. ○.
23.35 Buffy contre les vampires. ○.
0.25 Burning Zone, menace imminente.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Corps en éclats. Le pied.
21.00 La Radio à l'œuvre. Expérience limite.
22.40 Nocturnes. La musique à l'écran selon Claude Ollier.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.37 Symphonie n° 6, de Mahler. Concert. Par l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. James Conlon.
21.00 Le Jardin des Espérides. Festival de Sable. Par La Capella Reial de Catalunya, dir. Jordi Savall.
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Mariss Jansons. Œuvres de Berlioz, Liszt, Ravel, Honegger.
22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Sibelius, Tchaïkovski, Prokofiev, Chostakovitch.

SAMEDI 29 AOÛT

FILMS DU JOUR

13.05 E.T., l'extraterrestre ■ ■ ■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1982, 110 min). Cinétoile
13.35 Mata-Hari ■ ■ George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, N., 90 min). Ciné Cinéfil
16.25 Rue de l'Estrapade ■ ■ Jacques Becker (France, 1952, N., 100 min). Cinétoile
16.55 King Kong ■ ■ ■ E. B. Schoedsack et M. Cooper (EU, 1933, N., 90 min). Ciné Cinéfil
21.45 Tootsie ■ ■ Sidney Pollack (Etats-Unis, 1982, 115 min). TSR
23.00 Rock ■ ■ Michael Bay (Etats-Unis, 1995, 129 min). Canal +
23.00 Des feux mal éteints ■ ■ Serge Moati (France, 1993, 95 min). Cinéstar 1
2.45 Les Sept Mercenaires ■ ■ John Sturges (Etats-Unis, 1960, v.o., 125 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 0.10 Le Monde des idées. Thème : Le Président est-il un intouchable ? Avec Olivier Duhamel et Guy Carcassonne. LCI

MAGAZINES

13.30 et 0.00 La France et ses religions. L'islam en France. Invités : Jean Daniel, *Maxime Rodinson, Soheib Benchelkh,* Farhar Khosrokhavar. Histoire
14.05 Au nom de la loi. Les coulisses d'une victoire. Techniques particulières. RTBF 1
14.30 Le Magazine de l'Histoire. L'Allemagne nazie. Invités : Saul Friedlander, Mirko Grmek, Louise Lambrichs, André Glücksmann. Histoire
15.40 Les Arts en liberté. L'art en prison. RTBF 1
16.30 Les Dossiers de l'Histoire. Marthe Richard et la tolérance. Histoire
17.55 Courts particuliers. Pierre Salvadori. Paris Première
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 29 août 1948. Paris qui renaît. Invité : Olivier Todd. Arte
19.45 Le Bazar de CinéCinémas. Laëtitia Masson. Ciné Cinémas
20.00 Thalassa. Un été à la mer, Thalassa jette l'ancre à Ploumanac'h sur la côte de granit rose. TV 5
20.40 Le Club. Gabriel Yared. Ciné Cinéfil
20.45 Le Magazine de l'Histoire. L'enfance. Invités : Stéphane Audouin-Rouzeau, Yves Congar, Didier Lett, Dominique Julia, Dominique Missika. Histoire
21.40 Metropolis. Danser pour les dieux. Jazz au Cambodge. Jazz au Maroc. Ouvert pendant les travaux. Frida et Diego. Arte
23.05 Paris modes. Spécial mariage. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.20 Aux p'tits bonheurs la France. Au secours, Janine. France 3
17.25 Yeshayahou Leibovitz. [2/2]. Nul n'est prophète en son pays. Planète
17.30 Les Grands Explorateurs. [10/10]. Christophe Colomb. Histoire
17.30 Jump. Odyssée
17.35 Lieux mythiques. *Cités sacrées* de Cornouailles. La Cinquième
18.00 Le Sixième Soleil, rébellion des Mayas au Chiapas. Odyssée
18.05 L'Egypte. [4/5]. Dieux et démons. La Cinquième
18.20 La Fin de la télévision. Planète
18.30 Leclerc le libérateur. Histoire
19.00 Les Cités prestigieuses d'Italie. [9/12]. Palerme. Odyssée
19.30 Sans oublier les enfants. Odyssée
19.45 Maîtres de guerre. [13/13]. Tempête du désert. Planète
20.20 Anastasia Romanov ou Anna Anderson. Odyssée
20.30 Les Cobras souverains de l'Inde. Canal +
20.35 Les Grands Parcs nationaux américains. [4/4]. Planète
20.45 L'Aventure humaine. Everest, le sommet de la mort. Arte
20.50 Les Eléphants de Tsavo. TMC
21.20 Terrorisme. [4/4]. Odyssée
21.30 Orques en liberté. Planète
21.35 Le mystère de Lee Harvey Oswald. [2/2]. TMC
22.00 Henri Vernes. Un aventurier de l'imaginaire. Planète
22.10 Samuel Fuller, un Américain en Normandie. Odyssée
23.00 Hannah Arendt. *La jeune fille étrangère.* Histoire
23.05 Suède : La Forêt des ours. Odyssée
23.30 Music Planet. Max Roach. Arte
23.40 Celibidache. [2/2]. Planète
23.50 Vietnam : revivre. [4/5]. L'espérance verte. Odyssée
0.00 Paroles d'hommes. Téva
0.35 Le Maître de chorale. Planète
0.40 Trois peintres suédois. [2/3]. Carl Larsson. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

13.20 Formule 1. Grand Prix de Belgique. Essais qualificatifs. TSR
17.45 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. Eurosport
18.55 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. France 2
20.05 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. France 3
20.45 Football. Match amical. Milan AC - Barcelone. Eurosport

MUSIQUE

18.30 Pierre Boulez dirige l'Orchestre philharmonique de Vienne. *Les trois Nocturnes,* de Debussy, *Le Livre pour cordes,* de Boulez, *Le Mandarin merveilleux,* de Bartok, *Le Chant du rossignol,* de Stravinski. Mezzo
20.30 Offenbach tragicomique. *Les Contes d'Hoffmann.* Mise en scène. John Schlesinger. Enregistré à Londres par l'Orchestre et le Chœur du Royal Opera House, dir. Georges Prêtre. Mezzo
21.00 Intermezzo. Opéra de Strauss. Mise en scène. John Cox. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Gustav Kuhn. Muzzik
22.05 La Famille Marley. New York 1997. Paris Première
23.40 La Chauve-souris. Opéra de Srauss. A l'opéra royal de Londres. Muzzik
0.00 Eddy Mitchell. Au Casino de Paris 90. Paris Première
0.50 Renaud, Ché ma dernière tournée. A la Mutualité 95. France 2

THÉÂTRE

23.20 Arsenic et vieilles dentelles. Joseph Kesserling. Mise en scène. Stéphane Bertin. France 3

TÉLÉFILMS

20.13 Les Vacances de l'inspecteur Lester. Alain Wermus. 13ème Rue
20.30 Marion du Faouët. Michel Favart [1 et 2/2]. Festival
20.35 Juste à temps. Shawn Levy. Ciné Cinémas
21.10 L'Année du certif. Jacques Renard. France 3
22.30 Les Enfants de Lascaux. Maurice Bunio. TMC
23.10 Hollywood Night. Amour fatal. Jane Simpson. TF 1
23.35 Une mort à petites doses. ○ Sondra Locke. M 6
0.20 L'Ange des ténèbres. Dominique Othenin-Girard. TSR
0.25 Canti. Manuel Pradal. Arte

SÉRIES

19.00 French & Saunders Go to the Movies. (v.o.). Arte
19.15 Highlander. La pierre de Scone. Série Club
20.40 Derrick. Aversion mortelle. La fin du voyage. RTL 9
20.50 FX, effets spéciaux. Le voleur invisible. M 6
21.25 Gun. L'heure est venue. Canal +
21.45 The Sentinel. La meute. M 6
22.13 New York Undercover. Nina. 13ème Rue
22.30 Orages d'été. [1/7]. TV 5
22.40 Danger imminent. [3/4]. Arte
22.40 Players, les maîtres du jeu. Un logiciel très convoité. M 6
23.00 Le Retour de Sherlock Holmes. L'aventure de Wisteria Lodge. Disney Channel
23.00 American Gothic. La leçon de maître Buck. 13ème Rue
23.10 Star Trek, la nouvelle génération. Causes et effets. Canal Jimmy
23.40 Stargate. Le procès. TSR
23.45 Buck Rogers. Planète des Amazones. 13ème Rue
0.35 Expériences interdites. Dream of Doom (v.o.). 13ème Rue
0.50 Seinfeld. La centième (v.o.). Canal Jimmy
1.35 Friends. Celui qui était le pire témoin du monde (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques.

LES CODES DU CSA :
○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 23.30 Arte
Music Planet

Max Roach, la modernité du jazz

TOUT commence avec un solo de batterie de Max Roach. Il se tient droit, ses gestes d'une élégance absolue sont comme une danse. Chaque frappe sur les toms ou les cymbales est préméditée et en même temps totalement surprenante. Cette posture de Max Roach est connue de tous les amateurs de jazz et des apprentis batteurs. Ce pourrait être une trace de l'époque où les musiciens de jazz portaient costume *et cravate avec un naturel que les* jeunes lions d'aujourd'hui tentent maladroitement de copier. Cette manière « à l'ancienne » – qui est aussi celle de ses contemporains Big Sid Catlet, Jo Jones, Kenny Clarke, Philly Jo Jones, Art Blakey... –, Max Roach en a fait son style, sa marque, à toutes les périodes de sa carrière, pour jouer la modernité du jazz. C'est surtout cet aspect, un artiste dans son temps et dans la vision de son futur, qui ressort de ce très bon numéro de la « Jazz Collection ».

Conçu autour d'entretiens tirés d'archives ou filmés lors d'un récent passage de Roach à Paris, ce portrait réalisé par Gérald Arnaud et Patrick Sobelman montre clairement la place dans le jazz du batteur et compositeur noir américain né à New York le 10 janvier 1925. C'est d'abord celle d'un inventeur de formes pour la percussion. Au temps du bop, il développe la polyrythmie. Dans les années 70, il monte l'ensemble de percussions M'Boom. Régulièrement, en duo avec Archie Shepp, Cecil Taylor, Dizzy Gillespie et d'autres, il réécrit les rapports mélodie-rythme. Il est l'un des premiers à rencontrer des rappeurs. A chaque fois, il fait chanter la batterie.

Max Roach est aussi un acteur attentif, militant même, de la lutte pour les droits de l'homme, noir d'abord – ce sont les années 60 –, universel ensuite. Il évoque la *Freedom Suite,* ode à la liberté, magnifiée par le chant d'Abbey Lincoln, alors son épouse ; les relations avec Malcolm X comme avec Martin Luther King ; la drogue, les excès, dont il ne cache pas ce qu'ils auraient pu détruire en lui. Un grand monsieur qui séduit et fascine.

Sylvain Siclier

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 Reportages. Les Enfants du Caire.
13.50 MacGyver.
14.45 Alerte à Malibu.
15.40 Flipper.
16.40 Dingue de toi.
17.10 Hercule.
18.00 Sous le soleil.
19.05 Melrose Place.
20.00 Journal, Images du sport.
20.35 F1, Le Résultat des courses.
20.50 Météo, Trafic infos.
20.55 La télé s'amuse.
23.10 Hollywood Night. Amour fatal. Téléfilm. △ Jane Simpson.
0.45 Formule foot.
1.20 Formule F1.

FRANCE 2

13.40 La Vie privée des plantes.
14.35 Les Eléphants du Kilimandjaro.
15.30 Tiercé.
15.50 Cécile. Téléfilm. Roger Gulllot.
17.20 Caravane, hors les murs. Téléfilm. Jean-Pierre Blanc.
18.45 1000 enfants vers l'an 2000.
18.55 Cyclisme. Championnats du monde sur piste.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Météo.
21.00 Fort Boyard.
22.55 Fous d'humour.
0.40 Journal, Météo.
0.50 Renaud, Ché ma dernière tournée.

FRANCE 3

13.00 Le Magazine du cheval.
13.25 Keno.
13.30 Le Jardin des bêtes.
14.00 Destination pêche.
14.55 Des héros très discrets.
15.25 Montagne. El Inti, le train du Pérou.
15.55 Bonjour l'ancêtre.
16.25 Histoire de l'accordéon. [2/2].
17.20 Aux p'tits bonheurs la France.
18.15 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cyclisme. Championnats du monde sur piste.
20.55 Tout le sport.
21.10 L'Année du certif. Téléfilm. Jacques Renard.
22.55 Météo, Soir 3.
23.20 Saturnales. Arsenic et vieilles dentelles. Pièce de théâtre. Joseph Kesserling.
1.20 Journal des festivals.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 14.20
13.05 Cannes pub 98.
14.20 Rugby. Australie - Nouvelle-Zélande.
16.05 Les Superstars du catch.
16.50 Alys, mon idole, mon amie. Téléfilm. François Labonté.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.35 Cyberculture. Le système Microsoft.
19.05 Décode pas Bunny.
19.30 Meego.
19.55 et 22.05 Flash infos.
20.05 Daria.
20.30 Les Cobras souverains de l'Inde.
21.25 Gun.
22.15 Jour de foot.
23.00 Rock ■ ■ Film. Michael Bay.
1.10 Camilla ■ Film. Deepa Mehta (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 L'Argent. Téléfilm. Jacques Rouffio [2/3].
15.00 Le Journal de la santé.
15.30 La Magie du climat.
15.55 Sur les chemins du monde.
16.00 Destination. Bali.
16.40 Inlandsis, dans le secret des glaces.
17.35 *Lieux mythiques.* Cités sacrées de Cornouailles.
18.00 Aires de fête.
18.05 L'Egypte. [4/5] Dieux et démons.
19.00 French & Saunders Go to the Movies. [1/9] (v.o.).
19.30 Histoire parallèle.
20.15 Le Dessous des cartes. [3/3].
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Everest, le sommet de la mort.
21.40 Metropolis.
22.40 Danger imminent. [3/4].
23.30 Music Planet. Max Roach.
0.25 Canti. Téléfilm. Manuel Pradal.

M 6

13.15 Code Quantum.
14.15 Drôle de chance.
15.10 Les McKenna.
16.05 et 20.10 Les Piégeurs.
16.15 Le Magicien.
17.15 Amicalement vôtre.
18.20 Extralarge.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi. 20.50 FX, effets spéciaux. 21.45 The Sentinel. 22.40 Players, les maîtres du jeu.
23.35 Une mort à petites doses. Téléfilm. Sondra Locke.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Fiction (rediff.). *Le Bal masqué,* de Mikhaïl Lermontov.
21.20 Atelier de création radiophonique (Rediff.). Kawachi 97, polaroïd détrempé.
22.35 Musiques du monde. L'Océanie.
0.05 La Roulotte du Mans.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 L'Oreille du monde. Maroc.
19.37 Don Giovanni. Opéra de Mozart. Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence, au théâtre de l'Archevêché, donné par l'Orchestre de chambre Gustav Mahler et le Chœur de l'Académie européenne de musique, dir. Claudio Abbado. Roberto Scaltriti (Don Giovanni), Nicola Ulivieri (Leporello).
23.00 Soleil de nuit.

RADIO-CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Dvorak, Grieg, R. Schumann, Gade.
20.40 La Tempête, de Shakespeare. *La Tempête,* extraits, de Purcell, par l'Orchestre Monteverdi, dir. Gardiner ; *La Tempête,* de Sibelius, par le Symphonique de Göteborg, dir. Järvi ; *Sonate n° 17,* de Beethoven, Pollini, piano ; *Lélio,* de Berlioz, par la Radio de Francfort, dir. Inbal ; *La Tempête,* de Tchaïkovski, par le Symphonique de Chicago, dir. Abbado ; *An Silvia,* de Schubert ; *La Tempête,* de Chausson, par le Symphonique de la RTBF ; *Three Shakespeare Songs,* de Vaughan Williams ; *Prélude pour La Tempête,* de Honegger ; *Der Sturm,* de Martin.
22.40 Da Capo. Œuvres de R. Schumann, Mozart, Brahms.

هكذا من الاهل

Le Monde
SAMEDI 29 AOÛT 1998

Le PS rejette l'appel de M. Séguin à M. Jospin pour une nouvelle loi sur le financement des partis

Il s'agirait d'une « simple demande de loi d'amnistie », estiment les socialistes

PHILIPPE SÉGUIN s'était adressé au gouvernement de Lionel Jospin, mercredi 26 août, pour réclamer une nouvelle loi sur le financement des activités politiques et l'effacement des infractions hors enrichissement personnel commises entre 1988 et 1995. Ni M. Jospin ni son gouvernement n'ont voulu faire de commentaire après l'intervention télévisée du président du RPR. En revanche, le Parti socialiste a clairement opposé une fin de non-recevoir à la demande de M. Séguin par la voix de son secrétaire national à la coordination, Alain Claeys. *« Le Parti socialiste est hostile à cette demande »*, a-t-il annoncé dans un communiqué publié jeudi 27 août.

« Depuis la loi de 1990, poursuit M. Claeys, *les partis politiques disposent d'un financement public qui leur permet de fonctionner dans de bonnes conditions en toute clarté. Cette loi a été complétée en 1995 par une autre législation interdisant à toutes personnes morales de faire des dons aux partis politiques. Ce dispositif est globalement satisfaisant »*, poursuit le membre de la direction socialiste avant d'ajouter : *« Aussi, nous ne pouvons comprendre le sens et la portée de la demande du président du RPR, à moins de penser qu'il s'agirait en fait d'une simple demande de loi d'amnistie. »* Cette réaction donne certainement le ton de ce que pense M. Jospin.

Le refus du PS a provoqué, jeudi 27 août, une réaction officielle de François Fillon, porte-parole du RPR. *« Les socialistes n'ont décidément rien compris, ni rien appris,* a affirmé le député de la Sarthe. *L'initiative législative évoquée par Philippe Séguin, dans la continuité de la loi de 1989 et de celle de 1995, dont il avait été le principal artisan au Parlement, vise un tout autre objectif »* que *« la funeste loi d'amnistie de 1990 qui a causé tant de dégâts dans l'opinion publique »*. Il s'agirait de *« mettre un terme aux ambiguïtés qui sapent depuis des années les fondements du pacte de confiance nécessaire entre les partis politiques, les organisations syndicales et l'opinion »*.

La direction du RPR s'est naturellement assurée de la cohérence de son propos d'aujourd'hui dans la défense d'Alain Juppé avec ce qu'elle avait pu dire lors du départ forcé, en 1997, d'Henri Emmanuelli, ancien trésorier du PS, de l'Assemblée nationale. M. Séguin était de ceux qui avaient alors témoigné leur solidarité à l'ancien député des Landes. *« Je les attends, les chéris ! J'ai tout en magasin ! Je peux tenir un siège d'un mois ! »*, jubile aujourd'hui M. Séguin. Le président du RPR, qui s'emploie depuis plus d'un an à tenir le rang de chef de l'opposition face à M. Jospin, attend du premier ministre une initiative législative qui serait élaborée par *« consensus »*, au titre de la modernisation de la vie politique. *« Le premier ministre s'honorerait en démontrant par ses initiatives qu'il privilégie l'intérêt national et le long terme sur l'intérêt à court terme de son parti »*, affirme M. Fillon. Ce que M. Séguin résume par cette formule : *« Qu'il se comporte en homme d'Etat ! »*

A titre préventif, la droite agite aussi la menace de possibles représailles contre la gauche. La demande d'une commission d'enquête parlementaire sur la MNEF fait partie de l'arsenal. Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (UDF-PPDF), a aussi évoqué l'existence d'enseignants, *« peut-être six mille »*, qui seraient *« au service des syndicats d'enseignants ou de certaines organisations, liées à des partis politiques »*. Mais dans l'ensemble, les alliés du RPR se sont fait aussi discrets que possible jeudi. Le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, qui avait trouvé *« un peu scandaleux qu'on se scandalise »* de la condamnation définitive de M. Emmanuelli en décembre 1997, n'a pas pipé mot, tout comme François Bayrou, président de Force démocrate, et François Léotard, président de l'UDF.

Philippe Douste-Blazy (FD), président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a cependant indiqué au *Monde* qu'il juge légitime qu'*« un débat soit ouvert dans chaque groupe parlementaire »* autour de la proposition de M. Séguin. Hervé Mariton, candidat à la présidence de l'UDF et proche de Charles Millon, estime que *« M. Séguin a plutôt raison »*. A l'inverse Renaud Dutreil, député (DL) de l'Aisne, s'élève vivement contre la proposition de M. Séguin : *« Je suis contre les lois d'amnistie, à quelque époque que ce soit. Les Français sont assez adultes pour faire la part entre l'enrichissement personnel et le financement politique. Le plus inquiétant dans tout cela, c'est de voir que ce genre de pratiques a subsisté »* après le vote de lois.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

Quand le trésorier du RPR jugeait les lois « bonnes »

Jacques Boyon, trésorier du RPR de février 1990 à avril 1993, avait été, le 11 juin 1991, auditionné par la commission d'enquête sur le financement des partis et des campagnes électorales, présidée par Pierre Mazeaud (RPR). Il avait alors affirmé : *« Les lois de 1988 et 1990 sont bonnes : elles permettent de gérer les finances des partis dans la clarté ; je ne vois pas d'amélioration sensible à leur apporter sur ce point. »* M. Boyon avait auparavant précisé : *« Du fait de l'aide publique, je rencontre moins de difficultés que mes prédécesseurs. »* Il avait même ajouté qu'il espérait, pour 1991, *« réaliser un excédent qui pourra être mis en réserve pour les futures campagnes »*. Il indiquait encore : *« Grâce au système institué par la loi de 1990, les entreprises sont désormais sûres de verser au RPR, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant : je suis en effet convaincu que sur le terrain, des gens travaillent pour leur compte, en se réclamant de tel ou tel mouvement politique. Les donateurs peuvent aujourd'hui bénéficier d'une déduction fiscale... »*

La population indonésienne défie le gouvernement

Le très populaire « gouverneur-sultan » de Yogyakarta appelle à de profondes réformes

YOGYAKARTA
de notre envoyé spécial

Toujours en proie à des révoltes sporadiques de la faim, l'Indonésie bouillonne aussi pour la démocratie. A Lombok, île voisine de Bali et haut lieu du tourisme indonésien, plusieurs milliers de personnes ont attaqué et investi, jeudi 27 août, le parlement local pour protester contre *« l'élection truquée »* d'un gouverneur choisi par le gouvernement. Huit personnes, dont quatre soldats, ont été blessées.

Dans l'île de Sumatra, des manifestants demandant des poursuites judiciaires contre leur gouverneur jugé corrompu ont bloqué le convoi d'un ministre venu de Djakarta. A Yogyakarta, capitale historique et culturelle de l'île de Java, les habitants ont eux-mêmes choisi leur gouverneur. Défiant le pouvoir central, une foule de cent mille personnes s'est réunie, mercredi 26 août, pour hurler son approbation à la lecture d'une « Déclaration du peuple de Yogyakarta » reconduisant, sans autre formalité, le sultan comme gouverneur de cette région autonome.

Très populaire, le sultan Hamengku Buwono X appartient à une poignée de personnalités que la fin du règne de Suharto a propulsées sur le devant de la scène. Après avoir contribué à la chute du général-président Suharto, il ne ménage pas ses critiques envers le nouveau régime. *« En dépit de quelques progrès, le nouveau gouvernement n'a pas été capable de répondre aux aspirations populaires. Il n'a pas été capable d'aider les gens à vivre. Il n'encourage pas la démocratisation. Sa politique actuelle est de réparer, non de réformer »*, a-t-il déclaré lors d'un rare entretien avec trois journalistes occidentaux.

Jusqu'au « mai de Djakarta », Buwono X n'avait guère fait parler de lui. Pour s'être rallié à la proclamation d'une République par Sukarno dès 1945, Buwono IX, père de l'actuel monarque, avait sauvé son sultanat. Sous Sukarno, Buwono IX avait été ministre à plusieurs reprises. Il avait même été vice-président de la République sous Suharto avant de s'éteindre en 1988. Monté sur le trône de Yogyakarta en 1989, son fils Buwono X s'est rarement manifesté, si ce n'est en acceptant trois mandats de député et, comme de droit, la présidence de la branche locale du Golkar, le parti gouvernemental. Tout a basculé en mai, lorsque, à l'exemple de Djakarta, des émeutiers se sont manifestés dans le centre de sa ville. Debout sur une voiture, le sultan leur a fait une leçon de morale accueillie par un silence coupable. On pouvait obtenir des réformes sans violence et sans sacrifier sa propre cité, leur a-t-il dit. Les vandales sont rentrés chez eux.

Le 20 mai, veille de la démission forcée de Suharto, alors que Djakarta était quadrillée par l'armée, Buwono X a réussi un tour de force. La jeunesse en colère de Yogyakarta, une ville qui compte plus de soixante établissements universitaires, voulait manifester. L'armée s'y opposait. Le sultan a imposé un rassemblement à son palais d'où les forces de l'ordre étaient absentes. Dans une ambiance de kermesse ponctuée de discours anti-Suharto, le meeting a réuni entre deux cent mille et cinq cent mille personnes. Buwono X s'est adressé à la foule. Les gens se sont précipités pour lui baiser les mains.

LES « QUATRE PROMESSES »

« Mon devoir, dit-il aujourd'hui, *est de protéger la population. C'est un engagement que j'ai pris en montant sur le trône. Avant que mon père ne s'en aille, je lui ai fait quatre promesses : protéger la population ; respecter l'Etat et la Constitution ; dire le vrai et le faux ; et avoir pour seule ambition l'aide à la communauté. Que je sois au gouvernement ou non, je dois me tenir à ces quatre promesses. »* Sans pour autant indiquer quelle voie il compte suivre, cet homme à la grande prestance, âgé de cinquante-deux ans, n'a visiblement pas l'intention de retourner vivre discrètement derrière les murs de son palais.

Tout d'abord, il souhaite la réelle *« décentralisation »* d'un Etat hyper-centralisé. Mentionnant les révoltes séparatistes, sous Suharto, à Atjeh (Sumatra occidendal), en Irian Jaya et au Timor-Oriental, il estime qu'elles ont été le fruit de *« l'action injuste »* du pouvoir. Décentralisation, dit-il, ne veut pas dire *« désintégration »* ; *« Pour peu,* ajoute-t-il, *que le régime Suharto se retire de la scène. »* Une réflexion d'autant plus intéressante qu'il reproche au gouvernement actuel des *« pratiques féodales »*. De toute façon, *« la décentralisation est la demande du public »*. Il évoque même la nécessité de ce qu'il appelle l'*« autonomisation »* de la vie publique dans l'archipel en redonnant des pouvoirs aux communautés locales.

Yogyakarta, une ville d'un demi-million d'habitants, n'est pas l'Indonésie. Et la forte popularité de Buwono X ne franchit peut-être pas les limites du territoire dont il a été élu gouverneur. Toutefois, ce grand centre universitaire et culturel a suffisamment de prestige pour être considéré comme le baromètre de la politique indonésienne, et son leader traditionnel doit y faire face aux attentes de ses sujets, qu'il vient de réveiller.

Prudent ou plus simplement modeste, le sultan ne se place pas sur l'échiquier politique qui commence à se dessiner. Si des élections générales ont lieu, comme annoncé, en 1998, il voit le PDI, le Parti démocratique indonésien de l'opposante Megawati Sukarnoputri (*« plutôt nationaliste, hindouiste, urbain »*, résume-t-il) arriver en tête. En deuxième position, il place le Parti du réveil national (*« nationaliste, religieux, rural »*), fondé le 23 juillet par Abdulraman Wahid, alias Gus Dur, président du Nahdlatul Ulama, une association d'oulémas, docteurs de la foi musulmane, qui revendique quarante millions de membres.

Pour le sultan, le Parti du mandat national (*« religieux, moderniste, urbain »*), lancé le 23 août par Amien Raïs, leader de la Muhammadiyah – une association musulmane de près de trente millions de membres –, devrait terminer troisième. Le sultan – qui ne fait guère de cas de quelque soixante autres formations, pousse en dernière position le Golkar gouvernemental (*« séculaire, intégrationniste, rural »*). Il voit déjà se profiler une alliance entre Megawati, la fille de feu Sukarno, et Gus Dur face à Amien Raïs et au Golkar, dont la direction est assurée par le plus proche collaborateur du président Habibie. Et lui-même ? *Pour l'instant,* Buwono X dit *« le vrai et le faux »*, affiche sa disponibilité et rappelle ainsi à Djakarta que, par des temps si durs, il vaudrait peut-être mieux également compter avec lui.

Jean-Claude Pomonti

Emeutes de la faim à Java et Sumatra

La population des campagnes indonésiennes, dont les conditions de vie sont de plus en plus difficiles, multiplie les attaques de moulins à riz ainsi que les pillages de magasins et de plantations. L'armée a dû être déployée et faire usage de ses armes cette semaine dans au moins deux régions d'Indonésie. A Java les soldats ont tiré en l'air sans faire de victime. Mais, non loin de Medan, dans le nord de Sumatra, au moins un villageois a été tué par balle et cinq autres blessés, selon des sources militaires. Les victimes sont tombées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu pour protéger les bâtiments d'une plantation attaquée par des centaines de personnes protestant contre l'arrestation de villageois accusés d'avoir volé des dattes. A Java-Est, le commandant militaire a confirmé, jeudi 27 août, avoir donné à ses soldats l'instruction d'ouvrir le feu sur les manifestants qui n'obéissaient pas aux tirs de semonce. – *(AFP.)*

Les footballeurs de Lens vont rencontrer les Anglais d'Arsenal

LE RC LENS, CHAMPION DE FRANCE de football, recevra le club d'Arsenal au stade Bollaert, mercredi 16 septembre, lors des premières rencontres de la Ligue des champions. Sacrés champions d'Angleterre la saison passée, les hommes de l'entraîneur français Arsène Wenger comptent dans leurs rangs les récents champions du monde Emmanuel Petit et Patrick Viera, mais aussi Nicolas Anelka. Seul club français qualifié pour la compétition depuis l'élimination du FC Metz, mercredi 26 août, la formation nordiste de Daniel Leclercq retrouvera Arsenal pour le match retour, le mercredi 25 novembre, à Wembley. Pour prétendre disputer les quarts de finale, les Sang et Or devront briller dans le groupe E où figurent les Grecs du Panathinaïkos et les Ukrainiens du Dynamo Kiev.

DÉPÊCHES

■ **VOILE : Michel Desjoyeaux a remporté,** jeudi 27 août, la 29e édition de la Solitaire du Figaro. Vainqueur de la première étape à Howth (Irlande) et de la troisième à Gijon (Espagne), le skipper de TBS avait déjà remporté l'épreuve en 1992.

■ **CYCLISME : avec sa victoire en vitesse olympique,** jeudi 27 août, l'équipe de France a enlevé sa troisième médaille d'or en trois finales lors des championnats du monde de cyclisme sur piste à Bordeaux.

Tirage du *Monde* daté vendredi 28 août 1998 : 505 424 exemplaires 1-